

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ROYAL BANK OF CANADA

Société de droit étranger

Siège social : 1, Place Ville-Marie, Montréal (Québec) 99401 - Canada

Succursale en France : ROYAL BANK OF CANADA – RBC PARIS BRANCH

Siège de la succursale en France : 34-42 Avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS

317 761 542 RCS PARIS

COMPTES CONSOLIDES au 31 octobre 2025**Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière**

Les états financiers consolidés ci-joints de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris les nombreux montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux exigences de la *Loi sur les banques* (Canada) et selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. L'information financière contenue dans notre rapport de gestion est présentée de manière cohérente avec ces états financiers consolidés.

Nos contrôles internes sont conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les transactions sont dûment autorisées, que l'actif est bien protégé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le Code de déontologie et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation, qui est conçue afin d'assurer que nous et nos employés nous conformons à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe d'auditeurs internes qui effectue une revue périodique de toutes les facettes de nos activités.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume ses responsabilités en matière d'information financière par l'entremise de son Comité d'audit composé uniquement d'administrateurs indépendants. Ce comité revoit nos états financiers consolidés et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité d'audit assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir nos procédures de contrôles internes actuelles ainsi que les révisions prévues de ces procédures et de conseiller les administrateurs en matière d'audit et de présentation de l'information financière. Notre responsable en chef de la conformité à la réglementation et notre auditeur interne en chef peuvent consulter librement et en tout temps le Comité d'audit.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) effectue les examens et enquêtes concernant nos opérations et activités qu'il juge nécessaires pour déterminer, d'une part, si nous respectons les dispositions de la *Loi sur les banques* et, d'autre part, si nous sommes en bonne santé financière. Dans l'exécution de son mandat, le BSIF s'efforce de protéger les droits et intérêts de nos déposants et créanciers.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant nommé par nos actionnaires sur recommandation du Comité d'audit et du Conseil d'administration, a effectué un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (Etats-Unis) tel qu'il est indiqué dans son rapport de l'auditeur indépendant et son rapport du cabinet d'experts-comptables inscrits indépendant, respectivement. Les auditeurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité d'audit de tous les aspects de leur mission d'audit et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

David I. McKay

Président et chef de la direction

Katherine Gibson

Chef des finances

Toronto, le 2 décembre 2025

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction de la Banque Royale du Canada d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est un processus conçu par le président et chef de la direction et par le chef des finances, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres employés, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. Il comprend des politiques et des procédures qui :

- concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions de nos actifs ;
- fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que nos encaissements et décaissements ne sont faits qu'avec l'autorisation de notre direction et de notre Conseil d'administration ;

- fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée de nos actifs qui pourrait avoir une incidence significative sur nos états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, il se peut que celui-ci ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies en temps opportun. En outre, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situations ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef des finances, et avec leur participation, la direction a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2025, en se fondant sur les critères énoncés en vertu de l'*Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2025 est efficace selon les critères énoncés en vertu de l'*Internal Control – Integrated Framework* (2013).

L'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2025 a fait l'objet d'un audit par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant, comme en fait mention son rapport, intégré aux présentes.

David I. McKay
Président et chef de la direction

Katherine Gibson
Chef des finances

Toronto, le 2 décembre 2025

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de la Banque Royale du Canada

Notre opinion

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Royale du Canada et de ses filiales (collectivement, la « Banque ») aux 31 octobre 2025 et 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Banque, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 31 octobre 2025 et 2024 ;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos à ces dates ;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates ;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates ;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates ;
- les notes annexes, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations à fournir ont été présentées ailleurs dans le rapport de gestion, plutôt que dans les notes annexes des états financiers consolidés. Ces informations font l'objet d'un renvoi dans les états financiers consolidés et sont indiquées comme ayant été auditées.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2025. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
<p>Correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts classés aux stades 1 et 2 (correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2) <i>Voir la note 2, Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements, et la note 5, Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit, des états financiers consolidés.</i></p> <p>La correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts de la Banque s'élevait à 7 459 millions de dollars au 31 octobre 2025 et représentait l'estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues sur les prêts à la date de clôture, dont une part importante est liée aux prêts classés aux stades 1 et 2. Les prêts productifs sont classés au stade 1 entre leur comptabilisation initiale et la date à laquelle le prêt a subi une augmentation importante du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. Ils sont transférés au stade 2 après une augmentation importante du risque de crédit. Les prêts sont classés au stade 3 lorsqu'ils sont jugés dépréciés. Tel qu'il a été communiqué par la direction, l'évaluation des pertes de crédit attendues sur les prêts est un calcul complexe qui fait intervenir un nombre important de données et d'hypothèses interdépendantes, comme la notation du risque de l'emprunteur, les conditions macroéconomiques prospectives, la façon dont les scénarios sont construits et les pondérations attribuées à chaque scénario. La perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance sont intégrées à un modèle fondé sur les variables macroéconomiques les plus étroitement corrélées avec les pertes de crédit.</p> <p>Les estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues sur les prêts classés aux stades 1 et 2 tiennent compte de cinq différents scénarios macroéconomiques futurs. Chacun de ces scénarios comprend des variables macroéconomiques pertinentes servant à recenser un large intervalle de résultats possibles et est pondéré selon l'estimation que fait la direction de la probabilité relative de l'intervalle de résultats représenté par chaque scénario à la date de clôture. Des jugements importants posés par la direction sont nécessaires pour établir les hypothèses et les estimations qui seront utilisées dans le calcul de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2.</p> <p>Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des jugements importants posés par la direction pour l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 ; • du degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur nécessaire pour effectuer des procédures liées aux hypothèses formulées par la direction pour : <ul style="list-style-type: none"> o établir les scénarios macroéconomiques futurs ; o prévoir certaines variables macroéconomiques ; o construire les scénarios établis par pondération probabiliste ; o attribuer des notations du risque de l'emprunteur. • des efforts d'audit importants nécessaires à l'évaluation des éléments probants, étant donné que l'évaluation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 est un calcul complexe qui fait intervenir un grand nombre de données et d'hypothèses interdépendantes, dont certaines sont basées sur un modèle ; 	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tester l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2, dont les contrôles relatifs : <ul style="list-style-type: none"> o aux modèles de probabilité de défaillance, de perte en cas de défaillance et d'exposition en cas de défaillance ; o à la conception de scénarios macroéconomiques futurs, à la prévision de certaines variables macroéconomiques et à la pondération probabiliste de ces scénarios ; o à l'attribution de notations du risque de l'emprunteur ; o à l'exhaustivité et à l'exactitude de certaines données entrant dans le calcul des pertes de crédit des stades 1 et 2. • tester le processus utilisé par la direction pour estimer la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2, ce qui consiste à : <ul style="list-style-type: none"> o tester l'exhaustivité et l'exactitude de certaines données utilisées dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 ; o avoir recours à des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées pour aider à évaluer : • le caractère approprié des modèles de probabilité de défaillance, de perte en cas de défaillance et d'exposition en cas de défaillance utilisés dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 ; • le caractère raisonnable des données et hypothèses importantes utilisées dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 liée : <ul style="list-style-type: none"> • à la conception de scénarios macroéconomiques futurs ; • à la prévision de certaines variables macroéconomiques ; • aux pondérations probabilistes attribuées aux scénarios ; • à l'attribution de notations du risque de l'emprunteur pour des échantillons de prêts.

<ul style="list-style-type: none"> • de l'effort d'audit apporté par des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées. 	
<p>Positions fiscales incertaines <i>Voir la note 2, Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements, et la note 21, Impôt sur le résultat, des états financiers consolidés.</i></p> <p>La Banque est assujettie aux lois fiscales des divers territoires où elle exerce ses activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part de la direction et de celle des autorités fiscales compétentes. Tel qu'il a été communiqué par la direction, un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes et évaluer la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque afin de déterminer la charge d'impôt en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. La direction effectue un examen chaque trimestre afin de mettre à jour ses estimations selon l'information disponible, mais l'acceptation des positions fiscales de la Banque par les autorités fiscales compétentes pourrait donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels. Dans certains cas, la Banque a reçu des avis de nouvelle cotisation, car la déductibilité fiscale de dividendes dans le cadre de certaines transactions, notamment celles avec des investisseurs indifférents relativement à l'impôt, avait été refusée.</p> <p>Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du degré élevé de jugement que la direction a dû exercer, notamment lorsque les estimations comportaient un degré élevé d'incertitude : <ul style="list-style-type: none"> o dans l'interprétation des lois fiscales pertinentes ; o dans l'évaluation de la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque, en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes ; • de l'évaluation des positions fiscales incertaines, qui a nécessité un degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur ; • de l'effort d'audit apporté par des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées. 	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tester l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation des positions fiscales incertaines et de l'incidence sur la charge d'impôt ; • tester le processus utilisé par la direction i) dans l'évaluation de la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque et ii) dans l'estimation des dotations au titre des positions fiscales incertaines, le cas échéant, en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Ces procédures ont consisté à : <ul style="list-style-type: none"> o examiner la correspondance avec les administrations fiscales compétentes ; o évaluer le caractère approprié des méthodes utilisées ; o tester l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans l'estimation ; o s'enquérir du conseiller juridique interne et externe de la Banque ; o évaluer, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées : <ul style="list-style-type: none"> • l'application des lois fiscales pertinentes ; • le caractère raisonnable de la probabilité établie par la direction que les autorités fiscales compétentes acceptent les positions fiscales de la Banque ; • les éléments utilisés par la direction.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers, incluses dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de

continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser ses activités ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Banque pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Lona Mathis.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 2 décembre 2025

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de la Banque Royale du Canada

Opinions sur les états financiers et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons effectué l'audit des bilans consolidés ci-joints de la Banque Royale du Canada et de ses filiales (collectivement, la « Banque ») aux 31 octobre 2025 et 2024, et des états consolidés du résultat net, des états consolidés du résultat global, des états consolidés des variations des capitaux propres, des tableaux consolidés des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque au 31 octobre 2025, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (le « COSO »).

A notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2025 et 2024 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. De plus, à notre avis, la Banque maintenait, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2025, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le COSO.

Fondement des opinions

La direction de la Banque est responsable des présents états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le « Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière » ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur les états financiers consolidés de la Banque et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (des États-Unis) (le « PCAOB ») et sommes tenus d'être indépendants de la Banque conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et qu'un contrôle interne à l'égard de l'information financière efficace a été maintenu dans tous ses aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont compris le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournies dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également compris l'évaluation des principes comptables retenus et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a compris l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, ainsi que des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne en fonction de notre évaluation du risque. Nos audits ont également compris la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité ; ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration ; et iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Questions critiques de l'audit

Les questions critiques de l'audit communiquées ci-après sont des questions soulevées au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée qui ont été ou qui doivent être communiquées au comité d'audit et qui i) sont liées à des comptes ou des informations fournies qui sont significatifs par rapport aux états financiers consolidés et ii) pour lesquelles nous avons dû porter des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, en communiquant les questions critiques de l'audit ci-après, nous n'exprimons pas d'opinions distinctes sur celles-ci ni sur les comptes ou informations connexes.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts classés aux stades 1 et 2 (correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2)

Tel qu'il est mentionné aux notes 2 et 5 des états financiers consolidés, la correction de valeur pour pertes de crédit sur les prêts de la Banque s'élevait à 7 459 millions de dollars au 31 octobre 2025 et représentait l'estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues sur les prêts à la date de clôture, dont une part importante est liée aux prêts classés aux stades 1 et 2. Les prêts productifs sont classés au stade 1 entre leur comptabilisation initiale et la date à laquelle le prêt a subi une augmentation importante du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. Ils sont transférés au stade 2 après une augmentation importante du risque de crédit. Les prêts sont classés au stade 3 lorsqu'ils sont jugés dépréciés. Tel qu'il a été communiqué par la direction, l'évaluation des pertes de crédit attendues sur les prêts est un calcul complexe qui fait intervenir un nombre important de données et d'hypothèses interdépendantes, comme la notation du risque de l'emprunteur, les conditions macroéconomiques prospectives, la façon dont les scénarios sont construits et les pondérations attribuées à chaque scénario. La perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance sont intégrées à un modèle fondé sur les variables macroéconomiques les plus étroitement corrélées avec les pertes de crédit. Les estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues sur les prêts classés aux stades 1 et 2 tiennent compte de cinq différents scénarios macroéconomiques futurs. Chacun de ces scénarios comprend des variables macroéconomiques pertinentes servant à recenser un large intervalle de résultats possibles et est pondéré selon l'estimation que fait la direction de la probabilité relative de l'intervalle de résultats représenté par chaque scénario à la date de clôture. Des jugements importants posés par la direction sont nécessaires pour établir les hypothèses et les estimations qui seront utilisées dans le calcul de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2.

Les faits suivants ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures à l'égard de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 constituait une question critique de l'audit en raison du fait que i) la direction a posé des jugements importants pour l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 ; ii) un degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur a été nécessaire pour effectuer des procédures liées aux hypothèses formulées par la direction pour a) établir les scénarios macroéconomiques futurs, b) prévoir certaines variables macroéconomiques, c) construire les scénarios établis par pondération probabiliste et d) attribuer des notations du risque de l'emprunteur ; iii) l'évaluation des éléments probants a nécessité des efforts d'audit importants, étant donné que l'évaluation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 est un calcul complexe qui fait intervenir un grand nombre de données et d'hypothèses interdépendantes, dont certaines sont basées sur un modèle et iv) des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées ont apporté un effort d'audit.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Dans le cadre de ces procédures, l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 a été testée, dont les contrôles relatifs i) aux modèles de probabilité de défaillance, de perte en cas de défaillance et d'exposition en cas de défaillance ;

ii) à la conception de scénarios macroéconomiques futurs, à la prévision de certaines variables macroéconomiques et à la pondération probabiliste de ces scénarios ; iii) à l'attribution de notations du risque de l'emprunteur et iv) à l'exhaustivité et à l'exactitude de certaines données entrant dans le calcul des pertes de crédit des stades 1 et 2. Ces procédures consistaient également à tester le processus utilisé par la direction pour estimer la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2. Cela consiste à i) tester l'exhaustivité et l'exactitude de certaines données utilisées dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 et, ii) évaluer, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées : a) le caractère approprié des modèles de probabilité de défaillance, de perte en cas de défaillance et d'exposition en cas de défaillance utilisés dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2, et b) le caractère raisonnable des données et hypothèses importantes utilisées dans l'estimation de la correction de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 liée 1) à la conception de scénarios macroéconomiques futurs, 2) à la prévision de certaines variables macroéconomiques, 3) aux pondérations probabilistes attribuées aux scénarios et 4) à l'attribution de notations du risque de l'emprunteur pour des échantillons de prêts.

Positions fiscales incertaines

Tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés, la Banque est assujettie aux lois fiscales des divers territoires où elle exerce ses activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de la part de la direction et de celle des autorités fiscales compétentes. Tel qu'il a été communiqué par la direction, un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes et évaluer la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque afin de déterminer la charge d'impôt en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. La direction effectue un examen chaque trimestre afin de mettre à jour ses estimations selon l'information disponible, mais l'acceptation des positions fiscales de la Banque par les autorités fiscales compétentes pourrait donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels. Dans certains cas, tel qu'il est mentionné à la note 21 des états financiers consolidés, la Banque a reçu des avis de nouvelle

cotisation, car la déductibilité fiscale de dividendes dans le cadre de certaines transactions, notamment celles avec des investisseurs indifférents relativement à l'impôt, avait été refusée.

Les faits suivants ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures liées aux positions fiscales incertaines constitue une question critique de l'audit essentiellement en raison du fait que i) la direction a dû exercer un degré élevé de jugement, notamment lorsque les estimations comportaient un degré élevé d'incertitude a) dans l'interprétation des lois fiscales pertinentes et b) dans l'évaluation de la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque, en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes ; ii) l'évaluation des positions fiscales incertaines a nécessité un degré élevé de jugement et de subjectivité de la part de l'auditeur et iii) des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées ont apporté un effort d'audit.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Dans le cadre de ces procédures, l'efficacité des contrôles liés à l'évaluation des positions fiscales incertaines et de l'incidence sur la charge d'impôt a été testée. Ces procédures consistaient également à tester le processus utilisé par la direction i) dans l'évaluation de la probabilité d'acceptation des positions fiscales de la Banque et ii) dans l'estimation des dotations au titre des positions fiscales incertaines, le cas échéant, en fonction des estimations de la direction quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Cela consiste à i) examiner la correspondance avec les administrations fiscales compétentes ; ii) évaluer le caractère approprié des méthodes utilisées ; iii) tester l'exhaustivité et l'exactitude des données utilisées dans l'estimation ; iv) s'enquérir du conseiller juridique interne et externe de la Banque et v) évaluer, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées, l'application des lois fiscales pertinentes, le caractère raisonnable de la probabilité établie par la direction que les autorités fiscales compétentes acceptent les positions fiscales de la Banque et les éléments utilisés par la direction.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Toronto, Canada
Le 2 décembre 2025

Nous agissons en tant qu'auditeurs de la Banque depuis 2016.

Bilans consolidés

	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	37 024 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 364	66 020
Titres (note 4)		
Titres détenus à des fins de transaction	219 067	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	342 721	256 618
	561 788	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 683	350 803
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	652 344	626 978
Prêts de gros	397 171	360 439
	1 049 515	987 417
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 093)	(6 037)
	1 042 422	981 380
Autres		
Dérivés (note 9)	177 206	150 612
Locaux et matériel (note 10)	6 819	6 852
Goodwill (note 11)	19 405	19 286
Autres immobilisations incorporelles (note 11)	7 402	7 798
Autres actifs (note 13)	112 893	92 190
	323 725	276 738
Total de l'actif	2 325 006 \$	2 171 582 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 14)		
Particuliers	529 740 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	946 314	839 670
Banques	39 562	47 722
	1 515 616	1 409 531
Autres		
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	289 516	305 321
Dérivés (note 9)	183 953	163 763
Passifs au titre des contrats d'assurance (note 15)	24 327	22 231
Autres passifs (note 17)	108 591	94 712
	656 278	621 313
Déventures subordonnées (note 18)	13 961	13 546
Total du passif	2 185 855	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 19)	11 675	9 031
Actions ordinaires (note 19)	20 753	20 952
Bénéfices non distribués	96 938	88 608
Autres composantes des capitaux propres	9 726	8 498
	139 092	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	59	103
Total des capitaux propres	139 151	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 325 006 \$	2 171 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

David I. McKay
Président et chef de la direction

Cynthia Devine
Administratrice

Etats consolidés du résultat net

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)		
Prêts	56 042 \$	54 040 \$
Titres	20 055	17 668
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	22 367	27 121
Dépôts et autres	5 361	6 122
	103 825	104 951
Charge d'intérêt (note 3)		
Dépôts et autres	44 817	47 256
Autres passifs	25 371	28 967
Déventures subordonnées	637	775
	70 825	76 998
Revenu net d'intérêt	33 000	27 953
Revenus autres que d'intérêt		
Résultat des activités d'assurance (note 15)	867	777
Résultat des placements d'assurance (note 15)	284	294
Revenus tirés des activités de négociation	3 125	2 327
Commissions de gestion de placements et de services de garde	10 647	9 325
Revenus tirés des fonds communs de placement	5 084	4 437
Commissions de courtage en valeurs mobilières	1 905	1 660
Frais bancaires	2 425	2 294
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	2 899	2 672
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	1 301	1 142
Revenus sur cartes	1 333	1 273
Commissions de crédit	1 670	1 592
Profits nets sur les titres de placement	120	170
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées (note 12)	73	(16)
Autres	1 872	1 444
	33 605	29 391
Total des revenus	66 605	57 344
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	4 362	3 232
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (notes 16 et 20)	23 122	21 083
Matériel	2 790	2 537
Frais d'occupation	1 679	1 805
Communications	1 497	1 369
Honoraires	2 177	2 525
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (note 11)	1 759	1 549
Autres	3 568	3 382
	36 592	34 250
Bénéfice avant impôt	25 651	19 862
Impôt sur le résultat (note 21)	5 282	3 622
Bénéfice net	20 369 \$	16 240 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	20 362 \$	16 230 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	7	10
	20 369 \$	16 240 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 22)	14,10 \$	11,27 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 22)	14,07	11,25
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	6,04	5,60

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Etats consolidés du résultat global

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Bénéfice net	20 369 \$	16 240 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt (note 21)		
Eléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	758	1 104
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(5)	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(121)	(140)
	632	963
Ecart de change		
Profits (pertes) de change latents	826	1 029
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(315)	(514)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(25)	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	1
	486	516
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	780	338
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(669)	(827)
	111	(489)
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 16)	329	531
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(894)	(1 041)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	109	117
	(456)	(393)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	773	597
Total du résultat global	21 142 \$	16 837 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	21 134 \$	16 827 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8	10
	21 142 \$	16 837 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Etats consolidés des variations des capitaux propres

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Autres composantes des capitaux propres				Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
						Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Ecart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes propres			
Solde au début de la période	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61) \$	88 608 \$	(897) \$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	4 973	77	–	–	(28)	–	–	–	–	5 022	–	5 022
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(227)	–	–	(2 541)	–	–	–	–	(2 768)	–	(2 768)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(2 350)	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 350)	–	(2 350)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	4 937	5 762	–	–	–	–	–	10 699	–	10 699
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(4 916)	(5 811)	–	–	–	–	–	(10 727)	–	(10 727)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	29	–	–	–	–	29	–	29
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(8 502)	–	–	–	–	(8 502)	–	(8 502)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(494)	–	–	–	–	(494)	(52)	(546)
Autres	–	–	–	–	(40)	–	–	–	–	(40)	–	(40)
Bénéfice net Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	20 362	–	–	–	–	20 362	7	20 369
	–	–	–	–	(456)	632	485	111	1 228	772	1	773
Solde à la fin de la période	11 643 \$	20 863 \$	32 \$	(110) \$	96 938 \$	(265) \$	7 613 \$	2 378 \$	9 726 \$	139 092 \$	59 \$	139 151 \$

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Autres composantes des capitaux propres				Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
						Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Ecart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes propres			
Solde au début de la période	7 323 \$	19 398 \$	(9) \$	(231) \$	81 059 \$	(1 860) \$	6 612 \$	2 756 \$	7 508 \$	115 048 \$	99 \$	115 147 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	2 720	1 628	–	–	(18)	–	–	–	–	4 330	–	4 330
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(13)	–	–	(127)	–	–	–	–	(140)	–	(140)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(1 023)	–	–	–	2	–	–	–	–	(1 021)	–	(1 021)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 245	5 472	–	–	–	–	–	6 717	–	6 717
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(1 225)	(5 302)	–	–	–	–	–	(6 527)	–	(6 527)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	69	–	–	–	–	69	–	69
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(7 916)	–	–	–	–	(7 916)	–	(7 916)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(322)	–	–	–	–	(322)	(6)	(328)
Autres	–	–	–	–	24	–	–	–	–	24	–	24
Bénéfice net	–	–	–	–	16 230	–	–	–	–	16 230	10	16 240
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(393)	963	516	(489)	990	597	–	597
Solde à la fin de la période	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61) \$	88 608 \$	(897) \$	7 128 \$	2 267 \$	8 498 \$	127 089 \$	103 \$	127 192 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	20 369 \$	16 240 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	4 362	3 232
Amortissement	1 286	1 364
Impôt différé	(216)	(1 529)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	1 793	1 617
(Bénéfice) perte des coentreprises et des entreprises associées	(73)	16
Pertes (profits) sur les titres de placement	(132)	(170)
Pertes (profits) à la cession d'activités	–	29
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Passifs au titre des contrats d'assurance	2 096	3 205
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(1 880)	1 674
Impôt exigible	(936)	945
Actifs dérivés	(26 594)	(4 797)
Passifs dérivés	20 190	17 593
Titres détenus à des fins de transaction	(35 767)	8 886
Prêts	(62 098)	(55 007)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	41 120	(10 168)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(15 805)	(35 581)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 605	727
Dépôts	106 085	91 596
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(107)	(304)
Autres	(13 078)	(16 429)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	55 220	23 139
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	15 656	5 066
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	232 439	182 335
Achat de titres de placement	(314 421)	(193 307)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(2 243)	(2 280)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	–	15
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(12 716)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(68 569)	(20 887)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Emission de débentures subordonnées	2 991	3 250
Remboursement de débentures subordonnées	(2 750)	(1 500)
Emission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	72	159
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(2 768)	(140)
Emission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	4 945	2 702
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(2 350)	(1 021)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	10 699	6 717
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(10 727)	(6 527)
Dividendes versés sur les actions et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(8 800)	(6 637)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(39)	(6)
Variation des emprunts à court terme des filiales	2 804	(4 507)
Remboursement d'obligations locatives	(788)	(636)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(6 711)	(8 146)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	361	628
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(19 699)	(5 266)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	56 723	61 989
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	37 024 \$	56 723 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés	70 976 \$	73 639 \$
Intérêts reçus	100 508	102 127
Dividendes reçus	3 982	3 502
Impôt sur le résultat payé	6 087	3 410

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 31 octobre 2025 (2 milliards au 31 octobre 2024 ; 3 milliards au 31 octobre 2023).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales (la Banque) offrent, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des produits et services des secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Se reporter à la note 26 pour plus de détails sur nos secteurs d'exploitation.

La société mère, la Banque Royale du Canada, est une banque de l'annexe I en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada), constituée et établie au Canada. Notre bureau central est situé au Royal Bank Plaza, 200 Bay Street, Toronto (Ontario), Canada, et notre siège social, au 1, Place Ville-Marie, Montréal (Québec), Canada. Nos actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole RY. Ces états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). A moins d'indication contraire, les montants sont libellés en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Les présents états financiers consolidés sont également conformes au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada) (BSIF), les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS. Les méthodes comptables décrites à la note 2 ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées.

Le 2 décembre 2025, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les méthodes comptables significatives utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés, y compris les exigences comptables prescrites par le BSIF, sont résumées ci-après. Ces méthodes comptables sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux IFRS. Les mêmes méthodes comptables ont été appliquées à toutes les périodes présentées.

Généralités

Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation de nos états financiers consolidés exige que la direction établisse des estimations subjectives et des hypothèses qui influent sur les montants présentés concernant les actifs, les passifs, le bénéfice net et l'information connexe. Les estimations faites par la direction se fondent sur l'expérience passée et des hypothèses qui sont considérées comme étant raisonnables. Les principales sources d'incertitude liée aux estimations comprennent : la détermination de la juste valeur des instruments financiers, la correction de valeur pour pertes de crédit, les contrats d'assurance et de réassurance, les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, l'impôt sur le résultat, le goodwill et autres immobilisations incorporelles et les dotations. Par conséquent, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations ainsi que de certaines autres, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos états financiers consolidés futurs. Se reporter aux méthodes comptables pertinentes décrites dans cette note pour plus de détails sur notre utilisation d'estimations et d'hypothèses.

Jugements importants

Lors de la préparation des présents états financiers consolidés, la direction a dû poser des jugements importants qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs et sur les montants présentés des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période. Les éléments suivants ont nécessité des jugements importants, comme il est décrit aux notes annexes de nos états financiers consolidés :

Consolidation d'entités structurées	Note 2	Goodwill et autres immobilisations incorporelles	Note 2
	Note 8		Note 11
Juste valeur des instruments financiers	Note 2	Mise en application de la méthode du taux d'intérêt effectif	Note 2
	Note 3		
Correction de valeur pour pertes de crédit	Note 2	Décomptabilisation d'actifs financiers	Note 2
	Note 4		Note 7
	Note 5		
Contrats d'assurance et de réassurance	Note 2	Impôt sur le résultat	Note 2
	Note 15		Note 21
Avantages du personnel	Note 2	Dotations	Note 2
	Note 16		Note 23
			Note 24

Principes de consolidation

Nos états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif ainsi que les résultats d'exploitation de la société mère, la Banque Royale du Canada, et de ses filiales, y compris certaines entités structurées, compte tenu de l'élimination des transactions, soldes, revenus et charges intersociétés.

Consolidation

Les filiales sont les entités, y compris les entités structurées, sur lesquelles nous exerçons un contrôle. Nous contrôlons une entité lorsque nous sommes exposés ou que nous avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir que nous détenons sur l'entité émettrice. Nous détenons le pouvoir sur une entité lorsque nous avons des droits effectifs qui nous confèrent la capacité actuelle de diriger les activités qui ont l'incidence la plus importante sur les rendements de l'entité (les activités pertinentes). Le pouvoir peut être déterminé sur la base des droits de vote ou, dans le cas des entités structurées, d'autres accords contractuels.

Nous ne sommes pas considérés comme exerçant un contrôle sur une entité si le pouvoir est exercé à titre de mandataire de tierces parties. Pour déterminer si nous agissons comme mandataire, nous examinons la relation globale existant entre nous, l'entité émettrice et les autres parties à l'accord en fonction des facteurs suivants : i) l'étendue de notre pouvoir décisionnel ; ii) les droits détenus par d'autres parties ; iii) la rémunération à laquelle nous avons droit et iv) notre exposition à la variabilité des rendements.

La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et fait l'objet d'une évaluation sur une base continue. Dans certains cas, l'évaluation de divers facteurs et de diverses conditions peut porter à croire que le contrôle d'une entité est exercé par diverses parties, selon que ces facteurs ou ces conditions sont évalués séparément ou dans leur ensemble. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous déterminons si nous contrôlons une entité, plus précisément, lorsque nous évaluons si nous avons d'importants droits décisionnels sur les activités pertinentes et si nous exerçons notre pouvoir en agissant pour notre propre compte ou comme mandataire.

Nous consolidons toutes nos filiales à partir de la date à laquelle nous obtenons le contrôle, et cessons de consolider une entité lorsqu'elle n'est plus contrôlée par nous. Nos conclusions aux fins de la consolidation se répercutent sur le classement et le montant des actifs, des passifs, des revenus et des charges comptabilisés dans nos états financiers consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales que nous consolidons sont présentées dans notre bilan consolidé à titre de composante distincte des capitaux propres, séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présenté séparément dans nos états consolidés du résultat net.

Participations dans des coentreprises et des entreprises associées

Nos participations dans des sociétés en commandite et des sociétés liées sur lesquelles nous exerçons une influence notable sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Nous utilisons également cette méthode pour comptabiliser nos participations dans des coentreprises sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint. Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations sont initialement comptabilisées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser notre quote-part du résultat net de l'entité émettrice (y compris notre quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice) après la date d'acquisition.

Instruments financiers**Classement des actifs financiers**

Les actifs financiers sont évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et sont classés, et ultérieurement évalués, à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, suivant le modèle économique que nous suivons pour la gestion des instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument.

Les instruments d'emprunt sont évalués au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et que l'actif n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du résultat net : a) l'actif est détenu selon un modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie (voir la description ci-après) et b) les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le capital restant dû.

Les instruments d'emprunt sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et que l'actif n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du résultat net : a) l'actif est détenu selon un modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de vendre ces actifs (voir la description ci-après) et b) les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le capital restant dû.

Tous les autres instruments d'emprunt sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si l'actif n'est pas détenu à des fins de transaction et que nous prenons la décision irrévocable de désigner l'actif à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Cette décision est prise instrument par instrument.

Détermination du modèle économique

Nous déterminons nos modèles économiques d'une manière qui reflète au mieux la façon dont nous gérons les portefeuilles d'actifs financiers en vue d'atteindre nos objectifs commerciaux. Le jugement sert à déterminer nos modèles économiques et il s'appuie sur des éléments probants pertinents et objectifs, dont les suivants :

- la manière dont les activités économiques de nos secteurs génèrent des avantages (p. ex., sous forme de produits tirés des activités de négociation ou en améliorant le rendement ou en couvrant les coûts de financement ou d'autres coûts) et la manière dont ces activités économiques sont évaluées et présentées aux principaux dirigeants ;
- les risques importants influant sur la performance de nos activités (p. ex., le risque de marché, le risque de crédit ou d'autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque du rapport de gestion) et les activités menées pour gérer ces risques ;

- les ventes antérieures et les ventes attendues des portefeuilles de prêts ou de titres qui sont gérés dans le cadre d'un modèle économique ;
- les structures de rémunération des gestionnaires de nos entreprises, dans la mesure où elles sont directement liées à la performance économique du modèle.

Nos modèles économiques se divisent en trois catégories qui reflètent les principales stratégies visant à générer des rendements, comme suit :

- **Modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie** – L'objectif de ce modèle économique est de détenir les prêts et les titres afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels de capital et d'intérêts. Les ventes sont accessoires par rapport à cet objectif, et on s'attend à ce qu'elles soient négligeables ou rares.
- **Modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de vendre ces actifs** – Tant la perception de flux de trésorerie contractuels que les ventes sont essentielles à l'atteinte de l'objectif du modèle économique.
- **Autres modèles économiques à la juste valeur** – Ces modèles ne sont ni le premier ni le deuxième et représentent essentiellement ceux selon lesquels les actifs sont détenus à des fins de transaction ou sont gérés sur la base de la juste valeur.

Déterminer si les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts

Les instruments détenus selon un modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie ou un modèle économique d'actifs détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie et de vendre ces actifs sont évalués pour déterminer si leurs flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de remboursements de capital et de versements d'intérêts. Les paiements constitués uniquement de remboursements de capital et de versements d'intérêts sont ceux qu'on s'attend à recevoir normalement d'un contrat de prêt de base. Les montants de capital comprennent les remboursements de capital du contrat de prêt ou de financement, tandis que les intérêts représentent essentiellement les rendements de base du prêt, y compris la rémunération pour le risque de crédit et la valeur temps de l'argent associés au capital restant dû sur une période donnée. Les intérêts peuvent aussi comprendre une contrepartie pour d'autres risques et frais liés à un contrat de prêt de base (p. ex., le risque de liquidité, les frais de gestion ou d'administration) associés à la détention de l'actif financier pour une certaine durée, ainsi qu'une marge.

Lorsque les modalités du contrat exposent les flux de trésorerie contractuels à des risques ou à une volatilité qui sont sans rapport avec un contrat de prêt de base, l'actif financier correspondant est classé et évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

Titres

Les titres détenus à des fins de transaction comprennent tous les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net du fait de leur nature et tous les autres titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les obligations découlant de la livraison des titres détenus à des fins de transaction vendus mais non encore acquis sont comptabilisées à titre de passif et inscrites à leur juste valeur. Les profits et les pertes réalisés et latents relativement à ces titres sont généralement inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêt – Autres, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance. Le revenu de dividende et le revenu d'intérêt afférents aux titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au poste Revenu d'intérêt et de dividende, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance. Les intérêts et les dividendes sur les titres vendus à découvert sont comptabilisés au poste Charges d'intérêt.

Les titres de placement comprennent tous les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Tous les titres de placement sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont par la suite évalués en fonction de leurs classements respectifs.

Les titres de placement comptabilisés au coût amorti sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont présentés déduction faite de toute correction de valeur pour pertes de crédit, celle-ci étant calculée conformément à notre méthode d'établissement de la correction de valeur pour pertes de crédit décrite ci-après. Les revenus d'intérêt, y compris l'amortissement des primes et des escomptes sur les titres évalués au coût amorti, sont comptabilisés dans les revenus d'intérêt et de dividende. Les profits ou pertes de valeur comptabilisés sur les titres inscrits au coût amorti sont comptabilisés à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit. Lorsqu'un instrument d'emprunt évalué au coût amorti est vendu, la différence entre le produit de la vente et le coût amorti de l'instrument au moment de la vente est comptabilisée en tant que profits nets sur les titres de placement, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Les titres d'emprunt inscrits à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur, et les profits et pertes latents résultant des variations de la juste valeur sont inclus dans les Autres composantes des capitaux propres. Les gains et les pertes de valeur sont comptabilisés en dotation à la provision pour pertes de crédit et ils réduisent d'un montant correspondant le cumul des variations de la juste valeur compris dans les Autres composantes des capitaux propres. Lorsqu'un instrument d'emprunt évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est vendu, le cumul des profits et des pertes est reclassé depuis le poste Autres composantes des capitaux propres vers le poste Revenus autres que d'intérêt – Profits nets sur les titres de placement, ou Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance si le montant est lié au secteur Assurances.

Les titres de participation comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur. Les profits et les pertes latents découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les Autres composantes des capitaux propres et ne sont pas ultérieurement reclassés en résultat net lorsqu'ils sont réalisés. Les dividendes sur les titres de participation inscrits à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt et de dividende, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance.

Nous comptabilisons la totalité de nos titres selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement. Les variations de la juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont inscrites dans le résultat en ce qui a trait aux titres évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des variations des taux de change sur les titres d'emprunt, lesquelles sont comptabilisées sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Option de la juste valeur

Un instrument financier dont la juste valeur peut être évaluée de façon fiable peut être désigné à la juste valeur par le biais du résultat net (option de la juste valeur) lors de sa comptabilisation initiale même s'il n'a pas été acquis ou assumé principalement en vue d'une revente ou d'un rachat. L'option de la juste valeur peut être appliquée aux actifs financiers si elle élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation des profits ou pertes correspondants sur une base différente (une non-concordance comptable). L'option de la juste valeur peut être choisie pour les passifs financiers si : i) le choix élimine une non-concordance comptable ; ii) le passif financier fait partie d'un portefeuille qui est géré sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissement établie par écrit ; ou iii) un dérivé est incorporé au contrat hôte financier ou non financier et le dérivé n'est pas étroitement lié au contrat hôte. Ces instruments ne peuvent être sortis de la catégorie « à la juste valeur par le biais du résultat net » pendant qu'ils sont détenus ou une fois qu'ils ont été émis.

Les actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur, et tout profit ou perte latent découlant des variations de la juste valeur est inscrit aux postes Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêt – Autres, selon l'objectif commercial en vue duquel nous détenons l'actif financier.

Les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de la juste valeur attribuables aux variations de notre risque de crédit propre sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les montants associés à notre risque de crédit propre qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement en bénéfice net. Les autres variations de la juste valeur non attribuables aux variations de notre risque de crédit propre sont comptabilisées aux postes Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêt – Autres, selon l'objectif commercial en vue duquel nous détenons le passif financier, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance. Lors de la comptabilisation initiale, si nous déterminons que la présentation de l'incidence des variations du risque de crédit propre dans les autres éléments du résultat global créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable dans le bénéfice net, la variation de la juste valeur de notre dette désignée à la juste valeur par le biais du résultat net est entièrement comptabilisée en bénéfice net. Pour déterminer le cas, nous évaluons si nous nous attendons à ce que les effets des variations du risque de crédit du passif soient compensés, dans le résultat net, par une variation de la juste valeur d'un autre instrument financier évalué à la juste valeur par le biais du résultat net. Toute attente en ce sens se fonde sur une relation de nature économique entre les caractéristiques du passif et celles de l'autre instrument financier. La détermination se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite. Pour déterminer les ajustements à la juste valeur de nos titres d'emprunt désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du contrat, selon notre taux de financement effectif au début et à la fin de la période.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en fonction des facteurs dont tiendraient compte les intervenants du marché pour établir un prix, y compris des méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration supervise l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de gestion des risques. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de gestion des risques évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant l'évaluation de ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que l'estimation de la juste valeur est raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent notamment la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs connexes et de leurs fonctions de négociation. Effectuée quotidiennement pour les portefeuilles d'activités de négociation, la ventilation des profits et des pertes permet d'expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, processus de comparaison des évaluations de la fonction de négociation aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les données de marché sont tirées de cours, de courtiers et de services d'évaluation des cours. Nous privilégions les services d'évaluation des cours dont les données sont exactes et constamment fiables. Nous établissons le degré d'exactitude au fil du temps en comparant les cours que fournissent ces services à ceux que publient divers courtiers ou systèmes ainsi qu'à ceux d'autres services d'évaluation et, le cas échéant, aux données de négociation réelles. Les prix cotés pour des instruments identiques obtenus de courtiers ou de services d'évaluation des cours ne sont pas ajustés, sauf en cas de situations problématiques comme dans le cas de prix périmés. Lorsqu'il existe plusieurs prix cotés pour des instruments identiques, la juste valeur se fonde sur une moyenne des prix reçus ou sur le prix du fournisseur le plus fiable, après élimination des prix qui ne sont pas dans la fourchette moyenne. Dans l'impossibilité d'obtenir un prix ou un cours, d'autres techniques d'évaluation sont utilisées. Certains processus d'évaluation permettent de déterminer la juste valeur à l'aide de modèles. Notre approche pour gérer l'utilisation de modèles est systématique et homogène. Les modèles d'évaluation sont approuvés de sorte qu'ils puissent être utilisés dans notre cadre de gestion des risques liés aux modèles. Ce cadre énonce notamment les normes d'établissement de modèles, les processus de validation et les procédures hiérarchiques d'approbation. La validation permet de vérifier qu'un modèle donné convient à son utilisation prévue, en plus de définir les paramètres de celle-ci. Des employés qualifiés ne participant pas à la conception ni à l'élaboration des modèles soumettent régulièrement ceux-ci au processus de validation. Le profil de risque des modèles est présenté tous les ans au Conseil d'administration.

IFRS 13 *Evaluation de la juste valeur* permet une exception, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon l'exposition nette au risque ouverte lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté

pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché.

Nous comptabilisons les ajustements d'évaluation afin de refléter adéquatement la qualité du crédit de la contrepartie relativement à notre portefeuille de dérivés, les différences entre la courbe d'actualisation de la garantie réelle de la contrepartie et la courbe des swaps indexés sur le taux à un jour pour les dérivés garantis, les ajustements d'évaluation liés au financement pour les dérivés hors cote sous-garantis et non garantis, les profits ou les pertes latents à la création de la transaction, les écarts acheteur-vendeur, les paramètres non observables et les limitations du modèle. Ces ajustements peuvent être subjectifs étant donné qu'un jugement important doit être exercé dans la sélection des données, notamment la probabilité de défaillance (PD) implicite et le taux de recouvrement, et ils visent à obtenir une juste valeur reflétant les hypothèses qui seraient prises en compte par les intervenants du marché dans le cadre de l'établissement du prix des instruments financiers. Le prix final réalisé dans le cadre d'une transaction peut différer de la juste valeur comptable qui avait été estimée selon le jugement de la direction. Des ajustements de l'évaluation sont comptabilisés relativement au risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin d'établir la juste valeur de ceux-ci. Les rajustements de la valeur du crédit tiennent compte de la qualité du crédit de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle de transactions ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les conventions-cadres de compensation et les conventions d'affectation d'actifs en garantie. Les montants des rajustements de la valeur du crédit sont établis en fonction des estimations du risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance (ECD), de la PD, des taux de recouvrement pour chaque contrepartie, ainsi que des corrélations entre les facteurs de marché et de crédit. Le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance correspond à la valeur des actifs et des passifs dérivés prévus au moment de la défaillance, estimés au moyen d'un processus de modélisation qui tient compte des facteurs de risque sous-jacents. La PD est fondée sur les cours du marché pour une protection de crédit et les notations liées à la contrepartie. Lorsque les données de marché ne sont pas disponibles, elles sont estimées à partir d'hypothèses et d'ajustements qu'utiliseraient les intervenants du marché pour déterminer la juste valeur à l'aide de ces données. La corrélation s'entend de la mesure statistique permettant de jauger les variations des facteurs de crédit et de marché les uns en fonction des autres. La corrélation est estimée à l'aide de données historiques. Les rajustements de la valeur du crédit sont calculés quotidiennement, les variations étant comptabilisées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation.

Les ajustements d'évaluation liés au financement sont également calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis par des créances. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Au besoin, lorsque la juste valeur d'un instrument financier n'est pas tirée d'un prix coté sur le marché ou qu'elle ne s'appuie pas sur d'autres transactions observables sur le marché, selon une technique d'évaluation qui tient compte de données observables sur le marché, un ajustement au titre de l'évaluation est apporté afin de refléter le profit ou la perte latent à la conclusion de cet instrument financier.

Un ajustement au titre de l'évaluation des cours acheteur et vendeur est nécessaire lorsqu'un instrument financier est évalué au cours moyen, plutôt qu'au cours acheteur ou vendeur de l'actif ou du passif, respectivement. L'ajustement au titre de l'évaluation tient compte de l'écart entre, d'une part, le cours moyen et, d'autre part, le cours acheteur ou le cours vendeur.

Certains modèles d'évaluation nécessitent un calibrage des paramètres en fonction de facteurs comme les prix des options observables sur le marché. Le calibrage des paramètres peut varier en fonction de facteurs comme le choix des instruments ou la méthodologie d'optimisation. Un ajustement au titre de l'évaluation est également estimé afin d'atténuer les incertitudes liées au calibrage des paramètres et aux limitations du modèle.

Pour déterminer la juste valeur, nous avons recours à une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché dès que celles-ci existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs qui sont disponibles à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés inactifs, outre les données tirées d'un modèle observables ou susceptibles d'être corroborées par des données observables sur le marché pour la quasi-totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs. Les données du niveau 3 comprennent une ou plusieurs données non observables qui sont importantes aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur si aucune donnée observable n'est disponible à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Aux fins de présentation, les instruments financiers sont classés selon la donnée du niveau le plus bas de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur qui revêt une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

En l'absence de prix ou de données observables, la direction doit exercer son jugement pour déterminer les justes valeurs en évaluant d'autres sources pertinentes d'information, comme les données historiques et les données indirectes pour des transactions semblables, en plus de recourir à des techniques d'extrapolation et d'interpolation. Pour ce qui est des instruments plus complexes ou illiquides, un jugement important est nécessaire pour déterminer le modèle à utiliser, choisir les données pertinentes et, dans certains cas, ajuster la valeur obtenue en fonction du modèle ou des cours du marché dans le cas d'instruments financiers qui ne sont pas négociés activement. La sélection des données peut être subjective et les données peuvent ne pas être observables. Les données non observables sont, de par leur nature, incertaines vu la rareté ou l'absence de données de marché permettant de déterminer le montant auquel serait conclue la transaction visée dans le cours normal des affaires. Dans le cas de ces données, il convient d'ajuster l'évaluation en fonction du caractère incertain des paramètres et du risque de marché, outre le risque de modèle.

Prêts

Les prêts sont des instruments d'emprunt qui sont initialement comptabilisés à la juste valeur et ultérieurement évalués selon la méthode relative au classement des actifs financiers indiquée plus haut. La majorité de nos prêts sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui représente la valeur comptable brute diminuée de la correction de valeur pour pertes de crédit.

Les intérêts sur les prêts sont constatés au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans le revenu d'intérêt, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance. Les flux de trésorerie futurs estimatifs utilisés dans ce calcul incluent ceux qui sont prévus par les modalités contractuelles de l'actif et toutes les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Le montant inclut aussi les coûts de transaction et tout autre escompte ou prime. Les commissions perçues à l'égard des nouveaux prêts et des prêts restructurés ou renégociés sont différées et comptabilisées sous la rubrique Revenu d'intérêt sur la durée estimée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il est raisonnablement probable qu'un prêt sera monté, les commissions d'engagement et d'attente sont également comptabilisées en tant que revenu d'intérêt sur la durée prévue de ce prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Sinon, les commissions sont comptabilisées en tant qu'autres passifs et amorties dans les Revenus autres que d'intérêt sur la période d'engagement ou de confirmation du prêt. Les commissions liées au remboursement anticipé de prêts hypothécaires futures ne sont pas incluses dans le taux d'intérêt effectif au moment du montage. Si les commissions liées au remboursement anticipé sont reçues dans le cadre du renouvellement d'un prêt hypothécaire avant l'échéance, les commissions sont incluses dans le taux d'intérêt effectif et, si le prêt n'est pas renouvelé, les commissions liées au remboursement anticipé sont constatées dans le revenu d'intérêt à la date du remboursement anticipé.

Pour ce qui est des prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les pertes de valeur sont comptabilisées à chaque date de clôture, conformément au modèle de dépréciation à trois stades présenté ci-après.

Correction de valeur pour pertes de crédit

Une correction de valeur pour pertes de crédit est établie pour tous les actifs financiers, sauf les actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation. Les actifs soumis à des tests de dépréciation comprennent les prêts, les titres d'emprunt, les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, les créances et les intérêts courus à recevoir et les créances sur contrat de location-financement ou contrat de location simple. La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts évaluée au coût amorti est présentée au poste Correction de valeur pour pertes sur prêts. La correction de valeur pour pertes de crédit relative aux titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est présentée au poste Autres composantes des capitaux propres. Les autres actifs financiers inscrits au coût amorti sont présentés déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit, dans notre bilan consolidé.

Les éléments hors bilan soumis à des tests de dépréciation comprennent les garanties financières et les engagements de prêt inutilisés. La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux éléments hors bilan est calculée séparément et incluse au poste Autres passifs – Dotations.

Nous calculons la correction de valeur pour pertes de crédit à chaque date de clôture selon un modèle de dépréciation à trois stades fondé sur les pertes de crédit attendues :

- Actifs financiers productifs
- Stade 1 – Entre la comptabilisation initiale d'un actif financier et la date à laquelle l'actif a subi une augmentation importante du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, une correction de valeur pour pertes est comptabilisée dont le montant correspond aux pertes de crédit qui devraient découler des défaillances qui se produiront dans les 12 mois suivant la date de clôture.
- Stade 2 – Après une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'actif financier, une correction de valeur pour pertes est comptabilisée et correspond aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante de l'actif.
- Actifs financiers dépréciés
- Stade 3 – Lorsqu'un actif financier est jugé déprécié, une correction de valeur pour pertes est comptabilisée et correspond aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie restante de l'actif. Le revenu d'intérêt est calculé sur la valeur comptable de l'actif, déduction faite de la correction de valeur pour pertes, plutôt que sur sa valeur comptable brute.

La correction de valeur pour pertes de crédit est une estimation actualisée, établie par pondération probabiliste, des insuffisances de flux de trésorerie qui découleraient des défaillances au cours d'une période donnée. Dans le cas des engagements de prêt, l'estimation de la perte de crédit tient compte de la partie de l'engagement qui serait prélevée au cours de la période visée. Du côté des garanties financières, l'estimation de la perte de crédit se fonde sur les paiements qui seraient requis selon les dispositions du contrat de garantie. En ce qui concerne les créances résultant de contrats de location-financement, l'estimation de la perte de crédit est basée sur des flux de trésorerie qui correspondent aux flux de trésorerie utilisés pour évaluer la créance locative.

Les augmentations ou diminutions de la correction de valeur pour pertes de crédit attribuables aux changements de modèle et aux nouveaux cas de montage, de ventes ou d'arrivée à échéance, ainsi que les modifications aux risques, aux paramètres et à l'exposition dues à des changements dans les pertes attendues ou à des transferts entre les stades, sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes de crédit. Les sorties du bilan et les montants repris qui avaient déjà été sortis du bilan sont imputés à la correction de valeur pour pertes de crédit. La correction de valeur pour pertes de crédit représente une estimation objective des pertes de crédit attendues sur nos actifs financiers à la date de clôture. Le jugement est nécessaire pour établir les hypothèses et les estimations qui seront utilisées dans le calcul de la correction de valeur pour pertes de crédit, y compris pour effectuer des transferts entre les trois stades, inclure des informations prospectives et appliquer un jugement expert en matière de crédit. Les hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent faire varier les dotations d'une période à l'autre, et la variation peut avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

Evaluation des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont basées sur un intervalle de résultats possibles et tiennent compte de toutes les informations raisonnables et justifiables qui sont disponibles, y compris les notations internes et externes, l'historique des pertes de crédit et les attentes quant aux flux de trésorerie futurs. Les pertes de crédit attendues sont calculées principalement en multipliant la PD de l'instrument par la perte en cas de défaillance (PCD) et l'ECD, le produit obtenu étant actualisé à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs financiers productifs, la principale différence entre les pertes de crédit attendues de stade 1 et de stade 2 est leur horizon respectif servant au calcul. Les estimations de stade 1 projettent la PD, la PCD et l'ECD sur 12 mois tout au plus, tandis que les estimations de stade 2 projettent la PD, la PCD et l'ECD sur la durée restante de l'instrument.

Une perte de crédit attendue est estimée pour chaque exposition. Des paramètres pertinents sont modélisés sur une base collective au moyen d'une segmentation du portefeuille qui permet une prise en compte appropriée des informations prospectives. Pour refléter d'autres caractéristiques qui ne sont pas déjà prises en compte par la modélisation, un jugement expert en matière de crédit est exercé pour déterminer les pertes de crédit attendues finales.

Dans le cas du faible pourcentage de portefeuilles pour lesquels nous ne disposons pas d'information historique détaillée ni d'historique des pertes, nous emploierons des approches d'évaluation simplifiées qui peuvent être différentes de celles décrites ci-dessus. Ces approches, qui peuvent être de nature collective, sont conçues de manière à s'appuyer sur le plus d'informations fiables et justifiables susceptibles d'être obtenues pour chaque portefeuille.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées à la date de clôture au moyen du taux d'intérêt effectif.

Durée de vie attendue

Pour les instruments des stades 2 et 3, les corrections de valeur pour pertes reflètent les pertes de crédit attendues sur la durée de vie restante prévue de l'instrument. Pour la plupart des instruments, la durée de vie attendue est limitée à la durée de vie contractuelle restante.

Une exemption s'applique à certains instruments ayant les caractéristiques suivantes : a) l'instrument est composé à la fois d'un prêt et d'un engagement inutilisé ; b) nous avons la capacité contractuelle d'exiger le remboursement et d'annuler l'engagement inutilisé et c) notre exposition aux pertes de crédit ne se limite pas à la période de préavis contractuelle. Pour les produits visés par cette exemption, la durée de vie attendue pourrait dépasser la durée de vie contractuelle restante et correspond à la période au cours de laquelle notre exposition aux pertes de crédit n'est pas réduite en raison de nos activités normales de gestion du risque de crédit. Cette période varie selon le produit et la catégorie de risque et elle est estimée sur la base de l'historique de nos expositions similaires, compte tenu des activités de gestion du risque de crédit entreprises dans le cadre de notre cycle régulier d'examen de la qualité du crédit. Les produits visés par cette exemption comprennent les cartes de crédit, les découverts et certaines marges de crédit renouvelables. Il nous faut exercer un jugement significatif au moment de déterminer les instruments visés par cette exemption et d'estimer leur durée de vie restante appropriée sur la base de notre expérience passée et de nos activités d'atténuation du risque de crédit.

Appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit

L'appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit nécessite une part importante de jugement. Les transferts entre les stades 1 et 2 dépendent de la question de savoir si le risque de crédit lié à un instrument à la date de clôture a subi ou non une augmentation importante depuis sa comptabilisation initiale. Aux fins de cette appréciation, le risque de crédit est fondé sur la PD de l'instrument sur la durée de vie et non pas sur les pertes que nous nous attendons à subir. L'appréciation se fait généralement au niveau de l'instrument.

Notre appréciation des augmentations importantes du risque de crédit est effectuée au moins tous les trimestres, sur la base de trois facteurs. Si l'un des facteurs ci-après indique une augmentation importante du risque de crédit, l'instrument sera transféré depuis le stade 1 vers le stade 2 :

- (1) Nous avons fixé des seuils pour déterminer ce qu'est une augmentation importante du risque de crédit, en fonction à la fois d'une variation en pourcentage et d'une variation en valeur absolue de la PD sur la durée de vie de l'instrument par rapport à sa comptabilisation initiale. Pour notre portefeuille de prêts de gros, une diminution de la notation du risque de l'emprunteur est également requise pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.
- (2) D'autres examens qualitatifs peuvent être effectués, au besoin, afin de vérifier des critères correspondant aux différents stades, ce qui peut entraîner des ajustements afin de mieux refléter les positions à l'égard desquelles le risque de crédit s'est accru sensiblement. Ces examens sont effectués aux niveaux de l'emprunteur et de l'ensemble du portefeuille et peuvent faire en sorte qu'un instrument, un portefeuille ou une partie d'un portefeuille soit transféré depuis le stade 1 vers le stade 2.
- (3) Les instruments en souffrance depuis 30 jours sont généralement considérés comme ayant subi une augmentation importante du risque de crédit, même si nos autres indicateurs ne reflètent pas une telle augmentation.

Les seuils d'un transfert entre les stades 1 et 2 sont symétriques. Si le risque de crédit d'un actif financier qui a été transféré vers le stade 2 n'est plus considéré comme ayant subi une augmentation importante depuis la comptabilisation initiale, l'actif financier est réintégré au stade 1.

Pour certains instruments dont le risque de crédit est faible à la date de clôture, on présume que le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale. Le risque de crédit est considéré comme faible si l'instrument comporte un faible risque de défaillance et que l'emprunteur est en mesure de satisfaire à ses obligations contractuelles à court et à long terme, y compris dans des périodes de bouleversement économique ou commercial. Certains dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, les actifs achetés en vertu de conventions de revente, les prêts sur polices d'assurance et les facilités de liquidités consenties à nos conduits multicédants ont été jugés comme ayant un faible risque de crédit.

Utilisation d'informations prospectives

L'évaluation des pertes de crédit attendues pour chaque stade et l'appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit tiennent compte des informations sur les faits antérieurs comme sur les conditions actuelles, ainsi que de projections raisonnables et justifiables à l'égard de la conjoncture économique et des événements à venir. L'estimation et l'application de l'information prospective nécessitent un degré élevé de jugement.

Les données qui entrent dans l'estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2, soit la PD, la PCD et l'ECD, sont intégrées à un modèle fondé sur les variables macroéconomiques (ou sur les variations de celles-ci) les plus étroitement corrélées avec les pertes de crédit du portefeuille pertinent. Chacun des scénarios macroéconomiques entrant dans notre calcul des pertes de crédit attendues comprend une projection, sur cinq ans, de toutes les variables macroéconomiques pertinentes dont se servent nos modèles et se rabat ensuite sur des moyennes à long terme. Les variables macroéconomiques qu'emploient nos modèles de pertes de crédit attendues comprennent, entre autres, les taux de chômage, le produit national brut, les indices de rendement des capitaux propres, les prix des marchandises et les prix des maisons au Canada. Selon l'usage qu'on en fait dans les modèles, les variables macroéconomiques peuvent faire l'objet d'une projection au niveau d'un pays, d'une province ou d'un Etat ou à un niveau plus fin.

Notre estimation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 est une estimation actualisée, établie par pondération probabiliste, qui tient compte d'au moins trois scénarios macroéconomiques futurs. Notre scénario de base repose sur les prévisions macroéconomiques publiées par notre groupe interne Economie. Les prévisions publiées sont élaborées à partir de modèles fondés sur des données macroéconomiques tirées de sources publiques et des marchés financiers. Les scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient par rapport à notre scénario de base en fonction de toutes les situations macroéconomiques raisonnablement possibles. Des scénarios de fluctuation à la baisse supplémentaires et plus graves sont élaborés afin de relever une fourchette plus large de pertes de crédit possibles dans certains secteurs. La conception de scénarios, y compris la création de scénarios de fluctuation à la baisse supplémentaires, est effectuée au moins une fois par année et plus souvent si la situation le justifie.

Les scénarios servent à recenser un vaste intervalle de résultats possibles et ils sont pondérés selon notre meilleure estimation quant à la probabilité relative de l'intervalle de résultats représenté par chaque scénario. La pondération des scénarios tient compte de la fréquence passée, des tendances actuelles et des conditions prospectives, et est mise à jour chaque trimestre. Tous les scénarios envisagés sont appliqués à tous les portefeuilles exposés à des pertes de crédit attendues assorties des mêmes probabilités.

Notre appréciation des augmentations importantes du risque de crédit est basée sur les variations des PD à la date de clôture, établies par pondération probabiliste pour toute la durée de vie et compte tenu de l'information prospective, à partir des scénarios macroéconomiques entrant dans le calcul des pertes de crédit attendues.

Définition de la défaillance

La définition de défaillance utilisée pour l'évaluation des pertes de crédit attendues concorde avec la définition de défaillance employée aux fins de notre gestion interne du risque de crédit. Notre définition de défaillance peut varier selon le type de produit et elle tient compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs tels que les conditions des clauses restrictives de nature financière et le nombre de jours que le compte est en souffrance. En ce qui concerne les prêts de détail et de gros, à l'exception des cas mentionnés ci-après, la défaillance a lieu lorsque le compte est en souffrance depuis plus de 90 jours relativement à une obligation importante envers nous et/ou que nous estimons que l'emprunteur n'effectuera probablement pas ses paiements intégralement sans que nous intentions une action à son encontre (p. ex., en prenant officiellement possession de la garantie fournie). Pour certains soldes de cartes de crédit, la défaillance se produit lorsque les paiements sont en retard depuis 180 jours. En ce qui concerne ces soldes, l'emploi d'une période où le compte est en souffrance depuis plus de 90 jours est raisonnable et justifiable par des données observables sur les taux de sortie du bilan et de reprise que l'historique des portefeuilles de cartes de crédit peut fournir. La définition de défaillance est la même d'une période à l'autre et s'applique à tous les instruments financiers, sauf si on peut démontrer que les circonstances ont changé au point d'exiger une nouvelle définition qui est plus appropriée.

Actifs financiers dépréciés (stade 3)

Chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie, les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation. Les preuves d'une dépréciation peuvent être que l'emprunteur connaît des difficultés financières importantes, ou qu'il fait face à une faillite probable ou autre réorganisation financière, ou être une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés attestée par les changements défavorables de la solvabilité de l'emprunteur ou par une conjoncture économique en corrélation avec les défaillances. Un actif du stade 3 est reclassé au stade 2 lorsque, à la date de clôture, il n'est plus jugé déprécié. L'actif réintégrera le stade 1 lorsque son risque de crédit à la date de clôture n'est plus considéré comme ayant augmenté sensiblement depuis la comptabilisation initiale, ce qui pourrait se produire durant la même période de présentation de l'information financière où a eu lieu son transfert depuis le stade 3 vers le stade 2.

Lorsqu'un actif financier est considéré comme déprécié, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction de la différence entre la valeur comptable brute de l'actif et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument, des flux de trésorerie futurs estimés. Lorsqu'un actif financier déprécié comporte une composante utilisée et une inutilisée, les pertes de crédit attendues reflètent aussi la partie de l'engagement de prêt qui serait utilisée pendant la durée de vie restante de l'instrument.

Si un actif financier est déprécié, les intérêts cessent d'être comptabilisés selon le mode normal, suivant lequel le revenu d'intérêt est calculé en fonction de la valeur comptable brute de l'actif. Le revenu d'intérêt est plutôt calculé au taux d'intérêt effectif initial, qu'on applique au coût amorti de l'actif, lequel représente la valeur comptable brute diminuée de la correction de valeur pour pertes de crédit correspondante.

La correction de valeur pour pertes de crédit à l'égard des prêts douteux de stade 3 est établie au niveau de l'emprunteur, et les pertes sur les prêts douteux sont recensées sur les prêts individuellement importants ou sont collectivement évaluées et établies au moyen de taux basés sur les portefeuilles, sans aucune référence à des prêts en particulier.

Prêts soumis à un test de dépréciation individuel (stade 3)

Lorsque des prêts individuellement importants sont désignés comme douteux, nous ramenons la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimée en comptabilisant une correction de valeur pour pertes de crédit évaluée individuellement afin de couvrir les pertes de crédit observées. La correction de valeur pour pertes de crédit évaluée individuellement reflète le montant de capital et d'intérêts attendu calculé selon les modalités du contrat de prêt initial qui ne sera pas recouvré, ainsi que l'incidence des retards dans la reprise du capital et/ou des intérêts (valeur temps de l'argent). La valeur de réalisation estimative de chaque prêt individuellement important correspond aux flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux d'intérêt effectif initial du prêt. Lorsque les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière fiable et raisonnable, la valeur de réalisation estimative peut être déterminée à l'aide de prix de marché observables de prêts comparables, de la juste valeur de la garantie fournie pour le prêt ou d'autres méthodes raisonnables et justifiables basées sur le jugement de la direction.

Les corrections de valeur évaluées individuellement sont établies en fonction d'un intervalle de résultats possibles, qui peuvent inclure des scénarios macroéconomiques ou non macroéconomiques, dans la mesure où ils sont pertinents compte tenu de la situation de l'emprunteur concerné. Les hypothèses fondant l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus reflètent les conditions économiques actuelles et futures et elles sont généralement les mêmes que celles retenues pour les stades 1 et 2.

Nous devons faire largement appel au jugement lorsque nous évaluons les indications de dépréciation et estimons le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs aux fins de la détermination des pertes de crédit attendues. Les variations du montant que l'on prévoit recouvrer auraient une incidence directe sur la dotation à la provision pour pertes de crédit et pourraient entraîner une variation de la correction de valeur pour pertes de crédit.

Prêts soumis à un test de dépréciation collectif (stade 3)

Les prêts soumis à un test de dépréciation collectif sont groupés selon des caractéristiques de risque similaires qui tiennent compte du type de prêt, du secteur d'activité, de la situation géographique, du type d'instrument de garantie, du retard de paiement observé et d'autres facteurs pertinents.

La correction de valeur pour pertes de crédit évaluée collectivement reflète i) le montant de capital et d'intérêts attendu selon les modalités du contrat de prêt initial qui ne sera pas recouvré et ii) l'incidence des retards dans le recouvrement du capital et/ou des intérêts (valeur temps de l'argent).

Le recouvrement de capital et d'intérêts attendu est estimé au niveau du portefeuille et tient compte des pertes historiques qu'ont subies des portefeuilles comparables présentant des caractéristiques du risque de crédit similaires, ajustées en fonction de la situation actuelle et des conditions futures. Un ratio de couverture spécifique au portefeuille est appliqué au solde des prêts douteux pour calculer la correction de valeur pour pertes de crédit évaluée collectivement. La composante valeur temps de l'argent est calculée à l'aide des facteurs d'actualisation appliqués aux groupes de prêts ayant des caractéristiques communes. Les facteurs d'actualisation représentent la tendance de recouvrement attendue qu'affichent les groupes de prêts comparables et reflètent l'expérience passée de ces groupes ajustée en fonction des conditions économiques actuelles et futures et/ou de facteurs sectoriels. L'exercice du jugement important est requis lorsque nous évaluons les indications de dépréciation et estimons le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs aux fins de la détermination des pertes de crédit attendues. Les variations du montant que l'on prévoit recouvrer auraient une incidence directe sur la dotation à la provision pour pertes de crédit et pourraient entraîner une variation de la correction de valeur pour pertes de crédit.

Sortie de prêts

Les prêts et la correction de valeur pour pertes de crédit connexe sont sortis du bilan, intégralement ou partiellement, lorsque la possibilité de recouvrement est à peu près inexistante. Les prêts garantis sont généralement sortis du bilan après l'encaissement de tout produit de la réalisation d'une garantie. Lorsque la valeur nette de réalisation d'une garantie a été déterminée et qu'aucun recouvrement additionnel n'est raisonnablement prévisible, la sortie anticipée est possible. En ce qui concerne les cartes de crédit, les soldes et la correction de valeur pour pertes de crédit connexe sont en général sortis du bilan lorsque le paiement est en souffrance depuis 180 jours. Les prêts aux particuliers sont généralement sortis du bilan lorsqu'ils sont en souffrance depuis 150 jours.

Modifications

Les conditions initiales d'un actif financier peuvent être renégociées ou modifiées, ce qui occasionne une modification des dispositions contractuelles de l'actif financier et a une incidence sur les flux de trésorerie contractuels. Le traitement de ces modifications dépend essentiellement de la façon dont la renégociation s'est faite et de la nature et de l'ampleur des changements attendus. Dans le cours normal des activités, les modifications apportées pour des raisons de crédit, surtout liées à la restructuration d'une dette en souffrance, sont généralement traitées comme une modification de l'actif financier initial. Les modifications non motivées par une question de crédit sont généralement considérées comme une cessation des flux de trésorerie initiaux et, par conséquent, la renégociation est traitée comme une décomptabilisation de l'actif financier initial et une comptabilisation d'un nouvel actif financier.

Si la modification des conditions ne donne pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier, la valeur comptable de l'actif financier est recalculée pour correspondre à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés, établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial, et une perte ou un profit est comptabilisé. L'actif financier continue de faire l'objet des mêmes appréciations visant à déterminer s'il a subi ou non une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ainsi qu'une dépréciation (voir plus haut). Un actif financier modifié est transféré hors du stade 3 si les conditions qui ont permis de le désigner comme déprécié ne sont plus là et qu'elles se rapportent objectivement à un fait s'étant produit après la comptabilisation de la dépréciation initiale. Un actif financier modifié est transféré hors du stade 2 lorsqu'il ne respecte plus les seuils relatifs fixés pour déterminer si le risque de crédit a sensiblement augmenté, augmentation

qui se fonde sur les variations de la PD sur la durée de vie de l'actif, le nombre de jours en souffrance et d'autres considérations qualitatives. L'actif financier continue de faire l'objet d'un suivi pour vérifier s'il y a eu augmentation importante du risque de crédit ou dépréciation. Si la modification des conditions entraîne la décomptabilisation de l'actif financier initial et la comptabilisation du nouvel actif financier, ce dernier sera normalement classé au stade 1, à moins que l'on détermine qu'il s'est déprécié au moment de la renégociation. Pour qu'on puisse déterminer si le risque de crédit a subi une augmentation importante, la date de la modification devient la date de comptabilisation initiale du nouvel actif financier.

Dérivés

Lorsque des dérivés sont incorporés dans d'autres instruments financiers ou contrats hôtes, de tels regroupements sont appelés instruments hybrides. Si le contrat hôte est un actif financier entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 *Instruments financiers* (IFRS 9), les critères de classement et d'évaluation sont appliqués à l'instrument hybride dans son intégralité, comme il est décrit à la rubrique Classement des actifs financiers de la note 2. Si le contrat hôte est un passif financier ou un actif qui n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 9, les dérivés incorporés sont comptabilisés séparément si les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas clairement et étroitement liés au contrat hôte, à moins que l'option de la juste valeur ait été retenue, comme il est indiqué plus haut. Le contrat hôte est comptabilisé selon les normes applicables. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes.

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, compte tenu des ajustements d'évaluation, dans notre bilan consolidé. Lorsque des dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation, les profits et les pertes réalisés et latents sur ces dérivés sont constatés au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation.

Lorsque des dérivés sont utilisés pour gérer nos propres risques, nous déterminons pour chaque dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée, comme il est expliqué à la rubrique Comptabilité de couverture plus loin. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les dérivés utilisés pour gérer nos propres risques lorsque nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture sont essentiellement comptabilisés au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres.

Décomptabilisation d'actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés de notre bilan consolidé lorsque nos droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs expirent, lorsque nous conservons les droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs, mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert ou lorsque nous transférons nos droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie et que la quasi-totalité des risques et avantages des actifs ont été transférés.

Lorsque nous conservons la quasi-totalité des risques et des avantages des actifs transférés, ceux-ci ne sont pas décomptabilisés de notre bilan consolidé et sont comptabilisés comme des transactions de financement garanti. Lorsque nous ne conservons ni ne transférons la quasi-totalité des risques et des avantages liés au droit de propriété des actifs, nous décomptabilisons les actifs si le contrôle de ces actifs est abandonné. Lorsque nous gardons le contrôle sur les actifs transférés, nous continuons de comptabiliser les actifs transférés dans la mesure où des liens sont conservés.

La direction doit faire appel à son jugement pour déterminer si les droits contractuels aux flux de trésorerie des actifs transférés sont expirés ou si nous conservons les droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs, mais avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie. Nous décomptabilisons les actifs financiers transférés si la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs ont été transférés. Pour déterminer si nous avons transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs transférés, la direction examine notre exposition avant et après le transfert ainsi que la variation du montant et du moment de réalisation des flux de trésorerie nets des actifs transférés. Dans le cas des actifs transférés pour lesquels nous conservons les droits de gestion, la direction a fait appel à son jugement pour déterminer les avantages liés aux droits de gestion par rapport aux attentes du marché. Si les avantages liés aux droits de gestion sont supérieurs à la juste valeur, un actif de gestion est comptabilisé au poste Autres actifs de notre bilan consolidé. Si les avantages liés aux droits de gestion sont inférieurs à la juste valeur, un passif de gestion est comptabilisé au poste Autres passifs de notre bilan consolidé.

Décomptabilisation de passifs financiers

Nous décomptabilisons un passif financier de notre bilan consolidé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte ou annulée ou a expiré. Nous comptabilisons l'écart entre la valeur comptable d'un passif financier transféré et la contrepartie payée dans notre état consolidé du résultat net.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêt et les charges d'intérêt, à l'état consolidé du résultat net, en ce qui concerne tous les instruments financiers productifs d'intérêts, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance. Le taux d'intérêt effectif correspond au taux qui permet d'actualiser les flux de trésorerie futurs estimatifs sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier au montant de la valeur comptable nette lors de la constatation initiale. Nous devons exercer un jugement important lorsque nous évaluons le taux d'intérêt effectif, en raison de l'incertitude liée au montant des flux de trésorerie futurs et au moment de leur réalisation.

Revenu de dividende

Le revenu de dividende est comptabilisé dans le revenu d'intérêt et de dividende, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance, lorsque le droit de percevoir le paiement est établi, soit

à la date ex-dividende pour les titres de participation cotés et, habituellement, à la date à laquelle les actionnaires ont approuvé le dividende pour les titres de participation qui ne sont pas cotés.

Coûts de transaction

En ce qui concerne les instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transaction liés aux autres instruments financiers sont inscrits à l'actif au moment de la comptabilisation initiale. Pour les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti et les instruments d'emprunt détenus (actifs financiers) évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les coûts de transaction inscrits à l'actif sont amortis par le biais du bénéfice net sur la durée de vie estimée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés au bilan consolidé lorsqu'il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Actifs achetés en vertu de conventions de revente et actifs vendus en vertu de conventions de rachat

Nous achetons des titres dans le cadre de conventions de revente et nous prenons possession de ces titres. Nous suivons de près la valeur de marché des titres achetés et nous nous assurons que des garanties supplémentaires sont obtenues, au besoin. Nous avons le droit de liquider les garanties en cas de défaillance de la part de la contrepartie. Les conventions de revente sont traitées comme des transactions de prêts assortis de garanties. Nous vendons également des titres en vertu de conventions de rachat, lesquelles sont traitées comme des transactions d'emprunts assortis de garanties. Les titres reçus en vertu de conventions de revente et les titres livrés en vertu de conventions de rachat ne sont pas comptabilisés dans notre bilan consolidé ou décomptabilisés de celui-ci, respectivement, à moins que les risques et avantages liés au droit de propriété aient été obtenus ou abandonnés.

Les conventions de revente et de rachat sont inscrites au bilan consolidé aux montants d'achat ou de vente initiaux des titres, sauf lorsqu'elles sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et qu'elles sont comptabilisées à la juste valeur. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenu d'intérêt, et les intérêts engagés sur les conventions de rachat sont présentés à titre de charges d'intérêt dans notre état consolidé du résultat net, tandis que les variations de la juste valeur liées aux conventions de revente et de rachat classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net sont incluses dans le poste Revenus tirés des activités de négociation ou dans le poste Autres, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt, à l'exception des montants liés au secteur Assurances, qui sont inclus dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance.

Comptabilité de couverture

Nous avons choisi de continuer d'appliquer les principes de la comptabilité de couverture d'IAS 39 plutôt que ceux d'IFRS 9.

Nous utilisons des dérivés et des produits non dérivés dans le cadre de nos stratégies de couverture afin de gérer notre exposition aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit ainsi qu'aux autres risques de marché. Nos stratégies de couverture comprennent la couverture de la juste valeur, la couverture de flux de trésorerie et la couverture de l'investissement net. Les dérivés utilisés dans des relations de couverture sont inscrits au bilan consolidé, dans les autres actifs au poste Dérivés ou dans les autres passifs au poste Dérivés. Les passifs libellés en devises utilisés dans des relations de couverture de l'investissement net sont comptabilisés au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements et au poste Débentures subordonnées au bilan consolidé. Nous évaluons, aussi bien lors de la mise en place de la couverture que sur une base continue, si les instruments de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est considérée comme hautement efficace seulement si les deux conditions suivantes sont réunies : i) à la mise en place de la couverture et au cours des périodes ultérieures, on s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert et ii) les résultats réels de l'opération de couverture se situent dans un intervalle prédéterminé. Nous procédons à des tests d'efficacité pour démontrer que la couverture est efficace et qu'elle le demeurera pour le reste de sa durée. Dans le cas d'une couverture de transaction prévue, il doit être hautement probable que la transaction se concrétise et cette dernière doit présenter un risque de variation des flux de trésorerie qui pourrait au bout du compte avoir une incidence sur le résultat net présenté. On cesse d'appliquer la comptabilité de couverture lorsqu'il est établi que l'instrument de couverture n'est plus une couverture efficace, lorsque l'instrument de couverture ou l'élément couvert est liquidé ou vendu ou lorsque la transaction prévue a cessé d'être hautement probable. Se reporter à la note 9 pour plus de détails sur la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés en fonction de leur relation de couverture, ainsi que sur les dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Couvertures de la juste valeur

Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée en fonction des variations de la juste valeur attribuables au risque couvert et est comptabilisée au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres. Les variations de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, sont compensées par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, lesquelles sont également comptabilisées au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres. Lorsqu'on cesse d'appliquer la comptabilité de couverture, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur portés à la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres sur la durée de vie restante prévue de l'élément couvert.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir notre risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Couvertures de flux de trésorerie

Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture, déduction faite de l'impôt, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis reclassée en résultat net lorsque la transaction de couverture prévue a lieu, et la tranche inefficace est comptabilisée au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres. Lorsque la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée, les montants accumulés auparavant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans le revenu net d'intérêt au cours des périodes où la variabilité des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le revenu net d'intérêt. Les profits et les pertes latents sur les dérivés sont reclassés immédiatement au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres lorsque l'élément couvert est vendu ou liquidé avant l'échéance prévue, ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus susceptible de se réaliser.

Nous utilisons principalement des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif à taux variable.

Couvertures de l'investissement net

Dans le cas de la couverture de notre risque de change lié à un investissement net dans un établissement à l'étranger, la tranche efficace des profits et des pertes de change sur les instruments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, alors que la tranche inefficace est comptabilisée au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres. La totalité ou une partie des montants précédemment inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont comptabilisés dans le Bénéfice net à la cession totale ou partielle de l'établissement à l'étranger.

Nous utilisons des contrats de change et des passifs libellés en devises pour gérer le risque de change lié aux investissements nets dans des établissements à l'étranger qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien.

Garanties

Les contrats de garantie financière sont des contrats qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement spécifié (sous forme de trésorerie, d'autres actifs, de nos propres actions ou de la prestation de services) pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu des dispositions initiales ou modifiées d'un instrument d'emprunt. Nous comptabilisons un passif dans notre bilan consolidé au début d'une garantie, lequel représente la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Les garanties financières sont par la suite réévaluées en retenant le plus élevé de deux montants : i) le montant des pertes de crédit attendues et ii) le montant initialement comptabilisé, diminué, le cas échéant, du cumul de l'amortissement comptabilisé.

S'il satisfait à la définition de dérivé, le contrat de garantie financière est évalué à la juste valeur à chaque date de clôture et présenté au poste Dérivés de notre bilan consolidé.

Contrats d'assurance et de réassurance

Les contrats d'assurance, y compris les contrats de réassurance émis, sont définis comme des contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice au titulaire. Les contrats de réassurance détenus sont définis comme des contrats en vertu desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des sinistres liés aux contrats d'assurance sous-jacents que nous avons émis et ils sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rapportent. Les dérivés incorporés, les composants investissements et les promesses de réaliser des activités autres que d'assurance sont séparés des contrats d'assurance et de réassurance, à condition que certains critères soient respectés. Les contrats d'assurance et de réassurance sont regroupés dans des portefeuilles qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble, puis ils sont subdivisés en groupes en fonction de la période à laquelle ils ont été émis et de la rentabilité attendue. Les groupes sont présentés et évalués séparément au moyen d'un des trois modèles d'évaluation, selon les caractéristiques des contrats :

- La méthode des honoraires variables est appliquée pour les contrats d'assurance avec participation directe (applicables principalement à nos contrats d'assurance de fonds distincts).
- La méthode de la répartition des primes est utilisée pour évaluer les contrats d'assurance et les contrats de réassurance détenus pour une courte durée de un an ou moins (applicables principalement à nos contrats de réassurance crédit émis, à nos contrats d'assurance collective et de soins de santé et à nos contrats d'assurance voyage).
- La méthode d'évaluation générale est utilisée pour tous les autres contrats.

Selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, la valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance ou de réassurance correspond à la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels. La valeur comptable correspond également à la somme du passif au titre de la couverture restante et du passif au titre des sinistres survenus. Le passif au titre de la couverture restante comprend les flux de trésorerie d'exécution liés aux services qui seront fournis en vertu des contrats au cours des périodes futures et de la marge sur services contractuels restante à une date donnée. Le passif au titre des sinistres survenus comprend les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus et des charges engagées qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres survenus, mais non encore déclarés. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier, actualisés au moyen des taux actuels à la date de clôture déterminés au moyen des méthodes de détermination des taux d'actualisation présentées à la note 15. Les estimations des flux de trésorerie futurs tiennent compte de scénarios fondés sur des

pondérations probabilistes et comprennent tous les flux de trésorerie futurs qui se situent dans le périmètre du contrat. L'ajustement au titre du risque non financier représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l'incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure que le contrat d'assurance est exécuté, et il est estimé au moyen de l'approche fondée sur les marges présentée à la note 15.

L'évaluation des groupes de contrats nécessite le recours au jugement pour établir les méthodes et les hypothèses relatives à la morbidité, à la mortalité, à la longévité, aux polices tombées en déchéance, aux autres comportements des titulaires de police, à la participation aux excédents et aux charges directement attribuables, y compris les coûts d'acquisition, qui sont attribués selon une méthode systématique et rationnelle. Des changements aux hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent avoir une incidence importante sur le résultat des activités d'assurance des revenus autres que d'intérêt et sur le résultat des placements d'assurance. Les changements ultérieurs aux flux de trésorerie d'exécution liés aux services futurs ajustent la marge sur services contractuels, sauf si le groupe est déficitaire, auquel cas ces changements, et ceux liés aux services passés ou courants, sont inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance.

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels des contrats d'assurance et de réassurance est portée au résultat en fonction des unités de couverture, qui représentent la quantité des services fournis par un groupe de contrats (couverture d'assurance ainsi que services de rendement d'investissement et services liés à l'investissement) et sont déterminés en considération du volume de prestations fournies pour chaque contrat et de la période de couverture prévue. Selon la méthode d'évaluation générale, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction du cumul des intérêts au moyen des taux d'actualisation ayant été fixés à la comptabilisation initiale des groupes ou à la date de la transition, dans le cas des groupes pour lesquels l'approche fondée sur la juste valeur a été appliquée. Selon la méthode des honoraires variables, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction des variations du montant de notre quote-part de la juste valeur des éléments sous-jacents, tandis que les variations de la juste valeur des éléments sous-jacents, qui reflètent les variations liées à l'obligation de payer le titulaire de la police, sont inscrites au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance.

Selon la méthode de la répartition des primes, le passif au titre de la couverture restante pour chaque groupe est calculé comme les primes reçues, moins les revenus d'assurances comptabilisés pour les services fournis, alors que le passif au titre des sinistres survenus est calculé comme les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus.

Les pertes sur le groupe de contrats d'assurance déficitaires sont immédiatement comptabilisées au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance, et ce, sans égard au modèle d'évaluation utilisé. Le cas échéant, les pertes comptabilisées au titre des services futurs peuvent être reprises aux périodes ultérieures si le groupe de contrats n'est plus déficitaire.

Les soldes des contrats d'assurance et de réassurance sont réévalués à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Nous avons choisi de mettre à jour les estimations comptables faites au cours de la période intermédiaire précédente au moment de réévaluer les contrats d'assurance et de réassurance aux périodes intermédiaires et annuelles subséquentes.

Un contrat d'assurance ou de réassurance est décomptabilisé lorsqu'il est éteint ou modifié de sorte que la modification entraîne un changement de modèle d'évaluation, un paramètre de contrat substantiellement différent ou un changement de la portée de la norme applicable pour l'évaluation d'une composante du contrat.

Le résultat des activités d'assurance comprend les revenus d'assurance, moins les charges afférentes aux activités d'assurance et les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus.

- Les revenus d'assurance sont comptabilisés au fur et à mesure que nous fournissons des services prévus au contrat d'assurance en vertu des groupes de contrats d'assurance. En ce qui concerne les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, les revenus d'assurance sont généralement comptabilisés selon la répartition des encaissements de primes prévus en fonction de l'écoulement du temps. Pour ce qui est des contrats évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, les revenus d'assurance représentent le montant de contrepartie auquel nous nous attendons à avoir droit en échange des services fournis au cours de la période, ce qui comprend les sinistres et les charges prévus directement attribuables à l'exécution des contrats d'assurance (à l'exclusion des composants investissements), la reprise de l'ajustement au titre des risques pour la période, l'amortissement de la marge sur services contractuels pour refléter les services fournis au cours de la période, une attribution de primes liée au recouvrement des coûts d'acquisition au titre des activités d'assurance, et les ajustements liés à l'expérience pour tenir compte des encaissements de primes liés aux services courants ou passés.

- Les charges afférentes aux activités d'assurance découlant des contrats d'assurance comprennent les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables au cours de la période considérée (à l'exclusion des composants investissements), l'amortissement et les pertes de valeur au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition, le cas échéant, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires.

- Les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins l'imputation des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Le résultat des placements d'assurance comprend le revenu d'investissement net, les produits (charges) financiers d'assurance nets et les produits (charges) financiers de réassurance nets afférents aux contrats de réassurance détenus.

- Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (les pertes nettes) sur les instruments financiers, y compris les actifs des fonds distincts et les dérivés liés au secteur Assurances. Les actifs financiers relatifs au secteur Assurances sont principalement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

- Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent (y compris la valeur temps de l'argent liée à l'ajustement au titre du risque non financier) et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Notre charge au titre des régimes de retraite à prestations définies, comprise dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, correspond au coût des prestations des employés au titre des services de l'année en cours, au montant net des intérêts sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies, au coût des services passés et aux profits ou pertes sur les règlements. Les réévaluations de l'obligation nette au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels et le rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des sommes comprises dans le montant net des intérêts sur le passif net au titre des prestations définies), sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles se produisent. Les écarts actuariels comprennent les ajustements liés à l'expérience (l'incidence des différences entre les hypothèses actuarielles précédentes et ce qui s'est réellement produit) ainsi que l'incidence des modifications des hypothèses actuarielles. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net. Le coût des services passés correspond à la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies attribuable à une modification ou à une réduction du régime, et il est immédiatement passé en charges.

Pour chaque régime de retraite à prestations définies, nous comptabilisons la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, comme un passif au titre des prestations définies et nous le présentons au poste Autres passifs dans notre bilan consolidé. Dans le cas des régimes comportant un actif net au titre des prestations définies, le montant est comptabilisé comme un actif au poste Autres actifs dans notre bilan consolidé.

Le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations définies nécessite l'exercice d'un jugement important, car la constatation repose sur les taux d'actualisation et sur diverses hypothèses actuarielles, telles que les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite, ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. En raison de la nature à long terme de ces régimes, de telles estimations et hypothèses font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques. Pour ce qui est de nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, le taux d'actualisation est déterminé en fonction de rendements de marché liés à des obligations de sociétés de première qualité. Etant donné que le taux d'actualisation est fondé sur des rendements disponibles actuels ainsi que sur l'évaluation de la liquidité du marché par la direction, il ne donne qu'une indication des rendements futurs. Les hypothèses actuarielles, qui sont établies conformément aux pratiques actuelles dans les pays où nos régimes sont en vigueur, peuvent différer des résultats réels puisque les statistiques propres à chaque pays reflètent uniquement une estimation du comportement futur des employés. Ces hypothèses sont formulées par la direction et sont passées en revue par les actuaires au moins une fois par année. Toute variation dans les hypothèses susmentionnées pourrait influencer sur les montants de l'obligation au titre des prestations, des charges et des réévaluations que nous comptabilisons.

Nos cotisations aux régimes à cotisations définies sont passées en charges lorsque les employés ont rendu des services en échange de telles cotisations. La charge au titre des régimes à cotisations définies est inscrite dans le poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines.

Rémunération fondée sur des actions

Nous offrons des régimes de rémunération fondée sur des actions à certains employés clés ainsi qu'aux administrateurs qui ne sont pas nos employés.

Pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, une charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits applicable, ainsi qu'une augmentation correspondante des capitaux propres. La juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation des options, qui tiennent compte du prix d'exercice de l'option, du prix actuel de l'action, du taux d'intérêt sans risque, de la volatilité attendue du prix de l'action sur la durée de vie de l'option et d'autres facteurs pertinents. Lorsque les options sont exercées, le produit de l'exercice ainsi que le montant initial comptabilisé au titre des capitaux propres sont portés au crédit des actions ordinaires. Nos autres régimes de rémunération fondée sur des actions comprennent notamment les régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement et les régimes d'unités d'actions différées à l'intention des employés clés (les régimes). Les obligations en vertu des régimes sont comptabilisées sur leur période d'acquisition des droits. Les régimes sont généralement réglés en trésorerie.

Pour les attributions réglées en trésorerie, nos obligations à payer sont ajustées à leur juste valeur à chaque date de clôture. Pour les attributions réglées en actions, nos obligations comptabilisées dans les capitaux propres attendues sont fondées sur la juste valeur de nos actions ordinaires à la date de l'attribution. Les variations de nos obligations, compte non tenu des couvertures connexes, sont comptabilisées sous la rubrique Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines dans notre état consolidé du résultat net, et une hausse correspondante est comptabilisée dans les Autres passifs pour les attributions réglées en trésorerie et dans les Bénéfices non distribués pour les attributions réglées en actions. La charge de rémunération est comptabilisée au cours de l'exercice pendant lequel les attributions sont obtenues par les participants du régime en fonction du calendrier d'acquisition des droits des régimes touchés, déduction faite des déchéances estimatives.

Le coût de rémunération associé aux options et aux attributions octroyées aux employés admissibles au départ à la retraite ou qui le seront au cours de la période d'acquisition des droits est comptabilisé immédiatement si l'employé est admissible au départ à la retraite à la date d'attribution ou durant la période allant de la date d'attribution à la date où l'employé devient admissible au départ à la retraite.

Nos cotisations aux régimes d'épargne et d'actionnariat des employés sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé et est comptabilisé dans notre état consolidé du résultat net, sauf dans la mesure où il a trait à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé dans les capitaux propres. L'impôt sur le résultat exigible est passé en charges selon les lois fiscales applicables dans chaque territoire dans la période au cours de laquelle le bénéfice se produit et est calculé selon les taux adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs à des fins comptables et fiscales. Un actif ou un passif d'impôt différé est déterminé pour chaque différence temporaire, sauf dans le cas des bénéfices liés à nos filiales, à nos succursales et à nos entreprises associées ainsi que des participations dans des coentreprises dont les différences temporaires ne devraient pas se résorber dans un avenir prévisible et

dont nous avons la capacité de contrôler le moment auquel la résorption aura lieu. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur pour la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes faisant partie du même groupe de déclaration fiscale (lequel a l'intention de procéder à un règlement net), et lorsqu'il existe un droit juridique de compenser les montants comptabilisés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsque les mêmes conditions sont remplies. Notre état consolidé du résultat net comprend des éléments qui sont non imposables ou non déductibles à des fins fiscales et, en conséquence, la charge d'impôt diffère de celle qui serait constituée selon les taux prévus par la loi.

L'impôt différé cumulé en raison des différences temporaires et des reports en avant de perte fiscale est inclus dans les Autres actifs et les Autres passifs. Chaque trimestre, nous évaluons nos actifs d'impôt différé afin de déterminer si la réalisation des avantages liés à ces actifs est probable ; notre évaluation tient compte des indications tant positives que négatives.

Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales visées. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes, évaluer la probabilité d'acceptation de nos positions fiscales et déterminer notre charge d'impôt en fonction de nos meilleures estimations quant aux positions fiscales incertaines qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations selon l'information disponible, mais l'acceptation de nos positions fiscales par les autorités fiscales compétentes pourrait donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels.

La direction doit également faire largement appel à son jugement pour déterminer notre actif ou passif d'impôt différé, car la comptabilisation d'un tel actif ou passif dépend de nos prévisions quant aux bénéfices imposables futurs et aux taux d'imposition qui devraient être en vigueur dans la période au cours de laquelle l'actif est réalisé ou le passif réglé. Toute variation de nos prévisions peut entraîner une variation des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisés dans notre bilan consolidé, ainsi que de la charge d'impôt différé dans notre état consolidé du résultat net.

Nous avons appliqué l'exception prévue dans IAS 12 *Impôts sur le résultat* relativement à la comptabilisation et à la présentation des actifs et des passifs d'impôt différé conformément au deuxième pilier. Se reporter à la note 21 pour l'information fiscale à présenter aux termes du deuxième pilier.

Regroupements d'entreprises, goodwill et autres immobilisations incorporelles

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, sont comptabilisées au montant de leur quote-part de la juste valeur des actifs et passifs identifiables, à moins d'indication contraire. Les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées séparément du goodwill et sont incluses dans le poste Autres immobilisations incorporelles. Le goodwill correspond à l'excédent du coût d'acquisition de l'entreprise sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition.

Goodwill

Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation, lequel est appliqué sur le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi aux fins de la gestion interne. Le test de dépréciation est effectué annuellement, au 1^{er} août, ou plus souvent s'il y a des indications objectives d'une dépréciation, en comparant la valeur recouvrable d'une UGT à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'une UGT correspond à la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La juste valeur d'une UGT est estimée au moyen de techniques d'évaluation comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, et ajustée pour tenir compte du point de vue d'un acheteur tiers potentiel. Les indications externes, comme des contrats de vente exécutoires ou des transactions récentes pour des entreprises semblables du même secteur, sont prises en considération dans la mesure où elles sont disponibles.

Un jugement important doit être exercé pour estimer les données prises en compte dans le modèle utilisé pour la détermination de la valeur recouvrable de nos UGT, notamment les flux de trésorerie futurs, les taux d'actualisation et les taux de croissance finaux, en raison de l'incertitude liée au moment de la réalisation et au montant des flux de trésorerie et du caractère prospectif de ces données. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les prévisions financières établies par la direction, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires ainsi que des dépenses d'investissement et des rendements pour les actionnaires prévus. Les taux d'actualisation sont établis d'après le coût du capital à l'échelle de la banque, ajusté en fonction des risques propres à l'UGT et de son exposition au risque de change, comme il est reflété dans les écarts de l'inflation prévue. Le coût du capital à l'échelle de la banque est fondé sur le modèle d'évaluation des actifs financiers, le modèle de croissance du dividende et l'analyse des paires. Les risques propres aux UGT comprennent le risque souverain, le risque commercial/opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix des produits et l'inflation). Les taux de croissance finaux sont basés sur les prévisions de croissance durable à long terme dans les pays où l'UGT exerce ses activités. Si les flux de trésorerie futurs et les autres hypothèses dans les périodes futures s'écartent considérablement des montants actuels utilisés lors de nos tests de dépréciation, la valeur de notre goodwill pourrait subir une dépréciation, qui serait constatée dans les frais autres que d'intérêt.

La valeur comptable d'une UGT comprend la valeur comptable des actifs, des passifs et du goodwill affectés à l'UGT. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis elle est attribuée aux autres actifs non financiers de l'UGT proportionnellement à la valeur comptable de chaque actif. Toute perte de valeur est comptabilisée en charges dans la période au cours de laquelle la perte de valeur est identifiée. Le goodwill est présenté au coût après déduction du cumul des pertes de valeur. Les reprises ultérieures de pertes de valeur du goodwill sont interdites.

À la cession d'une partie d'une UGT, la valeur comptable du goodwill lié à la partie de l'UGT vendue est incluse dans le calcul des profits et des pertes à la cession. La valeur comptable est évaluée sur la base de la juste valeur relative de la partie cédée par rapport à l'intégralité de l'UGT.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les actifs non monétaires identifiables, et elles sont acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, ou sont générées en interne. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du goodwill lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou autres droits et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend son coût d'acquisition et les coûts directement attribuables à la préparation de l'actif pour son utilisation prévue. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables à la création, à la production et à la préparation de l'actif en vue de son exploitation de la manière prévue par la direction. Les frais de recherche et de développement qui ne peuvent pas être incorporés dans le coût de l'actif sont passés en charges. Après la comptabilisation initiale, une immobilisation incorporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, laquelle varie de 3 à 10 ans pour les logiciels et de 7 à 20 ans pour les listes de clients et les relations-clients. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée correspondent aux contrats de gestion des fonds communs de placement.

Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test visant à déterminer s'il existe des indices de dépréciation pour chaque période de présentation de l'information financière. Si des indices suggèrent qu'une immobilisation incorporelle pourrait s'être dépréciée, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle et sa valeur recouvrable. Lorsqu'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, nous estimons la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle est réduite à sa valeur recouvrable, ce qui donne lieu à une perte de valeur.

Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise lorsqu'est apportée une modification aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif (ou de l'UGT) depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. À la reprise d'une perte de valeur, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est révisée pour correspondre à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et sa valeur comptable (déduction faite de l'amortissement) qui aurait été déterminée en l'absence de perte de valeur antérieure.

En raison de la nature subjective de ces estimations, un jugement important doit être exercé pour déterminer la durée d'utilité et la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles, ainsi que pour évaluer si certains événements ou certaines circonstances constituent une indication objective de dépréciation. Les estimations de la valeur recouvrable de nos immobilisations incorporelles s'appuient sur certaines données clés, notamment les flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les ventes prévues et les coûts attribués, qui sont estimés en fonction des résultats prévisionnels et des initiatives d'affaires. Les taux d'actualisation sont établis d'après le coût du capital à l'échelle de la banque, ajusté en fonction des risques propres à l'actif. Des variations de ces hypothèses pourraient avoir une incidence sur le montant de la perte de valeur constatée dans les frais autres que d'intérêt.

Autres

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date de clôture. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion et du règlement de ces éléments sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net au poste Revenus autres que d'intérêt.

Les actifs et les passifs non monétaires qui sont évalués au coût historique sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques.

Les actifs et les passifs de nos établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date de clôture, tandis que les revenus et les charges de ces établissements à l'étranger sont convertis aux taux de change moyens pour la période de présentation de l'information financière.

Les profits ou les pertes latents résultant de la conversion de nos établissements à l'étranger de même que la tranche efficace des couvertures connexes sont comptabilisés dans les autres composantes des capitaux propres. Au moment de la cession ou de la cession partielle d'un établissement à l'étranger, une tranche appropriée du montant net des profits ou des pertes de change cumulés est portée à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Locaux et matériel

Les locaux et le matériel comprennent les terrains, les bâtiments, les améliorations locatives, le matériel informatique, le mobilier, les agencements et le reste du matériel et ils sont comptabilisés au coût moins le cumul des amortissements, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, et le cumul des pertes de valeur. Le coût comprend le prix d'achat, tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue, ainsi que l'estimation initiale de tout coût de sortie. L'amortissement est essentiellement comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, soit de 25 à 50 ans pour les bâtiments, de 3 à 10 ans pour le matériel informatique et de 5 à 10 ans pour le mobilier, les agencements et autre matériel. La période d'amortissement des améliorations locatives correspond à la moins élevée de la durée d'utilité des améliorations locatives ou de la durée du bail plus la première période de renouvellement, si le renouvellement est raisonnablement assuré. Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués à chaque période de présentation de l'information financière et ils sont ajustés au besoin. Les profits et les pertes à la cession sont inscrits à la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Les locaux et le matériel sont évalués pour déterminer s'il y a des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Si des indices suggèrent qu'un actif pourrait s'être déprécié, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable.

Après la comptabilisation de la perte de valeur, la dotation à l'amortissement est ajustée pour les périodes futures afin de refléter la valeur comptable révisée de l'actif. Si, par la suite, une perte de valeur est reprise, la valeur comptable de l'actif est révisée pour correspondre à la valeur la moins élevée entre la valeur recouvrable de l'actif et sa valeur comptable (diminuée de l'amortissement) qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La dotation à l'amortissement pour les périodes futures est ajustée pour refléter la valeur comptable révisée.

Les locaux et le matériel comprennent aussi les actifs au titre de droits d'utilisation.

Contrats de location

A la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant d'un bien déterminé et le droit de contrôler l'utilisation de ce bien pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Lorsque nous sommes le preneur dans le cadre d'un contrat de location, nous comptabilisons initialement un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante, sauf à l'égard des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. On entend par contrat de location à court terme un contrat dont la durée est de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur sont des actifs non liés aux infrastructures, non spécialisés, courants, simples sur le plan technologique, facilement accessibles et couramment utilisés. En ce qui concerne les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, nous comptabilisons les loyers en tant que charges d'exploitation sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Lorsque nous avons l'assurance raisonnable d'exercer les options de prolongation et de résiliation, celles-ci sont prises en compte dans la durée du contrat de location visé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à la date de début, calculée selon notre taux d'emprunt marginal. L'obligation locative est ensuite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisée dans la charge d'intérêt.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué en fonction du montant initial de l'obligation locative, après ajustement pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, des coûts directs initiaux engagés et de l'estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement, l'enlèvement ou la remise en état du bien, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les coûts liés au démantèlement et à la suppression des améliorations locatives sont inscrits à l'actif au titre des améliorations locatives lorsque les améliorations locatives sont inscrites séparément à l'actif (plutôt qu'à l'actif au titre du droit d'utilisation du contrat de location).

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti jusqu'au terme de la durée du contrat de location ou jusqu'au terme de la durée d'utilité si celle-ci est antérieure, sauf si la propriété en est transférée à RBC ou si nous avons l'assurance raisonnable de pouvoir exercer une option d'achat, auquel cas la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation s'appliquera. Nous déterminons si l'actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et comptabilisons toute perte de valeur, comme il est décrit plus haut dans les méthodes comptables applicables aux locaux et au matériel.

Dotations

Une dotation est un passif dont l'échéance ou le montant est incertain et elle est comptabilisée lorsque nous avons une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les dotations sont évaluées selon la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la date de clôture. Un jugement important doit être exercé pour déterminer si une obligation actuelle existe et pour estimer la probabilité, le moment et le montant de toute sortie de ressources. Nous comptabilisons des dotations au titre des litiges, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres.

Nous devons estimer l'issue des procédures judiciaires en cours et les charges qui devront être engagées pour la sortie des immobilisations. Compte tenu du caractère prospectif de ces estimations, nous devons faire largement appel à notre jugement pour prévoir le moment de la réalisation des flux de trésorerie futurs et leur montant. Nous comptabilisons nos dotations en tenant compte de toute l'information disponible à la fin de la période de présentation de l'information financière et apportons des ajustements sur une base trimestrielle afin de rendre compte des prévisions actuelles. Il pourrait ne pas être possible de prédire le règlement de ces questions ou le moment de leur règlement ultime. Si les résultats réels diffèrent de nos prévisions, nous pourrions devoir engager des charges supérieures aux dotations constatées. Nous exerçons notre jugement, le cas échéant, afin de limiter l'étendue de l'information à fournir sur les dotations afin de ne pas nuire à notre position dans ces questions en litige.

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à la reprise d'une dotation sera recouvrée auprès d'un tiers, un assureur par exemple, un actif distinct est comptabilisé si le remboursement est quasiment certain.

Commissions et honoraires

Les commissions et honoraires ont essentiellement trait aux commissions de gestion de placements et de services de garde, aux revenus tirés des fonds communs de placement, aux commissions de courtage en valeurs mobilières, aux frais bancaires, aux commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, aux revenus sur cartes et aux commissions de crédit, et sont comptabilisés en fonction des contrats de service conclus avec les clients qui s'y rattachent.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement correspondent généralement à un pourcentage des valeurs liquidatives quotidiennes, mensuelles ou de fin de période, selon les modalités des contrats conclus avec des clients, et elles sont perçues mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, selon les modalités des contrats. Les commissions de gestion de placements et de services de garde découlent généralement des biens sous gestion lorsque nos clients font appel aux capacités de placement d'un gestionnaire de placements ou des biens administrés lorsque la stratégie de placement est gérée par le client.

ou par un gestionnaire tiers désigné. Les revenus tirés des fonds communs de placement sont en général tirés de la valeur liquidative quotidienne des fonds communs de placement. Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement sont comptabilisés au fil du temps, lorsque le service est fourni au client, s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières et les frais bancaires qui ont trait à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été fourni. Lorsque les services sont fournis au fil du temps, les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont fournis.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont principalement trait à la prise ferme de nouvelles émissions de titres d'emprunt ou de titres de participation et à divers services-conseils. Les commissions de prise ferme sont habituellement exprimées en pourcentage des montants obtenus par l'émission de titres et sont comptabilisées lorsque le service a été fourni. Les honoraires tirés des services-conseils varient en fonction de l'étendue et du type de mandat et peuvent être fixes ou varier en fonction d'un événement futur. Les honoraires des services-conseils sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle le service est fourni et ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les revenus sur cartes comprennent principalement les revenus d'interchange et les frais de cartes annuels. Les revenus d'interchange correspondent à un pourcentage fixe du montant de la transaction et sont comptabilisés lorsque la transaction par carte est réglée. Les frais de cartes annuels sont fixes et sont comptabilisés sur une période de 12 mois.

Les commissions de crédit sont essentiellement gagnées lorsque les prêts consortiaux sont mis en place et que du crédit est rendu disponible sur les facilités non utilisées. Le moment de la constatation des commissions de crédit varie en fonction de la nature des services fournis.

Lorsque des frais bancaires et d'autres coûts sont engagés à l'égard de commissions et honoraires gagnés, nous comptabilisons le montant brut de ces coûts dans les Frais autres que d'intérêt – Autres ou dans les Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, si nous avons déterminé que la responsabilité première d'exécuter le contrat conclu avec le client nous incombe et que nous pouvons établir, à notre gré, le prix des commissions et honoraires gagnés, ce qui pourrait nécessiter l'exercice du jugement.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action est calculé au moyen de la division du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires est établi après déduction des droits aux dividendes des actionnaires privilégiés et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres, des profits (pertes) au rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite de l'impôt connexe, et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles étaient présumées avoir été émises en vertu de titres ou de contrats qui confèrent à leur détenteur le droit d'obtenir des actions ordinaires dans l'avenir, dans la mesure où ce droit n'est pas assujéti à des éventualités non dénouées. Pour les contrats qui pourraient être réglés en trésorerie ou en actions ordinaires à notre gré, le bénéfice dilué par action est calculé en supposant que ces contrats seront réglés en actions. Les revenus et les charges liés à ces types de contrats ne sont pas inclus dans le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, et les actions supplémentaires qui seraient émises sont incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action. Pour ce qui est des options sur actions dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du marché de nos actions ordinaires, selon la méthode des actions propres, elles sont présumées être exercées, et le produit de l'exercice est utilisé pour racheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. Le nombre d'actions ordinaires additionnelles émises en vertu d'options sur actions et rachetées au moyen du produit de l'exercice des options est inclus dans le calcul du bénéfice dilué par action.

Capital social et autres instruments de capitaux propres

Nous classons un instrument financier que nous émettons comme un actif financier, un passif financier ou un instrument de capitaux propres, selon la nature de l'accord contractuel.

Les actions ordinaires que nous détenons sont classées comme des actions propres dans les capitaux propres et sont comptabilisées au coût moyen pondéré. Au moment de la vente d'actions propres, l'écart entre le produit de la vente et le coût des actions est constaté au poste Bénéfices non distribués. Les instruments financiers que nous émettons sont classés comme des instruments de capitaux propres lorsqu'il n'y a aucune obligation contractuelle de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs financiers. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont inclus dans les capitaux propres à titre de déduction du produit, moins l'impôt. Les instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par les détenteurs ainsi que les distributions à verser connexes sont classés à titre de passifs dans notre bilan consolidé. Les dividendes et les distributions du rendement relatifs à ces instruments sont classés dans la rubrique Charges d'intérêt de notre état consolidé du résultat net. La composante passif des instruments composés qui contiennent à la fois une composante passif et une composante capitaux propres est initialement évaluée à la juste valeur, et tout montant résiduel est attribué à la composante capitaux propres.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Modifications au classement et à l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié *Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*, qui modifie IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les « Modifications »). Les Modifications clarifient la comptabilisation et la décomptabilisation des instruments financiers et introduisent une nouvelle méthode comptable pour les passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique. Elles clarifient également les directives sur le classement des actifs financiers assortis de clauses

conditionnelles qui ne sont pas directement liés aux variations des risques liés aux contrats de prêt de base, et introduisent des obligations d'information connexes supplémentaires pour les instruments financiers assortis de clauses conditionnelles. En ce qui nous concerne, les Modifications entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2026 et seront appliquées de manière rétrospective sans qu'aucun retraitement des données comparatives soit nécessaire. Pour gérer l'application des Modifications, nous avons mis en place un programme visant à évaluer leur incidence sur les systèmes, les processus et la présentation de l'information financière. Nous continuons d'évaluer l'incidence de l'adoption de ces Modifications sur nos états financiers consolidés.

IFRS 18 Etats financiers : Présentation et informations à fournir (IFRS 18)

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui énonce des exigences en matière de présentation et d'informations à fournir dans les états financiers. Cette norme remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers* et est accompagnée de modifications limitées à d'autres normes, qui entreront en vigueur à l'adoption de la nouvelle norme. La norme introduit de nouveaux sous-totaux définis à présenter dans l'état consolidé du résultat net, des informations à fournir sur les indicateurs de performance définis par la direction et des exigences quant au regroupement et à la ventilation de l'information. En ce qui nous concerne, cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2027 et sera appliquée de manière rétrospective, avec retraitement des données comparatives. Pour gérer la transition à IFRS 18, nous avons mis en place un programme visant à évaluer son incidence sur les systèmes, les processus et la présentation de l'information financière requis pour l'adoption de la norme. Nous continuons d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés. Aux fins de l'évaluation, ils sont comptabilisés à la juste valeur lorsque les conditions exigeant la séparation sont respectées.

	Au 31 octobre 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(En millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 455 \$	– \$	– \$	9 909 \$	9 909 \$	50 364 \$	50 364 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	212 878	6 189	–	–	–	–	219 067	219 067
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	240 299	1 496	100 926	98 728	342 721	340 523
	212 878	6 189	240 299	1 496	100 926	98 728	561 788	559 590
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	226 213	–	–	–	83 470	83 470	309 683	309 683
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	1 128	–	442	–	646 832	648 413	648 402	649 983
Prêts de gros	9 724	–	690	–	383 606	382 551	394 020	392 965
	10 852	–	1 132	–	1 030 438	1 030 964	1 042 422	1 042 948
Autres								
Dérivés	177 206	–	–	–	–	–	177 206	177 206
Autres actifs (1)	14 382	–	–	–	58 487	58 487	72 869	72 869
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	942 \$	41 302 \$			487 496 \$	488 644 \$	529 740 \$	530 888 \$
Entreprises et gouvernements (2)	313	168 690			777 311	779 130	946 314	948 133
Banques (3)	–	2 908			36 654	36 657	39 562	39 565
	1 255	212 900			1 301 461	1 304 431	1 515 616	1 518 586
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 891	–			–	–	49 891	49 891
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	242 916			46 600	46 600	289 516	289 516
Dérivés	183 953	–			–	–	183 953	183 953
Autres passifs (4)	–	21 688			58 287	58 293	79 975	79 981
Débtentures subordonnées	–	232			13 729	13 887	13 961	14 119

	Au 31 octobre 2024							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(En millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	53 996 \$	– \$	– \$	12 024 \$	12 024 \$	66 020 \$	66 020 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	182 346	954	–	–	–	–	183 300	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	155 118	1 242	100 258	96 336	256 618	252 696
	182 346	954	155 118	1 242	100 258	96 336	439 918	435 996
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	284 311	–	–	–	66 492	66 492	350 803	350 803
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	915	–	580	–	622 098	619 320	623 593	620 815
Prêts de gros	6 177	2 030	1 003	–	348 577	345 561	357 787	354 771
	7 092	2 030	1 583	–	970 675	964 881	981 380	975 586
Autres								
Dérivés	150 612	–	–	–	–	–	150 612	150 612
Autres actifs (1)	11 770	–	–	–	50 093	50 093	61 863	61 863
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	508 \$	33 799 \$			487 832 \$	490 170 \$	522 139 \$	524 477 \$
Entreprises et gouvernements (2)	191	156 238			683 241	684 748	839 670	841 177
Banques (3)	–	10 530			37 192	37 183	47 722	47 713
	699	200 567			1 208 265	1 212 101	1 409 531	1 413 367
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	–			–	–	35 286	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	270 663			34 658	34 658	305 321	305 321
Dérivés	163 763	–			–	–	163 763	163 763
Autres passifs (4)	(1 407)	–			69 597	69 850	68 190	68 443
Débtentures subordonnées	–	–			13 546	13 602	13 546	13 602

(1) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.
(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.
(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.
(4) Comprend les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit correspondent à l'écart entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, la variation de la juste valeur au cours de la période qui est attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus correspondait à une perte de 1 million de dollars et l'incidence cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus correspondait à une perte de 5 millions. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024, la variation de la juste valeur au cours de la période qui est attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus correspondait à un profit de 45 millions de dollars et l'incidence cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus correspondait à une perte de 9 millions. Au 31 octobre 2025, la mesure dans laquelle les dérivés de crédit ou les instruments similaires limitaient l'exposition maximale au risque de crédit était de 1 035 millions de dollars (954 millions au 31 octobre 2024).

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Pour nos passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, nous prenons en considération les variations de notre écart de taux et la durée attendue de l'instrument afin d'évaluer la variation de la juste valeur attribuable aux modifications du risque de crédit.

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025 ou pour l'exercice clos à cette date (1)				
	Valeur à l'échéance contractuelle (2)	Valeur comptable	Ecart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues	
				Au cours de la période	Variation cumulative (3)
Dépôts à terme					
Particuliers	40 965 \$	41 302 \$	337 \$	72 \$	229 \$
Entreprises et gouvernements (4)	174 268	168 690	(5 578)	744	926
Banques (5)	2 903	2 908	5	—	—
	218 136	212 900	(5 236)	816	1 155
Autres					
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	242 931	242 916	(15)	—	—
Autres passifs	26 925	21 688	(5 237)	401	401
Débetures subordonnées	236	232	(4)	—	—
	488 228 \$	477 736 \$	(10 492) \$	1 217 \$	1 556 \$

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024 ou pour l'exercice clos à cette date (1)				
	Valeur à l'échéance contractuelle (2)	Valeur comptable	Ecart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues	
				Au cours de la période	Variation cumulative (3)
Dépôts à terme					
Particuliers	33 552 \$	33 799 \$	247 \$	221 \$	163 \$
Entreprises et gouvernements (4)	162 648	156 238	(6 410)	1 204	177
Banques (5)	10 520	10 530	10	—	—
	206 720	200 567	(6 153)	1 425	340
Autres					
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	270 625	270 663	38	—	—
Autres passifs	—	—	—	—	—
Débetures subordonnées	—	—	—	—	—
	477 345 \$	471 230 \$	(6 115) \$	1 425 \$	340 \$

(1) Des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit de 5 millions de dollars ont été constatées dans le résultat pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 et des changements cumulatifs du risque de crédit de 17 millions ont été inclus dans le résultat pour les positions encore détenues à ce jour (1 million et 9 millions au 31 octobre 2024, respectivement).

(2) Reflète les montants contractuels non actualisés exigibles aux dates de paiement pour ces instruments financiers. Ces montants ne peuvent être rapprochés directement avec les valeurs comptables connexes, car ils ne comprennent que les montants non actualisés exigibles aux dates de paiement. Ils ne présentent pas les primes, les escomptes, les rachats anticipés prévus ni les ajustements à la valeur de marché inclus dans les valeurs comptables des instruments à la date de clôture.

(3) La variation cumulative est mesurée depuis la désignation initiale des passifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, des profits liés à la juste valeur de 19 millions de dollars auparavant compris dans les autres éléments du résultat global ont trait aux passifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice (profits liés à la juste valeur de 15 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024).

(4) Les dépôts à terme des entreprises et gouvernements comprennent les sommes provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(5) Les dépôts à terme des banques désignent les sommes provenant de banques réglementées et de banques centrales.

Profits nets (pertes nettes) découlant des instruments financiers classés et désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net, qui comprennent essentiellement les titres détenus à des fins de transaction, les dérivés, les passifs liés aux activités de négociation, ainsi que les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évalués à la juste valeur, les profits et pertes réalisés et latents étant inscrits dans les revenus autres que d'intérêt.

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Profits nets (pertes nettes) (1)		
Classés à la juste valeur par le biais du résultat net (2)	6 689 \$	8 996 \$
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (3)	(2 547)	(5 847)
	4 142 \$	3 149 \$
Par gamme de produits (1)		
Taux d'intérêt et crédit (4)	2 556 \$	2 580 \$
Titres de participation	764	389
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	822	180
	4 142 \$	3 149 \$

(1) Exclut les profits nets découlant des instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net de 395 millions de dollars (profits nets de 2 251 millions pour les instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé du résultat net.

(2) Compte non tenu des dérivés désignés comme instruments de couverture. Pour plus de détails sur les profits (pertes) sur ces dérivés, se reporter à la note 9.

(3) Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, des pertes nettes liées à la juste valeur de 2 555 millions de dollars sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, autres que ceux attribuables aux variations de notre propre risque de crédit, ont été incluses dans les revenus autres que d'intérêt (pertes de 5 838 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024).

(4) Comprend les profits (pertes) comptabilisés sur les swaps simultanés de taux et de devises.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	30 502 \$	35 550 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	8 778	7 109
Instruments financiers évalués au coût amorti	64 545	62 292
	103 825	104 951
Charge d'intérêt (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	30 642 \$	34 150 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	40 183	42 848
	70 825	76 998
Revenu net d'intérêt	33 000 \$	27 953 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 1 244 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 (958 millions au 31 octobre 2024) et la charge d'intérêt de 226 millions (120 millions au 31 octobre 2024) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 3 803 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 (3 319 millions au 31 octobre 2024), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé du résultat net.

Honoraires tirés des instruments financiers

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons tiré des honoraires de 6 803 millions de dollars de nos services bancaires (6 347 millions au 31 octobre 2024). Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons aussi tiré des honoraires de 19 850 millions de dollars des services de gestion de placement, de fiducie, de garde, de souscription, de courtage et autres à nos clients de détail et à nos clients institutionnels (17 467 millions au 31 octobre 2024). Ces honoraires sont inclus au poste Revenus autres que d'intérêt.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(En millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 octobre 2025					31 octobre 2024				
	Evaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Evaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	40 455 \$	– \$	\$	40 455 \$	– \$	53 996 \$	– \$	\$	53 996 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	17 707	2 864	–		20 571	11 611	2 173	–		13 784
Provinces et municipalités	–	16 891	–		16 891	–	16 588	–		16 588
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains (1)	435	40 322	–		40 757	1 852	29 136	–		30 988
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	7 152	7 265	–		14 417	2 481	2 153	–		4 634
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	74	–		74	–	3	–		3
Titres adossés à des actifs	–	1 295	–		1 295	–	1 434	–		1 434
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	25 957	32		25 989	–	26 195	–		26 195
Titres de participation	93 397	2 813	2 863		99 073	84 814	2 316	2 544		89 674
	118 691	97 481	2 895		219 067	100 758	79 998	2 544		183 300
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien										
Gouvernement fédéral	30 110	9 756	–		39 866	4 623	8 546	–		13 169
Provinces et municipalités	–	11 318	–		11 318	–	7 554	–		7 554
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains (1)	196	130 495	–		130 691	42	80 224	–		80 266

Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	1 600	10 333	—		11 933	2 370	7 786	—		10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires	—	2 645	29		2 674	—	2 603	31		2 634
Titres adossés à des actifs	—	10 139	—		10 139	—	9 357	—		9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	—	33 544	134		33 678	—	31 839	143		31 982
Titres de participation	547	367	582		1 496	432	304	506		1 242
	32 453	208 597	745		241 795	7 467	148 213	680		156 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	—	226 213	—		226 213	—	284 311	—		284 311
Prêts	—	10 710	1 274		11 984	—	8 924	1 781		10 705
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	—	25 871	293		26 164	—	27 719	354		28 073
Contrats de change	—	100 604	102		100 706	—	98 480	3		98 483
Dérivés de crédit	—	350	2		352	—	273	—		273
Autres contrats	11 478	41 543	110		53 131	2 553	23 830	21		26 404
Ajustements d'évaluation	—	(1 035)	(45)		(1 080)	—	(1 067)	14		(1 053)
Total des dérivés, montant brut	11 478	167 333	462		179 273	2 553	149 235	392		152 180
Ajustements de compensation				(2 067)	(2 067)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					177 206					150 612
Autres actifs	6 108	8 270	4		14 382	5 291	6 472	7		11 770
	168 730 \$	759 059 \$	5 380 \$	(2 067) \$	931 102 \$	116 069 \$	731 149 \$	5 404 \$	(1 568) \$	851 054 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	— \$	41 943 \$	301 \$	\$	42 244 \$	— \$	33 829 \$	478 \$	\$	34 307 \$
Entreprises et gouvernements	—	169 003	—		169 003	—	156 429	—		156 429
Banques	—	2 908	—		2 908	—	10 530	—		10 530
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 678	31 213	—		49 891	15 172	20 114	—		35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	—	242 916	—		242 916	—	270 663	—		270 663
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	—	20 679	901		21 580	—	24 852	847		25 699
Contrats de change	—	95 045	46		95 091	—	93 164	54		93 218
Dérivés de crédit	—	262	—		262	—	218	—		218

Autres contrats	12 657	56 287	366		69 310	3 212	42 961	324		46 497
Ajustements d'évaluation	–	(257)	34		(223)	–	(297)	(4)		(301)
Total des dérivés, montant brut	12 657	172 016	1 347		186 020	3 212	160 898	1 221		165 331
Ajustements de compensation				(2 067)	(2 067)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					183 953					163 763
Autres passifs	–	21 688	–		21 688	287	(1 694)	–		(1 407)
Débitures subordonnées	–	232	–		232	–	–	–		–
	31 335 \$	681 919 \$	1 648 \$	(2 067) \$	712 835 \$	18 671 \$	650 769 \$	1 699 \$	(1 568) \$	669 571 \$

(1) Etats-Unis.

(2) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les justes valeurs de nos principaux actifs et passifs évalués de façon récurrente sont établies et classées dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur à l'aide des données et techniques d'évaluation suivantes :

Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques

Une majorité de nos dépôts productifs d'intérêts auprès des banques est désignée à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces dépôts à la juste valeur par le biais du résultat net se composent de dépôts à court terme auprès de banques et sont inclus dans le poste Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur de ces instruments est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les données des modèles d'évaluation comprennent les courbes de swaps de taux d'intérêt et les écarts de taux, le cas échéant. Ils sont classés dans les instruments de niveau 2 de la hiérarchie, car les données sont observables.

Obligations d'Etat (entités gouvernementales canadiennes, américaines et d'autres pays membres de l'OCDE)

Les obligations d'Etat sont incluses dans les postes Créances d'entités gouvernementales canadiennes, Créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains, Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des titres d'emprunt garantis ou émis par des entités gouvernementales sur des marchés actifs est déterminée en fonction des prix des transactions récentes, des cours établis par les courtiers ou des prix établis par des vendeurs tiers, et ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie. La juste valeur des titres qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs est fondée soit sur les prix des titres, soit sur des techniques d'évaluation qui utilisent des données comme des rendements et des écarts liés au risque implicites dérivés des prix des titres d'entités gouvernementales semblables négociés activement. Les titres dont les prix ou les taux sont observables et qui peuvent être comparés aux prix des transactions, aux cours établis par les courtiers ou aux prix établis par les vendeurs sont classés au niveau 2 de la hiérarchie. Les titres dont les données ne sont pas observables sont classés au niveau 3 de la hiérarchie.

Obligations sur le marché municipal américain et obligations de sociétés

La juste valeur des obligations sur le marché municipal américain et des obligations de sociétés, qui sont comptabilisées aux postes Titres d'emprunt de sociétés et autres créances, Créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, est déterminée en fonction de l'un ou l'autre des éléments suivants : les prix des transactions récentes, les cours établis par les courtiers, les services d'établissement des prix ou, dans certains cas, la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie qui utilise des données sur les taux comme des rendements de référence (taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA), taux de financement à un jour garanti (SOFR) et autres taux de référence semblables) et des écarts liés au risque de titres comparables. Les titres dont les prix ou les taux sont observables sont classés au niveau 2 de la hiérarchie. Les titres dont les données ne sont pas observables sont classés au niveau 3 de la hiérarchie.

Titres adossés à des actifs et titres adossés à des créances hypothécaires

Les titres adossés à des actifs et les titres adossés à des créances hypothécaires sont présentés aux postes Titres adossés à des actifs, Titres adossés à des créances hypothécaires, Créances d'entités gouvernementales canadiennes, Créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains et Engagements afférents à des titres vendus à découvert du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Les données utilisées pour l'évaluation des titres adossés à des actifs et des titres adossés à des créances hypothécaires sont, lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché, les cours établis par les contrepartistes ou les syndicaux chefs de file, les cours établis par les courtiers et les prix établis par les vendeurs de titres identiques. Lorsque les prix de titres identiques ne sont pas facilement accessibles, nous avons recours aux modèles standards appliqués dans le secteur qui utilisent des données comme les marges d'escompte, les rendements, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé et la PCD, lesquels sont fondés sur les prix de transaction, les cours établis par les courtiers ou les prix établis par les vendeurs d'instruments comparables. Lorsque les prix et les données sont observables, les titres adossés à des actifs et les titres adossés à des créances hypothécaires sont classés au niveau 2 de la hiérarchie ; autrement, ils sont classés au niveau 3.

Titres de participation

Les titres de participation comprennent des actions ordinaires cotées et non cotées, des titres de participation de sociétés fermées, des fonds communs de placement et des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, ces titres figurant dans les postes Titres de participation et Engagements afférents à des titres vendus à découvert. La juste valeur des actions ordinaires est fondée sur les prix cotés sur des marchés actifs, lorsqu'ils sont disponibles, et ces titres sont classés au niveau 1 de la hiérarchie. Lorsque les prix cotés sur des marchés actifs ne sont pas facilement accessibles, la juste valeur est déterminée en se fondant sur les cours du marché de titres semblables ou au moyen de techniques d'évaluation, notamment les ratios cours/bénéfice et la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données les flux de trésorerie projetés et le taux d'actualisation. Les titres de participation de sociétés fermées sont classés au niveau 3 de la hiérarchie, car leurs données ne sont pas observables. Les fonds de couverture sont évalués selon la valeur liquidative. S'il nous est possible de racheter un fonds de couverture à sa valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle, celui-ci est classé au niveau 2 de la hiérarchie ; autrement, il est classé au niveau 3.

Prêts

Les prêts regroupent les prêts sur les métaux de base, les prêts aux entreprises et les prêts adossés à des actifs. La juste valeur est établie selon les cours du marché, s'ils sont disponibles, ou selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les données suivantes : les taux d'intérêt sur le marché, les prix des métaux de base, les écarts avec le marché des actifs dont les notations et les durées jusqu'à l'échéance sont semblables, la PCD, la fréquence de défaillance attendue fondée sur les cours des dérivés de crédit, si elle est disponible, et les données pertinentes sur les cours, comme le taux contractuel, les dates de montage et d'échéance, le prix de rachat, la fréquence de paiement du coupon et la convention relative au compte des jours. Les prêts assortis de cours ou de données observables sont classés au niveau 2 de la hiérarchie et les prêts assortis de données non observables ayant une incidence significative sur les justes valeurs sont classés au niveau 3 de la hiérarchie.

Dérivés

La juste valeur des dérivés négociés en bourse, comme les options sur taux d'intérêt et sur actions et les contrats à terme standardisés, est fondée sur les cours du marché, et ces titres sont généralement classés au niveau 1 de la hiérarchie. Les dérivés hors cote comprennent principalement les contrats de taux d'intérêt, les contrats de change, les dérivés sur marchandises, les dérivés sur actions et les dérivés de crédit. Les dérivés sur taux d'intérêt, sur devises et sur marchandises et sur actions hors cote ou négociés en bourse sont inclus dans les postes Contrats de taux d'intérêt, Contrats de change et Autres contrats, respectivement, du tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des dérivés hors cote est déterminée au moyen de modèles d'évaluation lorsque les cours du marché ou les données sur les prix consensuels établis par des tiers ne sont pas disponibles. Les modèles d'évaluation, comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, tiennent compte des données observables et non observables sur les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et les prix des marchandises (y compris les indices), les écarts de taux, les niveaux correspondants de la volatilité sur le marché et d'autres facteurs d'établissement des prix fondés sur le marché. Les écarts acheteur-vendeur, les rajustements de la valeur du crédit, les ajustements d'évaluation liés au financement, les swaps indexés sur le taux à un jour, les incertitudes liées aux paramètres et aux modèles et le profit ou la perte latent à la création d'une transaction sont d'autres ajustements à la juste valeur. Un instrument dérivé est classé au niveau 2 de la hiérarchie si des données observables sur le marché sont disponibles ou si les données non observables n'ont pas d'incidence importante sur la juste valeur ; autrement, il est classé au niveau 3.

Titres empruntés ou achetés en vertu de conventions de revente et titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat

Dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, ces instruments sont inclus dans les postes Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés. La juste valeur de ces contrats est calculée au moyen de techniques d'évaluation comme la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, dont les données sont fondées sur les courbes de taux d'intérêt. Ils sont classés dans les instruments de niveau 2 de la hiérarchie, car les données sont observables.

Dépôts

La majorité de nos dépôts est évaluée au coût amorti, mais certains dépôts sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces dépôts à la juste valeur par le biais du résultat net englobent les dépôts pris de clients, les certificats de dépôt et de billets émis, ainsi que des obligations liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt. La juste valeur de ces instruments est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie et des modèles d'évaluation des options sur dérivés. Les données des modèles d'évaluation comprennent les courbes de rendement de référence, les écarts de taux, les taux d'intérêt, la volatilité des titres de participation et des taux d'intérêt, les dividendes et les taux de corrélation, le cas échéant. Les dépôts sont classés dans les instruments de niveau 2 ou de niveau 3 de la hiérarchie, selon l'importance des écarts de taux, de la volatilité, des dividendes et des taux de corrélation non observables.

Autres passifs

Les autres passifs se composent principalement de passifs financiers liés aux marchandises comme le gaz et les métaux précieux, qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur de ces passifs est calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données applicables comme les taux d'intérêt du marché, les écarts de financement, les prix à terme des marchandises et les prix au comptant. Ces passifs financiers liés aux marchandises sont classés dans les instruments de niveau 2 de la hiérarchie, car les données sont observables.

Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables.

Au 31 octobre 2025 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)								
Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Données non observables importantes (3)	Fourchettes des valeurs des données (1), (2)		
		Actif	Passif			Bas	Haut	Moyenne pondérée/ répartition des données
Titres d'emprunt de sociétés et dérivés connexes	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	61,56 \$	225,00 \$	88,89 \$
	Prêts	1 274			Ecart de taux	1,27 %	11,23 %	6,25 %
	Passifs dérivés		– \$		Rehaussement de crédit	11,36 %	15,15 %	12,63 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	166		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	3,93 %	9,00 %	6,44 %
Titres de participation de sociétés fermées, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	3 445	–	Cours de marché d'instruments comparables	Ratios valeur de l'entreprise/BAII A	4,39X	16,40X	7,14X
	Passifs dérivés			Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,91X	6,36X	2,45X
				Fondée sur les prix	Ratios c/b	6,27X	25,20X	10,34X
					Escomptes de liquidité (4)	10,00 %	40,00 %	10,29 %
					Taux d'actualisation	8,50 %	8,50 %	8,50 %
					Valeur liquidative/prix (5)	s.o.	s.o.	s.o.
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (6), (7)	Actifs dérivés	293	901	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	2,60 %	4,63 %	Répartition égale
	Passifs dérivés			Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,98 %	2,08 %	Répartition égale
				Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	46,50 %	94,30 %	Répartition égale	
				Corrélation taux de change/taux d'intérêt	(48,50) %	81,90 %	Répartition égale	
				Corrélation taux de change/taux de change	(80,10) %	77,70 %	Répartition égale	
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (6), (7)	Actifs dérivés	110	301	Flux de trésorerie actualisés	Rendement de l'action	0,00 %	8,55 %	Tranche inférieure
	Dépôts			Modèle d'évaluation des options	Corrélation des cours des actions	6,30 %	95,85 %	Tranche centrale

	Passifs dérivés		324		Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	(77,11) % 6,00 %	50,38 % 146,87 %	Tranche centrale Tranche inférieure
Autres (8)	Actifs dérivés Autres actifs Titres adossés à des créances hypothécaires Passifs dérivés	59 4 29						
Total		5 380 \$	1 648 \$					

Au 31 octobre 2024 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)								
Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Données non observables importantes (3)	Fourchettes des valeurs des données (1), (2)		
		Actif	Passif			Bas	Haut	Moyenne pondérée/ répartition des données
Titres d'emprunt de sociétés et dérivés connexes	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	64,67 \$	116,25 \$	92,07 \$
	Prêts	1 781			Ecart de taux	1,45 %	10,90 %	6,17 %
	Passifs dérivés		2 \$		Rehaussement de crédit	11,70 %	15,60 %	13,00 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	6,54 %	9,55 %	7,54 %
Titres de participation de sociétés fermées, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	3 050	–	Cours de marché d'instruments comparables	Ratios valeur de l'entreprise/BAII A	3,20X	17,20X	7,94X
	Passifs dérivés			Flux de trésorerie actualisés	Ratios valeur de l'entreprise/revenus	0,70X	5,72X	2,59X
				Fondée sur les prix	Ratios c/b	7,30X	22,60X	11,27X
					Escomptes de liquidité (4)	10,00 %	40,00 %	10,40 %
					Taux d'actualisation	8,50 %	8,50 %	8,50 %
					Valeur liquidative/prix (5)	s.o.	s.o.	s.o.
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (6), (7)	Actifs dérivés	355	900	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt			Répartition égale
	Passifs dérivés			Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC			Répartition égale
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt			Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt			Répartition égale
					Corrélation taux de change/taux de change			Répartition égale
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (6), (7)	Actifs dérivés	21	478	Flux de trésorerie actualisés	Rendement de l'action			Tranche inférieure
	Dépôts			Corrélation des cours des actions	6,30 %	95,85 %	Tranche centrale	
	Passifs dérivés			Corrélation cours des actions/taux de change	(77,11) %	50,38 %	Tranche centrale	

					Volatilités des cours des actions	6,00 %	146,87 %	Tranche inférieure
Autres (8)	Actifs dérivés Autres actifs Titres adossés à des créances hypothécaires Passifs dérivés	16 7 31						
Total		5 404 \$	1 699 \$					

(1) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude de ces données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la répartition des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(2) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

(3) La valeur de l'entreprise ; le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA) ; le ratio cours/bénéfice (c/b) ; le bénéfice ; l'indice des prix à la consommation (IPC) ; le taux d'intérêt ; le taux de change et le cours des actions.

(4) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 624 millions de dollars (541 millions au 31 octobre 2024).

(5) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. Les titres de participation de sociétés fermées sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de participation de sociétés fermées en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.

(6) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la tranche supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.

(7) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.

(8) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les titres à enchères, les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les contreparties conditionnelles, les contrats d'assurance vie détenus par des banques et les actions rachetables au gré du porteur.

s.o. sans objet

Sensibilité aux données non observables et relations entre les données non observables

Rendement, écarts de taux/marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, de façon isolée, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur, et réciproquement. Un écart de taux/une marge d'escompte s'entend de la différence entre le rendement d'un instrument d'emprunt et le rendement d'un instrument de référence. Les instruments de référence sont assortis de notations élevées et d'échéances semblables et sont souvent des obligations d'Etat. Par conséquent, l'écart de taux ou la marge d'escompte représente le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs d'un actif afin de refléter le rendement du marché nécessaire pour compenser l'incertitude des flux de trésorerie estimatifs. L'écart de taux ou la marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé dans la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Ecart de financement

Les écarts de financement sont les écarts de taux qui s'appliquent spécifiquement aux taux des dépôts ou des financements. Une diminution des écarts de financement, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur de nos passifs, et réciproquement.

Taux de défaillance

Le taux de défaillance s'entend du taux auquel les emprunteurs omettent d'effectuer leurs remboursements prévus. Une diminution du taux de défaillance donnera habituellement lieu à une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement. Cet effet sera beaucoup plus prononcé pour un prêt aux étudiants non garanti par un gouvernement que pour un prêt garanti par un gouvernement.

Taux de remboursement anticipé

Le taux de remboursement anticipé s'entend du taux auquel un prêt sera remboursé par anticipation par rapport à son amortissement prévu. Les remboursements anticipés modifient les flux de trésorerie futurs d'un prêt. Une augmentation du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur si le taux d'intérêt du prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur, et une diminution du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une diminution de la juste valeur si le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur. Les taux de remboursement anticipé sont, en général, corrélés négativement par rapport aux taux d'intérêt.

Taux de recouvrement et PCD

Le taux de recouvrement est une estimation du montant du prêt qui devrait être recouvré en cas de défaillance. Le taux de recouvrement correspond au montant recouvré divisé par le solde du prêt, exprimé en pourcentage. La notion inverse du recouvrement est la PCD. La PCD est une estimation du montant qui ne sera pas recouvré si un prêt est en défaillance. La PCD correspond à la perte divisée par le solde du prêt et elle est exprimée en pourcentage. En général, une augmentation du taux de recouvrement ou une diminution de la PCD se traduira par une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement.

Taux de volatilité

La volatilité mesure la variabilité potentielle des prix futurs et est souvent évaluée comme écart type des fluctuations des prix. La volatilité est une donnée des modèles d'évaluation des options qui est utilisée pour déterminer la valeur des dérivés et des obligations structurées émises. La volatilité est utilisée pour évaluer les options sur actions, sur taux d'intérêt, sur marchandises et sur devises. Un taux de volatilité plus élevé représente une plus forte probabilité que le taux ou le prix sous-jacent fluctue. Des taux de volatilité plus élevés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur de l'option, selon les modalités de l'option. La détermination des taux de volatilité dépend de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, le cours du marché sous-jacent, le prix d'exercice et l'échéance.

Rendement de l'action

Les rendements des actions correspondent aux rendements prévus des actions sous-jacentes, exprimés en pourcentage annuel de leur prix. Les rendements des actions sont utilisés comme données des modèles d'évaluation des prix des contrats à terme de gré à gré sur actions et des options. Une augmentation des rendements des actions se traduira par une diminution du prix à terme, et réciproquement. Une augmentation des rendements des actions se traduira par une augmentation ou une diminution de la valeur d'une option, selon les modalités de l'option.

Taux de corrélation

La corrélation est la relation linéaire entre les variations de deux variables différentes. La corrélation est une donnée utilisée pour évaluer les contrats dérivés et les obligations structurées émises lorsque le rendement d'un instrument est déterminé par des variables corrélées. Lorsque les variables sont corrélées positivement, une augmentation d'une variable se traduira par une augmentation de l'autre variable. Lorsque les variables sont corrélées négativement, une augmentation d'une variable se traduira par une diminution de l'autre variable. Les variables en question peuvent faire partie d'une seule catégorie d'actifs ou d'un seul marché (cours des actions, taux d'intérêt, prix des marchandises, écarts de taux et taux de change) ou faire partie de différentes catégories d'actifs (cours des actions par rapport aux taux de change ou taux d'intérêt par rapport aux taux de change). Les variations de la corrélation donneront lieu à une augmentation ou à une diminution de la juste valeur d'un instrument financier selon les modalités de l'instrument.

Taux d'intérêt

Un taux d'intérêt est le montant à payer en pourcentage sur le capital ou le capital nominal. Une augmentation des taux d'intérêt entraînera une diminution de la valeur des flux de trésorerie actualisés d'un instrument financier, et réciproquement.

Taux des swaps sur l'indice des prix à la consommation

Le taux d'un swap sur IPC est exprimé en pourcentage d'une augmentation du prix moyen d'un panier de produits et services, par exemple dans les secteurs du transport, de l'alimentation et des soins de santé. Une augmentation du taux des swaps sur IPC se traduira par une augmentation des paiements des swaps sur inflation, et réciproquement.

Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, ratios c/b, ratios valeur de l'entreprise/revenus et escomptes de liquidité

Les données d'évaluation des titres de participation de sociétés fermées incluent les ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, les ratios c/b et les ratios valeur de l'entreprise/revenus. Ces ratios sont utilisés pour calculer soit la valeur de l'entreprise, soit la valeur de l'action d'une société en se fondant sur un multiple des bénéfices ou des revenus estimés. Des multiples plus élevés se traduiront par des justes valeurs plus élevées pour tous les types de ratios, et réciproquement. Un escompte de liquidité peut être appliqué lorsqu'il y a peu de transactions sur lesquelles fonder les évaluations, voire aucune.

Rehaussement de crédit

Le rehaussement de crédit est une donnée utilisée pour évaluer les transactions de titrisation et correspond au montant de la protection contre la perte sur prêts pour une tranche de rang supérieur. Le rehaussement de crédit est exprimé en tant que pourcentage de la taille de la transaction. Une progression du rehaussement de crédit donnera lieu à une diminution de l'écart de taux et à une augmentation de la juste valeur de la tranche, et réciproquement.

Relations entre les données non observables

Les données non observables, y compris celles présentées ci-dessus, soit la marge d'escompte, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé et le taux de recouvrement et la PCD, pourraient ne pas être indépendantes l'une de l'autre. Par exemple, une variation du taux de défaillance, du taux de remboursement anticipé, du taux de recouvrement et de la PCD pourrait avoir une incidence sur la marge d'escompte. En général, les marges d'escompte diminueront si les taux de défaillance diminuent ou si les taux de recouvrement augmentent.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(En millions de dollars canadiens)									
Actif	– \$	– \$	– \$	3 \$	(3)\$	83 \$	(51)\$	32 \$	–
Titres	2 544	(188)	9	732	(233)	7	(8)	2 863	\$ (87)
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
Titres de participation									
	2 544	(188)	9	735	(236)	90	(59)	2 895	(87)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	2	(2)	–	(2)	–	–	29	2
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	6	9	–	(24)	–	–	134	6
Titres de participation	506	21	48	32	(25)	–	–	582	21
	680	29	55	32	(51)	–	–	745	29
Prêts	1 781	66	–	248	(817)	10	(14)	1 274	(3)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	(103)	3	24	(29)	(11)	1	(608)	(116)
Contrats de change	(51)	(4)	2	4	(1)	100	6	56	3
Dérivés de crédit	–	–	–	2	–	–	–	2	–
Autres contrats	(303)	5	(1)	(127)	19	(360)	511	(256)	(35)
Ajustements d'évaluation	18	–	–	(33)	(64)	–	–	(79)	–
Autres actifs	7	–	–	–	(3)	–	–	4	–
	4 183 \$	(195)\$	68 \$	885 \$	(1 182)\$	(171)\$	445 \$	4 033 \$	(209)\$
Passif									
Dépôts	(478)\$	(79)\$	(2)\$	(674)\$	156 \$	(274)\$	1 050 \$	(301)\$	16 \$
	(478)\$	(79)\$	(2)\$	(674)\$	156 \$	(274)\$	1 050 \$	(301)\$	16 \$

	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(En millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 266	(195)	5	577	(88)	1	(22)	2 544	(128)
	2 266	(195)	5	577	(88)	1	(22)	2 544	(128)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	2	–	–	–	–	31	n.s.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	11	–	(17)	–	–	143	n.s.
Titres de participation	466	–	35	6	(3)	2	–	506	n.s.
	644	–	48	6	(20)	2	–	680	n.s.
Prêts	1 859	(25)	37	513	(445)	70	(228)	1 781	63
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(662)	46	1	(47)	145	30	(6)	(493)	51
Contrats de change	(49)	(15)	7	14	3	3	(14)	(51)	(9)
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(438)	(139)	2	(106)	8	(330)	700	(303)	31
Ajustements d'évaluation	3	–	–	(4)	19	–	–	18	–
Autres actifs	11	–	–	–	(4)	–	–	7	–
	3 634 \$	(328)\$	100 \$	953 \$	(382)\$	(224)\$	430 \$	4 183 \$	8 \$
Passif									
Dépôts	(383)\$	(119)\$	– \$	(583)\$	165 \$	(120)\$	562 \$	(478)\$	(40)\$
	(383)\$	(119)\$	– \$	(583)\$	165 \$	(120)\$	562 \$	(478)\$	(40)\$

(1) Ces montants comprennent les profits ou pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 35 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 (profits de 38 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 octobre 2025 comprenait des actifs dérivés de 462 millions de dollars (392 millions au 31 octobre 2024) et des passifs dérivés de 1 347 millions (1 221 millions au 31 octobre 2024).

n.s. non significatif

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1). Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains de 1 309 millions de dollars détenues à des fins de transaction. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains de 1 038 millions de dollars détenues à titre de placements et des créances du gouvernement fédéral, d'Etats, de municipalités et d'organismes américains de 822 millions détenues à des fins de transaction.

Au cours des exercices clos les 31 octobre 2025 et 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables et des changements dans l'observabilité des données du marché. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2024, les transferts effectués depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance de données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2024, les transferts effectués depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats, des dépôts et des prêts en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Variations positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume les effets, sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3, de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation des facteurs d'évaluation crée une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait ; ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(En millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Juste valeur – niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles	Juste valeur – niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles
Titres						
Titres détenus à des fins de transaction						
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	4 \$	(4)\$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 863	24	(23)	2 544	50	(46)
Titres de placement						
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	4	(4)	31	4	(4)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	8	(7)	143	9	(8)
Titres de participation	582	53	(52)	506	45	(44)
Prêts	1 274	13	(13)	1 781	19	(20)
Dérivés	462	11	(10)	392	5	(4)
Autres actifs	4	–	–	7	–	–
	5 380 \$	117 \$	(113)\$	5 404 \$	132 \$	(126)\$
Dépôts	(301)\$	3 \$	(3)\$	(478)\$	15 \$	(15)\$
Dérivés	(1 347)	55	(68)	(1 221)	54	(57)
	(1 648)\$	58 \$	(71)\$	(1 699)\$	69 \$	(72)\$

Sensibilité

Au 31 octobre 2025, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 117 millions de dollars et une diminution de 113 millions de la juste valeur des positions représentant un actif de niveau 3, dont une tranche de 65 millions et une tranche de 63 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 58 millions de dollars et par une augmentation de 71 millions de la juste valeur des positions représentant un passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées dans le cadre de l'évaluation des instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour élaborer d'autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales, obligations municipales et prêts	Les sensibilités sont déterminées en ajustant, de plus ou moins un écart type, les écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou les prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix est relevé, en ajustant les paramètres des données d'entrée, par exemple les écarts de taux, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres de participation de sociétés fermées, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	La sensibilité des titres de participation de sociétés fermées directs est établie en i) ajustant le taux d'actualisation de 2 % lorsque la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie est utilisée pour établir la juste valeur ; ii) en ajustant les coefficients des prix selon les coefficients de sociétés comparables lorsque des modèles fondés sur les coefficients de prix sont utilisés ou iii) en utilisant une autre approche pour l'évaluation. Les valeurs liquidatives des fonds de titres de participation de sociétés fermées, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps sur devises sont obtenues au moyen de l'ajout ou de la soustraction d'un écart type des données et d'un montant correspondant à l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en ajoutant aux données non observables du modèle ou en soustrayant de celles-ci un écart type des données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont calculées en ajustant les données de plus ou moins un écart type et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de plus ou moins certains points de base.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025					
	La juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable (1)	La juste valeur pourrait ne pas correspondre approximativement à la valeur comptable				Total de la juste valeur
		Evaluation à la juste valeur selon le			Total	
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	9 909 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	9 909 \$
Titres au coût amorti (2)	–	115	98 613	–	98 728	98 728
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	72 713	–	10 757	–	10 757	83 470
Prêts						
Prêts de détail	83 459	–	558 699	6 255	564 954	648 413
Prêts de gros	8 135	–	365 890	8 526	374 416	382 551
	91 594	–	924 589	14 781	939 370	1 030 964
Autres actifs	57 685	–	552	250	802	58 487
	231 901	115	1 034 511	15 031	1 049 657	1 281 558
Dépôts						
Particuliers	289 651	–	198 695	298	198 993	488 644
Entreprises et gouvernements	504 918	–	273 643	569	274 212	779 130
Banques	23 643	–	13 000	14	13 014	36 657
	818 212	–	485 338	881	486 219	1 304 431
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	46 109	–	491	–	491	46 600
Autres passifs	53 331	–	4 714	248	4 962	58 293
Déventures subordonnées	–	–	13 887	–	13 887	13 887
	917 652 \$	– \$	504 430 \$	1 129 \$	505 559 \$	1 423 211 \$

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024					
	La juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable (1)	La juste valeur pourrait ne pas correspondre approximativement à la valeur comptable				Total de la juste valeur
		Evaluation à la juste valeur selon le			Total	
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	12 024 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	12 024 \$
Titres au coût amorti (2)	–	68	96 268	–	96 336	96 336
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	54 331	–	12 161	–	12 161	
Prêts						
Prêts de détail	79 960	–	533 708	5 652	539 360	619 320
Prêts de gros	16 022	–	321 684	7 855	329 539	345 561
	95 982	–	855 392	13 507	868 899	964 881
Autres actifs	49 414	–	412	267	679	50 093
	211 751	68	964 233	13 774	978 075	1 189 826
Dépôts						
Particuliers	273 228	–	216 675	267	216 942	490 170
Entreprises et gouvernements	443 077	–	241 204	467	241 671	684 748
Banques	23 942	–	13 241	–	13 241	37 183
	740 247	–	471 120	734	471 854	1 212 101
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	34 658	–	–	–	–	34 658
Autres passifs	51 561	–	1 983	16 306	18 289	69 850
Déventures subordonnées	–	–	13 602	–	13 602	13 602
	826 466 \$	– \$	486 705 \$	17 040 \$	503 745 \$	1 330 211 \$

(1) Le niveau de certains instruments financiers n'a pas été établi, car la valeur comptable de ceux-ci correspond approximativement à la juste valeur.

(2) Inclus dans le poste Titres – Placements, déduction faite de la correction de valeur applicable, dans les bilans consolidés.

La juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti et présentés dans le tableau ci-dessus est établie au moyen des techniques d'évaluation et des données suivantes.

Titres au coût amorti

La juste valeur des obligations d'entités gouvernementales, des obligations de sociétés et de titres adossés à des actifs est fondée sur les prix cotés, si les prix de titres identiques sont accessibles. Lorsque les prix de titres identiques ne sont pas facilement accessibles, nous avons recours aux modèles standards appliqués dans le secteur qui utilisent des données comme les marges d'escompte, les rendements, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé et la PCD, lesquels sont fondés sur les prix de transaction, les cours établis par les courtiers ou les prix établis par les vendeurs d'instruments comparables.

Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les instruments à long terme sont décrites dans la rubrique Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. En général, la valeur comptable des instruments à court terme avoisine leur juste valeur.

Prêts de détail

Les prêts de détail comprennent les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit. Pour les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers et aux petites entreprises, nous séparons le portefeuille selon certaines caractéristiques, telles que le type de produit, le taux d'intérêt contractuel, la durée jusqu'à l'échéance et la notation de crédit, selon le cas. La juste valeur de ces prêts est établie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données applicables comme les taux d'intérêt en vigueur, les taux affichés et les taux contractuels des clients, les escomptes des clients, les écarts de taux, les taux de défaillance, les taux de remboursement anticipé, la PCD et les ratios prêt-valeur. La juste valeur des créances sur cartes de crédit est également calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données les taux de rendement, les sorties du bilan et les taux de paiements mensuels du portefeuille. En général, la valeur comptable des prêts à court terme et à taux variable se rapproche de leur juste valeur.

Prêts de gros

Les prêts de gros sont évalués en fonction des cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles. Autrement, la juste valeur est établie selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les données suivantes : les taux d'intérêt sur le marché et les écarts avec le marché des actifs dont les notations et les durées jusqu'à l'échéance sont semblables, la PCD, la fréquence de défaillance attendue fondée sur les cours des swaps sur défaillance de crédit, si elle est disponible, et les données pertinentes sur les cours, comme le taux contractuel, les dates de montage et d'échéance, le prix de rachat, la fréquence et la date de paiement du coupon convenues.

Dépôts

Les dépôts se composent de dépôts à vue, sur préavis et à terme, qui comprennent des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme. La juste valeur des dépôts à terme est établie au moyen de l'une des techniques d'évaluation suivantes : i) pour les dépôts à terme et autres instruments semblables, nous répartissons le portefeuille selon la durée jusqu'à l'échéance. La juste valeur de ces instruments est établie selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données telles que les taux offerts aux clients pour de nouveaux contrats assortis des échéances correspondantes ; ii) pour les billets de dépôt de premier rang, nous avons recours aux prix négociés réels, aux prix du vendeur ou à la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant comme données la courbe des taux d'intérêt sur le marché et nos écarts de financement. La valeur comptable des dépôts à vue, sur préavis et à court terme, correspond approximativement à leur juste valeur.

Autres actifs et autres passifs

Les autres actifs et les autres passifs comprennent des instruments financiers sur certaines marchandises. La juste valeur de ces instruments est calculée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, en utilisant des données applicables comme les taux d'intérêt du marché, les écarts de taux des contreparties, nos écarts de financement, les prix à terme des marchandises et les prix au comptant.

Débetures subordonnées

La juste valeur des débetures subordonnées se fonde sur les cours du marché, les cours établis par les courtiers ou les prix établis par les vendeurs, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsque les cours ne peuvent être observés, la juste valeur est établie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie en utilisant des données pertinentes, notamment les taux d'intérêt sur le marché et les écarts de taux.

Note 4 Titres

Valeur comptable des titres

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025						Sans échéance précise	Total
	Durée jusqu'à l'échéance (1)							
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans			
Titres détenus à des fins de transaction (2)								
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien	5 832 \$	7 418 \$	7 068 \$	5 529 \$	11 615 \$	– \$	37 462 \$	
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains	2 883	1 906	20 494	4 981	10 493	–	40 757	
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	3 976	4 445	3 064	1 207	1 725	–	14 417	
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	1	73	–	74	
Titres adossés à des actifs	138	118	348	415	276	–	1 295	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances (3)	1 909	3 606	6 736	4 906	8 832	–	25 989	
Titres de participation						99 073	99 073	
	14 738	17 493	37 710	17 039	33 014	99 073	219 067	
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (2)								
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral								
Coût amorti	368	15 974	23 215	270	–	–	39 827	
Juste valeur	368	15 978	23 250	270	–	–	39 866	
Rendement (4)	2,1 %	3,4 %	2,9 %	2,5 %	–	–	3,1 %	
Provinces et municipalités								
Coût amorti	–	1 892	8 225	666	585	–	11 368	
Juste valeur	–	1 893	8 222	670	533	–	11 318	
Rendement (4)	–	3,4 %	3,3 %	3,1 %	4,6 %	–	3,4 %	
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains								
Coût amorti	1 723	7 455	56 949	51 353	13 905	–	131 385	
Juste valeur	1 695	7 455	57 164	51 532	12 845	–	130 691	
Rendement (4)	4,5 %	3,0 %	3,9 %	3,7 %	3,6 %	–	3,8 %	
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE								
Coût amorti	358	2 847	8 722	48	–	–	11 975	
Juste valeur	357	2 835	8 693	48	–	–	11 933	
Rendement (4)	2,5 %	2,5 %	3,7 %	3,7 %	–	–	3,4 %	
Titres adossés à des créances hypothécaires								
Coût amorti	–	–	70	87	2 517	–	2 674	
Juste valeur	–	–	70	85	2 519	–	2 674	
Rendement (4)	–	–	5,4 %	5,6 %	5,6 %	–	5,6 %	
Titres adossés à des actifs								
Coût amorti	–	–	5	3 356	6 765	–	10 126	
Juste valeur	–	–	5	3 357	6 777	–	10 139	
Rendement (4)	–	–	5,3 %	5,3 %	5,5 %	–	5,4 %	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances								
Coût amorti	5 337	8 239	18 761	985	280	–	33 602	
Juste valeur	5 338	8 245	18 827	1 000	268	–	33 678	
Rendement (4)	2,2 %	2,4 %	3,7 %	4,4 %	5,3 %	–	3,2 %	
Titres de participation								
Coût						832	832	
Juste valeur (5)						1 496	1 496	
Coût/coût amorti	7 786	36 407	115 947	56 765	24 052	832	241 789	
Juste valeur	7 758	36 406	116 231	56 962	22 942	1 496	241 795	
Coût amorti (2)								
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien	1 302	3 188	19 544	5 355	36	–	29 425	
Rendement (4)	1,4 %	1,9 %	3,1 %	2,6 %	3,8 %	–	2,8 %	
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains	2 095	4 607	18 716	4 778	19 366	–	49 562	
Rendement (4)	3,1 %	3,9 %	3,0 %	3,4 %	2,9 %	–	3,1 %	
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	795	2 096	4 367	137	–	–	7 395	
Rendement (4)	2,6 %	2,7 %	3,8 %	4,1 %	–	–	3,4 %	
Titres adossés à des actifs	–	–	21	–	126	–	147	
Rendement (4)	–	–	4,7 %	–	5,4 %	–	5,3 %	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 019	4 099	9 102	162	15	–	14 397	
Rendement (4)	3,2 %	3,1 %	3,6 %	3,7 %	4,8 %	–	3,4 %	
Coût amorti, déduction faite de la correction de valeur	5 211	13 990	51 750	10 432	19 543	–	100 926	
Juste valeur	5 210	14 011	52 093	10 051	17 363	–	98 728	
Total de la valeur comptable des titres	27 707 \$	67 889 \$	205 691 \$	84 433 \$	75 499 \$	100 569 \$	561 788 \$	

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024						
	Durée jusqu'à l'échéance (1)					Sans échéance précise	Total
	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans		
Titres détenus à des fins de transaction (2)							
Titres d'emprunt émis ou garantis par :							
Gouvernement canadien	2 026 \$	8 712 \$	6 054 \$	3 509 \$	10 071 \$	– \$	30 372 \$
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains	2 599	1 423	13 648	4 336	8 982	–	30 988
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	710	246	1 578	972	1 128	–	4 634
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	3	–	3
Titres adossés à des actifs	289	213	387	406	139	–	1 434
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances (3)	2 030	3 178	8 170	4 200	8 617	–	26 195
Titres de participation						89 674	89 674
	7 654	13 772	29 837	13 423	28 940	89 674	183 300
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (2)							
Titres d'emprunt émis ou garantis par :							
Gouvernement canadien							
Gouvernement fédéral							
Coût amorti	2 068	2 810	7 893	394	–	–	13 165
Juste valeur	2 068	2 803	7 904	394	–	–	13 169
Rendement (4)	3,2 %	2,4 %	2,9 %	2,9 %	–	–	2,9 %
Provinces et municipalités							
Coût amorti	154	2 768	3 827	334	480	–	7 563
Juste valeur	154	2 767	3 833	333	467	–	7 554
Rendement (4)	3,6 %	2,2 %	3,3 %	2,7 %	4,3 %	–	3,0 %
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains							
Coût amorti	1 154	1 198	30 773	33 906	14 601	–	81 632
Juste valeur	1 182	1 196	30 797	33 831	13 260	–	80 266
Rendement (4)	5,6 %	2,1 %	3,1 %	3,9 %	3,3 %	–	3,5 %
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE							
Coût amorti	300	1 510	8 389	–	–	–	10 199
Juste valeur	300	1 511	8 345	–	–	–	10 156
Rendement (4)	1,2 %	3,6 %	3,5 %	–	–	–	3,4 %
Titres adossés à des créances hypothécaires							
Coût amorti	–	–	–	58	2 588	–	2 646
Juste valeur	–	–	–	56	2 578	–	2 634
Rendement (4)	–	–	–	6,1 %	5,9 %	–	5,9 %
Titres adossés à des actifs							
Coût amorti	–	–	–	4 258	5 085	–	9 343
Juste valeur	–	–	–	4 263	5 094	–	9 357
Rendement (4)	–	–	–	6,2 %	6,4 %	–	6,3 %
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances							
Coût amorti	7 028	2 703	20 830	991	380	–	31 932
Juste valeur	7 027	2 707	20 858	1 010	380	–	31 982
Rendement (4)	3,2 %	3,8 %	4,0 %	5,0 %	5,3 %	–	3,9 %
Titres de participation							
Coût						728	728
Juste valeur (5)						1 242	1 242
Coût/coût amorti	10 704	10 989	71 712	39 941	23 134	728	157 208
Juste valeur	10 731	10 984	71 737	39 887	21 779	1 242	156 360
Coût amorti (2)							
Titres d'emprunt émis ou garantis par :							
Gouvernement canadien	216	7 516	17 571	6 160	–	–	31 463
Rendement (4)	2,4 %	1,7 %	3,0 %	2,0 %	–	–	2,4 %
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains	2 029	5 659	13 197	4 882	20 221	–	45 988
Rendement (4)	2,5 %	3,6 %	3,4 %	3,2 %	2,6 %	–	3,0 %
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	61	1 133	5 169	202	–	–	6 565
Rendement (4)	0,9 %	2,3 %	3,2 %	3,3 %	–	–	3,0 %
Titres adossés à des actifs	–	–	2	32	–	–	34
Rendement (4)	–	–	–	–	–	–	5,2 %
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	526	3 677	11 724	259	22	–	16 208
Rendement (4)	2,9 %	3,1 %	3,6 %	3,5 %	5,3 %	–	3,5 %
Coût amorti, déduction faite de la correction de valeur	2 832	17 985	47 663	11 535	20 243	–	100 258
Juste valeur	2 826	17 855	47 481	10 701	17 473	–	96 336
Total de la valeur comptable des titres	21 217 \$	42 741 \$	149 237 \$	64 845 \$	70 962 \$	90 916 \$	439 918 \$

(1) Les échéances réelles pourraient être différentes des échéances contractuelles présentées ci-dessus, car les emprunteurs peuvent avoir le droit de proroger leur emprunt ou de le rembourser à l'avance, avec ou sans pénalité.

(2) Les titres détenus à des fins de transaction et les titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés à la juste valeur. Les titres inscrits au coût amorti, qui font partie des titres de placement, sont comptabilisés au coût amorti et sont présentés déduction faite de toute correction de valeur pour pertes de crédit.

(3) Comprend principalement des titres d'emprunt de sociétés, des titres d'emprunt d'organismes supranationaux, ainsi que du papier commercial.

(4) Le rendement moyen pondéré est calculé au moyen du taux d'intérêt contractuel et en fonction de la valeur comptable à la fin de l'exercice pour chacune des catégories de titres.

(5) Certains titres de participation non détenus à des fins de transaction ont été désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	39 827 \$	46 \$	(7)\$	39 866 \$	13 165 \$	31 \$	(27)\$	13 169 \$
Provinces et municipalités	11 368	39	(89)	11 318	7 563	27	(36)	7 554
Gouvernement fédéral, Etats, municipalités et organismes américains	131 385	622	(1 316)	130 691	81 632	333	(1 699)	80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11 975	14	(56)	11 933	10 199	6	(49)	10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 674	7	(7)	2 674	2 646	3	(15)	2 634
Titres adossés à des actifs	10 126	15	(2)	10 139	9 343	17	(3)	9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	33 602	122	(46)	33 678	31 932	101	(51)	31 982
Titres de participation	832	669	(5)	1 496	728	519	(5)	1 242
	241 789 \$	1 534 \$	(1 528)\$	241 795 \$	157 208 \$	1 037 \$	(1 885)\$	156 360 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 100 926 millions de dollars au 31 octobre 2025 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 258 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (40) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 octobre 2025 ((35) millions au 31 octobre 2024) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par niveau, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)

(En millions de dollars canadiens)	Pour les exercices clos							
	Le 31 octobre 2025				Le 31 octobre 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	6 \$	– \$	(41)\$	(35)\$	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	7	–	–	7	10	–	–	10
Ventes et arrivées à échéance	(4)	–	–	(4)	(4)	–	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(4)	–	(10)	(14)	(4)	–	(8)	(12)
Ecart de change et autres	–	–	6	6	–	–	4	4
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(45)\$	(40)\$	6 \$	–	(41)\$	(35)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan consolidé, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat net est présenté au poste Autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(En millions de dollars canadiens)	Pour les exercices clos							
	Le 31 octobre 2025			Total	Le 31 octobre 2024			Total
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3		Stade 1	Stade 2	Stade 3	
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	15 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	7			7	7	–	–	7
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	(2)	–	(8)	(8)	(6)	–	(14)
Ecart de change et autres	1	–	–	1	1	(1)	–	–
Solde à la fin de la période	8 \$	6 \$	– \$	14 \$	6 \$	8 \$	– \$	14 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour évaluer les pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport de gestion.

(En millions de dollars canadiens)	Aux						
	31 octobre 2025			Total	31 octobre 2024		
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)		Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)
Titres de placement							
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
Qualité investissement	239 375 \$	– \$	– \$	239 375 \$	154 100 \$	– \$	– \$
Qualité inférieure	786	4	–	790	875	–	–
Dépréciés	–	–	134	134	–	–	143
	240 161	4	134	240 299	154 975	–	143
Eléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 496			
				241 795 \$			
Titres au coût amorti							
Qualité investissement	99 673 \$	– \$	– \$	99 673 \$	99 224 \$	– \$	– \$
Qualité inférieure	1 098	169	–	1 267	856	192	–
	100 771	169	–	100 940	100 080	192	–
Correction de valeur pour pertes de crédit	8	6	–	14	6	8	–
	100 763 \$	163 \$	– \$	100 926 \$	100 074 \$	184 \$	– \$

(1) Représente des titres dépréciés acquis de 134 millions de dollars (143 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Prêts, par portefeuille et par secteur géographique, déduction faite de la correction de valeur**

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025					
	Canada	Etats-Unis	Autres pays	Total	Corrections de valeur pour pertes sur prêts (1)	Total, déduction faite de la correction de valeur
Prêts de détail (2)						
Prêts hypothécaires résidentiels	454 346 \$	35 673 \$	3 394 \$	493 413 \$	(794)\$	492 619 \$
Prêts aux particuliers	90 842	20 984	3 519	115 345	(1 541)	113 804
Prêts sur cartes de crédit (3)	25 836	652	301	26 789	(1 273)	25 516
Prêts aux petites entreprises (4)	16 797	–	–	16 797	(334)	16 463
Prêts de gros (2), (5)	194 487	143 439	59 245	397 171	(3 151)	394 020
Total des prêts	782 308 \$	200 748 \$	66 459 \$	1 049 515 \$	(7 093)\$	1 042 422 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail	311 332	9 434	4 913	325 679	(197)	
Engagements inutilisés – Prêts de gros	183 589	309 469	101 511	594 569	(168)	

	Au 31 octobre 2024					
					Corrections de valeur pour pertes sur prêts (1)	Total, déduction faite de la correction de valeur
(En millions de dollars canadiens)	Canada	Etats-Unis	Autres pays	Total		
Prêts de détail (2)						
Prêts hypothécaires résidentiels	441 191 \$	33 092 \$	3 261 \$	477 544 \$	(572)\$	476 972 \$
Prêts aux particuliers	86 977	18 148	3 213	108 338	(1 389)	106 949
Prêts sur cartes de crédit (3)	24 619	653	293	25 565	(1 164)	24 401
Prêts aux petites entreprises (4)	15 531	–	–	15 531	(258)	15 273
Prêts de gros (2), (5)	189 378	119 231	51 830	360 439	(2 654)	357 785
Total des prêts	757 696 \$	171 124 \$	58 597 \$	987 417 \$	(6 037)\$	981 380 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail	300 071	5 099	4 100	309 270	(172)	
Engagements inutilisés – Prêts de gros	180 687	264 309	88 787	533 783	(139)	

- (1) Exclut une correction de valeur de 1 million de dollars relative aux prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (4 millions au 31 octobre 2024).
- (2) L'information géographique est basée sur le pays de résidence de l'emprunteur.
- (3) Les prêts sur cartes de crédit sont gérés dans un seul portefeuille qui comprend les cartes pour particuliers et les cartes pour entreprises.
- (4) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (5) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement.

Durée jusqu'à l'échéance des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

	Au 31 octobre 2025							
	Durée jusqu'à l'échéance (1)				Sensibilité aux taux d'intérêt			
	Moins de 1 an (2)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans		Taux variable	Taux fixe	Non sensibles aux taux	
(En millions de dollars canadiens)				Total				Total
Prêts de détail	395 387 \$	215 783 \$	41 174 \$	652 344 \$	253 592 \$	389 868 \$	8 884 \$	652 344 \$
Prêts de gros	338 854	43 992	14 325	397 171	84 295	309 440	3 436	397 171
Total des prêts	734 241 \$	259 775 \$	55 499 \$	1 049 515 \$	337 887 \$	699 308 \$	12 320 \$	1 049 515 \$
Correction de valeur pour pertes sur prêts				(7 093)				(7 093)
Total des prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	734 241 \$	259 775 \$	48 406 \$	1 042 422 \$	337 887 \$	699 308 \$	5 227 \$	1 042 422 \$

	Au 31 octobre 2024							
	Durée jusqu'à l'échéance (1)				Sensibilité aux taux d'intérêt			
	Moins de 1 an (2)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans		Taux variable	Taux fixe	Non sensibles aux taux	
(En millions de dollars canadiens)				Total				Total
Prêts de détail	342 552 \$	240 995 \$	43 431 \$	626 978 \$	211 027 \$	407 455 \$	8 496 \$	626 978 \$
Prêts de gros	302 024	44 977	13 438	360 439	80 385	277 599	2 455	360 439
Total des prêts	644 576 \$	285 972 \$	56 869 \$	987 417 \$	291 412 \$	685 054 \$	10 951 \$	987 417 \$
Correction de valeur pour pertes sur prêts				(6 037)				(6 037)
Total des prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	644 576 \$	285 972 \$	50 832 \$	981 380 \$	291 412 \$	685 054 \$	4 914 \$	981 380 \$

- (1) Généralement basée sur la date contractuelle de modification des taux ou la date d'échéance, selon la plus rapprochée des deux.
- (2) Comprend des prêts à taux variable dont les taux peuvent être révisés au gré du client sans pénalité.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(En millions de dollars canadiens)	Pour les exercices clos									
	Le 31 octobre 2025					Le 31 octobre 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net (1)	Ecart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net (1)	Ecart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	572 \$	280 \$	(9)\$	(49)\$	794 \$	481 \$	114 \$	(10)\$	(13)\$	572 \$
Prêts aux particuliers	1 482	956	(779)	(20)	1 639	1 228	877	(616)	(7)	1 482
Prêts sur cartes de crédit	1 233	952	(829)	–	1 356	1 069	831	(669)	2	1 233
Prêts aux petites entreprises	272	209	(104)	(26)	351	194	178	(84)	(16)	272
Prêts de gros	2 793	1 959	(1 163)	(270)	3 319	2 326	1 297	(700)	(130)	2 793
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	–	–	–	–	50	(50)	–	–	–
	6 352 \$	4 356 \$	(2 884)\$	(365)\$	7 459 \$	5 348 \$	3 247 \$	(2 079)\$	(164)\$	6 352 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	6 037 \$				7 093 \$	5 004 \$				6 037 \$
Autres passifs – Dotations	311				365	288				311
Autres actifs – Autres	–				–	50				–
Autres composantes des capitaux propres	4				1	6				4

(1) Les prêts qui ont été sortis du bilan font en général l'objet d'efforts de recouvrement continus pendant une période donnée après leur sortie. Le montant contractuel impayé lié aux prêts qui ont été sortis du bilan pendant l'exercice clos le 31 octobre 2025 et qui ne font plus l'objet de mesures de recouvrement s'élève à 285 millions de dollars (359 millions au 31 octobre 2024).

Le tableau ci-après présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Changements de modèle – Si des changements sont faits, ils reflètent généralement l'incidence des changements importants apportés aux modèles quantitatifs utilisés pour faire l'estimation des pertes de crédit attendues, ainsi que toute incidence connexe ayant trait aux stades.
- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(En millions de dollars canadiens)	Pour les exercices clos							
	Le 31 octobre 2025				Le 31 octobre 2024			
	Productifs		Dépréciés	Total	Productifs		Dépréciés	Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3		Stade 1	Stade 2	Stade 3	
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$	223 \$	90 \$	168 \$	481 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	157	(153)	(4)	–	99	(97)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(41)		(8)	–	(23)	36	(13)	–
Transferts vers le stade 3	(7)	49	52	–	(5)	(42)	47	–
Originations	100	–	–	100	94	–	–	94
Arrivées à échéance	(25)	(29)	–	(54)	(19)	(17)	–	(36)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(123)	256	101	234	(155)	157	54	56
Sorties du bilan	–	–	(20)	(20)	–	–	(23)	(23)
Recouvrements	–	–	11	11	–	–	13	13
Ecart de change et autres	–	–	(49)	(49)	1	(1)	(13)	(13)
Solde à la fin de la période	276 \$	204 \$	314 \$	794 \$	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$	280 \$	793 \$	155 \$	1 228 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	594	(593)	(1)	–	537	(537)	–	–
Transferts vers le stade 2	(96)	100	(4)	–	(75)	78	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(163)	167	–	(3)	(130)	133	–
Originations	105	–	–	105	116	–	–	116
Arrivées à échéance	(53)	(233)	(1)	(287)	(51)	(186)	–	(237)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(562)	1 040	660	1 138	(499)	947	550	998
Sorties du bilan	–	–	(935)	(935)	–	–	(745)	(745)
Recouvrements	–	–	156	156	–	–	129	129
Ecart de change et autres	2	(2)	(20)	(20)	–	1	(8)	(7)
Solde à la fin de la période	291 \$	1 115 \$	233 \$	1 639 \$	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$	203 \$	866 \$	– \$	1 069 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	662	(662)	–	–	559	(559)	–	–
Transferts vers le stade 2	(112)	112	–	–	(111)	111	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(595)	597	–	(2)	(483)	485	–
Originations	14	–	–	14	25	–	–	25
Arrivées à échéance	(4)	(56)	–	(60)	(5)	(48)	–	(53)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(546)	1 313	231	998	(465)	1 139	185	859
Sorties du bilan	–	–	(1 010)	(1 010)	–	–	(892)	(892)
Recouvrements	–	–	181	181	–	–	223	223
Ecart de change et autres	(2)	1	1	–	3	–	(1)	2
Solde à la fin de la période	217 \$	1 139 \$	– \$	1 356 \$	207 \$	1 026 \$	– \$	1 233 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$	70 \$	66 \$	58 \$	194 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	54	(54)	–	–	35	(35)	–	–
Transferts vers le stade 2	(23)	23	–	–	(20)	20	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(14)	15	–	(1)	(10)	11	–
Originations	39	–	–	39	43	–	–	43
Arrivées à échéance	(19)	(24)	–	(43)	(17)	(21)	–	(38)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(41)	98	156	213	(31)	65	139	173
Sorties du bilan	–	–	(124)	(124)	–	–	(98)	(98)
Recouvrements	–	–	20	20	–	–	14	14
Ecart de change et autres	6	2	(34)	(26)	1	1	(18)	(16)
Solde à la fin de la période	95 \$	117 \$	139 \$	351 \$	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$	774 \$	785 \$	767 \$	2 326 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	277	(275)	(2)	–	284	(282)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(124)	133	(9)	–	(152)	159	(7)	–
Transferts vers le stade 3	(15)	(273)	288	–	(9)	(77)	86	–
Originations	755	–	–	755	737	–	–	737
Arrivées à échéance	(543)	(418)	–	(961)	(438)	(379)	–	(817)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(243)	912	1 496	2 165	(407)	827	957	1 377
Sorties du bilan	–	–	(1 237)	(1 237)	–	–	(763)	(763)
Recouvrements	–	–	74	74	–	–	63	63
Ecart de change et autres	2	6	(278)	(270)	(2)	5	(133)	(130)
Solde à la fin de la période	896 \$	1 123 \$	1 300 \$	3 319 \$	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$

Données et hypothèses clés

L'évaluation des pertes de crédit attendues est un calcul complexe qui fait intervenir un nombre important de données et d'hypothèses interdépendantes, et la correction de valeur n'est pas sensible à un seul facteur. Les principaux facteurs qui font varier les pertes de crédit attendues sont les suivants :

- les changements dans la qualité du crédit de l'emprunteur ou de l'instrument, que reflètent principalement les modifications des évaluations internes des risques ;
- les variations des conditions macroéconomiques prospectives, en particulier les variables macroéconomiques sur lesquelles reposent nos modèles, lesquelles sont les plus étroitement corrélées avec les pertes de crédit du portefeuille pertinent ;
- les changements dans la façon dont les scénarios sont construits et la pondération attribuée à chaque scénario ;
- les transferts entre les stades, qui peuvent être motivés par les changements subis par n'importe lequel des facteurs ci-dessus.

Pour refléter les facteurs de risque pertinents qui ne sont pas pris en compte dans les résultats de nos modèles, nous avons eu recours à un jugement expert en matière de crédit pour déterminer l'évaluation de notre correction de valeur pour pertes de crédit pondérée. L'évaluation des pertes de crédit attendues, y compris la façon dont les scénarios sont construits et les pondérations, la détermination des augmentations importantes du risque de crédit depuis l'origination et le recours à un jugement d'expert, est supervisée par un comité de gestion de la haute direction sur lequel siègent les fonctions Finances, Gestion des risques du Groupe et Economie.

Notations internes du risque

Les notations internes du risque sont attribuées conformément au cadre de gestion des risques présenté à la rubrique Risque de crédit de notre rapport de gestion, sous les titres Risque de crédit lié aux prêts de gros et Risque de crédit lié aux prêts de détail. Les changements apportés aux notations internes du risque se reflètent dans les paramètres de la PD qui sont estimés en fonction de l'historique de nos pertes selon le segment de risque pertinent ou la note de risque pertinente, ajustés en fonction des informations prospectives.

Elaboration et pondération des scénarios

Notre estimation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 tient compte de cinq différents scénarios macroéconomiques futurs. Les scénarios servent à recenser un large intervalle de résultats possibles et ils sont pondérés selon notre estimation quant à la probabilité relative de l'intervalle de résultats représenté par chaque scénario à la date de clôture. Nous pondérons chaque scénario en tenant compte de la fréquence passée, des tendances actuelles et des conditions prospectives, lesquelles sont appelées à changer. La pondération des scénarios tient compte de la mesure dans laquelle le scénario de base comprend des attentes économiques favorables et défavorables ainsi que des risques de hausse et de baisse du scénario de base qui se matérialiseront dans l'avenir. Le scénario de base repose sur des prévisions à l'égard du taux, de la valeur ou du rendement pour chacune des variables macroéconomiques pertinentes. Les scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse sont établis par l'ajustement de nos projections de base, le but étant de construire des scénarios et des pondérations raisonnablement possibles qui soient respectivement plus optimistes et plus pessimistes que le scénario de base. Deux scénarios de fluctuation à la baisse supplémentaires soulignent la nature non linéaire des pertes de crédit possibles dans nos portefeuilles. Lorsque l'économie atteint ou frôle l'équilibre, la gravité du scénario à la baisse reflète généralement un événement défavorable qui est habituel dans un cycle économique et les deux scénarios à la baisse non linéaires reflètent un résultat qui est bien pire que celui du scénario à la baisse.

L'incidence de nos cinq scénarios varie d'un portefeuille à l'autre étant donné que chaque portefeuille possède une sensibilité différente aux diverses variables macroéconomiques.

L'incidence de la pondération de ces multiples scénarios a augmenté notre correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs par rapport à notre scénario de base de 1 268 millions de dollars au 31 octobre 2025 (945 millions au 31 octobre 2024).

Variables macroéconomiques prospectives

Les données qui entrent dans l'estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2, soit la PD, la PCD et l'ECD, sont intégrées à un modèle fondé sur les variables macroéconomiques (ou sur les variations de celles-ci) les plus étroitement corrélées avec les pertes de crédit du portefeuille pertinent. Chacun des scénarios macroéconomiques entrant dans notre calcul des pertes de crédit attendues comprend une projection, sur cinq ans, de toutes les variables macroéconomiques pertinentes dont se servent nos modèles et se rabat sur une période de deux à cinq ans, généralement dans une perspective à moyen terme. Selon l'usage qu'on en fait dans les modèles, les variables macroéconomiques font l'objet d'une projection au niveau d'un pays, d'une province ou d'un Etat ou à un niveau plus fin. Elles incluent une ou plusieurs variables, décrites ci-dessous, qui varient selon le portefeuille et la région.

Notre correction de valeur pour pertes de crédit reflète nos perspectives économiques en date du 31 octobre 2025. Les changements ultérieurs à ces prévisions, ainsi que les estimations connexes, seront pris en compte dans la correction de valeur pour pertes de crédit des prochaines périodes.

Notre scénario de base tient compte d'un sommet atteint par le taux de chômage au Canada au quatrième trimestre civil de 2025 et d'une baisse graduelle à partir du début de l'année civile 2026, et du fait que le taux de chômage aux Etats-Unis devrait augmenter et atteindre un sommet au premier trimestre civil de 2026 pour revenir à un équilibre d'ici le quatrième trimestre civil de 2026. Le taux directeur devrait rester inchangé au Canada jusqu'à la fin de l'année civile 2026, et les Etats-Unis devraient recommencer à baisser leurs taux jusqu'à la moitié de l'année civile 2026.

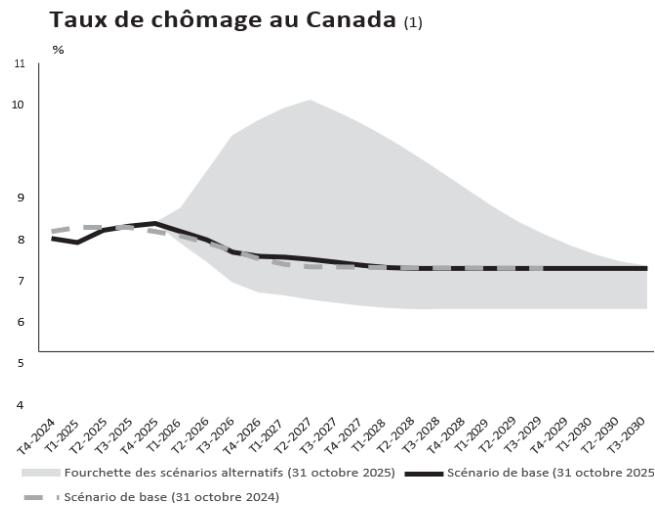
Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur d'activité de l'immobilier. En réponse à la politique commerciale internationale des Etats-Unis, nous avons conçu au cours du deuxième trimestre de 2025 un scénario de perturbation commerciale pour remplacer notre scénario pour le secteur d'activité de l'énergie. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du premier trimestre civil de 2026 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au quatrième trimestre civil de 2025 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement plus solide que celle du scénario de base, sans mesures monétaires supplémentaires pour la freiner, suivie d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

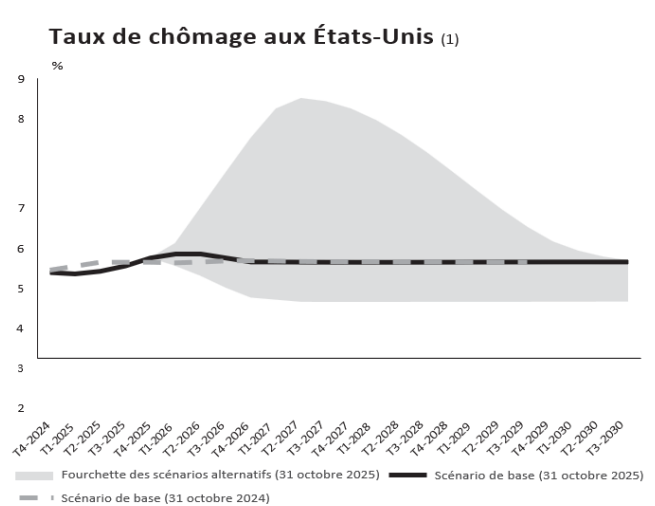
Nous avons augmenté la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2024 afin de rendre compte de l'incertitude économique accrue liée à la politique commerciale internationale des Etats-Unis par rapport à notre scénario de base.

La rubrique qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions trimestrielles concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de :

• **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada atteindra un sommet de 7,1 % au quatrième trimestre civil de 2025 pour revenir à l'équilibre à long terme d'ici le premier trimestre civil de 2028. Le taux de chômage aux Etats-Unis devrait pour sa part atteindre 4,5 % au quatrième trimestre civil de 2025, puis atteindra un sommet de 4,6 % au premier trimestre civil de 2026 pour revenir à son niveau d'équilibre à long terme d'ici le quatrième trimestre civil de 2026.

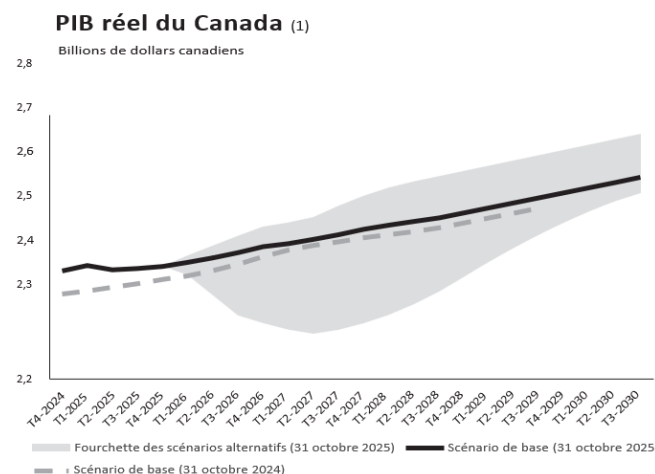


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

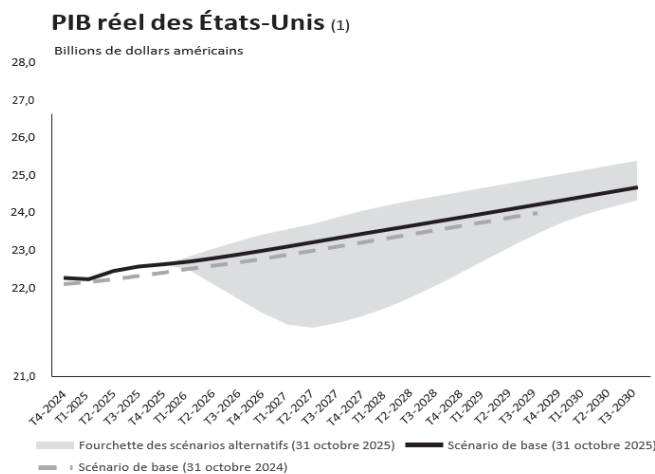


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

• **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux Etats-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du quatrième trimestre civil de 2025 et les suivants. Au quatrième trimestre civil de 2026, les PIB canadien et américain devraient être respectivement de 1,8 % et 1,5 % supérieurs à leur niveau du quatrième trimestre de 2025.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

• **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,3 % au cours des 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2025 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,4 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel des prix des maisons varie de (29,2) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait une croissance de 0,7 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2024 et de 3,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Les variables influant le plus sur les pertes de crédit de nos portefeuilles de détail sont le taux de chômage au Canada, l'indice des prix des maisons au Canada et le PIB au Canada. Le taux de financement à un jour au Canada a également une incidence sur nos portefeuilles de détail. Nos portefeuilles de gros sont soumis à l'influence de toutes les variables présentées ci-dessus, mais le poids de chacune varie selon le secteur. Parmi les autres variables influant sur nos portefeuilles de gros figurent notamment les écarts de taux des obligations de sociétés canadiennes et américaines BBB à 10 ans, le rendement des obligations du gouvernement canadien et américain à 10 ans, le rendement des obligations de sociétés américaines BBB à 10 ans, l'indice de confiance des consommateurs canadien, les indices des prix de l'immobilier commercial canadien et américain, l'indice des prix des maisons aux États-Unis et les prix du gaz naturel (Henry Hub).

Une hausse de la valeur des variables macroéconomiques suivantes sera habituellement corrélée avec une augmentation des pertes de crédit attendues : taux de chômage au Canada et aux États-Unis, taux de financement à un jour au Canada, écarts de taux des obligations de sociétés canadiennes et américaines BBB à 10 ans, taux des obligations des gouvernements canadien et américain à 10 ans et rendement des obligations de sociétés américaines BBB à 10 ans.

Une hausse de la valeur des variables macroéconomiques suivantes sera habituellement corrélée avec une baisse des pertes de crédit attendues : indices des prix des maisons au Canada et aux États-Unis, le PIB au Canada et aux États-Unis, indice de confiance des consommateurs canadien, indices des prix de l'immobilier commercial canadien et américain et prix du gaz naturel.

Transferts entre stades

Les transferts entre les stades 1 et 2 dépendent de l'appréciation visant à déterminer si le risque de crédit a augmenté sensiblement depuis la comptabilisation initiale, tel qu'il est décrit à la note 2. L'incidence d'un transfert de pertes de crédit attendues dans les 12 mois à venir vers la catégorie des pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'instrument, ou réciproquement, varie selon le produit et dépend de la durée de vie attendue restante à la date du transfert. Les transferts entre les stades peuvent faire fluctuer grandement les pertes de crédit attendues. Le tableau ci-après illustre l'incidence des différents stades sur nos corrections de valeur pour pertes de crédit en comparant la correction de valeur qui serait obtenue si tous les prêts étaient classés au stade 1 et la correction de valeur réellement comptabilisée à l'égard de ces actifs.

	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Correction de valeur pour pertes de crédit – ensemble des prêts productifs classés au stade 1	Incidence du stade	Corrections de valeur pour pertes de crédit de stades 1 et 2	Correction de valeur pour pertes de crédit – ensemble des prêts productifs classés au stade 1	Incidence du stade	Corrections de valeur pour pertes de crédit de stades 1 et 2
(En millions de dollars canadiens)						
Prêts productifs (1)	3 775 \$	1 698 \$	5 473 \$	3 313 \$	1 523 \$	4 836 \$

(1) Représente les corrections de valeur pour pertes de crédit de stades 1 et 2 liées aux prêts et engagements.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport de gestion.

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1), (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1), (2)	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Faible risque	386 060 \$	16 495 \$	– \$	402 555 \$	388 742 \$	1 354 \$	– \$	390 096 \$
Risque moyen	20 622	2 571	–	23 193	18 419	4 479	–	22 898
Risque élevé	2 131	6 532	–	8 663	1 761	6 593	–	8 354
Non notés (3)	54 253	1 940	–	56 193	52 569	1 479	–	54 048
Dépréciés	–	–	1 681	1 681	–	–	1 233	1 233\$
	463 066	27 538	1 681	492 285	461 491	13 905	1 233	476 629
Eléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				1 128				915
Total				493 413 \$				477 544 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Faible risque	87 536 \$	2 712 \$	– \$	90 248 \$	82 904 \$	1 680 \$	– \$	84 584 \$
Risque moyen	4 035	3 768	–	7 803	5 525	3 063	–	8 588
Risque élevé	601	2 583	–	3 184	592	2 365	–	2 957
Non notés (3)	12 493	1 180	–	13 673	11 303	498	–	11 801
Dépréciés	–	–	437	437	–	–	408	408
Total	104 665 \$	10 243 \$	437 \$	115 345 \$	100 324 \$	7 606 \$	408 \$	108 338 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Faible risque	18 279 \$	161 \$	– \$	18 440 \$	17 363 \$	177 \$	– \$	17 540 \$
Risque moyen	2 123	2 291	–	4 414	1 999	2 436	–	4 435
Risque élevé	70	2 423	–	2 493	75	2 289	–	2 364
Non notés (3)	1 133	309	–	1 442	1 173	53	–	1 226
Total	21 605 \$	5 184 \$	– \$	26 789 \$	20 610 \$	4 955 \$	– \$	25 565 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Faible risque	10 628 \$	595 \$	– \$	11 223 \$	9 428 \$	773 \$	– \$	10 201 \$
Risque moyen	2 550	924	–	3 474	2 740	962	–	3 702
Risque élevé	259	1 422	–	1 681	214	1 086	–	1 300
Non notés (3)	8	–	–	8	7	–	–	7
Dépréciés	–	–	411	411	–	–	321	321
Total	13 445 \$	2 941 \$	411 \$	16 797 \$	12 389 \$	2 821 \$	321 \$	15 531 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Faible risque	293 300 \$	3 700 \$	– \$	297 000 \$	284 036 \$	592 \$	– \$	284 628 \$
Risque moyen	12 451	427	–	12 878	12 110	381	–	12 491
Risque élevé	805	758	–	1 563	746	602	–	1 348
Non notés (3)	13 964	274	–	14 238	10 715	88	–	10 803
Total	320 520 \$	5 159 \$	– \$	325 679 \$	307 607 \$	1 663 \$	– \$	309 270 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	130 322 \$	2 117 \$	– \$	132 439 \$	116 549 \$	1 471 \$	– \$	118 020 \$
Qualité inférieure	207 239	26 399	–	233 638	189 889	26 826	–	216 715
Non notés (3)	14 714	503	–	15 217	12 871	721	–	13 592
Dépréciés	–	–	6 153	6 153	–	–	3 905	3 905
	352 275	29 019	6 153	387 447	319 309	29 018	3 905	352 232
Eléments non soumis à des tests de dépréciation (4)				9 724				8 207
Total				397 171 \$				360 439 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	393 167 \$	1 593 \$	– \$	394 760 \$	345 236 \$	516 \$	– \$	345 752 \$
Qualité inférieure	182 223	16 158	–	198 381	170 212	14 512	–	184 724
Non notés (3)	1 407	21	–	1 428	3 290	17	–	3 307
Total	576 797 \$	17 772 \$	– \$	594 569 \$	518 738 \$	15 045 \$	– \$	533 783 \$

(1) Au 31 octobre 2025, 91 % des prêts dépréciés étaient soit entièrement, soit partiellement garantis (88 % au 31 octobre 2024). Pour plus de détails sur les types de biens donnés en garantie des actifs dépréciés et sur nos politiques en matière de garanties, se reporter à la rubrique Atténuation du risque de crédit du rapport de gestion.

(2) Comprend 195 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (109 millions au 31 octobre 2024).

(3) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(4) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(En millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 634 \$	323 \$	2 957 \$	2 542 \$	263 \$	2 805 \$
Prêts de gros	1 143	7	1 150	1 454	4	1 458
	3 777 \$	330 \$	4 107 \$	3 996 \$	267 \$	4 263 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Acquisition importante**Banque HSBC Canada**

Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). L'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada) nous a donné l'occasion d'améliorer nos activités existantes conformément à nos objectifs stratégiques afin de mieux nous positionner comme la banque de choix pour les clients commerciaux ayant des besoins à l'international, les nouveaux arrivants au Canada et les clients connectés du monde entier. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

La contrepartie totale en trésorerie de 15,5 milliards de dollars comprenait 13,5 milliards pour 100 % des actions ordinaires de HSBC Canada, 2,1 milliards pour les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc, (0,5) milliard pour le règlement de relations préexistantes avec HSBC Canada et 0,4 milliard pour le montant supplémentaire accumulé entre le 30 août 2023 et la date de clôture de la transaction. Ce montant supplémentaire a été calculé en fonction du prix d'achat entièrement au comptant des actions ordinaires de HSBC Canada de 13,5 milliards de dollars et selon le taux CORRA. Dans le même ordre d'idées, en vertu d'un mécanisme de prix fixe, le bénéfice de HSBC Canada pour la période allant du 30 juin 2022 à la date de clôture de la transaction est revenu à RBC et a été reflété dans l'actif net acquis à la clôture.

Notre prix d'achat était réparti comme suit : 108,1 milliards de dollars pour les actifs et 99,1 milliards pour les passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 6,5 milliards de dollars reflétait les synergies de coûts prévues de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, ainsi que la croissance attendue des plateformes et la capacité de réaliser des ventes croisées entre les secteurs. Le goodwill n'est pas déductible à des fins fiscales.

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition.

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie d'achat	15 488 \$
Juste valeur des actifs identifiables acquis	
Trésorerie et montants à recevoir de banques	2 772 \$
Titres	
Titres détenus à des fins de transaction	1 110
Titres de placement	21 305
Prêts (1)	
Prêts de détail (2)	35 351
Prêts de gros	39 282
Dérivés	3 365
Immobilisations incorporelles (3)	2 342
Autres (4)	2 570
Total de la juste valeur des actifs identifiables acquis	108 097 \$
Juste valeur des passifs identifiables pris en charge	
Dépôts	
Particuliers	42 037 \$
Entreprises et gouvernements (2)	44 211
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	5 664
Dérivés	3 541
Autres (5)	3 692
Total de la juste valeur des passifs identifiables pris en charge	99 145 \$
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	8 952 \$
Goodwill	6 536
Total de la contrepartie d'achat	15 488 \$

(1) La juste valeur des prêts reflète les estimations des pertes de crédit futures subies et attendues à la date d'acquisition et des primes ou escomptes sur taux d'intérêt par rapport aux taux en vigueur sur le marché. Au 28 mars 2024, la valeur contractuelle brute des prêts se chiffrait à 75 752 millions de dollars. L'estimation des flux de trésorerie contractuels dont l'encaissement n'est pas prévu est de 575 millions de dollars, dont une tranche de 135 millions se rapportait aux prêts dépréciés acquis.

(2) Les prêts de détail comprennent les prêts hypothécaires résidentiels canadiens de 1,7 milliard de dollars vendus avec recours à un fonds commun de placement qui n'est pas admissible à la décomptabilisation, et les dépôts aux entreprises et aux gouvernements comprennent un passif correspondant au titre des emprunts garantis de 1,7 milliard.

(3) Les immobilisations incorporelles comprennent 1 972 millions de dollars au titre des immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base et 111 millions au titre des relations-clients, qui sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée de 7 ans, et 259 millions au titre des contrats de gestion des fonds communs de placement ayant une durée d'utilité indéterminée.

(4) Comprend les actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et les autres actifs.

(5) Comprend les engagements afférents à des titres vendus à découvert et les autres passifs.

Pour la période du 28 mars 2024 au 31 octobre 2024, l'apport de la transaction visant HSBC Canada aux résultats consolidés de RBCs s'est élevé à 1 716 millions de dollars au titre des revenus et à 453 millions au titre du bénéfice net. Le bénéfice net de 453 millions de dollars comprenait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux actifs financiers productifs acquis de 200 millions (145 millions après impôt). En supposant que nous ayons acquis HSBC Canada le 1^{er} novembre 2023, selon les mêmes estimations de la juste valeur et compte non tenu des synergies potentielles, nous avons estimé que les revenus et le bénéfice net consolidés de RBC pour l'exercice clos le 31 octobre 2024 auraient été de 58,6 milliards de dollars et de 16,6 milliards, respectivement. Les résultats consolidés de RBC comprenaient des coûts de transaction et d'intégration de 960 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2024, comptabilisés dans les frais autres que d'intérêt.

Note 7 Décomptabilisation d'actifs financiers

Nous effectuons des transactions dans le cadre desquelles nous transférons des actifs financiers, comme des prêts ou des titres, à des entités structurées ou à d'autres tiers. La majorité des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et de conventions de prêt de titres et dans le cadre de nos transactions de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens ne sont pas admissibles à la décomptabilisation puisque nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs transférés, tels que les risques liés aux paiements anticipés, au crédit, au prix, au taux d'intérêt et au change.

Actifs financiers transférés qui n'ont pas été décomptabilisés

Titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens

Nous titrisons périodiquement des prêts hypothécaires résidentiels grevant des habitations individuelles et multifamiliales canadiens assurés par la création de groupes de titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). Tous les prêts titrisés en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH doivent être assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou un assureur tiers. Nous exigeons que l'emprunteur paie l'assurance hypothécaire dans le cas de prêts hypothécaires pour lesquels le montant emprunté est plus élevé que l'équivalent de 80 % de l'évaluation initiale de la valeur de la propriété (ratio prêt-valeur). Nous devons prendre en charge le coût de l'assurance des prêts hypothécaires résidentiels titrisés en vertu de ce programme de ratios prêt-valeur inférieurs à 80 %. Conformément au Programme des titres hypothécaires LNH, nous avons la responsabilité d'effectuer tous les paiements exigibles sur les titres adossés à des créances hypothécaires que nous avons émis, que les fonds nécessaires proviennent du débiteur hypothécaire ou de l'assureur. Lorsque l'emprunteur manque aux engagements relativement aux paiements hypothécaires, nous soumettons une réclamation à l'assureur si le montant récupéré à la suite du recouvrement ou de la saisie de biens est moindre que la somme du solde en capital du prêt, des intérêts courus et des coûts de recouvrement sur le prêt impayé. Le processus de réclamation est géré par l'assureur conformément à ses politiques et couvre la totalité du solde impayé du prêt plus les intérêts sur, en règle générale, un maximum de 12 mois, les frais de vente et les autres charges admissibles.

Nous cédon les groupes de titres adossés à des créances hypothécaires LNH principalement à la Fiducie du Canada pour l'habitation (FCH), une entité structurée parrainée par le gouvernement, en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada. L'entité émet périodiquement des obligations hypothécaires du Canada, lesquelles sont garanties par le gouvernement, et elle cède ces obligations à des tiers investisseurs. L'entité utilise le produit de l'émission d'obligations hypothécaires du Canada pour acheter des groupes de titres adossés à des créances hypothécaires LNH auprès d'émetteurs admissibles qui participent à l'émission d'une série particulière des obligations hypothécaires du Canada. Notre implication continue consiste à fournir des services de gestion à l'égard des prêts hypothécaires résidentiels sous-jacents que nous avons titrisés, soit nous-mêmes, soit par l'intermédiaire d'un tiers gestionnaire. Nous agissons également à titre de contrepartie dans le cadre de swaps de taux d'intérêt en vertu desquels nous versons à l'entité les intérêts payables aux porteurs d'obligations hypothécaires du Canada et nous touchons les intérêts sur les titres adossés à des créances hypothécaires sous-jacents et sur les actifs réinvestis. Dans le cadre des swaps, nous devons également tenir un « compte de réinvestissement du capital » pour tout versement en capital reçu relativement aux prêts hypothécaires sous-jacents afin de respecter les obligations liées au remboursement à l'échéance des obligations hypothécaires du Canada. Nous réinvestissons les remboursements de capital reçus dans des placements admissibles aux termes des modalités des swaps.

Nous avons déterminé que certains des prêts liés au programme de titres adossés à des créances hypothécaires LNH transférés à la FCH ne peuvent être décomptabilisés, car nous n'avons pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés continuent d'être classés dans les prêts hypothécaires résidentiels et comptabilisés dans nos bilans consolidés. Le montant en espèces reçu relativement à ces titres adossés à des créances hypothécaires transférés est traité comme un emprunt garanti, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements dans nos bilans consolidés.

Nous avons déterminé que certains des prêts liés au programme de titres adossés à des créances hypothécaires LNH transférés peuvent être décomptabilisés, puisque nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons transféré 1 332 millions de dollars (122 millions au 31 octobre 2024) de prêts liés au programme de titres adossés à des créances hypothécaires LNH qui pouvaient être décomptabilisés.

Prêts hypothécaires résidentiels canadiens vendus avec recours

Le Fonds en prêts hypothécaires Indigo RBC est fermé depuis le 17 avril 2025. Avant sa fermeture, nous transférons périodiquement des prêts hypothécaires ordinaires non assurés à ce fonds conformément à ses paramètres de placement. Nous avons déterminé que ces prêts hypothécaires, qui ont été vendus avec recours, n'étaient pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, ces prêts hypothécaires transférés ont été classés dans les prêts hypothécaires résidentiels et comptabilisés dans nos bilans consolidés. Le montant en espèces reçu relativement à ces prêts hypothécaires transférés a été traité comme un emprunt garanti, et un passif correspondant a été comptabilisé au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements dans nos bilans consolidés. Nous avons également prévu un dispositif de liquidités aux termes duquel nous pourrions racheter des prêts hypothécaires ou facilitons leur vente à des tiers si nous jugeons qu'il est nécessaire de le faire pour satisfaire aux exigences de liquidités du fonds.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat et titres prêtés

Nous concluons également des transactions, comme des conventions de rachat et des conventions de prêt de titres, dans le cadre desquelles nous transférons des actifs en vertu de modalités prévoyant leur rachat à une date future et conservons la quasi-totalité des risques et avantages associés aux actifs. Ces actifs transférés demeurent inscrits dans nos bilans consolidés et ils sont comptabilisés à titre de transactions d'emprunts assortis de garanties.

Le tableau suivant présente l'information relative à la valeur comptable et à la juste valeur des actifs transférés qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, ainsi que le passif correspondant.

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2)	Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3)	Titres prêtés (3)	Total	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (1), (2)	Titres vendus en vertu de conventions de rachat (3)	Titres prêtés (3)	Total
Valeur comptable des actifs transférés qui ne sont pas admissibles à la décomptabilisation	28 604 \$	276 163 \$	13 353 \$	318 120 \$	33 101 \$	291 543 \$	13 778 \$	338 422 \$
Valeur comptable du passif connexe	27 900	276 163	13 353	317 416	31 522	291 543	13 778	336 843
Juste valeur des actifs transférés	28 137 \$	276 163 \$	13 353 \$	317 653 \$	31 760 \$	291 543 \$	13 778 \$	337 081 \$
Juste valeur du passif connexe	28 275	276 163	13 353	317 791	31 445	291 543	13 778	336 766
Juste valeur de la position nette	(138)\$	– \$	– \$	(138)\$	315 \$	– \$	– \$	315 \$

(1) Comprend les prêts hypothécaires résidentiels canadiens transférés principalement à la Fiducie du Canada pour l'habitation au moment de la titrisation initiale et d'autres placements admissibles utilisés pour répondre aux exigences de financement après la titrisation initiale, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels canadiens transférés vers le Fonds en prêts hypothécaires Indigo RBC.

(2) La garantie légale des porteurs d'obligations hypothécaires du Canada se limite aux actifs transférés et ne s'étend pas à notre actif général.

(3) Ne comprend pas le surdimensionnement des actifs donnés en garantie.

Note 8 Entités structurées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir nos besoins et les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer l'existence d'un contrôle. Les entités structurées sont généralement constituées dans un but précis et bien défini, et des restrictions sont imposées à leurs activités courantes. Nous consolidons une entité structurée lorsque nous contrôlons l'entité conformément à nos méthodes comptables, tel qu'il est décrit à la note 2. Dans d'autres cas, nous pourrions être le promoteur d'une telle entité ou y détenir une participation, sans toutefois la consolider.

Entités structurées consolidées

Nous consolidons les entités structurées suivantes, dont les actifs et les passifs sont comptabilisés dans nos bilans consolidés. Les garanties dont disposent les tiers investisseurs dans ces entités structurées grèvent habituellement uniquement les actifs des entités connexes et non l'ensemble de nos actifs, à moins que nous ne manquions à nos obligations contractuelles à l'égard de ces entités. Dans le cours normal des activités, les actifs de chaque entité structurée consolidée ne peuvent, de façon générale, que servir à régler les obligations de cette entité.

Conduits multicédants

Nous ne conservons habituellement aucune participation dans les conduits multicédants que nous administrons et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. En revanche, nous émettons du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) par

l'intermédiaire d'un conduit multicédant qui n'a pas d'investisseur assumant les pertes prévues qui détient un pouvoir substantiel de diriger la majeure partie des activités du conduit. Le conduit est consolidé puisque nous sommes exposés à la variabilité des rendements découlant de la performance des accords de conduits multicédants du fait que nous fournissons des facilités de garantie de liquidités liées à l'opération ainsi que des facilités de prêt et de crédit à l'échelle du programme et que nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes. Au 31 octobre 2025, des actifs financiers de 2 340 millions de dollars détenus par le conduit étaient inclus au poste Prêts (1 718 millions au 31 octobre 2024) et 1 613 millions en PCAA émis par le conduit étaient inclus au poste Dépôts (1 600 millions au 31 octobre 2024), dans notre bilan consolidé.

Entité de titrisation de créances sur cartes de crédit

Nous titrisons une partie de nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée, sur une base renouvelable. L'entité fait l'acquisition de participations en copropriété dans un portefeuille de créances sur cartes de crédit et émet des billets à terme de premier rang et secondaires garantis par ces participations en copropriété dans le portefeuille sous-jacent de créances sur cartes de crédit. Les garanties dont disposent les investisseurs qui achètent les billets à terme ne grèvent que les participations en copropriété dans le portefeuille sous-jacent de créances sur cartes de crédit.

Nous continuons d'offrir des services liés aux créances sur cartes de crédit et jouons un rôle administratif pour l'entité. Nous conservons aussi les risques dans le portefeuille sous-jacent de créances sur cartes de crédit, car nous conservons une participation dans les actifs transférés, versons à l'occasion des fonds dans un compte de réserve en espèces et pourrions conserver certains billets de premier rang ou secondaires. De plus, nous pouvons détenir certains billets de premier rang ou secondaires comme placements ou dans le cadre de nos activités de tenue de marché et nous agissons à titre de contrepartie à des swaps de taux d'intérêt et de devises qui couvrent les risques de taux d'intérêt et de change de l'entité.

Nous consolidons l'entité structurée, car nous avons le pouvoir décisionnel en ce qui a trait au calendrier et à l'importance des émissions futures ainsi qu'à d'autres activités pertinentes que nous avons définies dès sa mise en place. Nous obtenons également des avantages de financement importants et nous sommes exposés à la variabilité du rendement des cartes de crédit sous-jacentes par l'entremise de la participation que nous conservons. Au 31 octobre 2025, des billets émis par nos entités de titrisation de créances sur cartes de crédit d'un montant de 5 milliards de dollars ont été comptabilisés au poste Dépôts dans nos bilans consolidés (6 milliards au 31 octobre 2024).

Entité de papier commercial garanti par des créances

Nous avons constitué une entité de financement qui nous fournit des prêts qu'elle finance en émettant du papier commercial à l'intention de tiers investisseurs. Le papier commercial de l'entité structurée est assorti d'une notation équivalente à celle de la Banque Royale du Canada, puisque nous sommes tenus d'avancer des liquidités à l'entité si les liquidités provenant d'autres sources sont insuffisantes pour régler le papier commercial arrivant à échéance. Nous donnons des garanties sur ces prêts et sommes exposés aux risques de marché et de crédit liés aux titres donnés en garantie.

Nous consolidons l'entité structurée puisque nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, que nous sommes l'unique emprunteur de la structure, et que nous sommes exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété en raison du soutien au crédit fourni. Au 31 octobre 2025, du papier commercial émis par l'entité d'un montant de 20 milliards de dollars a été comptabilisé au poste Dépôts de nos bilans consolidés (18 milliards au 31 octobre 2024).

Obligations sécurisées

Nous transférons périodiquement des prêts hypothécaires à RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP) afin de soutenir les activités de financement et de nous conformer aux exigences en matière de couverture des actifs en vertu de notre programme d'obligations sécurisées. Guarantor LP a été créée afin de garantir les obligations sécurisées et les paiements de capital du programme d'obligations sécurisées. Les obligations sécurisées garanties par Guarantor LP sont des obligations directes, non garanties et inconditionnelles de la Banque Royale du Canada ; par conséquent, les investisseurs ont un droit contre la Banque, lequel se poursuivra si les obligations sécurisées ne sont pas payées par la Banque et si les actifs hypothécaires de Guarantor LP ne sont pas suffisants pour couvrir les sommes à payer relativement aux obligations sécurisées. Nous agissons à titre de commandité, de commanditaire, de contrepartie dans le cadre de swaps, de prêteur et de fournisseur de liquidités auprès de Guarantor LP, de gestionnaire des prêts hypothécaires sous-jacents, de même qu'à titre d'émetteur enregistré des obligations sécurisées.

Nous consolidons Guarantor LP puisque, en notre qualité de commandité, nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes et que nous sommes exposés à la variabilité du rendement des prêts hypothécaires sous-jacents. Au 31 octobre 2025, le montant total des prêts hypothécaires transférés et en cours s'établissait à 86 milliards de dollars (107 milliards au 31 octobre 2024) et des obligations sécurisées d'un montant de 53 milliards étaient comptabilisées au poste Dépôts de nos bilans consolidés (58 milliards au 31 octobre 2024).

Entités de financement structuré

Nous vendons des obligations municipales imposables et exonérées d'impôt à des fiduciaires d'obligations encaissables par anticipation, qui sont constituées d'une obligation dont nous avons rehaussé le crédit et qui est achetée par une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. La fiducie finance cet achat par l'émission de certificats portant intérêt à l'intention d'investisseurs à court terme et d'un certificat résiduel que nous achetons. Nous sommes l'agent de revente des certificats portant intérêt et nous procurons une facilité de liquidités aux investisseurs à court terme, ce qui nous oblige à acheter les certificats qui ont été déposés pour rachat, mais non revendus avec succès. Nous rehaussons le crédit de l'obligation achetée par la fiducie d'obligations encaissables par anticipation avec une lettre de crédit, en vertu de laquelle nous sommes tenus de fournir un financement advenant toute perte liée aux obligations sous-jacentes. Nous gagnons des intérêts sur le certificat résiduel et nous touchons des honoraires basés sur le marché en notre qualité d'agent de revente et relativement à la prestation de la facilité de liquidités et de la lettre de crédit.

Nous consolidons la fiducie d'obligations encaissables par anticipation lorsque nous sommes le détenteur du certificat résiduel, car nous avons le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, incluant la sélection des obligations municipales sous-jacentes et la capacité de mettre fin à la fiducie, et nous sommes exposés à la variabilité du rendement des obligations municipales sous-jacentes. Au 31 octobre 2025, des obligations municipales d'un montant de 5 milliards de dollars étaient incluses dans les titres liés aux fiducies consolidées d'obligations encaissables par anticipation (5 milliards au 31 octobre 2024) et des certificats portant intérêt d'un montant correspondant de 5 milliards étaient comptabilisés au poste Dépôts de nos bilans consolidés (5 milliards au 31 octobre 2024).

Nous établissons des entités structurées afin d'acquérir des prêts à des fins d'émission de titres garantis par des prêts à terme et agissons à titre de gestionnaire des garanties. Au cours de la phase du financement sur stocks, nous fournissons un financement subordonné et, pour certaines émissions de titres garantis par des prêts à terme, agissons à titre de promoteur et d'agent des placements, et pouvons fournir du financement sur stocks de premier rang. Le produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser notre financement sur stocks. Au cours de la phase des titres garantis par des prêts à terme, nous continuons de fournir du financement subordonné, qui est utilisé comme première tranche pour perte qui absorbe les pertes avant les tranches de premier rang, et pouvons aussi investir directement dans les autres tranches.

Nous consolidons ces structures de titres garantis par des prêts, car nous avons un pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes de l'entité, incluant la sélection initiale du portefeuille de titres d'emprunt sous-jacent et sa gestion subséquente. Nous les consolidons aussi lorsque nos participations, investissements directs et frais de gestion des garanties compris, indiquent que nous agissons pour notre propre compte. Au 31 octobre 2025, de la trésorerie et des montants à recevoir de banques d'un montant de 317 millions de dollars et des prêts liés aux structures de titres garantis par des prêts consolidés s'élevant à 1 770 millions (respectivement 194 millions et à 2 030 millions au 31 octobre 2024) ainsi que des dépôts représentant les tranches subordonnées et de premier rang détenues par des tiers de 1 900 millions (1 143 millions au 31 octobre 2024) étaient comptabilisés dans nos bilans consolidés.

Fonds de placement gérés par RBC

Nous sommes les promoteurs et les gestionnaires de placements de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune, ce qui nous permet d'orienter les décisions de placement concernant les fonds. Nous consolidons ces fonds communs de placement et fonds en gestion commune dans lesquels nos participations, qui comprennent des investissements directs du capital de démarrage ainsi que des honoraires de gestion ou des honoraires liés au rendement, indiquent que nous agissons pour notre propre compte. Au 31 octobre 2025, des actifs nets, liés principalement à des titres détenus à des fins de transaction, dans les fonds consolidés d'un montant de 1 004 millions de dollars (799 millions au 31 octobre 2024) et d'autres passifs représentant les parts de fonds détenues par des tiers d'un montant de 362 millions (377 millions au 31 octobre 2024) étaient comptabilisés dans nos bilans consolidés.

Entités structurées non consolidées

Nous détenons des droits dans certaines entités structurées que nous ne consolidons pas, mais nous avons comptabilisé dans nos bilans consolidés les actifs et les passifs découlant de nos transactions et de nos liens avec ces entités.

Le tableau suivant illustre les actifs et les passifs que nous inscrivons à nos bilans consolidés, ainsi que le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à nos participations détenues dans les entités structurées non consolidées. Ce tableau présente également la taille de chaque catégorie d'entité structurée non consolidée, évaluée selon le total des actifs des entités dans lesquelles nous détenons une participation. Le total de l'actif présenté pour chaque catégorie ne représente pas nécessairement les actifs à l'égard desquels nous avons des droits ou des recours.

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025					
	Conduits multicédants (1)	Entités de financement structuré	Fonds de placement non gérés par RBC	Entités de titrisation de tiers	Autres	Total
Actif figurant au bilan						
Titres	3 \$	– \$	2 753 \$	– \$	1 187 \$	3 943 \$
Prêts	209	12 386	–	16 673	2 161	31 429
Dérivés	23	–	–	–	217	240
Autres actifs	–	–	–	–	747	747
	235 \$	12 386 \$	2 753 \$	16 673 \$	4 312 \$	36 359 \$
Passif figurant au bilan						
Dépôts	– \$	– \$	– \$	– \$	5 \$	5 \$
Dérivés	281	–	3	–	22	306
Autres passifs	–	–	–	–	–	–
	281 \$	– \$	3 \$	– \$	27 \$	311 \$
Risque de perte maximal (2)	64 591 \$	19 672 \$	3 710 \$	26 094 \$	7 796 \$	121 863 \$
Total de l'actif des entités structurées non consolidées	63 306 \$	54 840 \$	515 340 \$	161 430 \$	961 750 \$	1 756 666 \$

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024					
	Conduits multicédants (1)	Entités de financement structuré	Fonds de placement non gérés par RBC	Entités de titrisation de tiers	Autres	Total
Actif figurant au bilan						
Titres	1 \$	– \$	2 541 \$	– \$	1 384 \$	3 926 \$
Prêts	236	6 688	–	12 788	1 805	21 517
Dérivés	32	–	–	–	98	130
Autres actifs	–	–	–	–	455	455
	269 \$	6 688 \$	2 541 \$	12 788 \$	3 742 \$	26 028 \$
Passif figurant au bilan						
Dépôts	– \$	– \$	– \$	– \$	167 \$	167 \$
Dérivés	115	–	3	–	4	122
Autres passifs	–	–	–	–	7	7
	115 \$	– \$	3 \$	– \$	178 \$	296 \$
Risque de perte maximal (2)	56 779 \$	12 963 \$	3 487 \$	21 195 \$	6 248 \$	100 672 \$
Total de l'actif des entités structurées non consolidées	55 639 \$	45 315 \$	459 976 \$	119 766 \$	798 228 \$	1 478 924 \$

(1) Le total de l'actif des entités structurées non consolidées représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les conduits en vertu d'engagements d'acquisition en vigueur. Sur les engagements d'acquisition en cours, les conduits ont acquis des actifs financiers d'un montant total de 43 milliards de dollars au 31 octobre 2025 (37 milliards au 31 octobre 2024).

(2) Le risque de perte maximal découlant de nos participations détenues dans ces entités est principalement lié aux placements, aux prêts, à la juste valeur des dérivés et aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit. Le risque de perte maximal lié aux conduits multicédants est plus élevé que l'actif au bilan, la différence correspondant essentiellement au capital nominal des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la note 23.

Nos liens avec chaque catégorie significative d'entité structurée non consolidée sont décrits ci-dessous.

Conduits multicédants

Nous administrons des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants. Les conduits multicédants acquièrent principalement des actifs financiers auprès des clients et financent ces acquisitions au moyen de l'émission de PCAA.

Dans certaines ententes de conduit multicédant, nous n'avons aucune participation dans les conduits multicédants que nous administrons et nous n'avons aucun droit ni contrôle sur les actifs détenus par les conduits multicédants. En notre qualité d'agent administrateur, nous touchons des honoraires résiduels relativement à la prestation de services tels que la coordination des activités de financement, le montage d'opérations, la consignation, l'exécution et la surveillance. Le PCAA qu'émet chaque conduit multicédant est émis au nom de ce dernier et est assorti d'un recours à l'égard des actifs financiers que détient le conduit multicédant et il ne confère aucun droit de recours à notre égard, sauf par l'intermédiaire de notre participation dans des facilités de garantie de liquidités ou des facilités de rehaussement de crédit.

Nous fournissons aux conduits multicédants des facilités de garantie de liquidités liées à l'opération et à l'échelle du programme. Nous fournissons également aux conduits multicédants des rehaussements de crédit à l'échelle du programme, en vertu desquels nous sommes tenus d'acheter des actifs ou d'avancer des fonds lorsque le conduit multicédant n'a pas autrement accès à des fonds d'autres sources, telles que les facilités de garantie de liquidités, pour régler le PCAA arrivant à échéance. Dans certains cas, nous, ou un autre tiers, pouvons fournir un rehaussement de crédit lié à l'opération sous des formes diverses. Nous touchons des honoraires basés sur le marché relativement à la prestation de ces facilités de garantie de liquidités et de crédit.

Pour certaines opérations, nous agissons à titre de contrepartie à des contrats de couverture afin de faciliter la titrisation d'actifs à taux fixe et/ou libellés en devises pour nos clients au moyen des conduits. Ces contrats peuvent prendre la forme de contrats à terme de gré à gré, de swaps de taux d'intérêt ou de swaps sur devises. Ces dérivés nous exposent aux risques de change et de taux d'intérêt, qui font l'objet d'une gestion centralisée par nos bureaux de change et de swaps, respectivement, et au risque de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, qui est atténué par les rehaussements de crédit décrits ci-dessous.

Chaque opération est structurée à l'aide d'une protection de premier niveau contre les pertes liées à l'opération fournie par le tiers vendeur. Ce rehaussement peut revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement conçu pour couvrir un multiple des pertes historiques.

Un tiers non lié (l'investisseur assumant les pertes prévues) prend en charge les pertes, jusqu'à concurrence d'un montant contractuel maximal, qui pourraient survenir à l'égard des actifs dans les conduits multicédants avant les détenteurs de titres d'emprunt des conduits multicédants et nous. En contrepartie de la prise en charge de la position de perte de premier niveau des conduits multicédants, chacun des conduits multicédants verse à l'investisseur assumant les pertes prévues un rendement proportionnel à sa position de risque. L'investisseur assumant les pertes prévues détient un pouvoir substantiel de diriger la majeure partie des activités qui ont une incidence importante sur le rendement économique du conduit, notamment la sélection initiale et l'approbation des engagements en matière d'achat d'actifs et des facilités de liquidités, l'approbation du renouvellement de ces opérations et facilités et des modifications apportées à celles-ci, la vente ou le transfert d'actifs, le suivi constant du rendement des actifs, l'atténuation des pertes et la gestion des passifs liés au PCAA.

Nous ne consolidons pas ces conduits multicédants, puisque nous ne les contrôlons pas, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

Entités de financement structuré

Nous participons à certaines structures d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales que nous ne consolidons pas. Ces structures sont semblables aux structures consolidées d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales décrites ci-dessus. Cependant, les certificats résiduels sont détenus par des tiers. Nous fournissons des facilités de liquidités aux détenteurs de certificats à taux variable, lesquelles peuvent être utilisées si les certificats ont été déposés pour rachat, mais ne peuvent pas être revendus. Pour une partie de ces fiducies, nous fournissons également une lettre de crédit pour les obligations sous-jacentes détenues dans la fiducie. Nous n'avons pas de pouvoir décisionnel sur les activités pertinentes des structures, c'est pourquoi nous ne les consolidons pas.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts à des fins d'émission de titres garantis par des prêts à terme. Au cours de la phase du financement sur stocks, un financement subordonné est fourni par le gestionnaire de la garantie ou par des tiers investisseurs. Le financement subordonné est utilisé comme tranche de première perte, c'est-à-dire qu'il prend en charge les pertes avant nous en tant que prêteur de premier rang. Nous agissons à titre de promoteur et d'agent des placements pour l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Le produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser notre financement sur stocks de premier rang, ce qui marque la fin de notre implication à l'égard de cette transaction. Nous ne consolidons pas ces structures de titres garantis par des prêts, car nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes de l'entité, incluant la sélection initiale du portefeuille de titres d'emprunt sous-jacent et sa gestion subséquente.

Nous fournissons du financement de premier rang à des entités structurées non liées créées par des tiers dans le but d'acquérir des prêts. Un financement subordonné est fourni par le gestionnaire de la garantie ou par des tiers investisseurs. Le financement subordonné est utilisé comme tranche de première perte, c'est-à-dire qu'il prend en charge les pertes avant nous en tant que prêteur de premier rang. La durée de ces facilités est habituellement plus longue que celle des facilités de financement sur stocks de titres garantis par des prêts à terme et ces facilités bénéficient du rehaussement de crédit généralement conçu pour couvrir un multiple des pertes historiques. Nous pouvons également investir dans les tranches de premier rang émises par des entités structurées mises en place par des tiers. Nous ne consolidons pas ces structures, car nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes de l'entité, incluant la sélection initiale du portefeuille de titres d'emprunt sous-jacent et sa gestion subséquente.

Fonds de placement non gérés par RBC

En contrepartie de commissions, nous concluons des transactions sur dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des fiducies de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces transactions offrent aux investisseurs le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds de référence, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces dérivés en investissant dans ces fonds de référence. Nous agissons également à titre de dépositaire pour plusieurs fonds. Nous ne consolidons pas les fonds de référence gérés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

Nous fournissons des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Les engagements inutilisés relatifs aux liquidités nous exposent au risque de liquidité lié aux actions privilégiées, et les engagements utilisés nous exposent au risque de crédit lié aux obligations municipales sous-jacentes. Nous ne consolidons pas les fonds gérés par des tiers, puisque nous n'avons pas le pouvoir de diriger leurs activités d'investissement.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des droits dans des entités de titrisation qui fournissent du financement à certains tiers au nom desquels les entités ont été créées. Les activités de ces entités se limitent à l'achat et à la vente d'actifs financiers précis émis par le promoteur. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir du financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Ces rehaussements peuvent revêtir diverses formes, notamment un surdimensionnement, des écarts de taux excédentaires, des catégories subordonnées d'actifs financiers, des garanties ou des lettres de crédit. Le montant de ce rehaussement varie, mais il est généralement conçu pour couvrir un multiple des pertes historiques. Nous ne consolidons pas ces entités puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, y compris aux activités d'investissement et de financement des entités.

Autres

Les autres entités structurées non consolidées comprennent les fonds de placement gérés, les entités de gestion d'actifs non traditionnels, les arrangements de transfert des risques de crédit à des tiers, les entités de création de produits de crédit et les fonds liés aux crédits d'impôt.

Nous sommes les promoteurs et les gestionnaires de placements de fonds communs de placement, de fonds en gestion commune et d'entités de gestion d'actifs non traditionnels, ce qui nous permet d'orienter les décisions de placement de ces entités. Nous ne consolidons pas ces entités si nous n'exerçons notre pouvoir décisionnel qu'à titre de mandataires d'autres porteurs de parts.

Nous utilisons des entités structurées généralement dans le but de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, afin de répartir le risque de crédit et de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs. Nous concluons des contrats dérivés, y compris des dérivés de crédit, pour souscrire une protection à l'égard de ces entités (protection liée au crédit) et modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et ainsi répondre aux besoins des investisseurs. Pour certaines entités, nous sommes les seuls à assurer leur montage et à mettre en place les swaps, en plus de remplir d'autres fonctions administratives pour certaines de ces entités. Nous ne consolidons pas ces entités de création de produits de crédit puisque nous n'avons pas le pouvoir décisionnel lié aux activités pertinentes, qui comprennent la sélection des portefeuilles de garanties et de référence, et que nous ne sommes pas exposés à la majorité des avantages ou des risques des entités.

Nous avons créé certains fonds pour transférer à des tiers les crédits d'impôt obtenus à l'égard de projets immobiliers d'habitations à loyer modéré, de restauration historique, de nouveaux crédits d'impôt du marché ou de crédit d'impôt pour énergie renouvelable (fonds liés aux crédits d'impôt). Nous sommes les promoteurs des fonds liés aux crédits d'impôt en raison de la responsabilité qui nous incombe de gérer les fonds, de structurer le financement et d'effectuer les tâches administratives pour ces fonds liés aux crédits d'impôt. Nous ne consolidons pas les fonds liés aux crédits d'impôt puisque les tiers investisseurs de ces fonds ont le pouvoir décisionnel lié au choix des placements sous-jacents et qu'ils sont exposés à la majorité des risques résiduels inhérents à la propriété et des risques fiscaux de ces fonds.

Nous achetons aussi des participations passives dans des entités liées aux crédits d'impôt spécialisées en énergie renouvelable créées et contrôlées par des tierces parties. Nous ne consolidons pas les fonds de ces tierces parties puisque nous n'avons aucun pouvoir décisionnel lié à ces activités et que nos placements sont gérés en tant que partie d'importants portefeuilles qui sont détenus à des fins de transaction.

Autres participations dans des entités structurées non consolidées

Dans le cours normal de nos activités, nous achetons et vendons des participations passives dans certaines entités structurées mises en place par des tiers, y compris dans des fonds communs de placement, des fonds négociés en bourse et des titres adossés à des actifs dont le gouvernement est le promoteur. Nos placements dans ces entités sont gérés dans le cadre de portefeuilles plus importants qui sont détenus à des fins de négociation, de liquidités et de couverture. Nous n'avons pas créé ces entités et nous n'en sommes pas le promoteur, et nous n'avons aucun pouvoir décisionnel lié à leurs activités courantes. Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés est limité à nos placements dans ces entités figurant au bilan, lesquels ne sont pas inclus dans les tableaux ci-dessus. Aux 31 octobre 2025 et 2024, nos placements dans ces entités étaient inclus aux postes Titres détenus à des fins de transaction et Titres de placement, de notre bilan consolidé. Se reporter aux notes 3 et 4 pour plus de détails sur nos titres détenus à des fins de transaction et nos titres de placement.

Entités commanditées

Nous sommes le promoteur de certaines entités structurées dans lesquelles nous détenons des droits, mais que nous ne consolidons pas. Pour déterminer si nous sommes le promoteur d'une entité structurée, nous tenons compte à la fois de facteurs qualitatifs et quantitatifs, y compris l'objet et la nature de l'entité, notre implication initiale et continue avec l'entité et le fait de savoir si nous détenons des droits subordonnés dans l'entité. Nous sommes considérés comme le promoteur de certaines entités de création de produits de crédit, d'entités liées aux crédits d'impôt, de fonds communs de placement gérés par RBC et d'une entité de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons transféré des prêts hypothécaires commerciaux d'une valeur comptable de 685 millions de dollars (néant pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) à une entité de titrisation commanditée dans laquelle nous ne détenons aucun droit à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Note 9 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les instruments dérivés sont répartis en deux catégories, à savoir les instruments financiers dérivés et les dérivés non financiers. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur varie en fonction d'un taux d'intérêt sous-jacent qui peut être un taux d'intérêt, un taux de change, le risque de crédit, le cours d'un titre de participation ou un indice de titres de participation. Les dérivés non financiers sont des contrats dont la valeur varie en fonction du prix des métaux précieux ou d'une marchandise ou d'un indice de marchandises. Le capital nominal des dérivés représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés.

Instruments financiers dérivés

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes non standardisées qui sont conclues entre des contreparties sur le marché hors cote, tandis que les contrats à terme standardisés comportent des montants et des dates de règlement standards et sont négociés sur des marchés à terme. Des exemples de contrats à terme de gré à gré et de contrats à terme standardisés sont présentés ci-dessous.

Les contrats à terme de gré à gré (contrats de garantie de taux d'intérêt) et les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt sont des obligations contractuelles d'acheter ou de vendre un instrument financier sensible au taux d'intérêt à une date ultérieure préétablie, à un prix déterminé.

Les contrats de change à terme et les contrats à terme standardisés sur devises sont des obligations contractuelles d'échanger une devise contre une autre à un prix de règlement déterminé, à une date ultérieure préétablie.

Les contrats à terme de gré à gré et standardisés sur actions sont des obligations contractuelles visant l'achat ou la vente d'une valeur fixe (le prix convenu) d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre donné à une date ultérieure préétablie.

Swaps

Les swaps sont des contrats hors cote en vertu desquels deux contreparties échangent une série de flux de trésorerie en fonction de taux convenus appliqués à un capital nominal. Des exemples de swaps sont présentés ci-dessous.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats en vertu desquels deux contreparties échangent une série de paiements dans une seule monnaie en fonction de différents taux d'intérêt appliqués à un capital nominal. Certains swaps de taux d'intérêt sont négociés et réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation qui agissent à titre de contreparties centrales. Les swaps sur devises comportent l'échange de paiements à taux fixe dans une monnaie contre réception de paiements fixes dans une autre monnaie. Les swaps simultanés de taux et de devises comportent l'échange de capitaux nominaux et d'intérêts dans deux monnaies différentes.

Les swaps sur actions sont des contrats en vertu desquels une contrepartie accepte de verser ou de recevoir des flux de trésorerie basés sur les variations de la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre donné.

Options

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur confère à l'acquéreur le droit, mais non l'obligation, soit d'acquérir (option d'achat), soit de vendre (option de vente) des titres, des taux de change, des taux d'intérêt ou d'autres instruments financiers ou marchandises, à un prix déterminé et à une date ultérieure prédéterminée. Le vendeur d'une option peut également procéder au règlement du contrat en versant un règlement en espèces correspondant à la valeur du droit de l'acquéreur. Le vendeur reçoit une prime de l'acquéreur pour ce droit. Les options que nous concluons comprennent, notamment, des options sur taux d'intérêt, des options de change, des options sur actions et des options sur indice boursier.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent (actif référencé) d'une contrepartie à une autre. Certains swaps sur défaillance sont négociés et réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation qui agissent à titre de contreparties centrales. Les dérivés de crédit englobent les swaps sur défaillance de crédit, les options panier sur défaillance et les swaps sur rendement total dont les actifs sous-jacents sont des titres de créance.

Les swaps sur défaillance offrent une protection contre la baisse de la valeur de l'actif référencé par suite d'incidents de crédit comme un défaut de paiement ou une faillite. Leur structure est semblable à celle d'une option en vertu de laquelle l'acquéreur verse une prime au vendeur du swap sur défaillance en contrepartie d'un paiement déterminé en fonction de l'incident de crédit touchant l'actif référencé.

Les options panier sur défaillance sont semblables aux swaps sur défaillance, sauf que l'instrument financier référencé sous-jacent est un groupe d'actifs plutôt qu'un actif unique.

Les swaps sur rendement total sont des contrats en vertu desquels l'une des parties accepte de verser à l'autre ou de recevoir de celle-ci des flux de trésorerie basés sur les variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements, tels que les intérêts générés sur ces actifs, en échange d'une somme basée sur les taux de financement en vigueur sur le marché.

Autres produits dérivés

Les autres produits dérivés comprennent les dérivés à valeur stable.

Dérivés non financiers

Les autres contrats comprennent également des produits dérivés non financiers, dont des produits dérivés sur métaux précieux et sur marchandises, sur les marchés hors cote et boursiers.

Dérivés émis aux fins de transaction

La plupart de nos transactions sur dérivés résultent de nos activités de vente et de négociation liées à l'activité des clients et à la couverture du risque de marché connexe. Les activités de vente comportent la mise sur pied et la mise en marché de produits dérivés à l'intention des clients leur permettant de modifier ou de réduire les risques. Les activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et l'arbitrage. La tenue de marché consiste en la fixation de cours acheteurs et vendeurs pour d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et du volume. Le positionnement s'entend de la gestion active des transactions sur dérivés dans le but de tirer parti des fluctuations favorables des prix, des taux ou des indices. L'arbitrage consiste à tirer parti des écarts détectés dans les cours entre les marchés et les types de produits.

Dérivés émis à des fins autres que de transaction

Nous utilisons également les dérivés à des fins autres que de transaction, soit essentiellement à des fins de couverture, dans le cadre de la gestion des risques de taux d'intérêt, de crédit et de change de même que du risque lié au cours des actions à l'égard de nos activités de financement, de prêt, d'investissement et de gestion actif-passif.

Nous avons recours aux swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux ou à l'échéance des actifs et des passifs actuels ou prévus, y compris dans le cadre des activités de financement et d'investissement. Les options achetées servent à couvrir des dépôts rachetables et d'autres options intégrées dans les produits à la consommation. Nous avons recours à des swaps sur devises et à des contrats de change à terme pour gérer notre risque de change. Nous avons principalement recours à des dérivés de crédit pour gérer notre risque de crédit. Nous atténuons la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et des risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit en achetant des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers.

Certains dérivés et instruments de trésorerie sont précisément désignés comme instruments de couverture et sont admissibles à la comptabilité de couverture. Nous utilisons également des produits dérivés pour couvrir la valeur économique de certaines positions qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture, ou lorsque nous jugeons qu'il est économiquement impossible d'appliquer la comptabilité de couverture.

Capitaux nominaux des dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance (montants absolus) (1)

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025					
	Durée jusqu'à l'échéance				A des fins de transaction	A des fins autres que de transaction
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	1 920 284 \$	1 292 557 \$	11 515 \$	3 224 356 \$	3 224 356 \$	– \$
Swaps	7 198 664	9 391 086	6 401 414	22 991 164	21 509 530	1 481 634
Options achetées	553 914	431 667	189 250	1 174 831	1 174 715	116
Options vendues	493 070	445 756	207 892	1 146 718	1 146 491	227
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	3 184 117	151 308	9 319	3 344 744	3 192 939	151 805
Swaps sur devises	22 869	121 493	101 765	246 127	238 380	7 747
Swaps simultanés de taux et de devises	1 575 261	2 557 260	1 395 392	5 527 913	5 452 212	75 701
Options achetées	656 329	118 521	1 734	776 584	776 175	409
Options vendues	667 756	107 799	1 163	776 718	776 716	2
Dérivés de crédit (2)	11 069	267 007	145 178	423 254	422 213	1 041
Autres contrats (3)	572 876	213 935	26 947	813 758	796 157	17 601
Contrats négociés en bourse						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	263 750	155 590	2 614	421 954	421 954	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	660 032	159 865	2 739	822 636	822 333	303
Options achetées	47 629	5 684	–	53 313	53 313	–
Options vendues	65 477	10 429	–	75 906	75 906	–
Contrats de change						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	15	–	–	15	15	–
Autres contrats	714 199	190 536	28 799	933 534	933 534	–
	18 607 311 \$	15 620 493 \$	8 525 721 \$	42 753 525 \$	41 016 939 \$	1 736 586 \$

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024					
	Durée jusqu'à l'échéance				A des fins de transaction	A des fins autres que de transaction
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	1 097 367 \$	672 436 \$	7 017 \$	1 776 820 \$	1 776 820 \$	– \$
Swaps	6 181 369	8 714 891	5 597 447	20 493 707	19 291 405	1 202 302
Options achetées	206 649	407 730	155 843	770 222	770 181	41
Options vendues	217 379	384 448	179 408	781 235	781 113	122
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	2 939 019	136 442	7 465	3 082 926	2 966 914	116 012
Swaps sur devises	23 204	108 912	75 843	207 959	199 481	8 478
Swaps simultanés de taux et de devises	1 298 173	2 544 878	1 380 858	5 223 909	5 168 677	55 232
Options achetées	475 980	75 804	2 015	553 799	553 799	–
Options vendues	488 878	66 828	983	556 689	556 689	–
Dérivés de crédit (2)	4 055	135 505	118 732	258 292	257 333	959
Autres contrats (3)	389 424	149 475	10 122	549 021	538 604	10 417
Contrats négociés en bourse						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	93 985	45 015	56	139 056	139 056	–
Contrats à terme standardisés – position vendeur	114 425	64 759	301	179 485	179 244	241
Options achetées	7 075	991	–	8 066	8 066	–
Options vendues	2 262	14	–	2 276	2 276	–
Contrats de change						
Contrats à terme standardisés – position acheteur	1	–	–	1	1	–
Autres contrats	367 023	68 132	2 574	437 729	437 729	–
	13 906 268 \$	13 576 260 \$	7 538 664 \$	35 021 192 \$	33 627 388 \$	1 393 804 \$

(1) Le capital nominal des dérivés est déterminé en utilisant l'approche standard de la mesure de l'exposition au risque de crédit de contrepartie conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres.

(2) Les dérivés de crédit d'un capital nominal de 1 milliard de dollars (1 milliard au 31 octobre 2024) sont des couvertures économiques. Les dérivés de crédit émis à des fins de transaction comprennent la protection achetée de 218 milliards de dollars (135 milliards au 31 octobre 2024) et la protection vendue de 204 milliards (122 milliards au 31 octobre 2024).

(3) Les Autres contrats ne tiennent pas compte des engagements de souscription de prêts de 8 milliards de dollars (3 milliards au 31 octobre 2024), qui ne sont pas classés en tant que dérivés selon les lignes directrices sur les normes de fonds propres.

(En millions de dollars canadiens)	Aux			
	31 octobre 2025		31 octobre 2024	
	Positive	Négative	Positive	Négative
Dérivés détenus ou émis à des fins de transaction				
Contrats de taux d'intérêt				
Contrats de garantie de taux d'intérêt	112 \$	153 \$	147 \$	68 \$
Swaps	20 887	15 644	21 155	16 482
Options achetées	4 872	–	5 556	–
Options vendues	–	5 330	–	6 049
	25 871	21 127	26 858	22 599
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	27 599	22 562	26 339	23 758
Swaps sur devises	9 202	5 545	7 316	4 912
Swaps simultanés de taux et de devises	55 475	61 017	60 105	59 733
Options achetées	3 382	–	2 407	–
Options vendues	–	2 577	–	1 800
	95 658	91 701	96 167	90 203
Dérivés de crédit	349	258	270	216
Autres contrats	52 988	69 249	26 325	46 420
	174 866	182 335	149 620	159 438
Dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction				
Contrats de taux d'intérêt				
Swaps	293	453	1 215	3 100
	293	453	1 215	3 100
Contrats de change				
Contrats à terme de gré à gré	2 311	1 929	1 235	682
Swaps sur devises	482	73	207	46
Swaps simultanés de taux et de devises	2 255	1 388	874	2 287
	5 048	3 390	2 316	3 015
Dérivés de crédit	3	4	3	2
Autres contrats	143	61	79	77
	5 487	3 908	3 613	6 194
Justes valeurs brutes totales avant les éléments suivants :	180 353	186 243	153 233	165 632
Ajustements d'évaluation déterminés collectivement	(1 080)	(223)	(1 053)	(301)
Incidence des conventions de compensation admissibles à la compensation au bilan	(2 067)	(2 067)	(1 568)	(1 568)
	177 206 \$	183 953 \$	150 612 \$	163 763 \$

(1) La juste valeur rend compte de l'incidence du classement des marges de variation quotidiennes en tant que règlement de la juste valeur des dérivés connexes, tel que le permettent certaines contreparties centrales.

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance (1)

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	73 626 \$	56 086	47 494	177 206 \$	54 660 \$	48 765	47 187	150 612 \$
Passifs dérivés	79 691	57 630	46 632	183 953	67 886	51 170	44 707	163 763

(1) La juste valeur rend compte de l'incidence du classement des marges de variation quotidiennes en tant que règlement de la juste valeur des dérivés connexes, tel que le permettent certaines contreparties centrales.

Risque de crédit lié aux dérivés

Le risque de crédit découlant d'une transaction sur les dérivés résulte de la possibilité que la contrepartie manque à ses obligations contractuelles à un moment où la valeur de marché d'une ou de plusieurs transactions est positive pour nous. Par conséquent, le risque de crédit lié aux dérivés est représenté par la juste valeur positive de l'instrument financier et correspond habituellement à une petite fraction du capital nominal du contrat.

Nous gérons les transactions sur dérivés en suivant les mêmes normes en matière d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations de crédit. Cette méthode comprend l'évaluation de la solvabilité des contreparties et la gestion de la taille, de la diversification et de la structure des échéances du portefeuille.

L'utilisation du crédit pour tous les produits est comparée de façon continue à des limites établies et fait l'objet de rapports d'exception. Nous utilisons un seul système de notation de crédit interne pour tous les risques de crédit, tel qu'il figure dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport de gestion.

La compensation est une technique qui peut réduire notre risque de crédit découlant des dérivés ; elle est facilitée, en général, par l'utilisation de conventions-cadres de compensation et mise en application lorsque des critères précis sont respectés conformément à notre méthode comptable décrite à la note 2. Une convention-cadre de compensation prévoit un règlement unique sur la base du solde net de tous les instruments financiers visés par la convention en cas de manquement aux dispositions. Cependant, le risque de crédit est diminué uniquement dans la mesure où nos obligations financières envers une même contrepartie peuvent être déduites des obligations qu'a cette contrepartie envers nous. Nous maximisons l'utilisation de conventions-cadres de compensation afin de réduire notre exposition au risque de crédit lié aux dérivés. Notre exposition globale au risque de crédit qui est réduite par des conventions-cadres de compensation peut varier de façon importante après la date de clôture, puisqu'elle subit l'incidence de chaque transaction faisant l'objet d'une convention et des fluctuations de la conjoncture du marché sous-jacente. La mesure de notre risque de crédit découlant de transactions sur les dérivés est réduite pour exprimer l'incidence de la compensation, dans les cas où le caractère exécutoire de cette compensation est appuyé par une analyse juridique appropriée, cette analyse étant documentée dans nos politiques en matière de risque de crédit lié aux transactions.

L'utilisation de garanties représente une autre technique importante d'atténuation du risque de crédit aux fins de la gestion du risque de contrepartie lié aux dérivés. Des clauses d'évaluation à la valeur de marché figurant dans les contrats que nous concluons avec certaines contreparties, habituellement sous forme d'annexes de soutien au crédit, nous donnent le droit de demander que la contrepartie garantisse la valeur de marché courante de ses positions lorsque la valeur est supérieure à un certain seuil.

Le coût de remplacement et le montant en équivalent-crédit sont déterminés en utilisant l'approche standard de la mesure de l'exposition au risque de crédit de contrepartie conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Le coût de remplacement correspond à la juste valeur totale de tous les contrats en cours qui sont en position de gain compte tenu de l'incidence des conventions-cadres de compensation et des marges applicables. Le montant en équivalent-crédit correspond au coût de remplacement majoré d'un montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel, échelonné en fonction d'un facteur réglementaire. L'équivalent pondéré en fonction des risques est déterminé par application des facteurs de pondération appropriés au montant en équivalent-crédit, notamment les facteurs de pondération qui reflètent l'approbation du modèle conformément à l'approche fondée sur les notations internes.

Risque de crédit lié aux dérivés (1)

(En millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Coût de remplacement	Montant en équivalent-crédit	Equivalent pondéré en fonction des risques (2)	Coût de remplacement	Montant en équivalent-crédit	Equivalent pondéré en fonction des risques (2)
Contrats hors cote						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt	43 \$	700 \$	136 \$	8 \$	231 \$	43 \$
Swaps	7 674	20 723	3 045	6 926	17 760	2 747
Options achetées	90	752	147	317	859	135
Options vendues	62	474	137	49	398	104
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	7 412	35 560	6 425	8 077	33 908	6 693
Swaps	3 432	21 172	2 730	3 915	21 709	2 703
Options achetées	871	2 614	665	877	2 315	587
Options vendues	136	611	128	117	476	98
Dérivés de crédit	838	2 614	132	608	2 336	191
Autres contrats	1 446	24 385	4 915	1 773	20 981	4 756
Contrats négociés en bourse	12 034	24 367	508	10 084	19 023	380
	34 038 \$	133 972 \$	18 968 \$	32 751 \$	119 996 \$	18 437 \$

(1) Les montants sont présentés compte tenu des conventions-cadres de compensation conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres.

(2) Les soldes pondérés en fonction des risques sont calculés conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres et ne tiennent pas compte du rajustement de la valeur du crédit de 20 milliards de dollars (18 milliards au 31 octobre 2024).

Coût de remplacement des instruments dérivés selon la notation des risques et le type de contrepartie

	Au 31 octobre 2025								
	Notation des risques (1)				Total	Type de contrepartie (2)			Total
	AAA, AA	A	BBB	BB ou moins		Banques	Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE	Autres	
(En millions de dollars canadiens)									
Justes valeurs positives brutes	28 649 \$	85 952 \$	28 251 \$	37 501 \$	180 353 \$	75 797 \$	44 072 \$	60 484 \$	180 353 \$
Incidence des conventions-cadres de compensation et des marges applicables	15 681	76 267	21 738	32 629	146 315	74 434	43 386	28 495	146 315
Coût de remplacement (après les conventions de compensation)	12 968 \$	9 685 \$	6 513 \$	4 872 \$	34 038 \$	1 363 \$	686 \$	31 989 \$	34 038 \$

	Au 31 octobre 2024								
	Notation des risques (1)				Total	Type de contrepartie (2)			Total
	AAA, AA	A	BBB	BB ou moins		Banques	Entités gouvernementales de pays membres de l'OCDE	Autres	
(En millions de dollars canadiens)									
Justes valeurs positives brutes	31 561 \$	77 933 \$	25 206 \$	18 533 \$	153 233 \$	75 119 \$	24 655 \$	53 459 \$	153 233 \$
Incidence des conventions-cadres de compensation et des marges applicables	18 644	67 995	19 046	14 797	120 482	73 763	24 289	22 430	120 482
Coût de remplacement (après les conventions de compensation)	12 917 \$	9 938 \$	6 160 \$	3 736 \$	32 751 \$	1 356 \$	366 \$	31 029 \$	32 751 \$

(1) Nos notations internes du risque AAA, AA, A et BBB représentent des investissements de qualité investissement tandis que les notations BB ou inférieures représentent des investissements de qualité inférieure, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport de gestion.

(2) Le type de contrepartie est défini conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres.

Dérivés dans des relations de couverture

Nous appliquons la comptabilité de couverture afin de réduire au minimum l'incidence de la volatilité des résultats et du capital imputable à la variation des taux d'intérêt ou de change. Les fluctuations des taux d'intérêt ou de change peuvent accroître ou diminuer la valeur de marché des actifs et des passifs, ainsi que donner lieu à la variabilité des flux de trésorerie prévus.

Lorsqu'une relation de couverture est efficace, les profits, les pertes, les revenus et les charges liés à l'instrument de couverture compensent les profits, les pertes, les revenus et les charges liés à l'élément couvert. Se reporter à la note 2 pour connaître nos politiques en matière de comptabilité de couverture, notamment la présentation des montants liés à l'efficacité et à l'inefficacité de la couverture.

Nous évaluons et mesurons l'efficacité d'une relation de couverture en fonction de la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument de couverture dérivé par rapport à la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert. Lorsque des instruments de trésorerie sont désignés comme des couvertures des risques de change, seules les variations de leur valeur imputables au risque de change sont incluses dans l'évaluation et le calcul de l'efficacité de la couverture. Les facteurs à l'origine des inefficacités éventuelles peuvent être des différences entre les instruments de couverture et les éléments couverts, notamment :

- Non-concordance des modalités des instruments de couverture et des éléments couverts, par exemple la fréquence et la date des révisions de taux et la fréquence des paiements.
- Différence entre les facteurs d'actualisation utilisés pour les instruments de couverture et les éléments couverts, en tenant compte des différentes fréquences de révisions de taux de l'instrument de couverture et de l'élément couvert.
- Dérivés de couverture ayant une juste valeur différente de zéro à la date de création de la relation de couverture, ce qui donne lieu à une non-concordance avec les modalités de l'élément couvert.

Nous fournissons ci-après une description de notre stratégie de gestion des risques pour chaque risque que nous décidons de couvrir :

Risque de taux d'intérêt

Nous avons recours aux contrats de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt en redéfinissant les caractéristiques relatives à la modification des taux des actifs et des passifs actuels ou prévus, y compris dans le cadre des activités de financement et d'investissement. Les swaps sont désignés soit comme couvertures de la juste valeur, soit comme couvertures de flux de trésorerie.

En ce qui a trait aux couvertures de la juste valeur, nous utilisons des contrats de taux d'intérêt pour gérer les variations de la juste valeur de nos instruments à taux fixe entraînées par la fluctuation des taux d'intérêt de référence. Les swaps de taux d'intérêt sont conclus individuellement afin de gérer le risque lié aux taux d'intérêt de référence, et les modalités des swaps sont appariées avec précision à celles des instruments à taux fixe désignés.

Nous utilisons aussi des swaps de taux d'intérêt pour les couvertures de la juste valeur afin de gérer le risque de taux d'intérêt lié aux actifs des prêts hypothécaires résidentiels et aux passifs de financement. Notre exposition au risque associé à ce portefeuille varie au gré de l'octroi de nouveaux prêts, du remboursement de prêts existants et de la vente de prêts hypothécaires titrisés. En conséquence, nous avons adopté pour ce portefeuille une stratégie de couverture dynamique dans le cadre de laquelle le rééquilibrage de la relation de couverture se fait plus souvent, par exemple aux deux semaines ou mensuellement.

Pour ce qui est des couvertures de flux de trésorerie, nous utilisons des contrats de taux d'intérêt pour gérer l'exposition de nos instruments à taux variable à la variabilité des flux de trésorerie résultant de fluctuations des taux d'intérêt de référence.

Bien que certains swaps de taux d'intérêt soient conclus individuellement pour gérer un risque spécifique, d'autres swaps de taux d'intérêt peuvent être conclus pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à un portefeuille d'actifs et de passifs.

Risque de change

Nous avons recours à des swaps sur devises dans une couverture de flux de trésorerie et à des contrats de change à terme dans une couverture de l'investissement net pour gérer notre risque de change. Certains instruments de trésorerie peuvent aussi être désignés comme couvertures de l'investissement net, selon le cas.

Pour les couvertures de flux de trésorerie, nous avons recours à des swaps sur devises et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer la variabilité des flux de trésorerie découlant des fluctuations des taux de change sur nos passifs à taux fixe émis libellés en devises et les transactions prévues hautement probables. Le profil des échéances et les modalités de remboursement de ces swaps sont appariés avec ceux de nos actifs et passifs libellés en devises afin de limiter la volatilité de nos flux de trésorerie causée par la fluctuation des taux de change.

Pour les couvertures de l'investissement net, nous avons recours à une combinaison de contrats de change à terme et d'instruments de trésorerie, comme des passifs au titre des dépôts libellés en devises, pour gérer le risque de change découlant de nos investissements dans des établissements étrangers. Nos expositions les plus importantes concernent le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Lorsque nous couvrons notre investissement net dans un établissement étranger au moyen de contrats de change à terme, seul l'élément prix au comptant non actualisé du contrat de change à terme est désigné comme instrument de couverture. Ainsi, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture résultant de fluctuations des taux à terme et des effets de l'actualisation est exclue de l'évaluation de l'efficacité de la couverture. Le risque lié aux établissements étrangers n'est couvert que dans la mesure où il concerne le capital des passifs au titre des dépôts libellés en devises ou le capital nominal du dérivé. Habituellement, nous ne prévoyons pas subir d'inefficacité significative relativement aux couvertures d'investissement net dans des établissements étrangers.

Risque sur actions

Nous utilisons des swaps sur rendement total dans le cadre de couvertures de flux de trésorerie pour limiter la variabilité des flux de trésorerie liés aux paiements attendus de notre régime de rémunération fondée sur des actions avec règlement en trésorerie destiné à certains employés clés, ces swaps consistant à échanger des paiements d'intérêt contre la variation indexée du cours de l'action RBC et le versement de dividendes.

Risque de crédit

Nous avons principalement recours à des dérivés de crédit pour couvrir économiquement notre risque de crédit. Nous atténuons la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et des risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit en achetant des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers.

Instruments dérivés désignés dans une relation de couverture (1)

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments dérivés et les montants de capital des passifs non dérivés, classés selon leur relation de couverture, ainsi que les dérivés qui ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés dans une relation de couverture	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			Non désignés dans une relation de couverture
	Juste valeur	Flux de trésorerie	Investissement net		Juste valeur	Flux de trésorerie	Investissement net	
Actif								
Instruments dérivés	22 \$	538 \$	21 \$	176 625 \$	18 \$	298 \$	4 \$	150 292 \$
Passif								
Instruments dérivés	5	73	120	183 755	59	27	433	163 244
Instruments non dérivés	—	—	45 106	s.o.	—	—	37 833	s.o.

(1) La juste valeur rend compte de l'incidence du classement des marges de variation quotidiennes en tant que règlement de la juste valeur des dérivés connexes, tel que le permettent certaines contreparties centrales.

s.o. sans objet

Les tableaux ci-après présentent l'analyse de la durée à courir jusqu'à l'échéance du capital nominal présenté ainsi que les taux moyens pondérés des instruments de couverture de même que la valeur comptable présentée, l'ensemble de ces éléments étant classé en fonction du type de relation de couverture.

Couvertures de la juste valeur

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2025					
	Capital nominal				Valeur comptable (1)	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de taux d'intérêt						
Contrats de taux d'intérêt						
Couverture d'actifs à taux fixe	30 131 \$	112 640 \$	52 846 \$	195 617 \$	17 \$	5 \$
Couverture de passifs à taux fixe	31 934	67 365	13 277	112 576	5	—
Taux d'intérêt fixe moyen pondéré						
Couverture d'actifs à taux fixe	2,9 %	3,4 %	3,6 %	3,4 %		
Couverture de passifs à taux fixe	2,3 %	3,3 %	2,9 %	3,0 %		

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2024					
	Capital nominal				Valeur comptable (1)	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de taux d'intérêt						
Contrats de taux d'intérêt						
Couverture d'actifs à taux fixe	11 396 \$	68 563 \$	38 343 \$	118 302 \$	10 \$	55 \$
Couverture de passifs à taux fixe	32 496	71 668	17 267	121 431	8	4
Taux d'intérêt fixe moyen pondéré						
Couverture d'actifs à taux fixe	3,8 %	3,8 %	3,5 %	3,7 %		
Couverture de passifs à taux fixe	2,9 %	2,8 %	3,1 %	2,8 %		

(1) La valeur comptable rend compte de l'incidence du classement de la fluctuation quotidienne des marges en tant que règlement de la juste valeur des dérivés connexes, tel que le permettent certaines contreparties centrales.

Couverture de flux de trésorerie

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2025					
	Capital nominal				Valeur comptable (1)	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de taux d'intérêt						
Contrats de taux d'intérêt						
Couverture d'actifs à taux variable	95 516 \$	136 952 \$	9 274 \$	241 742 \$	— \$	— \$
Couverture de passifs à taux variable	47 782	73 620	31 296	152 698	—	—
Taux d'intérêt fixe moyen pondéré						
Couverture d'actifs à taux variable	3,1 %	3,2 %	3,4 %	3,2 %		
Couverture de passifs à taux variable	4,0 %	3,1 %	2,9 %	3,3 %		
Risque de change						
Swaps sur devises						
Couverture d'actifs à taux fixe	183 \$	1 000 \$	— \$	1 183 \$	— \$	73 \$
Couverture de passifs à taux fixe	1 212	3 233	—	4 445	482	—
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	1,49	1,41	s.o.	1,43		
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	1,34	1,34	s.o.	1,34		

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2024					
	Capital nominal				Valeur comptable (1)	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de taux d'intérêt						
Contrats de taux d'intérêt						
Couverture d'actifs à taux variable	91 698 \$	133 684 \$	6 831 \$	232 213 \$	– \$	– \$
Couverture de passifs à taux variable	46 390	101 339	33 845	181 574	–	–
Taux d'intérêt fixe moyen pondéré						
Couverture d'actifs à taux variable	4,1 %	3,5 %	3,5 %	3,7 %		
Couverture de passifs à taux variable	4,1 %	3,6 %	2,9 %	3,6 %		
Risque de change						
Swaps sur devises						
Couverture d'actifs à taux fixe	– \$	936 \$	– \$	936 \$	9 \$	21 \$
Couverture de passifs à taux fixe	–	4 163	–	4 163	198	6
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	s.o.	1,43	s.o.	1,43		
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	s.o.	1,34	s.o.	1,34		

(1) La valeur comptable rend compte de l'incidence du classement de la fluctuation quotidienne des marges en tant que règlement de la juste valeur des dérivés connexes, tel que le permettent certaines contreparties centrales.

s.o. sans objet

Couvertures de l'investissement net

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2025					
	Capital nominal/Capital				Valeur comptable	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de change						
Passifs libellés en devises	12 069 \$	29 973 \$	3 290 \$	45 332 \$	s.o.	45 106 \$
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	1,31	1,38	1,34	1,36		
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
Taux de change moyen pondéré CAD-GBP	s.o.	1,78	s.o.	1,78		
Contrats à terme de gré à gré	11 388 \$	– \$	– \$	11 388 \$	21 \$	120 \$
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	1,39	s.o.	s.o.	1,39		
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	1,62	s.o.	s.o.	1,62		
Taux de change moyen pondéré CAD-GBP	1,86	s.o.	s.o.	1,86		

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2024					
	Capital nominal/Capital				Valeur comptable	
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Actif	Passif
Risque de change						
Passifs libellés en devises	4 540 \$	27 649 \$	6 505 \$	38 694 \$	s.o.	37 833 \$
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	1,33	1,34	1,34	1,34		
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
Taux de change moyen pondéré CAD-GBP	1,71	1,76	s.o.	1,73		
Contrats à terme de gré à gré	19 926 \$	– \$	– \$	19 926 \$	4 \$	433 \$
Taux de change moyen pondéré CAD-USD	1,36	s.o.	s.o.	1,36		
Taux de change moyen pondéré CAD-EUR	1,50	s.o.	s.o.	1,50		
Taux de change moyen pondéré CAD-GBP	1,79	s.o.	s.o.	1,79		

s.o. sans objet

Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les éléments couverts, lesquels sont classés selon le type de relation de couverture.

Couvertures de la juste valeur – actifs et passifs désignés comme éléments couverts

	Au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date					
	Valeur comptable		Cumul des ajustements de la juste valeur de l'élément couvert inclus dans la valeur comptable		Postes du bilan consolidé	Variations de la juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture
	Actif	Passif	Actif	Passif		
(En millions de dollars canadiens)	Actif	Passif	Actif	Passif	Postes du bilan consolidé	
Risque de taux d'intérêt Actifs à taux fixe (1)	192 744 \$	– \$	1 027 \$	– \$	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable ; Prêts – Prêts de détail ; Prêts – Prêts de gros	1 698 \$
Passifs à taux fixe (1)	–	109 255	–	(499)	Dépôts – Particuliers ; Dépôts – Entreprises et gouvernements ; Débentures subordonnées ; Dépôts – Banques	(1 812)

	Au 31 octobre 2024 et pour l'exercice clos à cette date					
	Valeur comptable		Cumul des ajustements de la juste valeur de l'élément couvert inclus dans la valeur comptable		Postes du bilan consolidé	Variations de la juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture
	Actif	Passif	Actif	Passif		
(En millions de dollars canadiens)	Actif	Passif	Actif	Passif	Postes du bilan consolidé	
Risque de taux d'intérêt Actifs à taux fixe (1)	114 354 \$	– \$	(666) \$	– \$	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable ; Prêts – Prêts de détail ; Prêts – Prêts de gros	2 702 \$
Passifs à taux fixe (1)	–	118 116	–	(2 312)	Dépôts – Entreprises et gouvernements ; Débentures subordonnées ; Dépôts – Banques	(3 963)

(1) Au 31 octobre 2025, le cumul des ajustements visant les couvertures de la juste valeur restant dans notre bilan consolidé pour les éléments couverts ayant cessé d'être ajustés en fonction des profits et pertes de couverture correspond à une perte de 78 millions de dollars pour les actifs à taux fixe et à un profit de 9 millions pour les passifs à taux fixe (perte de 238 millions et profit de 118 millions, respectivement, au 31 octobre 2024).

Couvertures de flux de trésorerie et de l'investissement net – actifs et passifs désignés comme éléments couverts

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date			
	Postes du bilan consolidé	Variations de la juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture	Couverture de flux de trésorerie/Réserve pour écarts de conversion	
			Couvertures maintenues	Couvertures abandonnées
Couverture de flux de trésorerie				
Risque de taux d'intérêt				
Actifs à taux variable	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable ; Prêts – Prêts de détail ; Prêts – Prêts de gros ; Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ; Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 561)\$	2 934 \$	(481)\$
Passifs à taux variable	Dépôts – Entreprises et gouvernements ; Dépôts – Dépôts de particuliers ; Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	976	(1 643)	2 520
Risque de change				
Actifs à taux fixe	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable	56	13	–
Passifs à taux fixe	Dépôts – Entreprises et gouvernements	(305)	(51)	–
Couvertures de l'investissement net				
Risque de change				
Filiales étrangères	s.o.	433	(8 514)	(306)

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024 et pour l'exercice clos à cette date			
	Postes du bilan consolidé	Variations de la juste valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture	Couverture de flux de trésorerie/Réserve pour écarts de conversion	
			Couvertures maintenues	Couvertures abandonnées
Couverture de flux de trésorerie				
Risque de taux d'intérêt				
Actifs à taux variable	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable ; Prêts – Prêts de détail ; Prêts – Prêts de gros ; Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ; Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(4 415)\$	2 645 \$	(2 216)\$
Passifs à taux variable	Dépôts – Entreprises et gouvernements ; Dépôts – Dépôts de particuliers ; Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	4 437	(1 801)	4 557
Risque de change				
Actifs à taux fixe	Titres – Investissement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7	13	–
Passifs à taux fixe	Dépôts – Entreprises et gouvernements	(106)	(52)	–
Couvertures de l'investissement net				
Risque de change				
Filiales étrangères	s.o.	710	(8 005)	(382)

Efficacité des relations de couverture désignées

	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025			
	Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat (1)	Variations de la valeur de l'instrument de couverture comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	Montant reclassé de la réserve de couverture au résultat
(En millions de dollars canadiens)				
Couvertures de la juste valeur				
Risque de taux d'intérêt				
Contrats de taux d'intérêt – actifs à taux fixe	(1 773)\$	(75)\$	s.o.	s.o.
Contrats de taux d'intérêt – passifs à taux fixe	1 808	(4)	s.o.	s.o.
Couverture de flux de trésorerie				
Risque de taux d'intérêt				
Contrats de taux d'intérêt – actifs à taux variable	1 543	(13)	1 604 \$	(344)\$
Contrats de taux d'intérêt – passifs à taux variable	(941)	17	(974)	828
Risque de change				
Swap sur devises – actifs à taux fixe	(56)	–	(50)	(50)
Swap sur devises – passifs à taux fixe	305	–	246	246
Couvertures de l'investissement net				
Risque de change				
Passifs libellés en devises	(92)	–	(92)	–
Contrats à terme de gré à gré	(341)	–	(341)	–
	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024			
	Variation de la juste valeur de l'instrument de couverture	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat (1)	Variations de la valeur de l'instrument de couverture comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	Montant reclassé de la réserve de couverture au résultat
(En millions de dollars canadiens)				
Couvertures de la juste valeur				
Risque de taux d'intérêt				
Contrats de taux d'intérêt – actifs à taux fixe	(2 761)\$	(59)\$	s.o.	s.o.
Contrats de taux d'intérêt – passifs à taux fixe	3 961	(2)	s.o.	s.o.
Couverture de flux de trésorerie				
Risque de taux d'intérêt				
Contrats de taux d'intérêt – actifs à taux variable	4 416	15	2 559 \$	(3 195)\$
Contrats de taux d'intérêt – passifs à taux variable	(4 325)	(19)	(2 600)	3 872
Risque de change				
Swap sur devises – actifs à taux fixe	(6)	–	1	(12)
Swap sur devises – passifs à taux fixe	107	2	70	122
Couvertures de l'investissement net				
Risque de change				
Passifs libellés en devises	(455)	–	(455)	–
Contrats à terme de gré à gré	(255)	–	(254)	(1)

(1) L'inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat comprenait des pertes de 105 millions de dollars qui sont exclues de l'évaluation de l'efficacité de la couverture et qui sont compensées par des couvertures économiques (pertes de 50 millions au 31 octobre 2024).
s.o. sans objet

Rapprochement des composantes des capitaux propres

Le tableau ci-après présente un rapprochement, par catégorie de risque, de chaque composante des capitaux propres ainsi qu'une analyse des autres éléments du résultat global relatifs à la comptabilité de couverture :

	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025		Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024	
	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve pour écarts de conversion	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Réserve pour écarts de conversion
(En millions de dollars canadiens)				
Solde au début de l'exercice	2 267 \$	7 128 \$	2 756 \$	6 612 \$
Couverture de flux de trésorerie				
Tranche efficace de la variation de la juste valeur :				
Risque de taux d'intérêt	630		(40)	
Risque de change	196		71	
Risque sur actions	243		413	
Montant net reclassé en résultat net :				
Couvertures maintenues :				
Risque de taux d'intérêt	(81)		134	
Risque de change	(196)		(110)	
Risque sur actions	(245)		(350)	
Couvertures dont la désignation a été annulée :				
Risque de taux d'intérêt	(403)		(811)	
Couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger				
Dette libellée en devises		(92)		(455)
Contrats de change à terme		(341)		(254)
Ecart de conversion liés aux établissements à l'étranger		826		1 018
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change		(25)		—
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net		—		1
Impôt sur les variations des réserves durant la période	(33)	117	204	206
Solde à la fin de l'exercice	2 378 \$	7 613 \$	2 267 \$	7 128 \$

Note 10 Locaux et matériel

	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025								
	Détenus par la Banque (1)					Actifs au titre de droits d'utilisation			Total (2)
	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencements et autre matériel	Améliorations locatives	Travaux en cours	Bâtiments	Matériel	
(En millions de dollars canadiens)									
Coût									
Solde au début de la période	244 \$	1 325 \$	1 411 \$	900 \$	3 169 \$	129 \$	6 432 \$	319 \$	3 929 \$
Entrées	—	11	45	11	48	641	518	159	1 433
Acquisition au moyen d'un regroupement d'entreprises	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts des travaux en cours	—	26	317	61	166	(570)	—	—	—
Cessions	—	(16)	(290)	(74)	(288)	—	(61)	(36)	(765)
Ecart de change	—	5	7	3	15	1	42	—	73
Autres	(90)	(56)	2	(38)	(37)	—	52	—	(167)
Solde à la fin de la période	154 \$	1 295 \$	1 492 \$	863 \$	3 073 \$	201 \$	6 983 \$	442 \$	14 503 \$
Amortissement cumulé									
Solde au début de la période	— \$	694 \$	834 \$	554 \$	2 072 \$	— \$	2 685 \$	238 \$	7 077 \$
Amortissement	—	53	260	81	231	—	581	80	1 286
Cessions	—	(19)	(289)	(68)	(287)	—	(19)	(32)	(714)
Ecart de change	—	2	5	2	7	—	14	—	30
Autres	—	9	12	(31)	15	—	—	—	5
Solde à la fin de la période	— \$	739 \$	822 \$	538 \$	2 038 \$	— \$	3 261 \$	286 \$	7 684 \$
Valeur comptable nette à la fin de la période	154 \$	556 \$	670 \$	325 \$	1 035 \$	201 \$	3 722 \$	156 \$	6 819 \$

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024								
	Détenus par la Banque (1)					Actifs au titre de droits d'utilisation			Total (2)
	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencements et autre matériel	Améliorations locatives	Travaux en cours	Bâtiments	Matériel	
Coût									
Solde au début de la période	140 \$	1 251 \$	1 283 \$	835 \$	3 007 \$	108 \$	5 893 \$	317 \$	12 834 \$
Entrées	103	77	21	11	50	522	526	2	1 312
Acquisition au moyen d'un regroupement d'entreprises	—	—	—	13	59	—	226	—	298
Transferts des travaux en cours	—	5	240	132	102	(479)	—	—	—
Cessions	—	(6)	(140)	(82)	(29)	—	(165)	—	(422)
Ecart de change	1	2	10	3	19	—	61	—	96
Autres	—	(4)	(3)	(12)	(39)	(22)	(109)	—	(189)
Solde à la fin de la période	244 \$	1 325 \$	1 411 \$	900 \$	3 169 \$	129 \$	6 432 \$	319 \$	13 929 \$
Amortissement cumulé									
Solde au début de la période	— \$	646 \$	723 \$	550 \$	1 863 \$	— \$	2 149 \$	154 \$	6 085 \$
Amortissement	—	59	249	73	279	—	620	84	1 364
Cessions	—	(6)	(140)	(82)	(25)	—	(54)	—	(307)
Ecart de change	—	1	8	2	7	—	21	—	39
Autres	—	(6)	(6)	11	(52)	—	(51)	—	(104)
Solde à la fin de la période	— \$	694 \$	834 \$	554 \$	2 072 \$	— \$	2 685 \$	238 \$	7 077 \$
Valeur comptable nette à la fin de la période	244 \$	631 \$	577 \$	346 \$	1 097 \$	129 \$	3 747 \$	81 \$	6 852 \$

(1) Au 31 octobre 2025, nous avons des engagements contractuels totalisant 160 millions de dollars visant l'acquisition de locaux et de matériel (137 millions au 31 octobre 2024).
(2) Comprend des immeubles de placement d'une valeur de 34 millions de dollars (186 millions au 31 octobre 2024) qui sont régis par des contrats de location simple et inscrits au coût, diminué du cumul des amortissements. La juste valeur, déterminée par des professionnels en placement internes ainsi que par des évaluateurs de propriété externes indépendants qui possèdent les qualifications et l'expérience professionnelles adéquates, se chiffre à 34 millions de dollars (188 millions au 31 octobre 2024).

Paielements au titre de la location

Les paiements au titre de la location pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 ont totalisé 1 668 millions de dollars, dont 778 millions, ou 47 %, se rapportent aux paiements variables et 890 millions, ou 53 %, aux paiements fixes. Les paiements au titre de la location pour l'exercice clos le 31 octobre 2024 ont totalisé 1 440 millions de dollars, dont 708 millions, ou 49 %, se rapportent aux paiements variables et 732 millions, ou 51 %, se rapportent aux paiements fixes.

Note 11 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Goodwill

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025										
	Services bancaires aux particuliers – Canada	Services bancaires dans les Antilles	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine – Canada	Gestion mondiale d'actifs	Gestion de patrimoine – Etats-Unis (y compris City National)	Gestion de patrimoine – International	Services aux investisseurs	Assurances	Marchés des Capitaux	Total
Solde au début de la période	4 994 \$	1 798 \$	3 815 \$	877 \$	2 164 \$	3 091 \$	1 198 \$	29 \$	112 \$	1 208 \$	19 286 \$
Acquisitions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Ecart de change et autres	(25)	21	(25)	6	79	22	34	–	–	7	119
Solde à la fin de la période	4 969 \$	1 819 \$	3 790 \$	883 \$	2 243 \$	3 113 \$	1 232	29 \$	112 \$	1 215 \$	19 405 \$

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024										
	Services bancaires aux particuliers – Canada	Services bancaires dans les Antilles	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine – Canada	Gestion mondiale d'actifs	Gestion de patrimoine – Etats-Unis (y compris City National)	Gestion de patrimoine – International	Services aux investisseurs	Assurances	Marchés des Capitaux	Total
Solde au début de la période	1 851 \$	1 791 \$	793 \$	593 \$	2 016 \$	3 080 \$	1 124 \$	29 \$	112 \$	1 205 \$	12 594 \$
Acquisitions	3 159	–	3 022	283	72	–	–	–	–	–	6 536
Ecart de change et autres	(16)	7	–	1	76	11	74	–	–	3	156
Solde à la fin de la période	4 994 \$	1 798 \$	3 815 \$	877 \$	2 164 \$	3 091 \$	1 198 \$	29 \$	112 \$	1 208 \$	19 286 \$

Nous effectuons un test de dépréciation annuel en comparant la valeur comptable de chaque UGT avec sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'une UGT est représentée par sa valeur d'utilité, sauf en cas d'excédent de la valeur comptable de l'UGT sur sa valeur d'utilité. Dans ce cas, la valeur recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur de l'UGT diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Notre test de dépréciation annuel est effectué au 1^{er} août.

Lors de nos tests de dépréciation annuels de 2025 et de 2024, la valeur recouvrable de notre UGT Services bancaires dans les Antilles était basée sur sa juste valeur diminuée des coûts de sortie, et les valeurs recouvrables de toutes les autres UGT ayant fait l'objet d'un test étaient basées sur leur valeur d'utilité.

Valeur d'utilité

Nous calculons la valeur d'utilité au moyen d'une méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur cinq ans, à l'exception de l'UGT Gestion de patrimoine – International pour laquelle nous avons utilisé des projections des flux de trésorerie sur sept ans, qui correspondent mieux au plan de croissance stratégique découlant de l'acquisition de RBC Brewin Dolphin. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur les prévisions financières établies par la direction, lesquelles sont estimées en fonction des résultats prévus, des initiatives d'affaires, des capitaux requis pour financer les flux de trésorerie futurs et des rendements pour les actionnaires. Les principaux facteurs ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs comprennent la marge nette d'intérêt et la moyenne des actifs productifs d'intérêts. Les valeurs attribuées à ces facteurs pour la période visée par les prévisions sont fondées sur l'expérience passée, les prévisions économiques internes et externes et les attentes de la direction quant à l'incidence de la conjoncture économique sur nos résultats financiers. Au-delà de la période de projection des flux de trésorerie initiale, les flux de trésorerie sont réputés augmenter à un rythme constant selon un taux de croissance à long terme nominal (taux de croissance final). Les taux de croissance finaux sont établis en fonction des attentes de croissance stable à long terme dans les pays où l'UGT exerce ses activités. Les taux d'actualisation utilisés pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus de chaque UGT sont fondés sur le coût du capital à l'échelle de la Banque, ajusté en fonction des risques auxquels chaque UGT est exposée. Les risques propres aux UGT comprennent le risque souverain, le risque commercial/ opérationnel, le risque géographique (y compris le risque politique, le risque de dévaluation et la réglementation gouvernementale), le risque de change et le risque de prix (y compris le risque lié à l'établissement des prix des produits et l'inflation).

L'estimation de la valeur d'utilité nécessite un jugement important pour déterminer les données utilisées pour l'application du modèle d'actualisation des flux de trésorerie ; cette estimation est très sensible aux variations des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et des taux de croissance finaux appliqués aux flux de trésorerie postérieurs à la période visée par les prévisions. La sensibilité de la valeur employée pour les données et hypothèses clés utilisées a été soumise à un test aux fins du recalcul de la valeur recouvrable en appliquant des changements raisonnablement possibles à ces paramètres. Au 1^{er} août 2025, aucune des variations raisonnablement possibles décrites d'une donnée ou d'une hypothèse clé individuelle n'aurait donné lieu à un excédent de la valeur comptable d'une UGT sur sa valeur recouvrable, selon la valeur d'utilité.

Les taux de croissance finaux et les taux d'actualisation avant impôt utilisés dans nos modèles d'actualisation des flux de trésorerie sont résumés ci-après.

	Aux			
	1 ^{er} août 2025		1 ^{er} août 2024	
	Taux d'actualisation (1)	Taux de croissance final	Taux d'actualisation (1)	Taux de croissance final
Groupe d'unités génératrices de trésorerie				
Services bancaires aux particuliers – Canada	10,8 %	3,0 %	11,7 %	3,0 %
Services bancaires dans les Antilles	12,9	3,5	13,7	3,5
Services bancaires aux entreprises	11,5	3,0	11,7	3,0
Gestion de patrimoine – Canada	11,8	3,0	12,5	3,0
Gestion mondiale d'actifs	11,8	3,0	12,4	3,0
Gestion de patrimoine – Etats-Unis (y compris City National)	12,4	3,0	12,6	3,0
Gestion de patrimoine – International	12,1	3,0	12,3	3,0
Services aux investisseurs	11,9	3,0	12,5	3,0
Assurances	11,5	3,0	12,5	3,0
Marchés des Capitaux	13,0	3,0	12,7	3,0

(1) Les taux d'actualisation avant impôt sont déterminés implicitement en fonction des taux d'actualisation après impôt.

Juste valeur diminuée des coûts de sortie – Services bancaires dans les Antilles

Nous avons calculé la juste valeur diminuée des coûts de sortie au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, qui projette les flux de trésorerie futurs sur une période de 5 ans. Les flux de trésorerie sont fondés sur les prévisions de la direction, lesquelles sont ajustées pour estimer le point de vue d'un acheteur tiers potentiel. Quant aux flux de trésorerie postérieurs à la période initiale de 5 ans, il est présumé qu'ils augmenteront de façon constante, selon un taux de croissance nominal à long terme. Les flux de trésorerie futurs, les taux de croissance finaux et les taux d'actualisation sont basés sur les mêmes facteurs que ceux décrits ci-dessus. Cette évaluation de la juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, car certaines données importantes ne sont pas observables.

L'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de sortie nécessite un jugement important afin de déterminer les données utilisées pour l'application du modèle d'actualisation des flux de trésorerie et est plus sensible aux variations des flux de trésorerie futurs, des taux

d'actualisation et des taux de croissance finaux appliqués aux flux de trésorerie au-delà de la période visée par les prévisions. La sensibilité de la juste valeur diminuée des coûts de sortie aux données et hypothèses clés a été soumise à un test aux fins du recalcul de la valeur recouvrable en appliquant des changements raisonnablement possibles à ces paramètres. Au 1^{er} août 2025, aucune des variations raisonnablement possibles décrites d'une donnée ou d'une hypothèse clé individuelle n'aurait donné lieu à un excédent de la valeur comptable d'une UGT sur sa valeur recouvrable.

Autres immobilisations incorporelles

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025					
	Logiciels générés en interne	Autres logiciels	Immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base	Listes de clients et relations-clients (1)	Logiciels en cours	Total
Valeur comptable brute						
Solde au début de la période	5 574 \$	1 074 \$	3 637 \$	2 941 \$	1 357 \$	14 583 \$
Entrées	175	12	—	—	1 165	1 352
Acquisition au moyen d'un regroupement d'entreprises	—	—	—	—	—	—
Transferts	844	83	—	—	(927)	—
Cessions	(585)	(43)	—	—	(2)	(630)
Pertes de valeur	(37)	(1)	—	—	(10)	(48)
Ecart de change	19	11	11	52	8	101
Autres variations	111	(42)	—	(13)	(89)	(33)
Solde à la fin de la période	6 101 \$	1 094 \$	3 648 \$	2 980 \$	1 502 \$	15 325 \$
Amortissement cumulé						
Solde au début de la période	(3 387)\$	(729)\$	(1 663)\$	(1 006)\$	— \$	(6 785)\$
Dotation à l'amortissement pour l'exercice	(1 068)	(79)	(448)	(164)	—	(1 759)
Cessions	591	42	—	—	—	633
Pertes de valeur	13	1	—	—	—	14
Ecart de change	(13)	(8)	(10)	(11)	—	(42)
Autres variations	23	(28)	—	21	—	16
Solde à la fin de la période	(3 841)\$	(801)\$	(2 121)\$	(1 160)\$	— \$	(7 923)\$
Solde net à la fin de la période	2 260 \$	293 \$	1 527 \$	—	1 502 \$	7 402 \$

(En millions de dollars canadiens)	Pour l'exercice clos le 31 octobre 2024					
	Logiciels générés en interne	Autres logiciels	Immobilisations incorporelles liées à des dépôts de base	Listes de clients et relations-clients (1)	Logiciels en cours	Total
Valeur comptable brute						
Solde au début de la période	5 595 \$	1 097 \$	1 658 \$	2 456 \$	1 527 \$	12 333 \$
Entrées	31	4	—	9	1 090	1 134
Acquisition au moyen d'un regroupement d'entreprises	—	—	1 972	370	—	2 342
Transferts	1 204	42	—	—	(1 246)	—
Cessions	(1 204)	(67)	—	(9)	(1)	(1 281)
Pertes de valeur	(37)	(18)	—	—	(30)	(85)
Ecart de change	32	17	7	115	3	174
Autres variations	(47)	(1)	—	—	14	(34)
Solde à la fin de la période	5 574 \$	1 074 \$	3 637 \$	2 941 \$	1 357 \$	14 583 \$
Amortissement cumulé						
Solde au début de la période	(3 596)\$	(658)\$	(1 330)\$	(846)\$	— \$	(6 430)\$
Dotation à l'amortissement pour l'exercice	(986)	(102)	(325)	(136)	—	(1 549)
Cessions	1 204	66	—	7	—	1 277
Pertes de valeur	12	5	—	—	—	17
Ecart de change	(21)	(7)	(8)	(31)	—	(67)
Autres variations	—	(33)	—	—	—	(33)
Solde à la fin de la période	(3 387)\$	(729)\$	(1 663)\$	(1 006)\$	— \$	(6 785)\$
Solde net à la fin de la période	2 187 \$	345 \$	1 974 \$	1 935 \$	1 357 \$	7 798 \$

(1) Comprend des contrats de gestion des fonds communs de placement ayant une durée d'utilité indéterminée dans l'UGT Gestion mondiale d'actifs de 259 millions de dollars (259 millions au 31 octobre 2024) acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

Note 12 Coentreprises et entreprises associées

Prises individuellement, les coentreprises et les entreprises associées n'ont aucune incidence significative sur nos résultats financiers. Le tableau suivant présente la valeur comptable de nos participations dans des coentreprises et des entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que notre quote-part du bénéfice de ces entités.

(En millions de dollars canadiens)	Coentreprises		Entreprises associées	
	Aux et pour les exercices clos les			
	31 octobre 2025	31 octobre 2024	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Valeur comptable	572 \$	542 \$	257 \$	293 \$
Quote-part des éléments suivants : Bénéfice net (1)	82 \$	64 \$	1 \$	(41)\$

(1) Compte non tenu des pertes de valeur comptabilisées sur nos participations dans des entreprises associées. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons comptabilisé des pertes de valeur de 10 millions de dollars au poste Revenus autres que d'intérêt – Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées relativement à notre participation dans une société associée de notre secteur Gestion de patrimoine (38 millions au 31 octobre 2024).

Note 13 Autres actifs

	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Débiteurs et montants prépayés	5 027 \$	4 389 \$
Intérêts courus à recevoir	8 342	7 904
Garanties en espèces	27 418	20 475
Actifs au titre des activités de négociation de marchandises (1)	14 475	9 834
Actif d'impôt différé	4 486	4 328
Actifs au titre des avantages du personnel	4 012	3 630
Actifs liés aux activités d'assurance		
Actifs au titre des contrats d'assurance	581	588
Actifs au titre des contrats de réassurance détenus	1 774	1 758
Actif net des fonds distincts	3 810	3 378
Prêts garantis et autres	554	517
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	829	835
Dépôts de garantie	13 556	11 108
Métaux précieux (1)	9 108	6 018
Sommes à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	4 667	3 343
Impôt à recevoir	8 696	7 418
Autres	5 558	6 667
	112 893 \$	92 190 \$

(1) Les montants comprennent les actifs financiers présentés à la note 3 et des actifs non financiers. Les actifs non financiers se composent principalement de marchandises évaluées à la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les justes valeurs sont déterminées au moyen de techniques d'évaluation utilisant les prix des contrats à terme standardisés sur marchandises et sont classées au niveau 2 de notre hiérarchie des justes valeurs, car les données sont observables.

Note 14 Dépôts

(En millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	A vue (1)	A préavis (2)	A terme (3)	Total	A vue (1)	A préavis (2)	A terme (3)	Total
Particuliers	228 282 \$	56 988 \$	244 470 \$	529 740 \$	205 714 \$	62 845 \$	253 580 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	431 239	20 274	494 801	946 314	369 943	20 157	449 570	839 670
Banques	13 488	—	26 074	39 562	9 675	641	37 406	47 722
	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	158 771 \$	9 469 \$	292 \$	168 532 \$	144 712 \$	7 164 \$	203 \$	152 079 \$
Etats-Unis	38 009	—	—	38 009	38 520	—	—	38 520
Europe (5)	5	—	—	5	11	—	—	11
Autres pays	8 133	—	—	8 133	7 758	—	—	7 758
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	392 120	16 417	591 636	1 000 173	355 221	14 468	594 066	963 755
Etats-Unis	63 745	50 497	73 147	187 389	28 389	61 087	75 933	165 409
Europe (5)	6 354	742	76 972	84 068	5 013	851	53 295	59 159
Autres pays	5 872	137	23 298	29 307	5 708	73	17 059	22 840
	673 009 \$	77 262 \$	765 345 \$	1 515 616 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$

(1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.

(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.

(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 octobre 2025, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 570 milliards de dollars, 42 milliards, 76 milliards et 36 milliards (511 milliards, 34 milliards, 53 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2024, respectivement).

(5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Echéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(En millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	203 075 \$	207 698 \$
De 3 à 6 mois	118 734	94 585
De 6 à 12 mois	172 583	173 603
De 1 à 2 ans	87 550	79 777
De 2 à 3 ans	58 170	61 175
De 3 à 4 ans	33 158	45 767
De 4 à 5 ans	24 047	20 692
Plus de 5 ans	68 028	57 259
	765 345 \$	740 556 \$

(1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus se chiffre à 704 milliards de dollars (670 milliards au 31 octobre 2024).

Soldes moyens des dépôts et taux d'intérêt moyens

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos			
	Le 31 octobre 2025		Le 31 octobre 2024	
	Soldes moyens	Taux moyens	Soldes moyens	Taux moyens
Canada	1 155 147 \$	2,93 %	1 035 064 \$	3,57 %
Etats-Unis	215 460	2,94	191 257	3,33
Europe	85 570	4,24	58 693	5,26
Autres pays	39 935	2,45	32 016	2,48
	1 496 112 \$	3,00 %	1 317 030 \$	3,59 %

Note 15 Assurance et réassurance

Nos contrats d'assurance émis comprennent des produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance voyage, de rente et de fonds distincts offerts aux particuliers et aux entreprises partout au Canada. À l'extérieur de Canada, nous offrons des contrats de réassurance et de rétrocession pour des produits de réassurance du risque de longévité, de rétrocession vie et de réassurance crédit en cas de décès, d'invalidité ou de maladies graves. Les contrats de réassurance émis sont présentés dans les soldes des contrats de réassurance au bilan consolidé.

Dans le cours normal des activités, nous concluons également des contrats de réassurance afin de réassurer les risques auprès d'autres compagnies d'assurance et de réassurance en vue de diminuer notre profil de risque, de limiter l'exposition aux risques majeurs et de fournir une capacité accrue de croissance future. Les contrats de réassurance détenus ne nous déchargent pas de nos engagements liés aux contrats d'assurance directs émis. Nous évaluons la situation financière des réassureurs et surveillons nos concentrations du risque de crédit afin de réduire au minimum notre exposition à des pertes liées à l'insolvabilité du réassureur. La valeur comptable des actifs au titre des contrats d'assurance détenus présentée à la note 13 correspond à notre exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture.

Les contrats d'assurance et de réassurance sont présentés en fonction du portefeuille, de manière à ce que les portefeuilles de contrats en situation d'actif soient présentés distinctement de ceux en position passif.

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Revenus d'assurance		
Montants comptabilisés pour les contrats évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables :		
Montants liés aux variations du passif au titre de la couverture restante :		
Charges liées aux sinistres survenus et autres charges afférentes aux activités d'assurance prévues	3 131 \$	2 970 \$
Reprise de l'ajustement au titre du risque non financier et autres	214	191
Marge sur services contractuels comptabilisée pour des services fournis	324	255
Recouvrement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	98	81
	3 767	3 497
Montants comptabilisés pour les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes	1 615	1 576
	5 382	5 073
Charges afférentes aux activités d'assurance (1)		
Sinistres survenus et autres charges	(3 978)	(3 901)
Pertes sur contrats déficitaires et reprises de ces pertes (services futurs)	(313)	(246)
Ajustements au passif au titre des sinistres survenus (services passés)	(64)	(2)
Amortissement des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition	(98)	(81)
	(4 453)	(4 230)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(62)	(66)
Résultat des activités d'assurance	867 \$	777 \$
Revenu d'investissement net (2)	1 453 \$	3 259 \$
Produits (charges) financiers d'assurance		
Intérêts courus (3)	(791)	(783)
Incidence des changements au taux d'actualisation et à d'autres hypothèses financières (3), (4)	35	(1 509)
Variation de la juste valeur des éléments sous-jacents pour des contrats évalués selon la méthode des honoraires variables	(467)	(746)
Autres	3	(93)
	(1 220)	(3 131)
Produits (charges) financiers de réassurance	51	166
Résultat des placements d'assurance	284 \$	294 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	1 151 \$	1 071 \$

(1) Comprend des charges afférentes aux activités d'assurance de 977 millions de dollars (948 millions au 31 octobre 2024) découlant de contrats d'assurance évalués selon la méthode de répartition des primes.

(2) Pour connaître les montants au titre des intérêts, des dividendes et des profits nets (pertes nettes) découlant des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net liés au secteur Assurances, se reporter à la note 3.

(3) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Comprend l'incidence des changements aux flux de trésorerie d'exécution aux taux actuels lorsque l'incidence correspondante sur la marge sur services contractuels est à taux fixe.

Contrats d'assurance selon la couverture restante et les sinistres survenus

Le tableau ci-après montre la variation des passifs nets des contrats d'assurance au titre de la couverture restante et des sinistres survenus pour les contrats d'assurance de courte durée évalués selon la méthode de répartition des primes et les contrats d'assurance de longue durée évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables.

(En millions de dollars canadiens)	Aux ou pour les exercices clos les					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Passifs au titre de la couverture restante (1)	Passifs au titre des sinistres survenus (2)	Total	Passifs au titre de la couverture restante (1)	Passifs au titre des sinistres survenus (2)	Total
Solde au début de la période :						
Actifs au titre des contrats d'assurance	1 805 \$	(1 217)\$	588 \$	1 531 \$	(850)\$	681 \$
Passifs au titre des contrats d'assurance	(20 866)	(1 365)	(22 231)	(17 858)	(1 168)	(19 026)
Passifs nets au titre des contrats d'assurance	(19 061)\$	(2 582)\$	(21 643)\$	(16 327)\$	(2 018)\$	(18 345)\$
Revenus d'assurance	5 382 \$	– \$	5 382 \$	5 073 \$	– \$	5 073 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(405)	(4 048)	(4 453)	(358)	(3 872)	(4 230)
Produits (charges) financiers d'assurance	(1 193)	(27)	(1 220)	(2 974)	(157)	(3 131)
Composants investissements	708	(708)	–	705	(705)	–
Flux de trésorerie :						
Primes reçues	(6 911)	–	(6 911)	(5 940)	–	(5 940)
Sinistre et autres charges afférentes aux activités d'assurance payés	–	4 650	4 650	–	4 388	4 388
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et autres	498	–	498	417	–	417
Total des flux de trésorerie	(6 413)\$	4 650 \$	(1 763)\$	(5 523)\$	4 388 \$	(1 135)\$
Autres variations	(911)	862	(49)	343	(218)	125
Solde à la fin de la période :						
Actifs au titre des contrats d'assurance	1 189 \$	(608)\$	581 \$	1 805 \$	(1 217)\$	588 \$
Passifs au titre des contrats d'assurance	(23 082)	(1 245)	(24 327)	(20 866)	(1 365)	(22 231)
Passifs nets au titre des contrats d'assurance	(21 893)\$	(1 853)\$	(23 746)\$	(19 061)\$	(2 582)\$	(21 643)\$

(1) Le solde des passifs au titre de la couverture restante à la fin de la période comprend un élément de perte de 702 millions de dollars (366 millions au 31 octobre 2024).

(2) Le solde des passifs au titre des sinistres survenus comprend un montant de 941 millions de dollars (914 millions au 31 octobre 2024) attribuable aux contrats d'assurance évalués selon la méthode de répartition des primes.

Contrats d'assurance selon les composantes de l'évaluation utilisées dans le cadre de la méthode d'évaluation générale et de la méthode des honoraires variables

Le tableau ci-après montre la variation des composantes de l'évaluation des passifs nets des contrats d'assurance évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, en fonction des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, des ajustements au titre du risque non financier et de la marge sur services contractuels.

(En millions de dollars canadiens)	Aux ou pour les exercices clos les							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustements au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels (1)	Total	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustements au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels (1)	Total
Solde au début de la période :								
Actifs au titre des contrats d'assurance	1 824 \$	(568)\$	(719)\$	537 \$	1 591 \$	(544)\$	(565)\$	482 \$
Passifs au titre des contrats d'assurance	(17 275)	(1 986)	(2 072)	(21 333)	(14 079)	(1 759)	(2 195)	(18 033)
Passifs nets au titre des contrats d'assurance	(15 451)\$	(2 554)\$	(2 791)\$	(20 796)\$	(12 488)\$	(2 303)\$	(2 760)\$	(17 551)\$
Résultat des activités d'assurance	(169)\$	25 \$	435 \$	291 \$	33 \$	13 \$	176 \$	222 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(1 076)	16	(134)	(1 194)	(2 504)	(324)	(128)	(2 956)
Flux de trésorerie :								
Primes reçues	(5 255)	—	—	(5 255)	(4 443)	—	—	(4 443)
Sinistre et autres charges afférentes aux activités d'assurance payés	3 633	—	—	3 633	3 487	—	—	3 487
Flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition et autres	498	—	—	498	373	—	—	373
Total des flux de trésorerie	(1 124)\$	— \$	— \$	(1 124)\$	(583)\$	— \$	— \$	(583)\$
Autres variations	(13)	(54)	14	(53)	91	60	(79)	72
Solde à la fin de la période :								
Actifs au titre des contrats d'assurance	1 665 \$	(498)\$	(643)\$	524 \$	1 824 \$	(568)\$	(719)\$	537 \$
Passifs au titre des contrats d'assurance (2)	(19 498)	(2 069)	(1 833)	(23 400)	(17 275)	(1 986)	(2 072)	(21 333)
Passifs nets au titre des contrats d'assurance	(17 833)\$	(2 567)\$	(2 476)\$	(22 876)\$	(15 451)\$	(2 554)\$	(2 791)\$	(20 796)\$

(1) Le solde de la marge sur services contractuels à la fin de la période comprend un montant de 2,4 milliards de dollars (2,6 milliards au 31 octobre 2024) lié à des groupes de contrats d'assurance qui avaient été comptabilisés initialement à la date de transition selon l'approche fondée sur la juste valeur. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, la marge sur services contractuels des contrats comptabilisés initialement était de 86 millions de dollars (89 millions au 31 octobre 2024).

(2) Comprend des passifs au titre des contrats d'assurance de fonds distincts de 3 877 millions de dollars (3 375 millions au 31 octobre 2024) évalués selon la méthode des honoraires variables. La juste valeur des éléments sous-jacents aux contrats d'assurance de fonds distincts se chiffre à 3 810 millions de dollars (3 378 millions au 31 octobre 2024) ; ces éléments consistent essentiellement en des placements dans des fonds communs de placement sous-jacents.

Comptabilisation attendue de la marge sur services contractuels

Le tableau suivant présente l'échéancier prévu de l'amortissement de la marge sur services contractuels comptabilisée au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables.

(En millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 octobre 2025					31 octobre 2024				
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Par la suite	Total	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Par la suite	Total
Contrats d'assurance émis	(222)\$	(814)\$	(634)\$	(806)\$	(2 476)\$	(243)\$	(894)\$	(705)\$	(949)\$	(2 791)\$
Contrats de réassurance détenus	68	213	167	226	674	66	208	163	217	654
Total	(154)\$	(601)\$	(467)\$	(580)\$	(1 802)\$	(177)\$	(686)\$	(542)\$	(732)\$	(2 137)\$

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque qu'une perte soit enregistrée en raison d'événements différents de ce que nous avons prévu au moment de la souscription. Les principaux risques d'assurance auxquels nous sommes exposés comprennent la morbidité, la mortalité, la longévité, le comportement des titulaires de police (déchéance) et les voyages. Nous avons élaboré un cadre de gestion du risque d'assurance afin d'identifier, d'évaluer, de gérer, d'atténuer et de communiquer les risques d'assurance auxquels nous sommes exposés dans le cadre de nos activités liées à l'assurance. De plus, nous sommes exposés au risque de charges, qui correspond à l'exposition à la variabilité des charges futures qui devraient être engagées dans le cadre de la prestation des services prévus dans les contrats d'assurance. Nous gérons les risques d'assurance par la mise en place de politiques et de contrôles efficaces concernant la conception des produits, l'établissement des prix, la souscription et les décisions en matière de sinistres, ainsi que par des ententes de réassurance. Nous examinons régulièrement les modèles d'évaluation, les enquêtes sur les antécédents en lien avec les principales hypothèses actuarielles, l'exposition à la concentration du risque, les limites de rétention et les dépenses prévues au budget.

Risque de marché

Nous sommes exposés au risque de marché, soit le risque que la valeur comptable ou les flux de trésorerie futurs des soldes des contrats d’assurance ou de réassurance ou des actifs financiers fluctuent en raison de changements des prix du marché ou de leur volatilité. Le risque de marché comprend le risque lié aux titres de capitaux propres, le risque de taux d’intérêt, le risque lié à l’écart de taux, le risque de change et le risque d’inflation. Nous gérons notre exposition au risque de marché par l’intermédiaire de nos activités de gestion actif-passif, qui sont élaborées dans le but de nous assurer que notre profil de risque demeure dans les limites de l’appétit pour le risque de la Banque.

Méthodes et hypothèses

L’évaluation des soldes des contrats d’assurance et de réassurance nécessite l’utilisation de plusieurs estimations et hypothèses. Le texte ci-dessous comporte les estimations et hypothèses importantes utilisées qui devraient être lues en parallèle avec les méthodes comptables applicables aux contrats d’assurance et de réassurance décrites à la note 2.

Estimations des flux de trésorerie futurs

Les hypothèses non financières importantes utilisées afin de déterminer les estimations des flux de trésorerie futurs des soldes des contrats d’assurance et de réassurance sont les suivantes :

- *Mortalité, longévité et morbidité* – les estimations de la mortalité pour les contrats d’assurance vie se fondent sur les tables de mortalité des assurés standardisées du secteur, ajustées au besoin pour tenir compte de notre propre expérience. Les estimations de la longévité pour les contrats d’assurance de rente se basent sur les pratiques du secteur en matière de longévité des retraités, ajustées au besoin pour tenir compte de notre propre expérience. Les estimations de la morbidité sont effectuées en fonction des taux de sinistres et de résiliations pour les contrats d’assurance maladie et se basent sur notre propre expérience et celle du secteur.
- *Comportement des titulaires de police* – en vertu de certaines polices, le titulaire de police dispose du droit contractuel de modifier ses indemnités et ses primes et de convertir son contrat en une forme permanente d’assurance. Tous les titulaires de police ont le droit de résilier leur contrat par déchéance. La déchéance signifie que le contrat est résilié pour cause de non-paiement de la prime. Nous établissons les hypothèses quant à la déchéance d’après nos taux de déchéance récents, ajustés pour tenir compte des nouvelles pratiques du secteur, le cas échéant.
- *Charges* – les hypothèses concernant les charges futures directement attribuables et les coûts d’acquisition directement attribuables sont déterminées en fonction d’études de coût internes et de méthodologies de répartition établies, et l’hypothèse financière concernant l’inflation est reflétée dans l’estimation des charges futures.

Taux d’actualisation

Les taux d’actualisation utilisés pour présenter la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs reflètent la valeur temps de l’argent, la devise dans laquelle sont libellés les flux de trésorerie et les caractéristiques des contrats d’assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie qui varient en fonction des rendements d’éléments sous-jacents sont actualisés à des taux qui reflètent cette variabilité. Dans le cas des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements d’éléments sous-jacents, nous utilisons principalement l’approche descendante pour déterminer les taux d’actualisation. Selon cette approche, les taux d’actualisation pour les périodes observables sont déterminés au moyen de courbes de rendement implicites d’un portefeuille d’actifs de référence, ajustées pour éliminer les facteurs (risque de marché et risque de crédit des actifs financiers) qui ne sont pas pertinents pour les contrats d’assurance. Pour les périodes non observables, le taux d’actualisation est interpolé à l’aide du dernier point observable et du taux d’actualisation ultime, qui est composé d’un taux sans risque et d’une prime d’illiquidité. Pour un portefeuille sélectionné, l’approche ascendante est utilisée pour déterminer le taux d’actualisation, qui utilise un taux sans risque plus une prime d’illiquidité pour refléter les caractéristiques des contrats. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer les facteurs de risque de marché et de crédit ainsi que les primes d’illiquidité dans la détermination du taux d’actualisation.

Le tableau ci-après détaille les rendements des titres à intérêts précomptés courants liés au dollar canadien qui sont principalement utilisés pour établir la valeur actualisée des flux de trésorerie ne fluctuant pas en fonction des rendements des éléments sous-jacents pour les contrats d’assurance et de réassurance.

	5 ans	10 ans	20 ans	30 ans	Final
31 octobre 2025	4,3 %	6,0 %	7,3 %	5,1 %	4,1 %
31 octobre 2024	4,2 %	5,6 %	6,0 %	4,2 %	4,1 %

Ajustement au titre du risque

L’ajustement au titre du risque non financier représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l’incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure qu’a lieu la prestation des services prévus au contrat d’assurance. Le risque non financier se compose des risques d’assurance, comme la mortalité et la morbidité, ainsi que d’autres risques, tels que la déchéance et les charges. Nous avons utilisé une approche fondée sur les marges pour déterminer l’ajustement au titre du risque en appliquant une marge aux hypothèses non financières et en actualisant la marge de trésorerie qui en a résulté, selon le même taux d’actualisation qui a été utilisé aux fins d’établissement de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. L’ajustement au titre du risque pour les contrats d’assurance et de réassurance correspond à un coefficient de confiance global d’environ 85 % au 31 octobre 2025 (85 % au 31 octobre 2024). Le coefficient de confiance correspond à la probabilité que la variabilité des flux de trésorerie réels soit inférieure à notre ajustement au titre du risque non financier.

Analyse de sensibilité

Le tableau suivant montre l'incidence sur le bénéfice net, sur le total des capitaux propres et sur la marge sur services contractuels présentée au bilan de modifications raisonnablement possibles aux principales hypothèses du marché et hypothèses non financières dans l'évaluation de nos contrats d'assurance, déduction faite des contrats de réassurance détenus, ce qui est assez semblable à l'évaluation de la sensibilité en fonction de la valeur brute. L'incidence de modifications aux hypothèses non financières est en grande partie affectée à la marge sur services contractuels au bilan consolidé, sauf dans le cas des contrats déficitaires, pour lesquels l'incidence est comptabilisée dans le bénéfice net. L'incidence sur le bénéfice net reflète l'effet des modifications des hypothèses fondées sur le marché et l'effet des modifications de la marge sur services contractuels qui est portée au résultat pour l'exercice. La variation en pourcentage de chaque variable est appliquée à divers modèles existants d'hypothèses actuarielles pour obtenir l'incidence possible sur le bénéfice net et le total des capitaux propres, ainsi que sur la marge sur services contractuels comptabilisée au bilan consolidé. L'analyse porte sur la modification d'une seule hypothèse lorsque toutes les autres hypothèses demeurent inchangées, ce qui, dans les faits, est peu susceptible de se produire. L'addition des incidences présentées dans le tableau pourrait ne pas refléter l'incidence réelle totale d'une modification simultanée de plusieurs hypothèses. Les résultats réels peuvent différer de manière significative de ces estimations.

	Aux et pour les exercices clos les			
	31 octobre 2025		31 octobre 2024	
	Augmentation (diminution) du bénéfice net et du total des capitaux propres	Augmentation (diminution) de la marge sur services contractuels	Augmentation (diminution) du bénéfice net et du total des capitaux propres	Augmentation (diminution) de la marge sur services contractuels
(En millions de dollars canadiens)				
Variables du marché :				
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt du marché (1)	(10)\$	– \$	3 \$	– \$
Diminution de 1 % des taux d'intérêt du marché (1)	5	–	(2) –	
Augmentation de 10 % de la valeur de marché des titres de participation (2)	2	14	–	16
Diminution de 10 % de la valeur de marché des titres de participation (2)	(2)	(16)	–	(18)
Variables non financières :				
Variation défavorable de 2 % des taux de mortalité des assurances vie	(32)	(17)	(45)	(17)
Variation défavorable de 2 % des taux de mortalité des rentiers	(12)	(147)	(1)	(151)
Variation défavorable de 5 % des taux de morbidité	(61)	(187)	(57)	(179)
Variation défavorable de 10 % des taux de déchéance	(21)	(360)	(16)	(334)
Augmentation de 5 % des charges	(6)	(53)	(5)	(52)

(1) La sensibilité aux taux d'intérêt tient compte d'un déplacement parallèle de 100 points de base sur l'ensemble de la courbe des taux à la date de clôture, sans aucun changement au taux sans risque ultime. L'incidence est présentée déduction faite des variations de la juste valeur des actifs financiers détenus relativement à des activités liées à l'assurance.

(2) La sensibilité aux valeurs de marché des titres de participation tient compte d'une variation de 10 % sur l'ensemble des marchés boursiers à la date de clôture, reflétant les variations de la juste valeur des actifs financiers sous-jacents aux contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables.

Note 16 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Caractéristiques des régimes

Nous parrainons un certain nombre de programmes qui fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. La plupart des bénéficiaires des régimes de retraite résident au Canada, et les autres bénéficiaires résident aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Antilles. Les modalités des régimes de retraite, y compris les décisions à l'égard des placements, des prestations de retraite et de la capitalisation, sont dictées par des comités de retraite ou des fiduciaires, qui sont juridiquement distincts de la Banque, ou des dirigeants. Les changements importants aux régimes doivent être approuvés par le Conseil d'administration.

Nos régimes de retraite à prestations définies prévoient des prestations de retraite établies en fonction du nombre d'années de service, des cotisations et du salaire moyen à la retraite. Nos principaux régimes de retraite à prestations définies sont fermés aux nouveaux participants. Les nouveaux employés sont généralement admissibles aux régimes de retraite à cotisations définies. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la région. Nous offrons également des régimes de retraite complémentaires non agréés (non admissibles) à certains dirigeants et cadres dirigeants, lesquels sont habituellement non capitalisés ou capitalisés en partie.

Nos régimes de retraite à cotisations définies prévoient des prestations de retraite établies selon le cumul des cotisations des employés et de la Banque. Les cotisations de la Banque correspondent à un pourcentage du salaire annuel de l'employé et une partie de ces cotisations peut dépendre du montant de la cotisation et du nombre d'années de service de l'employé.

Nos autres principaux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offrent une protection au titre des soins de santé, des soins dentaires, de l'assurance invalidité et de l'assurance vie et ils couvrent des employés actuels et retraités qui résident, pour la plupart, au Canada. Ces régimes ne sont pas capitalisés, sauf si la loi l'exige.

Nous évaluons nos obligations au titre des prestations et nos actifs au titre des régimes de retraite au 31 octobre de chaque année. Tous les régimes sont évalués au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Nous capitalisons nos régimes enregistrés à prestations définies conformément aux montants déterminés sur une base actuarielle qui sont nécessaires pour remplir nos obligations au titre des avantages du personnel en vertu de la législation actuelle relative aux régimes de retraite. En ce qui a trait à notre principal régime de retraite, l'évaluation

actuarielle la plus récente effectuée aux fins de la capitalisation a été réalisée le 1^{er} janvier 2025. La prochaine évaluation actuarielle devra être effectuée au plus tard le 1^{er} janvier 2028.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, les cotisations à nos régimes de retraite (régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies) et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ont totalisé 593 millions de dollars et 95 millions (455 millions et 91 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024), respectivement. Pour 2026, le total des cotisations versées à nos régimes de retraite à prestations définies et à nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi devrait se chiffrer à 651 millions de dollars et à 98 millions, respectivement.

Risques

En raison de la façon dont ils sont conçus, les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Banque à divers risques liés entre autres au rendement des placements, aux réductions des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, à l'augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes, aux niveaux futurs de l'inflation qui auront une incidence sur les augmentations des salaires à l'avenir de même qu'aux hausses futures des coûts des soins de santé. Ces risques diminueront au fil du temps en raison de la fin des nouvelles adhésions à nos principaux régimes de retraite à prestations définies et de la migration vers des régimes à cotisations définies.

Le tableau suivant présente la situation financière de tous nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale, y compris les ententes de retraite conclues avec les dirigeants.

(En millions de dollars canadiens)	Aux			
	31 octobre 2025		31 octobre 2024	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi
Canada				
Juste valeur de l'actif des régimes	17 212 \$	– \$	16 421 \$	– \$
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies	13 558	1 610	13 142	1 563
Surplus (déficit), montant net	3 654 \$	(1 610)\$	3 279 \$	(1 563)\$
Autres pays				
Juste valeur de l'actif des régimes	745 \$	– \$	741 \$	– \$
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies	650	73	638	76
Surplus (déficit), montant net	95 \$	(73)\$	103 \$	(76)\$
Total				
Juste valeur de l'actif des régimes	17 957 \$	– \$	17 162 \$	– \$
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies	14 208	1 683	13 780	1 639
Total du surplus (déficit), montant net	3 749 \$	(1 683)\$	3 382 \$	(1 639)\$
Incidence du plafond de l'actif	(20)	–	(37)	–
Total du surplus (déficit), montant net, compte tenu de l'incidence du plafond de l'actif	3 729 \$	(1 683)\$	3 345 \$	(1 639)\$
Montants comptabilisés aux bilans consolidés				
Actifs au titre des avantages du personnel	4 012 \$	– \$	3 630 \$	– \$
Passifs au titre des avantages du personnel	(283)	(1 683)	(285)	(1 639)
Total du surplus (déficit), montant net, compte tenu de l'incidence du plafond de l'actif	3 729 \$	(1 683)\$	3 345 \$	(1 639)\$

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la situation financière de tous nos régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale, y compris les ententes de retraite conclues avec les dirigeants.

(En millions de dollars canadiens)	Aux ou pour les exercices clos les			
	31 octobre 2025		31 octobre 2024	
	Régimes de retraite à prestations définies (1)	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite à prestations définies (1)	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur de l'actif des régimes au début de la période	17 162 \$	– \$	14 368 \$	– \$
Revenu d'intérêt	812	–	818	–
Réévaluations				
Rendement de l'actif des régimes (excluant le revenu d'intérêt)	631	–	1 991	–
Variation des taux de change	18	–	46	–
Cotisations – employeur	31	95	29	91
Cotisations – participant du régime	41	27	42	24
Paiements	(716)	(122)	(675)	(115)

Regroupements/cessions d'entreprises	–	–	561	–
Autres	(22)	–	(18)	–
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de la période	17 957 \$	– \$	17 162 \$	– \$
Obligation au titre des prestations au début de la période	13 780 \$	1 639 \$	11 727 \$	1 417 \$
Coûts des services rendus au cours de la période	210	34	188	34
Coûts des services passés	49	–	–	(6)
Charges d'intérêt	648	76	668	81
Réévaluations				
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses démographiques	7	15	(167)	(60)
Pertes (gains) actuariels découlant des hypothèses financières	142	8	1 337	132
Pertes (gains) actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	28	5	2	8
Variation des taux de change	19	1	37	3
Cotisations – participant du régime	41	27	42	24
Paievements	(716)	(122)	(675)	(115)
Regroupements/cessions d'entreprises	–	–	621	121
Obligation au titre des prestations à la fin de la période	14 208 \$	1 683 \$	13 780 \$	1 639 \$
Obligation non capitalisée	84 \$	1 683 \$	83 \$	1 639 \$
Obligation entièrement ou partiellement capitalisée	14 124	–	13 697	–
Total de l'obligation au titre des prestations	14 208 \$	1 683 \$	13 780 \$	1 639 \$

(1) Pour les régimes de retraite qui ont un déficit de capitalisation, l'obligation au titre des prestations et la juste valeur de l'actif des régimes se chiffraient à 890 millions de dollars et à 607 millions au 31 octobre 2025, respectivement (929 millions et 665 millions au 31 octobre 2024, respectivement).

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

Le tableau qui suit présente la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi relativement aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale.

	Pour les exercices clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)				
Coût des services rendus au cours de la période	210 \$	188 \$	34 \$	34 \$
Coûts des services passés	49	–	–	(6)
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(164)	(150)	76	81
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	10	3
Frais administratifs	22	18	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	117 \$	56 \$	120 \$	112 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	562	426	–	–
	679 \$	482 \$	120 \$	112 \$

Les coûts des services pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 se sont élevés à 257 millions de dollars (186 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) dans le cas des régimes de retraite au Canada et à 2 millions (2 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) dans le cas des régimes dans les autres pays. La charge (revenu) d'intérêt, montant net, pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 a totalisé (158) millions de dollars (145) millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) dans le cas des régimes de retraite au Canada et (6) millions (5) millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2024) dans le cas des régimes des autres pays.

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Le tableau qui suit présente la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi significatifs à l'échelle internationale.

(En millions de dollars canadiens)	Pour les exercices clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses démographiques	7 \$	(167)\$	14 \$	(50)\$
Modifications des hypothèses financières	142	1 337	6	122
Ajustements liés à l'expérience	28	2	(2)	5
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(631)	(1 991)	—	—
Variation du plafond de l'actif (excluant le revenu d'intérêt)	(17)	(4)	—	—
	(471)\$	(823)\$	18 \$	77 \$

Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 correspondent à des gains de 491 millions de dollars (gains de 818 millions au 31 octobre 2024) dans le cas des régimes de retraite au Canada et à des pertes de 20 millions (gains de 5 millions au 31 octobre 2024) dans le cas des régimes des autres pays.

Politiques et stratégies de placement

L'actif des régimes de retraite à prestations définies est investi prudemment afin de respecter nos obligations à long terme au titre des prestations. Dans le cas des régimes de retraite, la stratégie de placement consiste à détenir un portefeuille de placements diversifié en ce qui a trait à la catégorie d'actifs et à l'emplacement géographique, afin de réduire le risque d'investissement spécifique sur la situation de capitalisation, tout en maximisant les rendements prévus pour respecter les obligations au titre des prestations. L'actif des régimes est investi selon un cadre actif/passif puisque l'investissement est mené en portant une attention particulière aux principaux facteurs de risque ayant une incidence sur les obligations au titre des prestations, soit l'évaluation de la sensibilité aux taux d'intérêt et aux écarts de taux. Au nombre des facteurs pris en considération lors de l'élaboration de notre politique relative à la composition de l'actif figurent, sans s'y limiter :

- la nature des obligations au titre des prestations sous-jacentes, y compris la durée et le profil des échéances des passifs ;
- les données démographiques relatives aux membres, y compris les prévisions à l'égard de l'âge normal de la retraite, des départs et des décès ;
- la situation financière des régimes de retraite ;
- les avantages tirés de la diversification entre diverses catégories d'actifs ;
- le rendement prévu de l'actif, y compris les corrélations des actifs et des passifs ainsi que les exigences de liquidité du régime.

Afin de mettre en œuvre notre politique relative à la composition de l'actif, nous pouvons investir dans des titres d'emprunt, des titres de participation et des placements non traditionnels. Notre position liée à certains types de placements, notamment les actions ordinaires, les titres d'emprunt assortis d'une notation inférieure à BBB et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ne peut être supérieure à un pourcentage défini de la valeur de marché de l'actif de nos régimes de retraite à prestations définies. Nous pouvons recourir aux instruments dérivés soit à titre d'investissement synthétique, afin de reproduire plus efficacement le rendement d'un titre sous-jacent, soit à titre de couverture du risque financier du régime. Afin de gérer notre risque de crédit, lorsque les instruments dérivés ne font pas l'objet d'une compensation centrale, les contreparties doivent détenir des notations minimales et conclure des conventions d'affectation d'actifs en garantie. L'actif de nos régimes de retraite à prestations définies se compose principalement de titres d'emprunt, de titres de participation et de placements non traditionnels. Nos titres de participation sont généralement évalués selon les prix cotés non ajustés sur un marché actif (niveau 1) et nos titres d'emprunt sont généralement évalués selon les prix cotés pour des actifs semblables sur un marché actif (niveau 2). Les placements non traditionnels et les autres placements comprennent la trésorerie, les fonds de couverture et les placements dans des fonds privés, y compris les titres de participation liés à des projets d'infrastructure, les biens immobiliers, les titres de participation et de créance de sociétés fermées. De façon générale, dans le cas des placements dans des fonds privés, aucun prix coté sur un marché n'est disponible (niveau 2 ou 3). Ces actifs sont évalués par un évaluateur indépendant, ou alors leur prix est fixé selon des données observables sur le marché.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, la gestion des placements au titre des régimes à prestations définies était axée sur l'accroissement des placements et des stratégies visant à réduire le risque et à améliorer la diversification et les mesures propres à favoriser le maintien du rendement attendu. Une exposition aux titres d'emprunt est utilisée pour réduire la non-concordance de la durée des actifs et des passifs, et donc la variabilité de la situation de capitalisation des régimes découlant des variations des taux d'intérêt. En raison de la sensibilité de leurs prix aux fluctuations des taux d'intérêt, les titres d'emprunt assortis d'échéances plus longues sont considérés comme une bonne couverture économique du risque lié aux passifs du régime, qui sont aussi actualisés en utilisant surtout les taux d'intérêt des obligations à long terme comme données.

Répartition de l'actif des régimes à prestations définies (1), (2)

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Juste valeur	Pourcentage du total de l'actif des régimes	Prix cotés sur un marché actif (3)	Juste valeur	Pourcentage du total de l'actif des régimes	Prix cotés sur un marché actif (3)
Titres de participation						
Canada	1 198 \$	7 %	100 %	926 \$	5 %	100 %
Autres pays	3 227	18	100	2 306	13	100
Titres d'emprunt						
Obligations d'Etat – Canada (4)	5 312	30	–	5 608	33	–
Obligations d'Etat – Autres pays	84	–	–	145	1	–
Obligations de sociétés et autres obligations	3 489	19	–	3 788	22	–
Placements non traditionnels et autres	4 647	26	7	4 389	26	8
	17 957 \$	100 %	26 %	17 162 \$	100 %	21 %

(1) La répartition de l'actif est fondée sur les placements sous-jacents détenus directement et indirectement par l'entremise de fonds, ce qui cadre avec notre politique et nos stratégies en matière de placement.

(2) Représente le total de l'actif des régimes détenu dans nos régimes du Canada et des autres pays.

(3) Si notre évaluation, à savoir si oui ou non un actif est coté sur un marché actif, était fondée sur des placements directs, 30 % du total de l'actif des régimes serait classé comme étant évalué selon les prix cotés sur un marché actif (25 % au 31 octobre 2024).

(4) Les montants sont présentés déduction faite des titres vendus en vertu de conventions de rachat.

Au 31 octobre 2025, l'actif des régimes comprenait une tranche de 0,4 million de dollars (0,4 million au 31 octobre 2024) de nos actions ordinaires d'une juste valeur de 83 millions (66 millions au 31 octobre 2024) et une tranche de 60 millions (74 millions au 31 octobre 2024) de nos titres d'emprunt. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, les dividendes reçus relativement à nos actions ordinaires détenues dans l'actif des régimes se sont établis à 2 millions de dollars (2 millions au 31 octobre 2024).

Profil des échéances

Le tableau suivant présente le profil des échéances de notre obligation au titre des régimes de retraite à prestations définies.

(En millions de dollars canadiens, sauf pour le nombre de participants et les durées en années)	Au 31 octobre 2025		
	Canada	Autres pays	Total
Nombre de participants aux régimes	68 421	5 851	74 272
Versements réels de prestations en 2025	680 \$	36 \$	716 \$
Versements de prestations prévus en 2026	740	37	777
Versements de prestations prévus en 2027	767	36	803
Versements de prestations prévus en 2028	789	35	824
Versements de prestations prévus en 2029	807	37	844
Versements de prestations prévus en 2030	827	39	866
Versements de prestations prévus entre 2031 et 2035	4 348	200	4 548
Durée moyenne pondérée des paiements de prestations définies	13,0 ans	13,2 ans	13,0 ans

Principales hypothèses

Les méthodes auxquelles nous avons recours pour déterminer les hypothèses importantes utilisées dans le calcul de la charge au titre des prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont décrites ci-après.

Taux d'actualisation

En ce qui a trait aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au Canada, à chaque date d'évaluation, tous les paiements de prestations futurs prévus sont actualisés selon les cours au comptant établis en fonction d'une courbe dérivée des rendements d'obligations de sociétés canadiennes ayant une notation AA. La courbe dérivée est basée sur les taux réels à court et à moyen terme des obligations de sociétés ayant une notation AA et des taux à plus long terme extrapolés. Les taux d'obligations de sociétés ayant une notation AA extrapolés sont tirés des rendements observés des obligations de sociétés ayant une notation A et AA et des obligations de provinces ayant une notation AA. En ce qui a trait aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi des autres pays, à chaque date d'évaluation, tous les paiements de prestations futurs prévus sont actualisés selon les taux au comptant établis en fonction d'une courbe des rendements d'obligations de sociétés locales ayant une notation AA. Les taux au comptant au-delà de 30 ans sont réputés être équivalents au taux au comptant à 30 ans. Le taux d'actualisation correspond au taux unique qui génère une valeur actualisée équivalente à celle calculée à partir de l'ensemble de la courbe d'actualisation. Cette méthode d'évaluation n'est pas fondée sur des hypothèses à l'égard des rendements du réinvestissement.

Taux de croissance de la rémunération future

Les hypothèses liées à la croissance de la rémunération future sont élaborées de façon distincte pour chaque régime, lorsque cela est pertinent, en fonction des hypothèses relatives à l'inflation des prix et des politiques de rémunération dans chacun des marchés, et conformément aux exigences locales prévues par la loi et à celles particulières aux régimes.

Taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé

Le calcul des coûts des soins de santé repose sur des hypothèses relatives aux tendances à long terme et à court terme, lesquelles sont fondées sur l'expérience récente du régime et les attentes du marché.

Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le calcul de l'obligation au titre des prestations

	Aux			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Taux d'actualisation	4,7 %	4,8 %	4,9 %	4,9 %
Taux de croissance de la rémunération future	3,0 %	3,0 %	s.o.	s.o.
Taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé (1)				
– Soins de santé	s.o.	s.o.	3,5 %	3,5 %
– Soins dentaires	s.o.	s.o.	3,5 %	3,5 %

(1) En ce qui a trait aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, les taux tendanciels hypothétiques qui sont utilisés aux fins d'évaluation du coût prévu des avantages liés aux obligations au titre des prestations définies sont aussi les taux tendanciels finaux.

s.o. sans objet

Hypothèses relatives à la mortalité

Les hypothèses relatives à la mortalité sont un élément important de l'évaluation de nos obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies. Ces hypothèses ont été établies selon les statistiques propres à chaque pays. L'amélioration future de l'espérance de vie est prise en compte, s'il y a lieu. Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses relatives à la mortalité utilisées pour les principaux régimes.

(En années)	Aux							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Espérance de vie à 65 ans pour un membre actuellement âgé de				Espérance de vie à 65 ans pour un membre actuellement âgé de			
	65 ans		45 ans		65 ans		45 ans	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Pays								
Canada	23	24	24	25	23	24	24	25
Royaume-Uni	22	24	23	25	22	24	23	25

Analyse de sensibilité

Les hypothèses utilisées peuvent avoir une incidence importante sur la valeur des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et sont fondées sur l'expérience passée et les données du marché. L'augmentation (la diminution) de l'obligation dans le tableau ci-dessous a été déterminée pour les hypothèses clés en présumant que toutes les autres hypothèses demeuraient inchangées. Dans les faits, il est peu probable que cela arrive, car les changements de certaines hypothèses peuvent être corrélés. Le tableau ci-dessous présente une analyse de sensibilité des hypothèses clés pour 2025.

	Augmentation (diminution) de l'obligation	
	Régimes de retraite à prestations définies	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi
(En millions de dollars canadiens)		
Taux d'actualisation		
Incidence d'une augmentation de 100 p.b. du taux d'actualisation	(1 597)\$	(182)\$
Incidence d'une diminution de 100 p.b. du taux d'actualisation	1 967	224
Taux de croissance de la rémunération future		
Incidence d'une augmentation de 50 p.b. du taux de croissance de la rémunération future	24	–
Incidence d'une diminution de 50 p.b. du taux de croissance de la rémunération future	(25)	–
Taux de mortalité		
Incidence d'une augmentation de l'espérance de vie d'une année supplémentaire	380	23
Taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé		
Incidence d'une augmentation de 100 p.b. du taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé	s.o.	51
Incidence d'une diminution de 100 p.b. du taux tendanciel en matière de coûts des soins de santé	s.o.	(43)
s.o. sans objet		

Note 17 Autres passifs

	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Créditeurs et charges à payer	1 663 \$	1 475 \$
Intérêts courus à payer	11 784	13 226
Garanties en espèces	22 133	19 582
Passifs au titre des marchandises	17 692	13 996
Revenu différé	4 277	4 149
Impôt différé	484	542
Dividendes à payer	2 306	2 123
Passifs au titre des avantages du personnel	1 966	1 924
Obligations locatives	4 586	4 673
Instruments négociables	1 609	1 702
Sommes à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	9 487	8 270
Paie et rémunération connexe	13 574	11 781
Passifs au titre des métaux précieux	3 196	743
Dotations	782	793
Emprunts à court terme des filiales	2 804	–
Impôt à payer	2 852	2 398
Autres	7 396	7 335
	108 591 \$	94 712 \$

Note 18 Débentures subordonnées

Les débentures sont des obligations non garanties dont le remboursement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Les montants ci-dessous sont présentés déduction faite de nos participations dans ces débentures, et comprennent l'incidence des couvertures de la juste valeur aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt.

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants libellés en devises)				Aux	
Echéance	Date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée	Taux d'intérêt	Libellés en devises (en millions)	31 octobre 2025	31 octobre 2024
27 janvier 2026 (1)		4,65 %	1 500 \$ US	2 091 \$	2 026 \$
23 décembre 2029 (1), (2)	23 décembre 2024	2,88 %		–	1 495
30 juin 2030 (1), (3)	30 juin 2025	2,088 %		–	1 219
3 novembre 2031 (1)	3 novembre 2026	2,14 % (4)		1 628	1 708
3 mai 2032 (1)	3 mai 2027	2,94 % (5)		984	955
28 janvier 2033 (1)	28 janvier 2028	1,67 % (6)		967	935
1 ^{er} février 2033 (1)	1 ^{er} février 2028	5,01 % (7)		1 520	1 461
3 avril 2034 (1)	3 avril 2029	5,096 % (8)		2 038	2 020
8 août 2034 (1)	8 août 2029	4,829 % (9)		1 273	1 263
4 février 2035 (1)	4 février 2030	4,279 % (10)		1 512	–
3 juillet 2035 (1)	3 juillet 2030	4,214 % (11)		1 250	–
17 juillet 2035 (1)	17 juillet 2030	1,963 % (12)	26 000 ¥	232	–
1 ^{er} octobre 2083	Toute date de paiement des intérêts	(13)		224	224
1 ^{er} novembre 2083	Toute date de paiement des intérêts	(14)		9	9
29 juin 2085	Toute date de paiement des intérêts	(15)	174 \$ US	243	241
Coûts de financement différés				13 971 \$ (10)	13 556 \$ (10)
				13 961 \$	13 546 \$

(1) Les billets sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de deuxième catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet peut être converti en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique dont le multiplicateur est 1,5, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions émises est déterminé en multipliant la valeur nominale du billet (y compris les intérêts courus et impayés sur ce billet) par le multiplicateur, puis en divisant le total par le prix de conversion.

(2) Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débentures subordonnées à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

(3) Le 30 juin 2025, nous avons racheté la totalité des 1 250 millions de dollars de nos débentures subordonnées à 2,088 % en cours échéant le 30 juin 2030, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

(4) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 0,93 %.

(5) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,08 %.

(6) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 0,87 %.

(7) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 2,12 %.

(8) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,56 %.

(9) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,55 %.

(10) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,45 %.

(11) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux CORRA composé quotidiennement, majoré de 1,51 %.

(12) Portent intérêt au taux stipulé jusqu'à la date de rachat à la valeur nominale la plus rapprochée et, par la suite, au taux moyen des swaps du taux d'intérêt moyen au jour le jour de Tokyo sur cinq ans, majoré de 1,02 %.

(13) Portent intérêt au taux de 0,50 %, majoré de la moyenne des cours moyens du marché des bons du Trésor du gouvernement du Canada venant à échéance environ 30 jours après la date d'établissement des cours.

(14) Portent intérêt au taux de 0,75 %, majoré de la moyenne des cours moyens du marché des bons du Trésor du gouvernement du Canada venant à échéance environ 30 jours après la date d'établissement des cours.

(15) Portent intérêt au taux de 0,44911 %, majoré du taux SOFR composé. En cas de réduction du dividende annuel que nous déclarons sur nos actions ordinaires, les intérêts à payer sur les débentures sont réduits au prorata de la réduction du dividende, et le montant de la réduction des intérêts est payable à même le produit de la vente d'actions ordinaires nouvellement émises.

Tous les rachats, annulations et échanges de débentures subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du BSIF.

Tableau des échéances

L'ensemble des échéances des débetures subordonnées, selon les dates d'échéance prévues dans les modalités d'émission, s'établit comme suit :

(En millions de dollars canadiens)	Au
	31 octobre 2025
Moins de 1 an	2 091 \$
De 1 à 5 ans	—
De 5 à 10 ans	11 404
Par la suite	476
	13 971 \$

Note 19 Titres de participation**Capital social****Capital social autorisé**

Actions privilégiées – Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang sans valeur nominale, pouvant être émises en série ; la contrepartie globale ne pouvant excéder 30 milliards de dollars pour la totalité des actions privilégiées de premier rang en circulation à tout moment et 5 milliards pour la totalité des actions privilégiées de second rang pouvant être émises.

Actions ordinaires – Un nombre illimité d'actions sans valeur nominale peut être émis.

Capital social en circulation

Le tableau suivant présente en détail nos actions ordinaires, nos actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation.

(En millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Aux et pour les exercices clos les					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises						
Solde au début de la période	1 415 080	21 013 \$		1 402 373	19 398 \$	
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	796	77		1 746	168	
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	—	—		11 850	1 460	
Rachetées aux fins d'annulation (2)	(15 241)	(227)		(889)	(13)	
Solde à la fin de la période	1 400 635	20 863 \$	6,04 \$	1 415 080	21 013 \$	5,60 \$
Actions propres – ordinaires						
Solde au début de la période (3)	(576)	(61)\$		(1 862)	(231)\$	
Achats	(41 204)	(5 811)		(43 995)	(5 302)	
Ventes	41 259	5 762		45 281	5 472	
Solde à la fin de la période (3)	(521)	(110)\$		(576)	(61)\$	
Actions ordinaires en circulation	1 400 114	20 753 \$		1 414 504	20 952 \$	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis						
Actions privilégiées de premier rang (4)						
A taux fixe et à dividende non cumulatif						
Série BH	6 000	150 \$	1	6 000	150 \$	1,23 \$
Série BI	6 000	150	1	6 000	150	1,23
A taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif						
Série BD (5)	—	—	0,80	24 000	600	0,80
Série BF (6)	12 000	300	0,75	12 000	300	0,75
Série BO	14 000	350	1,47	14 000	350	1,40
Série BT (7)	750	750	4,20 %	750	750	4,20 %
Série BU (7)	750	750	7,408 %	750	750	7,408 %
Série BW (7)	600	600	6,698 %	600	600	6,698 %
Autres instruments de capitaux propres						

Billets de capital à recours limité (LRCN)						
Série 1 (8)	–	–	4,50 %	1 750	1 750	4,50 %
Série 2 (9), (10)	1 250	1 250	4,00 %	1 250	1 250	4,00 %
Série 3 (9), (10)	1 000	1 000	3,65 %	1 000	1 000	3,65 %
Série 4 (9), (10)	1 000	1 370	7,50 %	1 000	1 370	7,50 %
Série 5 (9), (10)	1 000	1 396	6,35 %	–	–	–
Série 6 (9), (10)	1 250	1 708	6,75 %	–	–	–
Série 7 (9), (10)	1 350	1 869	6,50 %	–	–	–
	46 950	11 643 \$		69 100	9 020 \$	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres						
Solde au début de la période (3)	13	11 \$		(9)	(9)\$	
Achats	(4 431)	(4 916)		(1 921)	(1 225)	
Ventes	4 453	4 937		1 943	1 245	
Solde à la fin de la période (3)	35	32 \$		13	11 \$	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	46 985	11 675 \$		69 113	9 031 \$	

(1) Comprend les ajustements de la juste valeur des options sur actions de 5 millions de dollars (10 millions au 31 octobre 2024).

(2) Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires a pris fin le 11 juin 2025. Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires, qui débutera le 12 juin 2025 et se poursuivra jusqu'au 11 juin 2026, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons acheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 2 768 millions de dollars (coût moyen de 181,59 \$ par action) et d'une valeur comptable de 227 millions (valeur comptable de 14,88 \$ par action). Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2024, dans le cadre de l'offre publique précédente de rachat dans le cours normal des activités, nous avons acheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 140 millions de dollars (coût moyen de 157,74 \$ par action) et d'une valeur comptable de 13 millions (valeur comptable de 14,83 \$ par action).

(3) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.

(4) Les actions privilégiées de premier rang ont été émises au prix de 25 \$ par action, à l'exception des actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BT (série BT), des actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BU (série BU) et des actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BW (série BW), qui ont été émises pour un prix de 1 000 \$ par action.

(5) Le 24 mai 2025, nous avons racheté la totalité des 24 millions de nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BD émises et en circulation à un prix de 25,00 \$ l'action.

(6) Le 24 novembre 2025, nous avons racheté la totalité des 12 millions de nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BF émises et en circulation à un prix de 25,00 \$ l'action.

(7) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.

(8) Le 24 octobre 2025, nous avons racheté la totalité de nos 1,75 million d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BQ émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ l'action. En raison du rachat des actions de série BQ, nous avons automatiquement racheté les billets LRCN de série 1 d'un capital de 1,75 milliard de dollars à la même date, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

(9) Les billets LRCN de série 2 et 3 ont été émis au prix de 1 000 \$ par billet et les billets LRCN de série 4, 5, 6 et 7, au prix de 1 000 \$ US par billet. Le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(10) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BR (série BR). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BS (série BS). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 4, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BV (série BV). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 5, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BX (série BX). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 6, nous avons émis 1 250 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BY (série BY). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 7, nous avons émis 1 350 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BZ (série BZ). Les actions privilégiées des séries BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune, et les actions privilégiées des séries BV, BX, BY et BZ ont été émises au prix de 1 000 \$ US chacune. Ces actions privilégiées ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec les séries de billets LRCN.

Principales modalités des actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis

Au 31 octobre 2025	Taux de rendement annuel de la période considérée	Prime	Dividende par action de la période considérée (1)	Date de rachat la plus rapprochée (2)	Date d'émission	Prix de rachat (2), (3)
Actions privilégiées						
Actions privilégiées de premier rang						
A taux fixe et à dividende non cumulatif			0,30625	\$ 24 novembre 2020	5 juin 2015	25,00 \$
Série BH (4)	4,90 %					
Série BI (4)	4,90 %		0,30625	24 novembre 2020	22 juillet 2015	25,00
A taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif (5)						
Série BF (4)	3,00 %	2,62 %	0,1875	24 novembre 2020	13 mars 2015	25,00
Série BO (4)	5,885 %	2,38 %	0,3678125	24 février 2024	2 novembre 2018	25,00
Série BT (4)	4,20 %	2,71 %	21,00	24 janvier 2027	5 novembre 2021	1 000,00
Série BU (4)	7,408 %	3,90 %	37,04	25 janvier 2029	25 janvier 2024	1 000,00
Série BW (4)	6,698 %	3,40 %	33,49	24 octobre 2029	24 juillet 2024	1 000,00
Autres instruments de capitaux propres						
Billets de capital à recours limité (6)						
		3,617 %	s.o.	24 janvier 2026	2 novembre 2020	1 000,00
Série 2 (7)	4,00 %					
Série 3 (8)	3,65 %	2,665 %	s.o.	24 octobre 2026	8 juin 2021	1 000,00
Série 4 (9)	7,50 %	2,887 %	s.o.	2 mai 2029	24 avril 2024	1 000,00 \$ US
Série 5 (10)	6,35 %	2,257 %	s.o.	24 novembre 2034	1 ^{er} novembre 2024	1 000,00 \$ US
Série 6 (11)	6,75 %	2,815 %	s.o.	24 août 2030	11 juin 2025	1 000,00 \$ US
Série 7 (12)	6,50 %	2,462 %	s.o.	24 novembre 2035	23 septembre 2025	1 000,00 \$ US

(1) Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées de chacune des séries, à l'exception des séries BT, BU et BW, sont payables trimestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le Conseil d'administration, le 24 de chaque mois de février, de mai, d'août et de novembre. Des dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées des séries BT, BU et BW sont payables semestriellement, selon les modalités et les dates déterminées par le Conseil d'administration.

(2) Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons, à compter des dates précisées ci-dessus, racheter les actions privilégiées de premier rang. Dans le cas des actions de séries BF et BO, elles peuvent être rachetées en espèces à un prix de 25 \$ par action si les actions sont rachetées à la date de rachat la plus rapprochée et à la même date tous les cinq ans par la suite. Dans le cas des actions de séries BH et BI, elles peuvent être rachetées en espèces, à un prix de 26 \$ par action si les actions sont rachetées au cours de la période de 12 mois commençant à la date de rachat la plus rapprochée, diminué de 0,25 \$ pour chaque période de 12 mois subséquente jusqu'à atteindre le prix par action de 25 \$ si les actions sont rachetées quatre ans après la date de rachat la plus rapprochée ou par la suite. Dans le cas des actions de séries BT et BW, elles peuvent être rachetées en espèces à un prix de 1 000 \$ si les actions sont rachetées au cours de la première période de rachat allant du 24 janvier 2027 au 24 février 2027 et de la première période de rachat allant du 24 octobre 2029 au 24 novembre 2029, respectivement, et au cours de la même période de rachat tous les cinq ans par la suite. Dans le cas des actions de série BU, elles peuvent être rachetées en espèces à un prix de 1 000 \$ si les actions sont rachetées au cours de la première période de rachat allant du 25 janvier 2029 au 24 février 2029 et au cours de la période allant du 24 janvier au 24 février, inclusivement, tous les cinq ans par la suite.

(3) Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter aux fins d'annulation des actions privilégiées de premier rang de chacune des séries, au prix ou aux prix les plus bas auxquels, selon le Conseil d'administration, ces actions peuvent être obtenues.

(4) Les actions privilégiées sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque action privilégiée peut être convertie en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un multiplicateur de 1 et à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions émises est déterminé en divisant la valeur d'une action privilégiée par le prix de conversion.

(5) Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée ou au dernier jour de la période de rachat, s'il y a lieu, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de la prime indiquée. Les détenteurs d'actions de séries BF et BO ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus la prime indiquée.

(6) Le taux de rendement annuel de chaque série de billets LRCN correspond au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture. Les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré, et le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut. Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat d'une série de billets LRCN, iii) le non-paiement du capital à l'échéance d'une série de billets LRCN ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets LRCN, les porteurs de billets LRCN n'auront de recours qu'à l'égard des actifs (actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée en lien avec les séries de billets LRCN, et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie pour chaque série de billets LRCN épuiserait toutes nos obligations à l'égard de chaque série de billets LRCN. Les billets LRCN sont assortis de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, chaque billet est automatiquement racheté, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique de la série d'actions privilégiées qui avaient été émises parallèlement aux billets LRCN. Les modalités de chaque série d'actions privilégiées comprennent une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque série d'actions privilégiées sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées (1 000 \$, plus les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie revenant à ce porteur. Sous réserve du consentement du BSIF, nous pouvons racheter aux fins d'annulation des billets LRCN à ce prix ou à ces prix et selon les modalités que nous pouvons, à notre entière discrétion, déterminer, sous réserve du respect des lois applicables à l'achat de billets.

(7) Les billets LRCN de série 2 portent intérêt à un taux fixe de 4,0 % par année jusqu'au 24 février 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 3,617 % jusqu'à l'échéance, le 24 février 2081. L'intérêt est versé semestriellement vers le 24 des mois de février et d'août. Les billets LRCN de série 2 sont rachetables pendant la période allant du 24 janvier au 24 février, inclusivement, à partir de 2026 et chaque cinq ans par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BR selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).

(8) Les billets LRCN de série 3 portent intérêt à un taux fixe de 3,65 % par année jusqu'au 24 novembre 2026 et, par la suite, à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à 5 ans majoré de 2,665 % jusqu'à l'échéance, le 24 novembre 2081. L'intérêt est versé semestriellement vers le 24 des mois de mai et de novembre. Les billets LRCN de série 3 sont rachetables pendant la période allant du 24 octobre au 24 novembre, inclusivement, à partir de 2026 et chaque cinq ans par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BS selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).

(9) Les billets LRCN de série 4 portent intérêt au taux fixe de 7,5 % par année jusqu'au 2 mai 2029, et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis, majoré de 2,887 % jusqu'à l'échéance le 2 mai 2084. L'intérêt est versé chaque trimestre vers le deuxième jour des mois de février, de mai, d'août et de novembre. Les billets LRCN de série 4 sont rachetables le 2 mai 2029 ainsi que le deuxième jour des mois de février, de mai, d'août et de novembre par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BV selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).

(10) Les billets LRCN de série 5 portent intérêt au taux fixe de 6,35 % par année jusqu'au 24 novembre 2034, et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans, majoré de 2,257 %, jusqu'à l'échéance le 24 novembre 2084. L'intérêt est versé chaque trimestre vers le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre. Les billets LRCN de série 5 sont rachetables le 24 novembre 2034 ainsi que le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BX selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).

(11) Les billets LRCN de série 6 portent intérêt au taux fixe de 6,75 % par année jusqu'au 24 août 2030, et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans, majoré de 2,815 %, jusqu'à l'échéance le 24 août 2085. L'intérêt est versé chaque trimestre vers le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre. Les billets LRCN de série 6 sont rachetables le 24 août 2030 ainsi que le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BY selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).

(12) Les billets LRCN de série 7 portent intérêt au taux fixe de 6,50 % par année jusqu'au 24 novembre 2035, et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans, majoré de 2,462 %, jusqu'à l'échéance le 24 novembre 2085. L'intérêt est versé chaque trimestre vers le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre. Les billets LRCN de série 7 sont rachetables le 24 novembre 2035 ainsi que le 24 des mois de février, de mai, d'août et de novembre par la suite, dans la mesure où nous rachetons les actions de série BZ selon leurs modalités, sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada).
s.o. sans objet

Restrictions relatives au paiement des dividendes

La *Loi sur les banques* (Canada) nous interdit de déclarer des dividendes sur nos actions privilégiées ou ordinaires si, ce faisant, nous contrevenons, ou contreviendrons, aux règles relatives à la suffisance des fonds propres et aux liquidités ou à toute autre directive de réglementation publiée en vertu de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons en aucun cas verser des dividendes sur nos actions ordinaires tant que la totalité des dividendes sur nos actions privilégiées n'ont pas été déclarés et versés, ou réservés aux fins du versement. Actuellement, ces restrictions ne limitent pas le versement de dividendes sur nos actions privilégiées et ordinaires.

Régime de réinvestissement des dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes (RRD) offre aux actionnaires ordinaires et privilégiés la possibilité de recevoir des actions ordinaires additionnelles plutôt que des dividendes en espèces. Le régime n'est offert qu'aux actionnaires résidant au Canada ou aux Etats-Unis. Les exigences de notre RRD sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025 et des troisième et quatrième trimestres de l'exercice clos le 31 octobre 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre. Au cours des premier et deuxième trimestres de l'exercice clos le 31 octobre 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen de l'émission à escompte d'actions propres.

Actions disponibles pour émission future

Au 31 octobre 2025, 14,8 millions d'actions ordinaires étaient disponibles pour émission future dans le cadre de notre régime et de l'exercice potentiel d'options sur actions en cours. En outre, nous pourrions émettre un maximum de 38,9 millions d'actions propres ordinaires en vertu du Régime général d'épargne et d'achat de titres de la RBC, approuvé par les actionnaires le 26 février 2009.

Note 20 Rémunération fondée sur des actions

Régimes d'options sur actions

Nous offrons des régimes d'options sur actions à certains employés clés. En vertu de ces régimes, des options sont périodiquement octroyées pour acquérir des actions ordinaires. Le prix d'exercice de la majorité des options octroyées correspond au cours moyen pondéré en fonction du volume d'un lot régulier (100 actions) de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto : i) le jour précédant le jour de l'octroi ou ii) pour les cinq jours de bourse consécutifs précédant immédiatement le jour de l'octroi, selon le plus élevé des deux montants. Le prix d'exercice des options octroyées restantes correspond au cours de clôture de notre action ordinaire à la Bourse de New York à la date d'octroi. Les droits des options sont acquis sur une période de quatre ans et celles-ci peuvent être exercées pour une période n'excédant pas dix ans à partir de la date d'octroi. La charge de rémunération comptabilisée pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, à l'égard des régimes d'options sur actions, s'est établie à 18 millions de dollars (16 millions au 31 octobre 2024). Au 31 octobre 2025, la charge de rémunération liée aux options dont les droits n'étaient pas acquis s'élevait à 9 millions de dollars (9 millions au 31 octobre 2024) et devait être amortie sur une période moyenne pondérée de 2,0 ans (2,0 ans au 31 octobre 2024). Une analyse de la fluctuation du nombre d'options et de la moyenne pondérée du prix d'exercice est présentée ci-après :

Sommaire des activités visant les options sur actions et information connexe

	Pour les exercices clos			
	Le 31 octobre 2025		Le 31 octobre 2024	
	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (1)	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (1)
(En dollars canadiens par action, sauf le nombre d'options)				
En cours au début de la période	7 375	113,00 \$	7 767	106,01 \$
Octroyées	916	177,97	1 666	125,37
Exercées (2), (3)	(796)	90,31	(1 720)	91,03
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(5)	114,04	(338)	124,64
En cours à la fin de la période	7 490	123,37 \$	7 375	113,00 \$
Pouvant être exercées à la fin de la période	3 522	105,02 \$	3 212	97,02 \$
(1) Les prix d'exercice moyens pondérés reflètent la conversion d'options libellées en devises aux taux de change en vigueur aux 31 octobre 2025 et 2024. En ce qui a trait aux options libellées en devises exercées au cours de l'exercice, les prix d'exercice moyens pondérés sont convertis aux taux de change à la date de règlement.				
(2) Le montant en espèces reçu par suite de l'exercice d'options au cours de l'exercice s'est élevé à 72 millions de dollars (157 millions au 31 octobre 2024), et le prix d'exercice moyen pondéré à la date d'exercice s'est établi à 179,45 \$ (144,69 \$ au 31 octobre 2024).				
(3) De nouvelles actions ont été émises pour toutes les options sur actions exercées en 2025 et 2024.				

Options en cours au 31 octobre 2025 par fourchette de prix d'exercice

(En dollars canadiens par action, sauf le nombre d'options et d'années)	Options en cours			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en cours (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (1)	Durée de vie contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	Nombre d'options exerçables (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (1)
74,39 \$ – 96,55 \$	1 031	93,27 \$	2,04	1 031	93,27 \$
102,33 \$ – 104,70 \$	1 067	103,95	3,46	1 067	103,95
106,00 \$ – 106,00 \$	930	106,00	5,12	930	106,00
125,37 \$ – 129,99 \$	2 579	127,21	7,32	494	129,99
131,64 \$ – 177,97 \$	1 883	154,17	8,10	–	–
	7 490	123,37 \$	5,97	3 522	105,02 \$

(1) Les prix d'exercice moyens pondérés reflètent la conversion d'options libellées en devises au taux de change en vigueur au 31 octobre 2025.

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025 a été estimée à 20,45 \$ (13,60 \$ au 31 octobre 2024). Cette estimation a été déterminée au moyen du modèle de Black et Scholes à la date de l'octroi, en tenant compte des modalités particulières en vertu desquelles les options sont octroyées, notamment la période d'acquisition des droits, et la volatilité prévue du cours de l'action estimée en fonction de la volatilité moyenne historique du cours de l'action pendant une période historique correspondant à la durée de vie prévue des options. Le tableau suivant présente un sommaire des hypothèses utilisées aux fins de la détermination de la juste valeur des options octroyées.

Hypothèses moyennes pondérées

(En dollars canadiens par action, sauf les pourcentages et les années)	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
Cours de l'action à la date de l'octroi	177,97 \$	128,62 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,00 %	3,29 %
Rendement prévu des actions	3,85 %	4,20 %
Volatilité prévue du cours des actions	17 %	16 %
Durée de vie prévue des options	6 ans	6 ans

Régimes d'épargne et d'actionnariat des employés

Nous offrons à plusieurs employés l'occasion de détenir nos actions ordinaires au moyen de régimes d'épargne et d'actionnariat. En vertu de ces régimes, les employés peuvent généralement verser des cotisations variant entre 1 % et 10 % de leur salaire annuel ou sur la base de prestations pour les employés touchant des commissions. Pour chaque cotisation se situant dans une fourchette de 1 % à 6 %, nous constituerons généralement un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé dans nos actions ordinaires. Pour le régime d'épargne RBC Dominion valeurs mobilières^{MC}, notre cotisation annuelle maximale s'établit à 4 500 \$ par employé. Pour le régime d'intéressement RBC RU, notre cotisation annuelle maximale est fixée à 1 500 £ par employé. En vertu de ces régimes, nous avons versé 164 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2025 (154 millions au 31 octobre 2024) pour l'acquisition de nos actions ordinaires. Au 31 octobre 2025, un total de 34 millions d'actions ordinaires étaient détenues en vertu de ces régimes (35 millions d'actions ordinaires au 31 octobre 2024).

Régimes d'unités d'actions différées et autres régimes

Nous offrons des régimes d'unités d'actions différées aux dirigeants, à certains employés clés et aux administrateurs qui ne sont pas des employés de la Banque. En vertu de ces régimes, les participants peuvent choisir de recevoir la totalité ou un pourcentage de leur prime de rendement annuelle variable à court terme, de leur commission ou de leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées. Le choix de participer au régime doit être fait avant le début de l'exercice. Les unités d'actions différées génèrent des dividendes sous forme d'unités d'actions additionnelles au taux des dividendes sur des actions ordinaires. Le participant ne peut convertir ces unités d'actions qu'au moment de prendre sa retraite ou lorsqu'il quitte son poste. La valeur en espèces des unités d'actions différées équivaut à la valeur de marché des actions ordinaires à la date de conversion.

Nous offrons un régime d'attribution d'unités pour certains employés clés du secteur Marchés des Capitaux. La prime est investie en unités d'actions de RBC et un pourcentage précis des droits est acquis chaque année, à des dates anniversaires précises à chaque année. Le montant de chaque tranche de droits acquis est payé en espèces et est fondé sur le nombre initial d'unités d'actions attribué plus les dividendes cumulés évalués selon le cours de clôture moyen des actions ordinaires de RBC pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'acquisition des droits.

Nous offrons à certains employés clés des régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement ; les droits rattachés à ces actions s'acquiescent après trois ans. Lorsque les droits sont acquis, l'attribution est habituellement payée en espèces et est fondée sur le nombre initial

d'unités d'actions de RBC attribuées plus les dividendes cumulés, évalués selon le cours de clôture moyen des actions ordinaires de RBC pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'acquisition des droits. Aux termes de certains régimes, une partie des attributions peut être augmentée ou diminuée d'au plus 25 %, selon le rendement total pour les actionnaires que nous avons obtenu par rapport à celui d'un ensemble défini d'institutions financières mondiales homologues.

Nous maintenons des régimes de rémunération différée non admissibles pour certains employés clés aux États-Unis. Ces régimes permettent aux employés admissibles de différer une partie de leur revenu annuel et diverses primes à la productivité et au recrutement et de répartir les reports parmi certains fonds, y compris un fonds d'actions RBC qui suit de près la valeur de nos actions ordinaires.

Le tableau suivant présente les unités attribuées dans le cadre des régimes d'actions différées et des autres régimes pour l'exercice.

Unités attribuées dans le cadre des régimes d'unités d'actions différées et autres régimes

	Pour les exercices clos			
	Le 31 octobre 2025		Le 31 octobre 2024	
	Unités attribuées (en milliers)	Juste valeur moyenne pondérée par unité	Unités attribuées (en milliers)	Juste valeur moyenne pondérée par unité
(Unités et montants par unité)				
Régimes d'unités d'actions différées	438	176,00 \$	550	134,64 \$
Régime d'attribution d'unités du secteur Marchés des Capitaux	3 147	203,17	3 053	167,79
Régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement	2 202	178,57	2 848	123,83
Régimes de rémunération différée	85	172,35	86	132,99
Autres régimes fondés sur des actions	886	177,42	1 108	129,38
	6 758	189,63 \$	7 645	143,07 \$

Notre passif au titre des attributions octroyées aux termes des régimes d'unités d'actions différées et des autres régimes est évalué à la juste valeur, en fonction du cours du marché de nos actions ordinaires et de certains fonds, s'il y a lieu.

Annuellement, notre obligation augmente du nombre d'unités acquises par les participants au régime et est compensée par les renonciations, les annulations et le règlement d'unités acquises. De plus, les fluctuations des cours de nos actions ordinaires et de certaines parts de fonds influent sur notre obligation. Dans le cas des régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement, le résultat estimatif de l'atteinte du rendement cible a également une incidence sur notre obligation.

Les tableaux suivants présentent les unités obtenues par les participants, nos obligations à l'égard de ces unités obtenues au titre des régimes d'unités d'actions différées et des autres régimes, et les charges (économies) de rémunération connexes comptabilisées pour l'exercice.

Obligations au titre des régimes d'unités d'actions différées et autres régimes

	Aux			
	31 octobre 2025		31 octobre 2024	
	Unités (en milliers)	Valeur comptable	Unités (en milliers)	Valeur comptable
(En millions de dollars canadiens sauf le nombre d'unités)				
Régimes d'unités d'actions différées	6 324	1 299 \$	6 243	1 051 \$
Régime d'attribution d'unités du secteur Marchés des Capitaux	8 762	1 788	9 593	1 603
Régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement	6 170	1 267	6 068	1 022
Régimes de rémunération différée (1)	1 972	405	2 109	355
Autres régimes fondés sur des actions	2 258	434	2 394	363
	25 486	5 193 \$	26 407	4 394 \$

(1) Exclut les obligations qui ne sont pas établies en fonction du cours du marché de nos actions ordinaires.

Charges de rémunération comptabilisées au titre des régimes d'unités d'actions différées et autres régimes

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Régimes d'unités d'actions différées	292 \$	395 \$
Régime d'attribution d'unités du secteur Marchés des Capitaux	519	643
Régimes d'attribution d'actions différées en fonction du rendement	645	685
Régimes de rémunération différée	645	797
Autres régimes fondés sur des actions	237	276
	2 338 \$	2 796 \$

Note 21 Impôt sur le résultat

Composantes de la charge d'impôt

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Charge (économie) d'impôt présentée dans les états consolidés du résultat net		
Impôt exigible	5 534 \$	4 829 \$
Charge d'impôt pour l'exercice considéré	106	298
Ajustements au titre des exercices précédents	(4)	(4)
Economie découlant d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou d'une différence temporaire d'une période précédente non comptabilisés antérieurement	5 534 \$	4 829 \$
	5 636	5 123
Impôt différé		
Naissance et résorption des différences temporaires	(118)	(1 118)
Ajustements au titre des exercices précédents	(235)	(383)
Economie découlant d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou d'une différence temporaire d'une période précédente non comptabilisés antérieurement, montant net	(1)	–
	(354)	(1 501)
	5 282	3 622
Charge (économie) d'impôt présentée dans les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres		
Autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	219	302
Dotations à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	(3)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(39)	(39)
Profits (pertes) de change latents	1	(11)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(118)	(195)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	287	105
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(255)	(309)
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel	124	202
Profits nets (pertes nettes) résultant de la variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(342)	(399)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	39	43
Attributions de rémunération fondée sur des actions	(36)	(12)
Distributions sur les autres instruments de capitaux propres et frais d'émission	(134)	(69)
	(255)	(385)
Total de la charge d'impôt	5 027 \$	3 237 \$

Le tableau suivant présente une analyse des différences entre la charge d'impôt présentée dans les états consolidés du résultat net et les montants calculés au taux d'imposition canadien prévu par la loi.

Rapprochement avec le taux d'imposition prévu par la loi

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos			
	Le 31 octobre 2025		Le 31 octobre 2024	
Impôt sur le résultat au taux d'imposition canadien prévu par la loi	7 105 \$	27,7 %	5 502 \$	27,7 %
Augmentation (diminution) de l'impôt attribuable à ce qui suit :				
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales (1)	(1 810)	(7,1)	(1 971)	(9,9)
Bénéfice tiré de titres exonéré d'impôt	(34)	(0,1)	(52)	(0,3)
Autres	21	0,1	143	0,7
Impôt sur le résultat présenté dans les états consolidés du résultat net/taux d'imposition effectif	5 282 \$	20,6 %	3 622 \$	18,2 %

(1) Comprend la charge d'impôt exigible au titre du deuxième pilier. Le plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques visant à lutter contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert du bénéfice comprend l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). En ce qui nous concerne, les dispositions législatives sur le deuxième pilier s'appliquent depuis le 1^{er} novembre 2024 dans certains pays où RBC exerce ses activités, notamment en vertu de la *Loi sur l'impôt minimum mondial* au Canada. La charge d'impôt exigible au titre du deuxième pilier comprend à la fois l'impôt complémentaire national à payer dans des territoires étrangers et l'impôt sur le résultat à payer au Canada selon la règle d'inclusion du revenu. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, la charge d'impôt exigible au titre du deuxième pilier a fait augmenter le taux d'imposition effectif de RBC d'environ 1,4 % (sans objet au 31 octobre 2024).

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 20,6 % soit une hausse de 240 p.b. attribuable principalement à l'augmentation du bénéfice dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et à l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier.

Les actifs et les passifs d'impôt différé découlent des reports en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt ainsi que des différences temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable inscrite aux bilans consolidés.

Composantes importantes des actifs et des passifs d'impôt différé

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date					
	Actif net au début de la période	Variation par le biais des capitaux propres	Variation par le biais du résultat net	Ecart de change	Acquisitions /cessions	Actif net à la fin de la période
Actif (passif) d'impôt différé, montant net						
Correction de valeur pour pertes de crédit	1 394 \$	– \$	150 \$	2 \$	– \$	1 546 \$
Rémunération différée	2 167	36	243	34	–	2 480
Charges liées au réalignement de l'entreprise	43	–	22	1	–	66
Reports en avant de pertes fiscales et de crédit d'impôt	331	–	20	2	–	353
(Revenu) charge différé	1 318	8	(433)	7	–	900
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat global	(158)	(93)	9	15	–	(227)
Locaux et matériel et immobilisations incorporelles	(1 476)	–	182	(26)	–	(1 320)
Montant lié aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	(463)	(127)	33	(1)	–	(558)
Autres	630	2	128	2	–	762
	3 786 \$	(174) \$	354 \$	36 \$	– \$	4 002 \$
Composés des éléments suivants :						
Actifs d'impôt différé	4 328 \$					4 486 \$
Passifs d'impôt différé	(542)					(484)
	3 786 \$					4 002 \$

	Au 31 octobre 2024 et pour l'exercice clos à cette date					
	Actif net au début de la période	Variation par le biais des capitaux propres	Variation par le biais du résultat net	Ecart de change	Acquisitions /cessions	Actif net à la fin de la période
(En millions de dollars canadiens)						
Actif (passif) d'impôt différé, montant net						
Correction de valeur pour pertes de crédit	1 174 \$	4 \$	217 \$	(1)\$	– \$	1 394 \$
Rémunération différée	1 522	12	614	19	–	2 167
Charges liées au réalignement de l'entreprise	23	–	16	–	4	43
Reports en avant de pertes fiscales et de crédit d'impôt	261	–	71	(1)	–	331
(Revenu) charge différé	651	4	641	2	20	1 318
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat global	(321)	164	(1)	–	–	(158)
Locaux et matériel et immobilisations incorporelles	(967)	–	136	(22)	(623)	(1 476)
Montant lié aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	(333)	(206)	20	(1)	57	(463)
Autres	680	–	(213)	–	163	630
	2 690 \$	(22)\$	1 501 \$	(4)\$	(379)\$	3 786 \$
Composés des éléments suivants :						
Actifs d'impôt différé	3 116 \$					4 328 \$
Passifs d'impôt différé	(426)					(542)
	2 690 \$					3 786 \$

Le montant des reports en avant de pertes fiscales et de crédit d'impôt lié aux actifs d'impôt différé se rapporte principalement aux pertes et aux crédits d'impôt au Canada, aux Etats-Unis et dans les Antilles. Des actifs d'impôt différé de 353 millions de dollars ont été comptabilisés au 31 octobre 2025 (331 millions au 31 octobre 2024) à l'égard des pertes fiscales et des crédits d'impôt pour l'exercice considéré ou des exercices précédents. La comptabilisation de ces montants dépend des prévisions concernant les bénéfices imposables futurs. Les prévisions de la direction vont dans le sens de l'hypothèse voulant qu'il soit probable que les résultats des activités futures généreront un bénéfice imposable suffisant pour utiliser les actifs d'impôt différé. Les prévisions reposent sur le soutien continu en matière de liquidité et de capital fourni à nos activités d'exploitation, notamment sur les stratégies de planification fiscale mises en œuvre pour offrir un tel soutien.

Au 31 octobre 2025, des pertes fiscales inutilisées et des crédits d'impôt de 408 millions de dollars et de 18 millions, respectivement (412 millions et 18 millions, respectivement, au 31 octobre 2024), qui pouvaient être portés en diminution des ajustements fiscaux éventuels ou du bénéfice imposable futur, n'ont pas été comptabilisés en tant qu'actif d'impôt différé. Il n'y a pas de pertes fiscales inutilisées qui arriveront à expiration dans un an (néant au 31 octobre 2024) ni dans deux à quatre ans (néant au 31 octobre 2024), et 408 millions de dollars arriveront à expiration après quatre ans (412 millions au 31 octobre 2024). Des crédits d'impôt de néant arriveront à expiration dans un an (néant au 31 octobre 2024), ou dans deux à quatre ans (néant au 31 octobre 2024) et de 18 millions de dollars arriveront à expiration après quatre ans (18 millions au 31 octobre 2024).

Le montant des différences temporaires associées aux participations dans des filiales, des succursales et des entreprises associées et aux participations dans des coentreprises pour lesquelles aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé par la société mère s'élevait à 37 milliards de dollars au 31 octobre 2025 (30 milliards au 31 octobre 2024).

Avis de cotisation et contrôles fiscaux

Au cours de l'exercice, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2020, laquelle laissait entendre que la Banque Royale du Canada doit verser à titre d'impôt un montant additionnel d'environ 411 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation reçus pour les années d'imposition 2012 à 2019, lesquels représentent des impôts supplémentaires d'environ 2 133 millions de dollars et aux avis de nouvelle cotisation reçus pour les années d'imposition de 2009 à 2011, lesquels représentent des impôts et intérêts supplémentaires d'environ 434 millions eu égard aux mêmes questions. Ces montants correspondent au montant maximum supplémentaire d'impôts à payer pour ces années.

Les modifications législatives adoptées dans le budget fédéral canadien de 2015 ont entraîné un refus de déduire les dividendes tirés d'opérations conclues avec des sociétés canadiennes imposables, y compris les dividendes couverts auprès d'investisseurs indifférents relativement à l'impôt, notamment les régimes de retraite et les entités non résidentes, avec application prospective en vigueur le 1^{er} mai 2017. Les dividendes touchés par les avis de nouvelle cotisation comprennent autant les dividendes dans le cadre de transactions semblables à celles visées par les modifications législatives de 2015 que les dividendes qui ne sont pas touchés par ces modifications.

Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 22 Bénéfice par action

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)		
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net	20 369 \$	16 240 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(494)	(322)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(7)	(10)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	19 868 \$	15 908 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 409 072	1 411 903
Bénéfice de base par action (en dollars)	14,10 \$	11,27 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	19 868 \$	15 908 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 409 072	1 411 903
Options sur actions (1)	2 517	1 833
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	—	19
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 411 589	1 413 755
Bénéfice dilué par action (en dollars)	14,07 \$	11,25 \$
(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les exercices clos les 31 octobre 2025 et 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.		

Note 23 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités

Garanties et engagements

Nous avons recours à des garanties et à d'autres instruments de crédit hors bilan afin de répondre aux besoins de financement de nos clients. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de notre risque maximal de pertes de crédit lié aux garanties et aux engagements que nous avons fournis à des tiers. Le risque de crédit maximal lié à une garantie est le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison d'actifs détenus en garantie ou affectés en garantie. Le risque maximal de crédit lié à un engagement de crédit correspond au montant intégral de l'engagement. Dans les deux cas, le risque maximal est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif dans nos bilans consolidés.

	Risque maximal de pertes de crédit	
	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Garanties financières		
Lettres de crédit de soutien financier	28 928 \$	27 222 \$
Engagements de crédit		
Facilités de garantie de liquidités	60 520	53 090
Rehaussements de crédit	3 895	3 482
Lettres de crédit documentaire et commerciales	295	559
Autres engagements de crédit	355 213	321 836
Autres engagements liés au crédit		
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres	86 782	81 347
Garanties de bonne fin	12 691	12 283
Garantie des membres parrainés	81 681	50 241
Autres	116	446

Notre processus d'examen du crédit et notre politique en ce qui a trait à l'exigence de garanties et aux types de biens détenus en garantie sont habituellement les mêmes pour les garanties et les engagements que ceux qui s'appliquent aux prêts. De façon générale, nos clients sont autorisés à demander un règlement ou à utiliser nos garanties et nos engagements dans un délai d'un an. Toutefois, certaines garanties peuvent être utilisées seulement si des conditions particulières sont remplies. Ces conditions, de même que certaines exigences accessoires, sont décrites aux paragraphes suivants. Nous sommes d'avis qu'il est hautement improbable que la totalité ou la plus grande partie des garanties et des engagements soient utilisés ou réglés dans un délai d'un an, et les contrats pourraient venir à échéance sans que les garanties et les engagements aient été utilisés ou réglés.

Garanties financières

Lettres de crédit de soutien financier

Les lettres de crédit de soutien financier constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations de paiement envers le tiers. Dans le cas de certaines garanties, la contrepartie peut exiger que nous effectuions un paiement même si le client n'a pas failli à ses obligations. Ces garanties sont généralement assorties d'une durée de cinq à sept ans.

Notre politique en ce qui a trait à l'exigence d'actifs affectés en garantie à l'égard de ces instruments et aux types de garanties détenues est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. Lorsque des actifs sont reçus en garantie, ils sont évalués pour chaque compte individuel en fonction du risque attribué à l'emprunteur et des particularités de la transaction. Les actifs affectés en garantie peuvent être composés de trésorerie, de titres et d'autres actifs.

Engagements de crédit

Facilités de garantie de liquidités

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de PCAA administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne seraient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures ont acquis ou financés ne sont pas respectées. La durée restante moyenne de ces facilités de garantie de liquidités est d'environ quatre ans. Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidités à certaines entités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux de tiers et de RBC. La durée restante moyenne de ces facilités de garantie de liquidités est d'environ cinq ans.

Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds à ces programmes en cas de faillite ou d'insolvabilité ni, en général, à acheter des actifs non productifs ou en défaillance.

Rehaussements de crédit

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux programmes de conduits multicédants financés par des programmes de PCAA que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où des recouvrements des actifs sous-jacents et des rehaussements de crédit liés à la transaction ou des facilités de liquidités ne seraient pas assez élevés pour le paiement du papier commercial à l'échéance. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une notation de titre de grande qualité au moyen de rehaussements de crédit exigés de la part de tiers vendeurs liés à chaque transaction. La durée restante moyenne des facilités de crédit fournies par RBC s'établit à environ trois ans.

Lettres de crédit documentaire et commerciales

Les lettres de crédit documentaire et commerciales sont des documents que nous émettons au nom de notre client permettant à un tiers de tirer des traites jusqu'à concurrence d'un montant établi en vertu de conditions précises. Certaines lettres de crédit documentaire et commerciales sont garanties en vertu de l'entente sous-jacente avec les clients, alors que d'autres le sont par des dépôts en espèces ou d'autres actifs du client.

Autres engagements de crédit

Les engagements de crédit représentent les tranches non utilisées des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, de conventions de vente ou de lettres de crédit pour lesquelles nous ne pouvons pas retirer unilatéralement le crédit consenti à l'emprunteur.

Autres engagements liés au crédit

Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres

Dans les transactions de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli.

L'emprunteur doit, en tout temps, garantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, un engagement d'indemnisation peut être fourni aux clients prêteurs de titres, lequel vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur des actifs détenus en garantie ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces engagements d'indemnisation arrivent habituellement à expiration sans avoir été utilisés. Les durées de ces engagements d'indemnisation varient puisque les titres prêtés comportent un droit de rappel sur demande. Les actifs détenus en garantie à l'égard des transactions de prêt de titres sont habituellement constitués de trésorerie, de titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, le gouvernement des États-Unis ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE ou d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres de grande qualité.

Garanties de bonne fin

Les garanties de bonne fin constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements auprès de tiers bénéficiaires au cas où un client ne respecterait pas une obligation contractuelle non financière précise. Ces obligations comprennent habituellement des contrats de travail et de service, des garanties de bonne exécution et des garanties liées au commerce international. La durée de ces garanties peut atteindre de trois à sept ans.

Notre politique en ce qui a trait à l'exigence d'actifs affectés en garantie à l'égard de ces instruments et aux types de garanties détenues est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. Lorsque des actifs sont reçus en garantie, ils sont évalués pour chaque compte individuel en fonction du risque attribué à l'emprunteur et des particularités de la transaction. Les actifs affectés en garantie peuvent être composés de trésorerie, de titres et d'autres actifs.

Garantie des membres parrainés

Nous parrainons des clients admissibles auprès de la Fixed Income Clearing Corporation (FICC) pour certaines opérations de rachat et de revente à un jour aux fins de vérification des transactions. Nous fournissons également à la FICC une garantie quant au paiement rapide et complet des obligations de nos clients qui sont des membres parrainés en vertu des règlements de la FICC. Les garanties sont assurées en totalité par la trésorerie et par des titres émis ou garantis par le gouvernement américain.

Engagements d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des engagements d'indemnisation (qui comportent souvent des modalités standards) avec nos contreparties dans le cadre de transactions telles que les contrats d'acquisition, de vente, de fiducie, d'agence, de licence, de garde, de prestation de services, d'accords de compensation, de participation en tant que membre de bourses ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces conventions d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de la transaction. Les modalités des conventions d'indemnisation varient d'un contrat à l'autre. La nature de ces conventions d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Par le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de tels engagements.

Montants non engagés

Les montants non engagés représentent les facilités de crédit inutilisées pour lesquelles nous pouvons retirer unilatéralement le crédit consenti à l'emprunteur en tout temps. Ces montants incluent tant les engagements envers la clientèle de détail que les engagements commerciaux. Au 31 octobre 2025, le solde total des montants non engagés se chiffrait à 496 milliards de dollars (470 milliards au 31 octobre 2024).

Autres engagements

Nous investissons dans des sociétés à capital fermé soit directement, soit par l'intermédiaire de fonds de placement de tiers, y compris dans des fonds de capital-risque, des fonds de titres de participation de sociétés fermées, des sociétés d'investissement spécialisées dans les petites entreprises, des fonds de placement immobilier et des fonds liés aux crédits d'impôt pour les logements abordables. Ces fonds sont habituellement structurés en tant que sociétés de personnes à capital fermé dans lesquelles nous détenons une participation de commanditaire. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, nous avons des engagements non capitalisés de 1 664 millions de dollars (1 922 millions au 31 octobre 2024) qui représentent le montant total que nous devons verser à ces sociétés de personnes aux termes des ententes pertinentes.

Actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs et concluons des conventions d'affectation d'actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation qui exigent que nous donnions ou affectons des actifs en garantie. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie et aux actifs affectés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
 - Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
 - Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
 - S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.
- Le tableau suivant résume nos actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie, et les activités auxquelles ils se rapportent :

Actifs donnés en garantie de passifs et actifs détenus ou donnés de nouveau en garantie

	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Sources d'actifs donnés en garantie et détenus en garantie		
Actifs de la Banque		
Prêts	96 886 \$	105 577 \$
Titres	139 671	105 061
Autres actifs	40 974	31 583
	277 531	242 221
Actifs des clients (1)		
Biens reçus en garantie et disponibles à la vente ou à la remise en garantie	539 344	539 630
Moins : Actifs non vendus ou qui n'ont pas été donnés de nouveau en garantie	(8 611)	(30 767)
	530 733	508 863
	808 264 \$	751 084 \$
Utilisations d'actifs donnés en garantie et détenus en garantie		
Emprunts et prêts de titres	238 301 \$	198 887 \$
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	56 382	46 088
Engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	292 335	305 788
Titrisation	36 797	39 769
Obligations sécurisées	64 926	71 307
Transactions sur dérivés	73 686	50 100
Gouvernements étrangers et banques centrales	11 510	8 469
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	12 194	11 261
Autres	22 133	19 415
	808 264 \$	751 084 \$
(1) Correspond essentiellement aux engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat, aux titres prêtés et aux transactions sur dérivés.		

Note 24 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires.

Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel qu'en droit civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes ; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 13 avril 2015, un juge d'instruction français a informé Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas) de l'émission d'une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel français visant RBC Bahamas et d'autres personnes non liées afin de faire face à des accusations pour complicité dans des pratiques de fraude fiscale successorale dans le cadre d'actions entreprises relativement à une fiducie pour laquelle RBC Bahamas agit à titre de fiduciaire. RBC Bahamas a contesté l'accusation devant le tribunal français. Le 12 janvier 2017, le tribunal français a acquitté toutes les parties en cause, y compris RBC Bahamas. Le 29 juin 2018, la cour d'appel française a confirmé ces acquittements. Les acquittements ont été portés en appel et, le 6 janvier 2021, la Cour de Cassation française a rendu une décision annulant le jugement de la Cour d'appel et a renvoyé le dossier à la Cour d'appel française pour qu'elle réexamine l'affaire. Le nouveau procès devant la cour d'appel a commencé le 18 septembre 2023 et, le 5 mars 2024, la Cour d'appel a rendu un verdict de culpabilité (le verdict de culpabilité) contre RBC Bahamas et d'autres parties. La Cour d'appel a ordonné à RBC Bahamas de payer une amende de 5 000 € relativement à ce verdict de culpabilité. De plus, la Cour d'appel a ordonné que certaines des parties déclarées coupables de complicité dans l'affaire, y compris RBC Bahamas, soient conjointement responsables de l'impôt sur les successions prétendument impayé, majoré des pénalités et des intérêts (le montant total sera établi dans le cadre de procédures distinctes devant les cours de l'impôt, auxquelles RBC Bahamas n'est pas partie). RBC Bahamas estime que ses actions ne sont pas allées à l'encontre du droit français et a porté le verdict de culpabilité en appel auprès de la Cour suprême française. En vertu du droit français, au moment du dépôt de l'appel par RBC, le verdict de culpabilité ainsi que ses effets (amende et responsabilité conjointe) ont été suspendus en attendant l'issue de l'appel. La Cour de cassation française a fixé l'audience pour l'appel au 10 décembre 2025.

Le 28 octobre 2016, la Banque Royale du Canada s'est vu accorder une exemption par le Department of Labor des Etats-Unis. Cette exemption lui permet, ainsi qu'à ses filiales actuelles et futures, de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » (QPAM) en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act*, et ce, malgré un possible verdict de culpabilité visant RBC Bahamas au tribunal français, pour une période temporaire d'un an à compter de la date où RBC Bahamas serait reconnue coupable. Le 11 décembre 2023, le Department of Labor des Etats-Unis a publié une correction technique à l'exemption antérieure de un an pour rendre compte du fait que la décision attendue de la Cour d'appel française serait effectivement rendue par une cour d'appel, et non par un tribunal de district. Par suite du verdict de culpabilité, la période temporaire de un an a commencé le 5 mars 2024.

Le 17 janvier 2025, le Department of Labor a proposé d'accorder une dispense afin de permettre à la Banque Royale du Canada de continuer de se prévaloir de l'exemption QPAM en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* du 5 mars 2025 au 4 mars 2030. Le 5 mars 2025, le Department of Labor a prolongé la période de dispense initiale accordée à la Banque Royale du Canada en 2016 jusqu'au 4 septembre 2025 ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une mesure définitive de l'organisme relativement à la dispense proposée publiée le 17 janvier 2025, selon la première de ces éventualités. Le Department of Labor a accordé la dispense qu'il a proposée le 17 janvier 2025, avec des modifications mineures, qui sera en vigueur du 12 août 2025 au 4 mars 2030. La Banque Royale du Canada prévoit demander au Department of Labor une nouvelle prolongation de la dispense existante avant son expiration, selon ce qu'elle jugera nécessaire ou souhaitable. Rien ne garantit que cette dispense, si elle est demandée, sera accordée.

RBC Bahamas continue de réexaminer les obligations juridiques du fiduciaire et de la fiducie, y compris les obligations et les obligations potentielles en vertu de la loi de l'impôt et des autres lois applicables.

Enquête de la Competition and Markets Authority au Royaume-Uni

En novembre 2018, la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni a lancé une enquête sur la Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited relativement à une conduite présumée anticoncurrentielle en lien avec des obligations d'Etat du Royaume-Uni et des dérivés connexes entre 2009 et 2013. En mai 2023, la Competition and Markets Authority a publié une déclaration d'opposition à la Banque Royale du Canada et à RBC Europe Limited, ainsi qu'à certaines autres institutions financières. La Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited ont contesté l'affaire de la Competition and Markets Authority. En février 2025, la Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited ont conclu un règlement avec la Competition and Markets Authority et ont convenu de verser un montant de 34,2 millions de livres sterling à titre de règlement complet et définitif de l'affaire.

En juin 2023, RBC Europe Limited et RBC Capital Markets, LLC, entre autres institutions financières, ont été nommées parties défenderesses dans un recours collectif putatif intenté aux Etats-Unis par des parties plaignantes alléguant une conduite anticoncurrentielle dans le marché des obligations d'Etat du Royaume-Uni. En septembre 2023, les défendeurs ont déposé une demande de rejet d'une plainte. Cette demande a été accueillie, sous réserve de tous droits, en septembre 2024. Par la suite, le 31 octobre 2024, RBC Europe Limited, RBC Capital Markets, LLC et certaines des autres parties défenderesses ont conclu une entente de rejet de l'action contre les parties défenderesses. En mars 2025, le tribunal a approuvé de manière préliminaire l'accord de règlement. L'accord de règlement, qui entraîne le rejet de l'affaire pour les parties défenderesses ayant conclu l'accord pour un montant négligeable, reste soumis à l'approbation définitive du tribunal.

Recours collectif relatif aux indemnités de vacances

Le 29 décembre 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a certifié un recours collectif contre RBC Dominion valeurs mobilières Limitée et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, RBC DVM). L'action a été intentée en juillet 2020 et fait valoir des réclamations relatives aux indemnités de vacances légales et de jours fériés versées aux conseillers en placement, aux associés et aux adjoints de notre secteur Gestion de patrimoine – Canada, à l'exception de ceux qui travaillent en Alberta et en Colombie-Britannique.

Autres litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière significative. Il s'agit, toutefois, de questions qui font dans une large mesure appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon significative sur nos résultats d'exploitation pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Bien que ces procédures judiciaires fassent largement appel à l'exercice du jugement et que l'incidence de certaines d'entre elles ne puisse être estimée, nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas significatif à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats d'exploitation consolidés.

Note 25 Transactions entre parties liées

Parties liées

Les parties liées comprennent les sociétés liées sur lesquelles nous exerçons un contrôle direct ou indirect ou sur lesquelles nous avons une influence notable, les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts à nos employés, les principaux dirigeants, le Conseil d'administration (les administrateurs), les membres de la famille proche des principaux dirigeants et des administrateurs, ainsi que les entités qui sont, directement ou indirectement, sous contrôle ou contrôle conjoint des principaux dirigeants, des administrateurs ou des membres de leur famille proche.

Principaux dirigeants et administrateurs

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle de nos activités, directement ou indirectement. Ils incluent les principaux membres de notre organisation désignés sous le nom de haute direction. La haute direction se compose du président et chef de la direction, ainsi que de chefs et de chefs de Groupe qui relèvent directement du président et chef de la direction. Les administrateurs ne planifient pas, ne dirigent pas ou ne contrôlent pas les activités de l'entité; ils surveillent la gestion de l'entreprise et exécutent des tâches de gérance.

Rémunération des principaux dirigeants et des administrateurs

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Salaires et autres avantages à court terme du personnel (1)	35 \$	31 \$
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	4	3
Paielements fondés sur des actions (3)	70	67
	109 \$	101 \$

(1) Comprend la tranche de la prime de rendement annuelle variable à court terme que certains dirigeants ont choisi de recevoir sous forme d'unités d'actions différées. Pour plus de détails, se reporter à la note 20. Les administrateurs touchent des honoraires, mais aucun salaire ni autres avantages sociaux à court terme.

(2) Les administrateurs ne reçoivent aucun avantage postérieur à l'emploi.

(3) La Banque offre des régimes de rémunération fondée sur des actions aux principaux dirigeants et aux administrateurs. Pour plus de détails, se reporter à la note 20.

Transactions, contrats et ententes impliquant des principaux dirigeants, des administrateurs ou des membres de leur famille proche

Dans le cours normal des activités, nous offrons certains services bancaires aux principaux dirigeants, aux administrateurs et aux membres de leur famille proche. Ces transactions ont été effectuées essentiellement aux mêmes conditions, notamment en ce qui a trait aux taux d'intérêt et aux garanties, que celles qui sont en vigueur pour des transactions comparables avec des personnes d'un statut similaire, et elles n'impliquaient pas un risque plus grand que le risque normal lié au remboursement et ne présentaient pas d'autres caractéristiques défavorables. Au 31 octobre 2025, le total des prêts consentis aux principaux dirigeants, aux administrateurs et aux membres de leur famille proche s'élevait à 16 millions de dollars (16 millions au 31 octobre 2024). Aux 31 octobre 2025 et 2024 et pour les exercices clos à ces dates, nous n'avions aucune correction de valeur ou dotation à la provision pour pertes de crédit de stade 3 à l'égard de ces prêts. Les principaux dirigeants, les administrateurs ou les membres de leur famille proche n'ont bénéficié d'aucune garantie, d'aucun actif donné en garantie ni d'aucun engagement.

Coentreprises et entreprises associées

Dans le cours normal des activités, nous fournissons certains services bancaires et financiers à nos coentreprises et entreprises associées, notamment des prêts, des dépôts productifs d'intérêts et des dépôts non productifs d'intérêts. Ces transactions répondent à la définition de transactions entre parties liées et ont été effectuées essentiellement aux mêmes conditions que celles qui sont en vigueur pour des transactions comparables avec des tiers.

Au 31 octobre 2025, les prêts à des coentreprises et à des entreprises associées s'établissaient à 174 millions de dollars (184 millions au 31 octobre 2024) et les dépôts provenant des coentreprises et des entreprises associées s'élevaient à

100 millions (58 millions au 31 octobre 2024). Aux 31 octobre 2025 et 2024 et pour les exercices clos à ces dates, nous n'avions aucune correction de valeur ou dotation à la provision pour pertes de crédit de stade 3 à l'égard des prêts consentis aux coentreprises et aux entreprises associées. Des garanties de 1 million de dollars ont été données aux coentreprises et aux entreprises associées pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 (1 million au 31 octobre 2024).

Autres transactions, contrats ou ententes impliquant des coentreprises et des entreprises associées

	Aux ou pour les exercices clos les	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Engagements et autres éventualités	1 207 \$	1 226 \$
Autres honoraires reçus pour services rendus	105	73
Autres honoraires payés pour services reçus	121	119

Note 26 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

Le secteur Services bancaires aux particuliers offre un vaste éventail de produits et services financiers aux clients du secteur de détail pour leurs opérations bancaires quotidiennes, leurs placements et leurs besoins financiers dans trois régions : le Canada, les Antilles et les États-Unis. Au Canada, nous fournissons un vaste éventail de produits et services financiers par l'intermédiaire de nos vastes réseaux de succursales, de guichets automatiques bancaires et de services bancaires mobiles. Dans les Antilles et aux États-Unis, nous offrons une vaste gamme de produits et services financiers sur des marchés ciblés. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Services bancaires aux particuliers se composent principalement des revenus tirés des fonds communs de placement, des frais bancaires et des revenus sur cartes.

Le secteur Services bancaires aux entreprises offre une vaste gamme de produits et services de prêt, de dépôt et de transactions bancaires aux entreprises canadiennes et aux entreprises étrangères exerçant des activités au Canada à toutes les étapes de leur cycle de vie grâce à des solutions numériques et à des conseils et services bancaires personnalisés offerts par des conseillers chevronnés, des directeurs des relations et notre vaste équipe de spécialistes. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Services bancaires aux entreprises se composent principalement de frais bancaires, de revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, et de commissions de crédit.

Le secteur Gestion de patrimoine offre essentiellement à des clients institutionnels et à des particuliers fortunés et très fortunés une gamme complète de solutions fondées sur les services-conseils, et de stratégies de placement, ainsi que des services bancaires personnalisés et des services de placement autogéré par l'intermédiaire de nos secteurs au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie, notamment Gestion de patrimoine – Canada, Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), Gestion mondiale d'actifs, Gestion de patrimoine – International et Services aux investisseurs. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Gestion de patrimoine se composent principalement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de courtage en valeurs mobilières.

Le secteur Assurances exerce ses activités au Canada et à l'échelle mondiale. Il offre un vaste éventail de conseils et de solutions pour les particuliers et les entreprises en matière d'assurance vie, maladie, patrimoine, IARD, voyage, avantages sociaux collectifs, rentes et réassurance. Nous offrons nos produits et services par l'intermédiaire de canaux très variés qui englobent les conseillers mobiles, les centres d'expertise, les boutiques RBC Assurances®, les plateformes numériques ainsi que les courtiers indépendants et les partenaires. Nous exerçons également des activités de réassurance et de rétrocession à l'échelle mondiale et offrons des produits de réassurance dans les secteurs de l'assurance vie, maladie grave, invalidité et longévité. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Assurances se composent principalement du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance.

Le secteur Marchés des Capitaux offre son expertise dans les services-conseils et l'origination, la vente et la négociation, le crédit et le financement et les services bancaires transactionnels à notre clientèle composée de grandes entreprises, d'institutions, de promoteurs et de gouvernements partout dans le monde par l'intermédiaire de nos deux principaux secteurs : Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux. En Amérique du Nord, nous offrons une gamme complète de produits et services, notamment l'origination et la distribution de titres de créance et de titres de participation, des services-conseils ainsi que la vente et la négociation. Hors du continent nord-américain, nous exerçons certaines activités stratégiques et ciblées au Royaume-Uni, en Europe et en Australie, Asie et autres régions où nous pouvons mettre à profit notre expertise mondiale. Au Royaume-Uni et en Europe, nous proposons des services diversifiés dans des segments clés. En Australie et en Asie, nous rivalisons avec des banques d'investissement mondiales et régionales dans des créneaux où nous possédons une expertise mondiale, comme la distribution de titres à revenu fixe, les opérations de change, le financement garanti et les services à la grande entreprise et services de banque d'investissement. Les revenus autres que d'intérêt du secteur Marchés des Capitaux se composent principalement de revenus tirés des activités de négociation, de commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des commissions de crédit.

Toutes les autres activités au niveau de l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces cinq secteurs d'exploitation, notamment certaines activités de gestion de la liquidité et de la trésorerie, y compris les montants liés aux fonds propres non attribués, ainsi que les ajustements de consolidation, y compris les écritures d'élimination des montants de majoration au montant imposable équivalent, sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements au montant imposable équivalent font augmenter le revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes reçus le 31 décembre 2023 ou avant cette date) qui sont comptabilisés pour les Marchés des Capitaux, au montant imposable équivalent effectif, et un montant compensatoire correspondant est comptabilisé dans l'impôt sur le résultat. La direction est d'avis que ces ajustements sont nécessaires pour refléter la manière dont le secteur Marchés des Capitaux est géré et qu'ils accroissent la comparabilité des revenus de sources imposables et de sources présentant des avantages fiscaux. Il se pourrait toutefois que les majorations au montant imposable équivalent ne soient pas comparables à des majorations semblables effectuées par d'autres institutions financières. La majoration au montant imposable équivalent pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 s'élevait à 151 millions de dollars (294 millions au 31 octobre 2024). Les profits (pertes) sur les couvertures économiques de nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui sont reflétés dans les revenus, et la variabilité connexe de la charge de rémunération fondée sur des actions résultant des variations de la juste valeur des passifs liés à ces régimes, sont également inclus dans le secteur Services de soutien généraux, car ce mode de présentation reflète plus fidèlement la façon dont nous envisageons la performance des activités et gérons les risques sous-jacents.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme s'il exerçait ses activités de façon autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation comprennent tous les revenus et charges pertinents à la conduite des activités des secteurs et elle reflète la perception de la direction à l'égard de ces résultats. Nous effectuons un suivi régulier de ces résultats sectoriels afin de prendre des décisions au sujet de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance.

Les charges de chaque secteur d'exploitation peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis, directement ou pour le compte des secteurs d'exploitation, au niveau de l'entreprise. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un cadre d'information de gestion qui comprend des hypothèses et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation. Ce cadre sert également à l'attribution des fonds propres et à la fixation des prix de cession des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et sur les risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités visant l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos cinq secteurs d'exploitation sont présentées dans le secteur Services de soutien généraux.

Nous revoyons périodiquement les hypothèses et les méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution des fonds propres comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses qui sont révisées périodiquement.

	Au 31 octobre 2025 ou pour l'exercice clos à cette date						
	Services bancaires aux particuliers (1)	Services bancaires aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
(En millions de dollars canadiens)							
Revenu net d'intérêt (3)	14 496 \$	7 268 \$	5 459 \$	– \$	4 789 \$	988 \$	33 000 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 358	1 294	16 919	1 321	9 637	(924)	33 605
Total des revenus	19 854	8 562	22 378	1 321	14 426	64	66 605
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 105	1 550	120	–	587	–	4 362
Frais autres que d'intérêt	8 001	2 833	16 769	315	7 966	708	36 592
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	9 748	4 179	5 489	1 006	5 873	(644)	25 651
Charge (économie) d'impôt	2 643	1 159	1 200	178	480	(378)	5 282
Bénéfice net	7 105 \$	3 020 \$	4 289 \$	828 \$	5 393 \$	(266) \$	20 369 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissement	1 085 \$	105 \$	1 237 \$	46 \$	570 \$	2 \$	3 045 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	9	–	22	1	2	–	34
Total de l'actif	574 456 \$	196 254 \$	196 129 \$	32 405 \$	1 223 853 \$	101 909 \$	2 325 006 \$
Le total de l'actif comprend :							2 785 \$
Entrées de locaux et matériel et d'immobilisations incorporelles	476 \$	50 \$	912 \$	8 \$	365 \$	974 \$	
Total du passif	574 462 \$	196 252 \$	194 689 \$	32 234 \$	1 223 212 \$	(34 994) \$	2 185 855 \$

(En millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024 ou pour l'exercice clos à cette date						
	Services bancaires aux particuliers (1)	Services bancaires aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (2)	Services de soutien généraux (2)	Total
Revenu net d'intérêt (3)	12 438 \$	6 061 \$	4 979 \$	– \$	3 183 \$	1 292 \$	27 953 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 904	1 321	14 647	1 224	8 829	(1 534)	29 391
Total des revenus	17 342	7 382	19 626	1 224	12 012	(242)	57 344
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 802	975	29	2	424	–	3 232
Frais autres que d'intérêt	7 485	2 512	15 312	285	7 016	1 640	34 250
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	8 055	3 895	4 285	937	4 572	(1 882)	19 862
Charge (économie) d'impôt	2 134	1 077	863	208	(1)	(659)	3 622
Bénéfice net	5 921 \$	2 818 \$	3 422 \$	729 \$	4 573 \$	(1 223) \$	16 240 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissement	1 105 \$	62 \$	1 223 \$	6 \$	528 \$	(11) \$	2 913 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	21	–	23	2	22	–	68
Total de l'actif	555 029 \$	187 142 \$	184 503 \$	29 288 \$	1 127 661 \$	87 959 \$	2 171 582 \$
Le total de l'actif comprend :							
Entrées de locaux et matériel et d'immobilisations incorporelles	2 274 \$	740 \$	887 \$	11 \$	494 \$	680 \$	5 086 \$
Total du passif	554 970 \$	187 135 \$	183 055 \$	29 158 \$	1 127 564 \$	(37 492) \$	2 044 390 \$

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la note 6.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Secteurs géographiques

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les catégories Canada, Etats-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui de nos clients. Les transactions sont comptabilisées dans la monnaie locale et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

(En millions de dollars canadiens)	Aux ou pour les exercices clos les							
	31 octobre 2025				31 octobre 2024			
	Canada	Etats-Unis	Autres pays	Total	Canada	Etats-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	41 861 \$	17 200 \$	7 544 \$	66 605 \$	35 847 \$	15 034 \$	6 463 \$	57 344 \$
Bénéfice net	14 537	3 804	2 028	20 369	11 266	2 880	2 094	16 240
Total de l'actif	1 278 626	681 125	365 255	2 325 006	1 205 561	615 747	350 274	2 171 582

Note 27 Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers

En raison des instruments financiers que nous détenons, nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité et de financement. Notre évaluation du risque ainsi que nos objectifs, nos politiques et nos méthodes en matière de gestion des risques sont présentés dans le texte grisé ainsi que dans les tableaux qui sont marqués d'un astérisque (*), des rubriques Risque de crédit, Risque de marché et Risque de liquidité et de financement de notre rapport de gestion. Ce texte et ces tableaux grisés font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Les concentrations du risque de crédit surviennent lorsqu'un certain nombre de nos contreparties exerçant des activités similaires sont situées dans le même secteur géographique ou ont des caractéristiques économiques à ce point comparables qu'un changement des conditions économiques, politiques ou autres pourrait influencer de la même façon sur leur capacité de remplir leurs engagements contractuels.

Les concentrations du risque de crédit montrent la sensibilité relative de notre rendement à l'égard de faits nouveaux touchant un type d'industrie ou un secteur géographique en particulier. Les tableaux suivants donnent un sommaire des montants au titre de certains instruments financiers figurant au bilan et hors bilan qui présentent un risque de crédit.

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2025								
	Canada	%	Etats-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan autres que les dérivés (1)	895 328 \$	66 %	315 466 \$	23 %	92 304 \$	7 %	56 119 \$	4 %	1 359 217 \$
Dérivés avant l'incidence des conventions-cadres de compensation (2), (3)	20 508	11 %	70 345	39 %	74 177	42 %	15 323	8 %	180 353
	915 836 \$	59 %	385 811 \$	25 %	166 481 \$	11 %	71 442 \$	5 %	1 539 570 \$
Instruments de crédit hors bilan (4)									
Montants engagés et non engagés (5)	506 219 \$	55 %	318 215 \$	35 %	60 389 \$	7 %	30 923 \$	3 %	915 746 \$
Autres	86 735	41 %	100 512	48 %	18 665	9 %	4 286	2 %	210 198
	592 954 \$	53 %	418 727 \$	37 %	79 054 \$	7 %	35 209 \$	3 %	1 125 944 \$

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2024								
	Canada	%	Etats-Unis	%	Europe	%	Autres pays	%	Total
Actifs au bilan autres que les dérivés (1)	897 614 \$	67 %	297 335 \$	22 %	88 394 \$	7 %	54 912 \$	4 %	1 338 255 \$
Dérivés avant l'incidence des conventions-cadres de compensation (2), (3)	21 555	14 %	47 204	31 %	71 198	46 %	13 276	9 %	153 233
	919 169 \$	61 %	344 539 \$	23 %	159 592 \$	11 %	68 188 \$	5 %	1 491 488 \$
Instruments de crédit hors bilan (4)									
Montants engagés et non engagés (5)	487 142 \$	57 %	282 907 \$	34 %	51 516 \$	6 %	27 615 \$	3 %	849 180 \$
Autres	82 910	48 %	67 322	39 %	18 162	11 %	3 145	2 %	171 539
	570 052 \$	56 %	350 229 \$	34 %	69 678 \$	7 %	30 760 \$	3 %	1 020 719 \$

(1) Comprend les actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et les prêts. Les concentrations provinciales les plus importantes au Canada se trouvent en Ontario, 54 % (57 % au 31 octobre 2024), en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, 15 % (13 % au 31 octobre 2024), en Colombie-Britannique et dans les territoires, 17 % (16 % au 31 octobre 2024), et au Québec, 10 % (10 % au 31 octobre 2024). Aucun type d'industrie ne représente plus de 20 % du total des instruments de crédit au bilan (20 % au 31 octobre 2024), à l'exception du secteur des services bancaires, qui représente 22 % (24 % au 31 octobre 2024), et du secteur gouvernemental, qui représente 31 % (28 % au 31 octobre 2024). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(2) Une ventilation plus approfondie de notre exposition sur dérivés par cote d'évaluation du risque et par type de contrepartie est présentée à la note 9.

(3) Compte non tenu des ajustements de l'évaluation déterminés collectivement.

(4) Les soldes présentés correspondent aux montants contractuels qui représentent notre exposition maximale au risque de crédit.

(5) Correspond à notre exposition maximale au risque de crédit. Les engagements de détail et les engagements de gros représentent respectivement 43 % et 57 % (40 % et 60 %, respectivement, au 31 octobre 2024) du total de nos engagements. Les concentrations les plus importantes de notre portefeuille du secteur de gros sont liées au secteur des services financiers, 17 % (14 % au 31 octobre 2024), au secteur de l'immobilier et autres, 12 % (12 % au 31 octobre 2024), au secteur des placements, 10 % (10 % au 31 octobre 2024), au secteur des services publics, 8 % (10 % au 31 octobre 2024) et au secteur des autres services, 9 % (7 % au 31 octobre 2024). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

Note 28 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Nous sommes tenus de calculer nos ratios de fonds propres selon le cadre de l'accord de Bâle III. Selon le cadre de l'accord de Bâle III, les fonds propres réglementaires comprennent les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1), les fonds propres de première catégorie et les fonds propres de deuxième catégorie. Les fonds propres CET1 se composent essentiellement d'actions ordinaires, de bénéfices non distribués et d'autres composantes des capitaux propres. Les ajustements réglementaires imposés par l'accord de Bâle III exigent la déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, de certains actifs d'impôt différé, des actifs au titre des régimes de retraite à prestations définies, des participations dans des entités de services bancaires, financiers et d'assurance, de l'insuffisance des dotations à la provision pour pertes attendues, des ajustements d'évaluation prudentiels, des actifs d'assurance de portefeuille prépayés non réglés et de la non-livraison de transactions et de placements en actions dans des fonds soumis à l'approche de repli. Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments de fonds propres de première catégorie supplémentaires, comme les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les billets LRCN répondant à certains critères. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent des débetures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines corrections de valeur pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales. Le total des fonds propres représente la somme des fonds propres de première catégorie et de deuxième catégorie. La TLAC disponible s'entend de la somme du total des fonds propres et des instruments de TLAC externe. Les instruments de TLAC externe comprennent

surtout des créances admissibles à la recapitalisation interne de premier rang, ce qui comprend des titres de créance non garantis de premier rang admissibles ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à 400 jours et une durée jusqu'à l'échéance restante supérieure à 365 jours.

Les ratios de fonds propres réglementaires égalent les fonds propres CET1, les fonds propres de première catégorie, le total des fonds propres et la TLAC disponible, divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio de levier est calculé en divisant les fonds propres de première catégorie par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition se compose du total de l'actif (compte non tenu des éléments déduits des fonds propres de première catégorie) et de certains éléments hors bilan convertis en équivalents-risque de crédit. Les dérivés et les transactions de financement garanti font également l'objet d'ajustements afin de refléter le risque de crédit et d'autres risques. Le ratio de levier TLAC est déterminé en divisant la TLAC disponible par l'exposition du ratio de levier.

En 2025 et 2024, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres, de levier et de TLAC applicables, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	98 748 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	110 393	97 952
Total des fonds propres	122 399	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	590 306 \$	548 809 \$
Risque de marché	41 506	33 930
Risque opérationnel	98 413	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	730 225 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,5 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,1 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	16,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 491 090 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	230 385 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	31,5 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	9,2 %	8,4 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Note 29 Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

La compensation dans nos bilans consolidés est possible lorsque des actifs et des passifs financiers font l'objet de conventions-cadres de compensation qui donnent un droit de compensation actuellement exécutoire, et lorsqu'il y a une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans le cas des contrats dérivés et des conventions de rachat et de vente, la compensation a généralement lieu lorsqu'il existe un mécanisme de règlement sur le marché (p. ex., une contrepartie centrale ou une chambre de compensation) qui prévoit un règlement quotidien sur la base du solde net des flux de trésorerie découlant de ces contrats. En général, les montants à recevoir et à payer au titre des dépôts de garantie obligatoires sont compensés au moment de leur règlement simultané par l'intermédiaire d'un mécanisme de règlement sur le marché.

Les montants qui ne sont pas admissibles à la compensation comprennent les conventions-cadres de compensation qui ne permettent la compensation des transactions en cours avec la même contrepartie qu'en cas de manquement ou si un autre événement prédéfini se produit. Ces conventions-cadres de compensation comprennent l'accord-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association ou certains accords conclus avec une contrepartie de compensation ou une bourse de dérivés pour des contrats dérivés, les conventions-cadres de rachat mondiales et les conventions-cadres de prêt de titres mondiales pour le rachat, la vente et d'autres accords semblables de prêt ou d'emprunt de titres.

Le montant des garanties financières reçues ou données assujetties aux conventions-cadres de compensation ou à des accords semblables qui ne sont pas admissibles à la compensation correspond aux garanties reçues ou données en vue de couvrir le risque net entre des contreparties en permettant la réalisation de la garantie en cas de manquement ou si un autre événement prédéfini se produit. Certains montants au titre des garanties ne peuvent être vendus ou donnés de nouveau en garantie sauf en cas de défaut ou si un événement prédéfini se produit.

Les tableaux ci-après présentent le montant des instruments financiers qui ont été compensés dans les bilans consolidés ainsi que les montants qui ne sont pas admissibles à la compensation, mais qui sont assujettis à des conventions-cadres de compensation exécutoires ou à des accords semblables. Les montants présentés ne sont pas censés être représentatifs de notre exposition réelle au risque de crédit.

Instruments financiers assujettis à des conventions-cadres de compensation exécutoires ou à des accords semblables

	Au 31 octobre 2025							Montants non assujettis à des conventions de compensation exécutoires	Montants nets présentés au bilan consolidé
	Montants assujettis à des conventions de compensation exécutoires								
	Montants bruts des instruments financiers comptabilisés	Montants bruts compensés au bilan consolidé	Montants nets présentés au bilan consolidé	Montants liés non compensés au bilan consolidé (1)					
				Incidence des conventions-cadres de compensation	Garanties financières (2)	Montants nets			
(En millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	467 653 \$	157 970 \$	309 683 \$	101 \$	308 751 \$	831 \$	– \$	309 683 \$	
Actifs dérivés	173 512	2 067	171 445	127 728	19 425	24 292	5 761	177 206	
Autres actifs financiers	2 364	540	1 824	30	382	1 412	–	1 824	
	643 529 \$	160 577 \$	482 952 \$	127 859 \$	328 558 \$	26 535 \$	5 761 \$	488 713 \$	
Passifs financiers									
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	447 486 \$	157 970 \$	289 516 \$	101 \$	287 612 \$	1 803 \$	– \$	289 516 \$	
Passifs dérivés	172 461	2 067	170 394	127 728	23 520	19 146	13 559	183 953	
Autres passifs financiers	1 457	540	917	30	–	887	–	917	
	621 404 \$	160 577 \$	460 827 \$	127 859 \$	311 132 \$	21 836 \$	13 559 \$	474 386 \$	

	Au 31 octobre 2024							Montants non assujettis à des conventions de compensation exécutoires	Montants nets présentés au bilan consolidé
	Montants assujettis à des conventions de compensation exécutoires								
	Montants bruts des instruments financiers comptabilisés	Montants bruts compensés au bilan consolidé	Montants nets présentés au bilan consolidé	Montants liés non compensés au bilan consolidé (1)					
				Incidence des conventions-cadres de compensation	Garanties financières (2)	Montants nets			
(En millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	495 881 \$	145 078 \$	350 803 \$	112 \$	349 044 \$	1 647 \$	– \$	350 803 \$	
Actifs dérivés	145 420	1 568	143 852	105 433	16 806	21 613	6 760	150 612	
Autres actifs financiers	2 940	527	2 413	58	288	2 067	–	2 413	
	644 241 \$	147 173 \$	497 068 \$	105 603 \$	366 138 \$	25 327 \$	6 760 \$	503 828 \$	
Passifs financiers									
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	450 399 \$	145 078 \$	305 321 \$	112 \$	302 779 \$	2 430 \$	– \$	305 321 \$	
Passifs dérivés	151 564	1 568	149 996	105 433	17 727	26 836	13 767	163 763	
Autres passifs financiers	1 941	527	1 414	58	–	1 356	–	1 414	
	603 904 \$	147 173 \$	456 731 \$	105 603 \$	320 506 \$	30 622 \$	13 767 \$	470 498 \$	

(1) Les garanties financières sont présentées à la juste valeur. Le montant présenté des instruments financiers et des garanties financières se limite au risque net figurant au bilan et tout surdimensionnement est exclu du tableau.

(2) Comprend une garantie en espèces de 16 milliards de dollars (14 milliards au 31 octobre 2024) et des garanties autres qu'en espèces de 312 milliards (352 milliards au 31 octobre 2024) reçues au titre d'actifs financiers ainsi qu'une garantie en espèces de 19 milliards (14 milliards au 31 octobre 2024) et des garanties autres qu'en espèces de 292 milliards (307 milliards au 31 octobre 2024) données en garantie pour les passifs financiers.

Note 30 Recouvrement et règlement des actifs et des passifs présentés au bilan

Le tableau suivant présente une analyse des actifs et des passifs comptabilisés dans nos bilans consolidés, en fonction des montants qui seront recouverts ou réglés dans moins d'un an et après un an, à la date de clôture selon les échéances contractuelles et certaines autres hypothèses décrites dans les notes de bas de page ci-dessous. S'il y a lieu, nous gérons le risque de liquidité de divers produits en fonction de modèles de comportement historiques qui, souvent, ne sont pas alignés avec les échéances contractuelles. Les montants à recouvrer ou à régler dans une période d'un an, qui sont présentés ci-dessous, pourraient ne pas traduire notre vision à long terme à l'égard du profil de liquidité de certaines catégories au bilan.

	Aux					
	31 octobre 2025			31 octobre 2024		
	Un an ou moins	Après un an	Total	Un an ou moins	Après un an	Total
(En millions de dollars canadiens)						
Actif						
Trésorerie et montants à recevoir de banques (1)	35 136 \$	1 888 \$	37 024 \$	55 003 \$	1 720 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 364	–	50 364	66 020	–	66 020
Titres						
Titres détenus à des fins de transaction (2)	204 063	15 004	219 067	170 460	12 840	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	70 438	272 283	342 721	45 418	211 200	256 618
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 632	51	309 683	350 622	181	350 803

Prêts						
Prêts de détail	200 928	451 416	652 344	174 761	452 217	626 978
Prêts de gros	98 494	298 677	397 171	89 492	270 947	360 439
Correction de valeur pour pertes sur prêts		(7 093)				(6 037)
Autres						
Dérivés (2)	174 943	2 263	177 206	148 605	2 007	150 612
Locaux et matériel	109	6 710	6 819	156	6 696	6 852
Goodwill	—	19 405	19 405	—	19 286	19 286
Autres immobilisations incorporelles	—	7 402	7 402	—	7 798	7 798
Autres actifs	90 520	22 373	112 893	69 287	22 903	92 190
	1 234 627 \$	1 097 472 \$	2 325 006 \$	1 169 824 \$	1 007 795 \$	2 171 582 \$
Passif						
Dépôts (3)	1 244 662 \$	270 954 \$	1 515 616 \$	1 144 860 \$	264 671 \$	1 409 531 \$
Autres						
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 241	650	49 891	32 824	2 462	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	287 844	1 672	289 516	304 855	466	305 321
Dérivés (2)	182 415	1 538	183 953	158 622	5 141	163 763
Passifs au titre des contrats d'assurance (4)	382	23 945	24 327	459	21 772	22 231
Autres passifs	73 000	35 591	108 591	70 499	24 213	94 712
Déventures subordonnées	2 091	11 870	13 961	—	13 546	13 546
	1 839 635 \$	346 220 \$	2 185 855 \$	1 712 119 \$	332 271 \$	2 044 390 \$

(1) La trésorerie et les montants à recevoir de banques sont présumés être recouvrés dans un délai d'un an, à l'exception des soldes de trésorerie qui ne peuvent être utilisés par la Banque pour plus d'un an.

(2) Les titres détenus à des fins de transaction classés à la juste valeur par le biais du résultat net et les dérivés détenus à des fins de transaction sont présentés dans la colonne « Un an ou moins » puisque cela représente le mieux, dans la plupart des cas, la nature à court terme de nos activités de négociation, à l'exception des titres de créance du secteur Assurances, qui sont présentés en fonction des échéances contractuelles. Les titres détenus à des fins de transaction désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont en général présentés en fonction des échéances contractuelles. Les dérivés qui ne sont pas détenus à des fins de transaction sont présentés selon le recouvrement ou le règlement de la transaction de couverture.

(3) Des dépôts à vue de 673 milliards de dollars (585 milliards au 31 octobre 2024) sont présentés dans la colonne « Un an ou moins » en raison du fait qu'ils sont remboursables à vue ou dans un court délai sur une base contractuelle. Dans les faits, ces dépôts ont trait à un vaste éventail de particuliers et de consommateurs qui constitue une base stable nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité.

(4) Les passifs au titre des contrats d'assurance présentés reflètent le moment auquel nous nous attendons que ces montants soient réglés. Les montants à payer à vue relatifs à la trésorerie des titulaires de police et/ou à la valeur des comptes pour les passifs au titre des contrats d'assurance, y compris ceux des fonds distincts, s'élèvent à 8 milliards de dollars (8 milliards au 31 octobre 2024).

Note 31 Information sur la société mère

Le tableau suivant présente de l'information sur l'entité juridique que constitue la Banque Royale du Canada, ses filiales étant présentées selon la méthode de la mise en équivalence.

Bilans résumés

(En millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 octobre 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	24 132 \$	40 944 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	40 455	54 009
Titres	311 972	233 376
Placements dans des filiales bancaires et leurs entreprises associées (1)	67 055	57 926
Placements dans d'autres filiales et leurs entreprises associées	122 842	117 362
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	155 843	174 131
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	887 465	839 424
Soldes nets à payer à des filiales bancaires (1)	—	97
Autres actifs	259 121	216 003
	1 868 885 \$	1 733 272 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	1 261 032 \$	1 168 765 \$
Soldes nets à payer à des filiales bancaires (1)	16 320	—
Soldes nets à payer à d'autres filiales	15 050	17 840
Autres passifs	423 430	406 032
	1 715 832	1 592 637
Déventures subordonnées	13 961	13 546
Capitaux propres	139 092	127 089
	1 868 885 \$	1 733 272 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Etats résumés du résultat net et du résultat global

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Revenu d'intérêt et de dividende (1)	70 321 \$	70 603 \$
Charges d'intérêt	53 966	57 094
Revenu net d'intérêt	16 355	13 509
Revenus autres que d'intérêt (2)	8 916	5 080
Total des revenus	25 271	18 589
Dotations à la provision pour pertes de crédit	4 039	2 964
Frais autres que d'intérêt	14 234	13 543
Bénéfice avant impôt	6 998	2 082
Impôt sur le résultat	2 526	1 031
Bénéfice net avant la quote-part des bénéfices non distribués des filiales	4 472	1 051
Quote-part des bénéfices non distribués des filiales	15 890	15 179
Bénéfice net	20 362 \$	16 230 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	772	597
Total du résultat global	21 134 \$	16 827 \$

(1) Comprend le revenu de dividende tiré des placements dans des filiales et des entreprises associées de 1 million de dollars (9 millions au 31 octobre 2024).

(2) Comprend la quote-part des revenus (pertes) des entreprises associées d'un montant nominal (montant nominal au 31 octobre 2024).

Tableaux résumés des flux de trésorerie

	Pour les exercices clos	
	Le 31 octobre 2025	Le 31 octobre 2024
(En millions de dollars canadiens)		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	20 362 \$	16 230 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :		
Variation des bénéfices non distribués des filiales	(15 890)	(15 179)
Variation des dépôts	92 267	77 327
Variation des prêts	(49 013)	(56 572)
Variation des titres détenus à des fins de transaction	(26 471)	3 162
Variation des engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(26 361)	(2 860)
Variation des actifs achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	18 288	(24 203)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	14 955	(1 721)
Autres activités d'exploitation, montant net	(9 112)	(2 565)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	19 025	(6 381)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	13 554	7 247
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	150 541	167 772
Achat de titres de placement	(202 133)	(152 935)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(1 842)	(1 277)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(12 872)
Variation de la trésorerie investie dans des filiales	(643)	1 252
Variation du financement net fourni à des filiales	13 627	(166)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(26 896)	9 021
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Emission de débentures subordonnées	2 991	3 239
Remboursement de débentures subordonnées	(2 750)	(1 500)
Emission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	72	159
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(2 768)	(140)
Emission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	4 945	2 702
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(2 350)	(1 021)
Dividendes versés sur les actions et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(8 800)	(6 637)
Remboursement d'obligations locatives	(281)	(268)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(8 941)	(3 466)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(16 812)	(826)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de l'exercice	40 944	41 770
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de l'exercice	24 132 \$	40 944 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts versés	53 560 \$	55 119 \$
Intérêts reçus	65 880	67 857
Dividendes reçus	3 388	2 869
Impôt sur le résultat payé	2 599	504

Note 32 Principales filiales

(En millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre 2025
Principales filiales (1)	Adresse du bureau principal (2)	Valeur comptable des actions à droit de vote détenues par la banque (3)
Banque Royale Holding Inc. RBC Placements en Direct Inc Compagnie d'assurance générale RBC Compagnie d'assurance vie RBC Investment Holdings (Cayman) Limited RBC (Cayman) Funding Ltd. Capital Funding Alberta Limited RBC Gestion mondiale d'actifs Inc. Fiducie RBC Services aux Investisseurs RBC (Barbados) Trading Bank Corporation	Toronto (Ontario), Canada Toronto (Ontario), Canada Mississauga (Ontario), Canada Mississauga (Ontario), Canada George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans Calgary (Alberta), Canada Toronto (Ontario), Canada Toronto (Ontario), Canada St. James, La Barbade	103 027 \$
RBC US Group Holdings LLC (2) RBC USA Holdco Corporation RBC Capital Markets, LLC City National Bank	Toronto (Ontario), Canada New York (New York), États-Unis New York (New York), États-Unis Los Angeles (Californie), États-Unis	38 425
RBC Dominion valeurs mobilières Limitée RBC Dominion valeurs mobilières Inc.	Toronto (Ontario), Canada Toronto (Ontario), Canada	19 306
Société d'Hypothèques de la Banque Royale	Toronto (Ontario), Canada	7 420
RBC Europe Limited	Londres, Angleterre	5 822
Compagnie Trust Royal	Montréal (Québec), Canada	1 782
Société Trust Royal du Canada	Toronto (Ontario), Canada	785

(1) La Banque contrôle chaque filiale directement ou indirectement.

(2) Toutes les filiales sont fondées ou constituées sous le régime des lois de l'État, de la province ou du pays dans lequel se trouve leur bureau principal, à l'exception de RBC US Group Holdings LLC et RBC USA Holdco Corporation, qui sont constituées sous le régime des lois de l'État du Delaware, aux États-Unis, de RBC Capital Markets, LLC, qui est fondée sous les lois de l'État du Minnesota, aux États-Unis, et de City National Bank, qui est une banque nationale constituée sous le régime des lois des États-Unis.

(3) La valeur comptable des actions avec droit de vote correspond à la participation de la Banque dans ces placements.

Certaines de nos filiales, coentreprises et entreprises associées sont assujetties à des exigences réglementaires en vigueur dans les territoires où elles exercent leurs activités. En vertu de ces exigences, il est possible qu'elles ne puissent pas nous transférer notre quote-part de leur actif sous forme de dividendes en espèces, de prêts ou d'avances. Au 31 octobre 2025, l'actif net restreint de ces filiales, coentreprises et entreprises associées s'élevait à 61 milliards de dollars (56 milliards au 31 octobre 2024).

ANALYSE STATISTIQUE DES DIX DERNIERS EXERCICES

Bilans résumés

(En millions de dollars canadiens) (1)	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Actif										
Trésorerie et montants à recevoir de banques	37 024 \$	56 723 \$	61 989 \$	72 397 \$	113 846 \$	118 888 \$	26 310 \$	30 209 \$	28 407 \$	14 929 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	50 364	66 020	71 086	108 011	79 638	39 013	38 345	36 471	32 662	27 851
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	561 788	439 918	409 730	318 223	284 724	275 814	249 004	222 866	218 379	236 093
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 683	350 803	340 191	317 845	307 903	313 015	306 961	294 602	220 977	186 302
Prêts, déduction faite de la correction de valeur	1 042 422	981 380	852 773	819 965	717 575	660 992	618 856	576 818	542 617	521 604
Autres	323 725	276 738	270 762	280 778	202 637	216 826	189 459	173 768	169 811	193 479
Total de l'actif	2 325 006 \$	2 171 582 \$	2 006 531 \$	1 917 219 \$	1 706 323 \$	1 624 548 \$	1 428 935 \$	1 334 734 \$	1 212 853 \$	1 180 258 \$
Passif										
Dépôts (2)	1 515 616 \$	1 409 531 \$	1 231 687 \$	1 208 814 \$	1 100 831 \$	1 011 885 \$	886 005 \$	836 197 \$	789 036 \$	757 589 \$
Autres (2)	656 278	621 313	648 311	590 205	497 137	516 029	449 490	409 451	340 124	341 295
Débiteures subordonnées	13 961	13 546	11 386	10 025	9 593	9 867	9 815	9 131	9 265	9 762
Total du passif	2 185 855 \$	2 044 390 \$	1 891 384 \$	1 809 044 \$	1 607 561 \$	1 537 781 \$	1 345 310 \$	1 254 779 \$	1 138 425 \$	1 108 646 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	139 092	127 089	115 048	108 064	98 667	86 664	83 523	79 861	73 829	71 017
Participations ne donnant pas le contrôle	59	103	99	111	95	103	102	94	599	595
Total des capitaux propres	139 151	127 192	115 147	108 175	98 762	86 767	83 625	79 955	74 428	71 612
Total du passif et des capitaux propres	2 325 006 \$	2 171 582 \$	2 006 531 \$	1 917 219 \$	1 706 323 \$	1 624 548 \$	1 428 935 \$	1 334 734 \$	1 212 853 \$	1 180 258 \$

Etats résumés du résultat net

(En millions de dollars canadiens) (1)	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Revenu net d'intérêt (2)	33 000 \$	27 953 \$	25 129 \$	22 717 \$	20 002 \$	20 835 \$	19 749 \$	17 952 \$	16 926 \$	16 531 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	33 605	29 391	26 335	26 268	29 691	26 346	26 253	24 624	23 743	22 264
Total des revenus	66 605	57 344	51 464	48 985	49 693	47 181	46 002	42 576	40 669	38 795
Dotation à la provision pour pertes de crédit	4 362	3 232	2 468	484	(753)	4 351	1 864	1 307	1 150	1 546
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	s.o.	s.o.	s.o.	1 783	3 891	3 683	4 085	2 676	3 053	3 424
Frais autres que d'intérêt	36 592	34 250	30 813	26 609	25 924	24 758	24 139	22 833	21 794	20 526
Bénéfice net	20 369 \$	16 240 \$	14 612 \$	15 807 \$	16 050 \$	11 437 \$	12 871 \$	12 431 \$	11 469 \$	10 458 \$

Autres statistiques – présentées

(En millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action) (1)	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
MESURES DE LA RENTABILITE										
Bénéfice par action										
– de base	14,10 \$	11,27 \$	10,33 \$	11,08 \$	11,08 \$	7,84 \$	8,78 \$	8,39 \$	7,59 \$	6,80 \$
– dilué	14,07 \$	11,25 \$	10,32 \$	11,06 \$	11,06 \$	7,82 \$	8,75 \$	8,36 \$	7,56 \$	6,78 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16,3 %	14,4 %	14,3 %	16,4 %	18,6 %	14,2 %	16,8 %	17,6 %	17,0 %	16,3 %
Rendement de l'actif pondéré en fonction des risques	2,84 %	2,52 %	2,44 %	2,68 %	2,90 %	2,10 %	2,52 %	2,55 %	2,49 %	2,34 %
Ratio d'efficience	54,9 %	59,7 %	59,9 %	54,3 %	52,2 %	52,5 %	52,5 %	53,6 %	53,6 %	52,9 %
PRINCIPAUX RATIOS										
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations (4)	0,37 %	0,28 %	0,21 %	0,10 %	0,10 %	0,24 %	0,27 %	0,20 %	0,21 %	0,28 %
Marge nette d'intérêt (moyenne des actifs productifs, montant net) (2), (4)	1,62 %	1,54 %	1,50 %	1,48 %	1,48 %	1,55 %	1,61 %	1,64 %	1,69 %	1,70 %
INFORMATION SUR LES ACTIONS										
Actions ordinaires en circulation (en milliers)										
– à la fin de la période	1 400 114	1 414 504	1 400 511	1 382 911	1 424 525	1 422 473	1 430 096	1 438 794	1 452 535	1 484 235
Dividendes déclarés par action ordinaire	6,04 \$	5,60 \$	5,34 \$	4,96 \$	4,32 \$	4,29 \$	4,07 \$	3,77 \$	3,48 \$	3,24 \$
Rendement de l'action (5)	3,4 %	3,9 %	4,3 %	3,7 %	3,8 %	4,7 %	4,1 %	3,7 %	3,8 %	4,3 %
Ratio de distribution	43 %	50 %	52 %	45 %	39 %	55 %	46 %	45 %	46 %	48 %
Valeur comptable par action (6)	91,00 \$	83,46 \$	76,92 \$	72,85 \$	64,57 \$	56,75 \$	54,41 \$	51,12 \$	46,41 \$	43,32 \$
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (7)	205,47 \$	168,39 \$	110,76 \$	126,05 \$	128,82 \$	93,16 \$	106,24 \$	95,92 \$	100,87 \$	83,80 \$

Capitalisation boursière (TSX) (7)	287 s681	238 188	155 121	174 316	183 507	132 518	151 933	138 009	146 554	124 476
Cours du marché par rapport à la valeur comptable	2,26	2,02	1,44	1,73	2,00	1,64	1,95	1,88	2,17	1,93
MESURES DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS (8)										
Ratio CET1	13,5 %	13,2 %	14,5 %	12,6 %	13,7 %	12,5 %	12,1 %	11,5 %	10,9 %	10,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	15,1 %	14,6 %	15,7 %	13,8 %	14,9 %	13,5 %	13,2 %	12,8 %	12,3 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	16,4 %	17,6 %	15,4 %	16,7 %	15,5 %	15,2 %	14,6 %	14,2 %	14,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,2 %	4,3 %	4,4 %	4,9 %	4,8 %	4,3 %	4,4 %	4,4 %	4,4 %
Ratio TLAC	31,5 %	29,3 %	31,0 %	26,4 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ratio de levier TLAC	9,2 %	8,4 %	8,5 %	8,5 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada). Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* de façon rétrospective et avons retraité les résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2023. Les résultats des exercices antérieurs au 1^{er} novembre 2022 sont présentés conformément à IFRS 4 *Contrats d'assurance*. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location*. Les résultats des exercices antérieurs au 1^{er} novembre 2019 sont présentés conformément à IAS 17 *Contrats de location*. En date du 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les résultats des exercices antérieurs au 1^{er} novembre 2018 sont présentés conformément à IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. En date du 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9 *Instruments financiers* (IFRS 9). Les résultats des exercices antérieurs au 1^{er} novembre 2017 sont présentés conformément à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39).

(2) A partir du quatrième trimestre de 2019, la composante intérêts et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et les autres passifs, respectivement. Au 1^{er} novembre 2016, les montants correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(3) Cette mesure pourrait ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du rapport de gestion.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(6) Obtenu en divisant le capital-actions ordinaires par le nombre d'actions ordinaires émis et en circulation à la fin de la période.

(7) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(8) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF et le ratio de levier TLAC et le ratio TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. Les résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et les exigences de levier dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. Les résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2024 reflètent l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché. Les résultats des exercices clos avant le 31 octobre 2024 n'ont pas été retraités pour tenir compte de l'adoption d'IFRS 17. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres du rapport de gestion.

s.o. sans objet

RAPPORT DE GESTION

Les rapports de gestion et informations financières sont accessibles sur le site suivant : <https://www.rbc.com/investisseurs/information-financiere.html>